3 1761 07993376 8

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lmefranaisee03barr

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

★ ★ ★

LA CROIX DE GUERRE

ŒUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'OEIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHE, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1er novembre 1914-1er janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-14 mars 1915)	—
L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM *(La Mort de Venise)*	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—

AU LIEU A MORÈAS. Une brochure	Prix 1 fr.
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr.
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr

323250

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

★★★

LA CROIX DE GUERRE

PARIS
ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS
100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

1916

15 00 96
12/3/19

Justification du tirage

N° 5.210

D
516
B35
916
v.3

SEPTIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE *(Suite)*

(Du 2 Janvier au 31 Mars 1915.)

La guerre de siège ou de positions, qui a commencé au lendemain de la bataille des Flandres (1), *a pour caractère essentiel la fixité des fronts. De la mer du Nord aux Vosges, la ligne est continue : aucun des deux adversaires ne prête son flanc à une attaque de l'autre ; point de manœuvre possible ; seule l'attaque frontale est réalisable. Des millions d'hommes sont ainsi immobilisés.*

Mais cette fixité relative, interrompue d'ailleurs à divers moments, est loin d'être l'inactivité : la guerre de positions ne réclame pas le

(1) Voir la Sixième phase, page 157 : *les Saints de la France.*

même genre d'efforts que la guerre de mouvements. Elle en réclame cependant de considérables, de continus et de très rudes. Non seulement les canons de tous calibres ne cessent de jeter tout le long de la ligne des tonnes d'explosifs, mais la vie des tranchées réclame des travaux constants, multiples, intenses, accomplis souvent sous le feu de l'ennemi. Lutte souterraine à coups de grenades, lutte de sape et de mine, sous la menace des pétards, des éclats d'obus, des lance-bombes et des gaz asphyxiants, lutte incessante qui exige de tous une action permanente, une vigilance toujours tendue, un moral à toute épreuve.

Même en dehors des périodes d'attaque, la guerre de positions avec ses exigences matérielles, avec l'obligation de remuer la terre, d'entretenir les parapets et les fils de fer est une rude besogne. La moindre attaque réclame encore plus de méthode, d'ingéniosité et de préparation. Il faut d'abord reconnaître les positions de l'adversaire par tous les moyens possibles ; il faut ensuite préparer le terrain d'attaque, doubler les boyaux de communication, pousser en avant des têtes de sape, de manière à mener les troupes à distance d'assaut. A l'artillerie revient la charge de détruire les fils de fer, de mettre les mitrailleuses hors d'action d'ouvrir

des brèches dans la position ennemie. L'assaut lui-même, enfin, doit être violent, soudain...

Ces attaques sont trop longues à monter; elles exigent trop de disponibilités et une dépense de munitions trop considérable pour qu'elles puissent être souvent renouvelées.

En dépit de ces difficultés, les troupes françaises ont gardé l'initiative des opérations, et durant l'année 1915, par des offensives répétées, elles ont infligé aux troupes allemandes de grands échecs. Dans le premier trimestre (janvier-mars) a eu lieu la première de ces offensives : la bataille de Champagne de février.

Le commandement avait à cette époque constitué des réserves en hommes et en munitions. Il jugeait une action offensive d'autant plus utile que les Allemands avaient entrepris un effort considérable en Prusse Orientale, et que notre initiative devait les empêcher de transporter des forces sur leur front russe.

L'attaque eut lieu le 16 février entre la ferme de Beauséjour et les bois à l'est de Perthes. Sur un front de plus de trois kilomètres, la ligne principale allemande tomba. Nos troupes eurent à subir plus de vingt-six contre-attaques allemandes. Au cours d'une véritable bataille qui dura jusqu'au 19, elles purent maintenir et consolider tout ce qu'elles avaient gagné. Dans

les jours qui suivirent, elles s'emparèrent des fortins de Beauséjour, et progressivement elles occupèrent toute la première ligne allemande étendue sur un front d'environ huit kilomètres.

Plus grand encore que le résultat matériel était le résultat moral. Nos soldats avaient pris conscience de leur supériorité. Ils avaient fait deux mille prisonniers et conquis un matériel nombreux de mitrailleuses et de canons-révolvers ; ils avaient infligé à l'ennemi des pertes que celui-ci avouait supérieures aux pertes subies pendant la bataille de Mazurie; ils l'avaient obligé à cesser les attaques sur les autres parties de notre front; enfin, durant toute la bataille, ils avaient empêché de faire aucun prélèvement pour envoyer de nouvelles troupes en Russie. L'offensive avait produit les principaux résultats qu'on en pouvait désormais attendre : elle fut arrêtée au commencement de mars.

Il ne devait rien y avoir de grande envergure avant la bataille d'Artois, le 9 mai. Mais des actions de détail, entreprises en Woèvre dès les derniers jours de mars et au cours du mois d'avril allaient interdire à l'ennemi de prendre l'initiative des opérations.

I

UNE JOURNÉE AVEC LES ENFANTS

2 Janvier 1915.

Premier janvier, jour des étrennes, grande journée grave sous la pluie. On s'arrête de monter la côte pour regarder derrière soi. On songe avec affection, indéfiniment, à ceux qui sont restés en chemin. Et puis, la pensée s'en va s'installer dans les tranchées auprès des vaillants qui souffrent et ne veulent même pas en convenir entre eux. « Ils grognaient et le suivaient toujours », dit la célèbre légende. Leurs petits-fils n'ont pas une plainte. Mais, de tout notre cœur, nous sentons et savons leur magnanime courage.

Paris, une fois encore, a été beau de recueillement, de piété profonde. Dans ce jour de fête, pas une de nos pensées n'a perdu le contact avec nos défenseurs. Guère plus d'étrennes que de réveillon. J'entrai dans un magasin ami et comme je questionnais le marchand : « Oh ! me dit-il, nous ouvrons ! C'est plutôt pour animer le quartier. » Il

fallait voir de quel air cela était dit, par un homme attristé de ne pas avoir de clients, mais qui comprenait bien qu'on n'a guère l'esprit aux fleurs ni aux marrons glacés.

Nous disons tous : « Il faut reprendre la vie. » Et puis nous pensons à des morts. Les enfants eux-mêmes se font des scrupules. Aujourd'hui, je me suis donné une récréation ; j'ai pris le dossier des lettres que les petits garçons et les petites filles, tout comme leurs parents, m'écrivent. Ils m'ont beaucoup pressé, en décembre, de déconseiller les cadeaux du jour de l'an. Je n'en prends pas à mon aise, aussi délibérément qu'eux, avec les intérêts du commerce parisien, durement éprouvé, et j'ai ajourné au 2 janvier de vous faire entendre un avis qui, aujourd'hui, sera sans effet, mais qui nous fait connaître des petits êtres excellents de bonne volonté.

Voulez-vous une gentille distraction ? Ecoutez ce que nous dit le jeune Coco, un anonyme :

Monsieur,

Vous ne savez pas ce qu'il faut que tous les petits enfants de France fassent : il faut qu'ils disent bien fort qu'ils ne veulent pas d'étrennes, et que tout l'argent des bonbons et des joujoux qu'on leur donne au Premier de l'An, ils l'abandonnent pour les soldats.

Puisque nous sommes trop petits pour nous battre, nous pourrons au moins faire, comme nos grands frères, quelque chose pour la France, en donnant nos étrennes. Je vous écris cela, monsieur, car peut-être des enfants ne le feraient pas, parce qu'ils ne penseraient pas. Mettez-le dans votre journal, vous qui savez bien écrire.

Je ne vous dis pas mon nom. Je suis un petit Français, dont le papa se bat depuis quatre mois, et qui, avec ses sept frères et sœurs, a donné toute sa tirelire aux soldats.

Coco.

De tels sentiments n'ont plus qu'à mûrir ; la plante ouvre ses tendres boutons et promet déjà le jeune saint-cyrien. Derrière nos Marie-Louise arrivés sur le front, où leur belle allure tout de suite leur a conquis l'estime de leurs aînés, une magnifique enfance s'impatiente de n'avoir pas l'âge de les accompagner. Charmants enfants ! Permettez-moi de vous donner encore une de leurs lettres, toujours de petits inconnus :

Monsieur Barrès,

Je connais bien votre nom, il est tous les jours dans l'*Écho de Paris* de ma maman. Je sais que vous aimez beaucoup (moi aussi) nos grands soldats de France ; vous ferez ce que vous voudrez de ma petite pièce pour leur faire plaisir. Je ne reçois pas beaucoup de sous cette année ; c'est la guerre, alors on ne peut pas gâter les enfants, parce que la grand'mère et la marraine pensent aux soldats d'abord ; elles n'ont pas réfléchi

que les petits garçons veulent aussi gâter les soldats. Vive la France !

Un futur petit soldat, fils d'officier (qui a huit ans) vous fait le salut militaire.

André.

Merci, mon camarade. Avec votre pièce, les soldats ont eu des cigarettes. Tout cela est très bien. Mais je referme mon dossier. Petits garçons, retournez avec vos mamans qui vous mettent noblement dans l'âme le germe des vertus françaises.

On m'excusera d'avoir passé avec complaisance une partie de cette journée au milieu des enfants. Elle leur est d'habitude consacrée. Et puis, n'est-ce pas pour le salut de leur héritage que tous nos efforts, à cette heure, sont tendus ? Si nous voulons briser le militarisme prussien et l'unité allemande, si nous voulons libérer les divers génies germaniques qui jadis ont produit de si beaux fruits, avant qu'ils se fussent soumis à la discipline unitaire prussienne, c'est pour ne pas tomber dans l'esclavage, nous-mêmes, et c'est pour que ces enfants dont nous venons d'entendre la voix puissent jouir d'une paix solide indéfiniment.

Tout à l'heure, en copiant ces lettres naïves, toutes pleines de la gentillesse française, je me suis rappelé d'autres pages, analogues de

ton et vieilles de quarante-quatre ans. Je suis allé chercher dans mes papiers, j'ai retrouvé le journal d'un enfant lorrain rédigé pendant la guerre de 1870. C'est un de mes amis d'enfance qui l'écrivait alors, en guise de devoir, chaque jour, sous la dictée de sa grand'mère, dans une vieille maison au bord de la Moselle. Peut-être qu'un jour de fête, où l'on est disposé à entendre un récit, je vous demanderai la permission de le mettre sous vos yeux, ce cahier enfantin, étrangement évocateur. Il est bon que nous portions notre regard derrière nous, sur ces jalons de l'existence des familles.

En 1870, quand j'avais huit ans et que je voyais défiler les Prussiens, les vieux étaient encore assez nombreux autour de nous, qui avaient vu l'occupation de 1815 à 1818. L'autre jour, quand j'ai rapporté de Lunéville l'affiche que venaient d'y mettre les Allemands, je l'ai classée avec une autre affiche contenant la proclamation de Blücher aux Lorrains, en 1815. Et plus loin encore, j'entends autour de mon enfance les récits sur les Suédois. Les massacres et les incendies de ces « reîtres » venus d'Allemagne ont laissé d'ineffaçables traces dans l'imagination lorraine et sur notre civilisation qui ne s'en est

jamais complètement relevée. Voici la vingt-neuvième fois que les populations d'outre-Rhin envahissent la France, brûlent nos maisons, assassinent traîtreusement et torturent nos parents sans défense. Je n'ai jamais pu rencontrer le regard d'un enfant de France sans me dire : « Tâchons de lui épargner ces horreurs en affaiblissant de notre mieux le sang de l'Allemagne », et maintenant je me réjouis en voyant qu'il n'est pas un enfant de France qui ne soit pour toute sa vie averti, comme nous autres, Lorrains, nous l'avons été dès notre bas âge. L'ignoble pacifisme qui nous livrait pieds et poings liés, comme pourceaux en sac, n'empoisonnera jamais les fils généreux des héros de 1914. Préférant la paix à la guerre, mais les armes toujours prêtes, ils surveilleront toujours le peuple brutal qui professe que nous sommes l'ennemi héréditaire.

Ah ! belle jeunesse nationale, comme nous vous avons appelée !... « Attends que l'hiver s'en aille et tu vas voir une feuille percer ces nœuds si durs pour elle, et tu demanderas comment un bourgeon frêle peut, si tendre et si vert, jaillir de ce bois noir. »

P.-S. — Paul Adam me télégraphie en me demandant que je salue Bruno Garibaldi, le

jeune héros de l'Italie tombé en Argonne pour la France. Mon vieux camarade devance ma pensée, mon hommage. Celui qui vient de mourir au champ d'honneur, face à l'ennemi commun, en portant le drapeau de son père et le drapeau de la France à l'assaut d'une tranchée allemande, nous inscrirons son nom à la première page du livre de nos jeunes gloires. Que son frère, qui continue la lutte, avec sa vaillante légion, au milieu de nos soldats, reçoive nos félicitations reconnaissantes pour l'honneur encore ajouté à son illustre nom.

II

UN PATRIOTE ALSACIEN
L'ABBÉ WETTERLÉ

4 Janvier 1915.

L'abbé Wetterlé me fait l'honneur de me demander une préface pour ses *Propos de Guerre* (1).

C'est un petit livre dont il est très utile

(1) *Propos de Guerre*, par l'Abbé Wetterlé, chez Pierre Laffitte.

que chacun entende les conseils. Toutes ses pages nous répètent qu'il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à la dislocation de l'Empire allemand :

Il est nécessaire d'en finir d'un seul coup avec la puissance germanique. Si on épargne l'Empire allemand, si on lui accorde une paix honorable après sa défaite, tout sera, dans dix ans, à recommencer... (p. 155).

Maintenant que le colosse aux pieds d'argile commence à vaciller et que sa chute s'annonce prochaine, les pacifistes, les pionniers du germanisme commencent à s'agiter : « N'humilions pas l'Allemagne vaincue! », disent-ils, avec des larmes dans la voix... Et il y a, hélas! même en France, des gens qui se laissent, par fausse sensiblerie, par un humanitarisme bébête, entraîner à prêter l'oreille sans protestation à ces conseils décevants... (p. 184).

... Si l'Europe veut jouir d'un siècle de paix et de prospérité, il est indispensable que l'Allemagne disparaisse. Je dis bien l'Empire, et non pas les États allemands. Pourvu que ceux-ci ne puissent pas se resouder, l'Allemagne ne sera plus redoutable (p. 203).

Les conseils valent ce que valent les conseilleurs. Celui-ci nous parle de ce qu'il connaît mieux que personne. Il a écrit sur le Reichstag des pages que je regrette de ne pas retrouver dans ce recueil, et qui sont un document de premier ordre sur l'état d'esprit politique des diverses nationalités allemandes. Quand il nous dit que l'Empire allemand

aura toujours pour mission l'écrasement de la France, et que, d'autre part, les Allemands se feront tout petits aussitôt que l'appareil militaire ne les encadrera plus, je l'écoute. J'écouterai toujours les gens d'expérience plutôt que les gens à système. Wetterlé, s'il nous parle des rapports franco-allemands et de la question d'Alsace-Lorraine nous apporte l'expérience de sa vie.

Voilà un homme qui a passé son enfance dans cette ville de Colmar où se conservent avec une énergique piété les traditions du passé. Arrivé à l'âge mûr, et quand il lui fallut choisir entre l'ancienne patrie et la nouvelle, comme tant d'autres Alsaciens, il connut une véritable crise morale. Reviendrait-il vers nous? Resterait-il là-bas?

D'abord, il ne put écouter que son cœur. Il émigra ; il devint nôtre. Et puis il réfléchit : il reprit le chemin de l'Alsace et de la bataille, et sitôt rentré à Colmar fonda un journal bihebdomadaire qui, avec les années, devint un grand quotidien. Le *Nouvelliste d'Alsace-Lorraine,* dont j'étais un des abonnés, et que je ne me lassais pas de lire, je devrais dire d'étudier, a mené le bon combat avec une vaillance inépuisable, faite de fermeté et de belle humeur. Ce n'était pas l'Alsace pleu-

rarde des romances, c'était la jeune Alsace, heureuse de se sentir une qualité d'âme bien supérieure à la balourdise teutonne. Cependant le journaliste était élu député, et portait devant le Reichstag les revendications alsaciennes.

Polémiste et orateur, l'abbé Wetterlé, qui manie les deux langues avec une égale vigueur, est un combattant redoutable. Mais il avait affaire à des adversaires dont personne en France, à cette heure, ne conteste plus la brutalité. Il a eu l'honneur de souffrir pour la vérité et pour sa nation.

Les épisodes de la vie de notre illustre ami sont présents à toutes les mémoires. J'en rappellerai un seul, qui est propre à éclairer le joyeux et courageux esprit de l'Alsace.

Chaque année, les députés alsaciens-lorrains déposent au Parlement de Strasbourg une motion où ils demandent que l'enseignement de la langue française soit obligatoire dans toutes les écoles primaires. En janvier 1909, la motion fut votée comme les autres années, et comme les autres années, elle devait rester sans effet. Mais un pédant, le professeur Gneisse, directeur du lycée de Colmar et pangermaniste forcené, écrivit à cette occasion, dans une feuille allemande de Strasbourg,

une série d'articles violents contre la francisation de l'Alsace. L'abbé Wetterlé lui répondit allègrement et publia une caricature du professeur teuton due au crayon de notre cher Hansi. Herr Gneisse y paraissait au naturel, et fagoté comme ils sont. Il se plaignit d'être si laid. Hansi fut condamné à quelque 700 ou 800 marks d'amende. Pour s'acquitter, le bon garçon mit en vente une caricature nouvelle : *Touristes allemands à Paris*. Le produit de cette vente ayant dépassé la somme requise, il versa le reliquat, 300 et quelques francs, dans les mains du Comité pour le monument de Wissembourg. Et c'est ainsi que, sans le vouloir, le professeur Gneisse a concouru pour sa part à cette glorification de nos morts et du courage français.

Quant à l'abbé Wetterlé, on ne pouvait instruire son procès tant qu'il siégeait au Reichstag. Mais il ne perdit rien pour avoir attendu. La session terminée, il comparut à son tour, et les jurés le condamnèrent à deux mois de prison.

Pendant tout ce procès, notre ami se défendit avec la verve et l'à-propos le plus heureux. Croyant l'embarrasser et le confondre, le professeur Gneisse lui fit poser cette question par le président du tribunal : « Avez-

vous des sentiments français? » L'abbé Wetterlé répondit simplement : « Je considère comme une offense que vous doutiez de mes sentiments nationaux. » Mot spirituel et profond, sage et fier, où l'on retrouve l'accent de certaines répliques de Jeanne d'Arc à ses juges. Jusque sous le filet du chasseur, l'esprit ouvre ses ailes captives et veut s'élancer vers le ciel.

Pour bien entendre le rôle de Wetterlé et comprendre son activité, il faut toujours avoir présentes sous les yeux les conditions de sa bataille. Il est le chef de prisonniers pleins de courage et de belle humeur qui conduisent, ma foi, du mieux qu'ils peuvent, leur résistance. On dénaturerait sa figure en l'isolant. Il faut le voir au bureau de son journal, que guettent l'amende, la prison et la suppression ; dans les rues de Colmar, où il croise et coudoie ses ennemis ; à Ribauvillé et dans les charmants villages de sa circonscription, au milieu des vignerons qu'il doit défendre et ne pas trop compromettre. Il faut le voir enfin au milieu de ses amis, un tas de nationalistes, des croyants et des mécréants, avec qui il coordonne ses efforts, des gens qui, sans aucun intérêt, par simple noblesse de nature, ne peuvent pas prendre leur parti d'être Allemands.

Écoutez cette phrase, à la fois sage et noble, que l'abbé Wetterlé me disait l'autre jour :

— Si vous mentionnez les efforts que j'ai faits pour maintenir le souvenir de la France en Alsace-Lorraine, n'oubliez pas, n'est-ce pas, de faire la part très belle à Preiss, à Blumenthal, à l'abbé Collin, à Laugel, à Bourson, à Spinner, à Jean. J'ai horreur d'être séparé de tous mes compagnons d'armes. Et puis, pensez surtout à ce brave peuple qui nous a tous maintenus dans le sentier du devoir.

Ah! certes, on voudrait rendre hommage à tous ces nobles gens, à d'autres encore que Wetterlé a pu me citer et dont j'oublie les noms, et puis à ceux qui furent utiles et vaillants et qui, pour diverses raisons, interdisent toujours qu'on les mette à l'ordre du jour.

Dans les provinces reconquises, nous dresserons quelque jour une pierre où l'on inscrira les chefs de la résistance, comme on a inscrit les généraux de la grande armée sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile! Ils furent à la peine, c'est utile qu'ils soient à l'honneur. Nous n'aurons jamais trop d'hommes exemplaires.

Que de fois j'ai souffert à la Chambre, quand on disait ou laissait entendre que les Alsaciens et les Lorrains s'accommodaient du

régime allemand. J'aurais voulu dénombrer ces nobles gens, énumérer leurs titres glorieux, commenter leur fidélité, découvrir les blessures qu'ils recevaient pour la France. Il fallait bien me taire, sous peine de donner à l'Allemagne ravie des armes décisives contre nos amis. Mais l'histoire leur rendra une haute justice, et après avoir proclamé la sagesse de leur attitude, elle magnifiera leurs qualités individuelles.

Ce n'est pas l'intérêt qui dictait la conduite de ces chefs de la résistance. Les intérêts matériels des annexés étaient garantis par la législation allemande comme ils l'eussent été en France. Et même les ouvriers, les patrons, les prêtres, les propriétaires ruraux, pour peu qu'ils l'eussent désiré, auraient su trouver dans les institutions allemandes des avantages qui n'existent pas en France. Mais il ne suffisait pas aux dignes Alsaciens et Lorrains de jouir de ce bien-être. Ils voulaient se développer pleinement. Ce qui souffrait en eux, sous les entraves allemandes, c'était l'esprit. Ils ont lutté pour défendre leur valeur spirituelle et ce je ne sais quoi qui s'était amassé dans leurs âmes, durant les années françaises. Ils avaient un bagage de sentiments, une formation morale, une France intérieure, et ils

ne pouvaient pas supporter que tout cet invisible fût immolé.

En vain, l'Allemagne les faisait-elle bénéficier d'une prodigieuse organisation matérielle, nos frères se sentaient opprimés, parce que la France qui était en eux ne pouvait pas s'épanouir. Ils attendaient avec un ardent désir que nos soldats vinssent mettre la force au service de l'âme, oui, désentraver leur âme.

Nous ne regardons pas assez la vie qui nous entoure, nous regardons les livres et l'histoire déjà rédigée. Et puis, si notre regard est obligé de rencontrer des hommes vivants, il s'arrête sur leurs visages, ne s'en va guère dans leur vie profonde, héroïque. Avons-nous médité sur ces hommes désintéressés et capables d'enthousiasme, vivifiés à distance par la France éternelle? Avons-nous vu qu'au bout de notre sol, sur notre extrême horizon, il y avait ces fils bien-aimés de notre patrie, qui héréditairement aspiraient à être Français, qui priaient perpétuellement pour la France, si prier c'est nous tourner d'un élan de tout l'être vers le lieu où nous voudrions respirer? Attendrons-nous qu'ils soient morts, les chefs alsaciens et lorrains, pour distinguer qu'ils constituent une élite, des hommes capables de saisir les choses élevées, de s'animer pour elles et de

s'élever au-dessus de leur condition présente? Ils portaient en eux un magnifique foyer de sentiments héréditaires, et s'enflammaient quand le nom de la France, comme une étincelle, tombait dans leurs âmes.

Tous ces hommes avaient la plus belle vision de notre pays. Si belle que, l'avouerai-je, je n'aimais pas qu'ils vinssent à Paris. Homme de peu de foi, je craignais qu'ils ne nous regardent de trop près. Je me disais qu'ils connaissaient mieux la France quand ils la connaissaient d'après ce qu'ils éprouvaient en eux et en s'abandonnant au sentiment indéfinissable qui attache l'enfant à la mère. Je redoutais qu'ils ne vissent nos sectaires, nos querelleurs, nos fanfarons de déraison. Mais c'étaient des fils fidèles.

Demain, la France va avoir autant que jamais besoin des services de ces enfants reconquis. Elle va demander à ces chefs qu'ils ménagent le délicat raccord de la vie alsacienne et lorraine à la vie française. Il y faudra beaucoup de tact. On en manque rarement chez nous, et le cœur conseillera ceux mêmes qui ont le cerveau un peu raccorni par les passions dissolvantes de la politique. Déjà, le Généralissime a prononcé des paroles qui sont d'un grand tacticien moral, auxquelles il

faudra toujours revenir. Il a dit, vous vous le rappelez : « La France apporte, avec *les libertés qu'elle a toujours représentées*, le respect de *vos libertés à vous, des libertés Alsaciennes,* de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs. »

Rien de plus clair et de plus sage. La France apporte aux Alsaciens et aux Lorrains les libertés politiques et administratives que l'Allemagne leur refusait ou marchandait (ce sont les libertés françaises) ; de plus, elle accepte leurs coutumes et leur reconnaît le droit d'y rester fidèles. Vous voyez assez de quoi il s'agit. Nous touchons aux questions religieuses et scolaires.

C'est un vaste horizon qu'il suffit, à cette heure, d'indiquer d'un mot, mais où Wetterlé et ses amis trouveront une tâche immense. Il leur appartient de régler les intérêts de leurs concitoyens, de venir les défendre dans nos assemblées politiques françaises, où ils rétabliront en toutes choses l'équilibre qui penchait un peu trop du côté de nos chers et brillants frères du Midi.

Magnifique destinée, celle de ce patriote qui, après avoir défendu son peuple à Berlin, aux temps de l'exil, est appelé à le rattacher aux destinées françaises.

III

NOS AMIS DU JAPON

5 Janvier 1915.

Pourquoi ne pas nous parler du Japon? m'écrivent des lecteurs.

Ah! si j'étais lu par des Japonais, chaque matin, sur tous les tons je leur dirais avec quel plaisir nous tous, Anglais, Russes et Français, nous leur ferions une place à nos côtés. Oui, c'est un accueil glorieux que trouveraient en Europe nos chevaleresques alliés d'Asie. Je voudrais, tous les jours, par des pages variées, leur prouver que nous les connaissons déjà, que nous savons leur antique civilisation raffinée, que nous admirons leur art subtil et sûr, que nous aimons leur morale héroïque, leur culte de l'honneur et des ancêtres. Et chaque article, je le terminerais en disant, sous mille formes : « Soyons amis et alliés, et tout de suite. »

Mais quelle action puis-je avoir sur la raison gouvernementale japonaise et sur l'opinion publique, là-bas?

Je ne serai lu qu'en France et aux alentours.

La campagne de Pichon, d'emblée, a victorieusement persuadé tous les Français. Seriez-vous contents, camarades, si les Japonais venaient en Europe poursuivre la guerre qu'ils ont si brillamment menée contre l'Allemagne en Asie, et s'ils se joignaient aux Russes, aux Anglais, aux Belges, aux Serbes, à nous-mêmes? Eh! la réponse n'est pas douteuse. Si certains que nous soyons du résultat heureux de cette guerre, nous pesons le poids de la formidable guerrière, de cette Germanie qui s'essouffle, mais qui dure; aussi, pour abréger la lutte, tous les alliés seraient-ils heureux de céder au noble peuple japonais une part dans l'honneur de la victoire.

Voilà l'état des choses. Et j'écris cet article pour mettre la question au point devant nos lecteurs. Anglais, Russes et Français s'accordent à désirer la coopération de l'armée japonaise en Europe. Ils la désirent et ils la demandent. Reste à convaincre le Japon.

Quand vous débattez une affaire, qu'elle soit de l'ordre matériel ou de l'ordre moral le plus haut, il est sage que vous sortiez de votre esprit et de votre point de vue, pour vous placer au point où se trouve votre inter-

locuteur. Quel intérêt peuvent avoir les Japonais à transporter leur armée en Europe ? Quels intérêts japonais satisferaient-ils en devenant les glorieux frères d'armes de la Russie, de l'Angleterre et de la France ? C'est tout le problème.

La question n'est pas de savoir si les alliés seraient heureux de voir quatre cent mille Japonais débarquer en Europe, mais de connaître par où cette intervention peut satisfaire les Japonais.

C'est le travail des diplomates. Je ne doute pas que leur raison ne soit absolument d'accord avec l'instinct populaire. Tous nous tenons l'écrasement de l'Empire allemand pour une nécessité de vie ou de mort à laquelle nous subordonnons tout le reste. Les destinées de la France sont sur les routes de Berlin ; pas ailleurs. Là aussi, le salut de l'Angleterre et le bien de la Russie. Les diplomaties alliées ont en conséquence carte blanche du sentiment populaire pour les accords et la récompense.

Quant à nous, publicistes, ce qui nous reste à faire, c'est d'élever la voix si haut qu'elle passe les mers et qu'elle rappelle à cette nation japonaise, justement orgueilleuse de son rôle, que nous n'avons pas attendu aujourd'hui

pour désirer lier avec elle une alliance agissante. Voilà des années qu'elle inspire à notre élite française un pressentiment d'amitié. Sa vitalité et sa noblesse, le talent de ses artistes et le courage de ses soldats faisaient déjà, il y a vingt-cinq ans, un des thèmes habituels de la conversation des artistes groupés (ce n'est là qu'une précision de détail) dans le grenier des Goncourt, ou dans l'atelier du peintre J.-F. Raffaëlli. La plupart d'entre nous sont allés en pèlerinage parmi les fleurs et les temples de Miyajima et de Matsoushima. Brieux, qui se promenait là-bas en 1913, en est revenu, bien avant la guerre, avec un serrement de cœur, me dit-il, et comme s'il quittait une patrie. Il résume ses opinions et impressions en écrivant : « Tout Japonais est plus civilisé que n'importe quel Européen d'une classe correspondante. »

Cette guerre donne une tragique occasion de se grouper à tous ceux qui sont faits pour s'entendre. Eh bien ! il semble aux Français qu'il reste un vide dans le cercle de l'amitié, si les Japonais n'y prennent pas place, et si les grands civilisés de l'Asie ne viennent pas défendre fraternellement l'antique civilisation de l'Europe.

Voilà ce que nous voudrions qu'on entendît

au Japon, pour qu'on y appréciât ce qui se mêle de sympathie à l'intérêt qui dicte notre sollicitation. Et voilà aussi ce qu'il faut que l'on sache plus près de nous.

Les rares journaux allemands qui nous arrivent ne manquent pas de dire à leurs lecteurs : « Voyez ces Français, ils sont à bout. Persistez, encore un effort ; ils ne comptent plus que sur les autres, ils appellent anxieusement le Japon à leur secours... » Ne laissons pas dénaturer notre sentiment. Il est bien clair et net. Une partie de l'humanité s'est révoltée contre la mégalomanie allemande. Le noble Japon est parmi les nations qui, dès la première heure, ont dit : « Halte-là ! » au pangermanisme. Nous l'invitons à poursuivre sa victoire en Europe au milieu de nous tous. Et nous serions heureux qu'ainsi la dure guerre fût abrégée. Mais nous sommes de taille à parachever, tels que nous sommes, l'écrasement de l'ennemi déjà réduit à la défensive. Nous y mettrons simplement un peu plus du nôtre et un peu plus de temps. Nul des soldats ou des civils, en France, en Russie, en Angleterre, ne boude à la besogne. Et nos cœurs confiants s'associent au refrain dont retentissent à cette heure les rues de Londres. Vous le connaissez ?

Chaque jour, dans les rues anglaises, lorsque passent les troupes on leur crie : « *Are you downhearted ?* » (Êtes-vous fatigués, découragés ?) Et tout le bataillon éclate de rire en criant : « *No ! no ! no !* »

IV

INIQUITÉS

6 Janvier 1915.

La Commission d'appel suprême que M. Malvy a eu le bon esprit de nommer pour essayer de remédier aux imperfections et scandales que l'on voit, çà et là, dans la distribution des allocations aux familles des mobilisés, ne s'est pas encore réunie. Elle trouvera en nous un zélé collaborateur du dehors. Nous lui ferons tenir nos dossiers, et nous ne doutons pas qu'elle ne casse bon nombre des décisions arbitraires que nous avons à lui signaler.

La pensée que les femmes et les enfants de ceux qui se battent pour nous peuvent souffrir de la faim est odieuse à chacun. Nul ne lira avec indifférence les lettres des soldats

qui me disent : « Pour risquer chaque jour ma vie sans tristesse, il faut que j'aie le cœur tranquille sur le sort des miens ». Les commissaires que l'on vient de nommer ne s'entêteront pas dans l'injustice partisane.

Au reste, des milliers de lettres que j'ai reçues il résulte, à mon avis (et cette constatation est heureuse), que les querelles politiques, sauf en des pays assez rares, où je vous mènerai tout à l'heure, ne jouent qu'un rôle secondaire dans les injustices commises. Elles viennent plutôt de la routine, de la nonchalance et d'une sécheresse de cœur tout administrative. On laisse d'innombrables femmes sans rien leur répondre, sans les renseigner sur leurs droits, sans les guider pour obtenir une solution rapide et favorable. Et certains agents ne prennent pas la peine de leur dire : « Votre requête a été insuffisamment justifiée ou mal adressée. » Veulent-ils, nos Pachas, ainsi enfoncés dans un superbe silence, décourager ces malheureuses, pour qu'elles abandonnent leur demande ? C'est possible. Plus sûrement, ils continuent à être MM. les fonctionnaires du temps de paix, impassibles derrière leur grillage. Même en temps de guerre, l'argument d'un grand nombre de ces messieurs demeure : « Fichez-

moi la paix ! » C'est leur devise, c'est le cri qui s'élève, avec mille variantes éblouissantes, de mes dossiers, et que je voudrais écrire dessus comme la formule qui résume le mieux leur esprit.

Mes dossiers d'allocations sont un riche écrin de synonymes au vocable : « F... la paix ». Je veux, une fois encore, les ouvrir et faire miroiter sous vos yeux quelques-unes de mes plus belles pièces. Nous servirons la justice et nous apprendrons la psychologie. Vous verrez qu'aussi bien que la brillante frivolité de don Juan la grossière indifférence d'un tyran de village est à fond de dureté et peut devenir méchanceté.

Voici un fermier pillé par les Allemands ; sa femme et son enfant sans pain. Pas de réponse à sa demande d'allocation.

Je suis mobilisé depuis le 3 août. Au plein de la bataille de la Marne, les Allemands ont occupé mon exploitation et ont pillé tout ce j'avais en emportant mon matériel de culture, mes chevaux, mes vaches, et sans laisser aucun bon de réquisition. Une partie de mes récoltes n'a pu être rentrée et est perdue dans les champs. Ma femme et son jeune enfant n'ont pas quitté la maison. Ils s'y trouvent sans aucune ressource et ont adressé aussitôt au maire de la commune une demande à l'effet de percevoir l'allocation. Mais les difficultés politiques que j'ai eues avec le maire de ma commune l'ont conduit à refuser la signature.

Cette demande a été renouvelée et n'a abouti à aucun résultat.,. (Lettre de M. A. Barbier Lemoine, à Chezy-sur-Marne, Aisne, actuellement mobilisé au front.

Voici une femme qui attend depuis trois mois une réponse :

Je prends la liberté de vous écrire pour vous dire que mon mari, Louis Flassayer, est actuellement devant l'ennemi. C'est un père de famille de six enfants, dont l'aîné a douze ans. On nous avait accordé l'allocation des familles nombreuses en février 1914 et, après les élections législatives, mai 1914, le Conseil municipal nous la supprima. J'ai fait appel à la commission centrale (sous-préfet), il y a trois mois, et aucune décision n'intervient jamais. J'ai enfin renouvelé ma demande devant la Commission cantonale. J'ignore quel sort elle aura. Qu'on me rende mon mari, et je ne réclamerai pas l'allocation de soutien de famille.

(Mme Louise Flassayer, le Monteil, commune d'Intres, par Saint-Martin-de-Val, Ardèche.)

Elle attend depuis trois mois. Qu'elle ne se plaigne pas trop ! Elle va connaître une autre malheureuse qu'on laisse en suspens depuis quatre mois.

Depuis quatre mois, je fais ma demande à la mairie de Saint-Péray, pour me faire admettre à toucher l'allocation. Je n'ai jamais rien pu obtenir. J'ai quatre enfants, deux complètement à ma charge, un de dix ans et un de quinze encore malade. Je n'ai aucune ressource de personne. Je ne paie que quatre francs d'impôts et mes parents, qui sont morts, étaient à l'assistance des vieillards. J'exploite une petite ferme à

moitié, qui s'élèverait à 200 francs de louage si elle était à ferme. En sus, j'ai deux infirmités, très bien reconnues par le docteur Prouvat, qui m'empêchent de travailler. C'est une grande injustice que l'on me fait, car je ne sais que faire pour vivre. (Lettre de Mme Victorine Victor, au Grand-Pré, Saint-Péray, Ardèche.)

Je veux croire qu'il n'existe aucune mauvaise volonté. On traite ces affaires d'ordre administratif avec la lambinerie du temps de paix. Mais on s'en plaint avec raison, s'il s'agit d'un chemin vicinal ou d'un lavoir. Or, ici, c'est le pain des familles de nos soldats ! Ces fonctionnaires qui continuent à toucher intégralement leur traitement, alors que tous sont privés en totalité ou en partie de leurs salaires ou revenus, songent-ils que seuls ils ne souffrent pas matériellement de la guerre ?

L'apathie n'explique pas tout. Voici un document que je vous recommande et qui nous fournit un beau cas de la mégalomanie des mairies. Ces cas d'orgueil despotique ne sont pas rares.

Mme Maria Margary, née Dugourlay, domiciliée à l'Isle Saint-Cast (Côtes-du-Nord) fait une demande d'allocation pour elle et sa petite-fille de 10 ans, étant restée sans aucunes ressources, par suite du départ de son mari, mobilisé. Le maire appuie favorablement sa demande. Au mois d'août, la Commission de Matignon

refuse l'allocation. M. Michel Bréal réclame en sa faveur, auprès du sous-préfet de Dinan. Mme Margary reçoit, quelques jours après, un avis disant qu'on lui accorde une allocation, à partir de septembre, pour elle, non pour l'enfant. M. Michel Bréal réclame pour l'enfant, à la mairie de Dinan. Comme suite à cette réclamation, on avertit Mme Margary qu'on lui supprime complètement pour elle-même l'allocation qu'on venait de lui accorder.

Le maire de Saint-Cast avait déclaré au sujet de Mme Margary : enfant néant, bien qu'elle eut une petite fille de dix ans. Il s'en est expliqué :

« Ce n'est pas là, dit-il, une mesure prise contre la seule Mme Margary, je l'ai prise pour toutes les femmes ayant un enfant ; et pour celles qui en ont deux ou trois, je mets : un enfant. Les femmes doivent être déjà bien heureuses de toucher pour elles, elles n'ont pas encore à réclamer pour leurs enfants. On a supprimé l'allocation de Mme Margary, parce qu'elle a réclamé pour son enfant. Elle n'avait qu'à se tenir tranquille. C'est bien fait. »

La brutalité peut aller plus loin. M. le Ministre peut s'en assurer en contrôlant les exploits de M. le juge de paix de Saint-Martin-de-Valamas (Ardèche). Trois femmes de mobilisés me les exposent, et mon respecté collègue, M. de Gailhard-Bancel, me les certifie :

Monsieur Barrès, l'article que vous avez eu l'obligeance de publier dans *l'Echo de Paris* du 2 courant, en faveur des pauvres femmes que le sectarisme a écartées de l'allocation aux femmes des mobilisés, nous invite à vous donner le compte rendu de l'entrevue

que nous venons d'avoir avec M. le juge de paix, il y a quelques minutes. Nous avons fait appel de la décision de la Commission cantonale il y a plus d'un mois et nous ne recevons rien. Et quand nous réclamons auprès de M. le juge, nous sommes reçues de la façon suivante. Les termes sont rigoureusement exacts. « Je suis très content de vous avoir rayées : s'il le fallait, je vous rayerais encore. » A la réflexion d'une d'entre nous, qui affirmait ne pas pouvoir manger tout de même les mottes de terre de sa ferme, M. le juge de paix a répondu : « Mangez de la m... si vous voulez. Et puis après tout, vous m'embêtez, j'en ai assez de vos réclamations. Du reste, je vais faire chercher le brigadier, qui vous mettra dehors. Je vous ferai même dresser procès-verbal. »

Et pendant ce temps, monsieur Barrès, nos maris se battent et on ne leur demande pas quelles sont leurs opinions. (Lettre des femmes Anaïs Debard, Emile Fraysse, Jeanne Raoul Chevalier, à Saint-Martin-de-Valamas (Ardèche.)

Ce magistrat mériterait qu'on le mît lui-même au régime qu'il préconise. Les petits enfants des mobilisés l'iraient voir déjeuner et dîner.

Mais je ne veux pas finir sur cette note exceptionnelle. La philosophie moyenne de la situation, je la trouverai plutôt dans la réponse que fit à une solliciteuse un maire de Paris. Il s'agit de la femme d'un fonctionnaire colonial, que la guerre a surpris au moment où il achevait, à Paris, une période de congé sans traitement pour passer des

examens. Il part à l'armée, laissant sa femme sans ressources, mais rassuré parce que le moment arrivait où ses appointements allaient lui être rendus. « Non, disent les bureaux à la pauvre dame, la guerre laisse toutes choses en suspens. Attendez la paix. » Dans l'angoisse, elle s'adresse à la mairie, et réclame ses droits de femme de mobilisé. Son mari me raconte la scène :

Croyez-vous, me dit-il, que l'on puisse se battre avec toute l'audace que l'on voudrait quand on est inquiet sur le sort d'un enfant et d'une femme portant dans son sein un nouvel être, ce qui, pourtant, ne l'a pas protégée de la grossièreté d'un fonctionnaire bien au chaud dans son cabinet ?

Ma femme est allée au cabinet du maire.

« Si vous étiez venue au premier jour, lui a-t-il répondu, on vous aurait donné, parce que les sept mille femmes qui attendaient devant la porte nous ont fait peur. » Elle s'est retirée en pleurant. Ainsi j'ai voulu agir correctement et attendre la complète extinction de mes pauvres économies avant de faire une démarche pénible. Devrais-je donc me repentir de ne pas avoir envoyé ma femme dans ce groupe de sept mille femmes « qui ont fait peur » à ces messieurs ?

Le mot restera. Comme une goutte d'eau reflète tout le ciel, il nous fait voir le cœur d'un fonctionnaire politique qui entend gronder sous ses fenêtres un commencement d'émotion révolutionnaire. Ce cri a une valeur historique et psychologique ; il nous livre

l'âme insolente et tremblotante d'un puissant de ce monde.

En étudiant de tels dossiers, on en revient toujours au mot du vieux Renan, que j'ai déjà cité, au dialogue du philosophe près de mourir avec son peintre Bonnat, qui cherchait à l'animer pour avoir un modèle moins tassé, moins morne. « Quoi de nouveau, mon cher maître? » lui disait-il, et il l'interrogeait vainement sur vingt points. Mais l'autre, à la fin, déclara sans plus : « Rien de nouveau, les gros mangent toujours les petits. » Puis il retomba dans son lourd silence. Ces *ultima verba* du philosophe me reviennent à l'esprit chaque fois que j'ouvre mon dossier des allocations. Je vois des gros de village qui happent des mucherons, et disparaissent sans plus laisser de trace que poisson dans l'eau. Il faut courir après, Messieurs de la Commission.

Sur votre tapis vert, trente mille requêtes vont s'amasser. Aussi braves qu'Hercule, vous assumez la tâche de nettoyer les écuries d'Augias. Tâchez au moins de n'y pas ajouter ! Mais j'ai confiance; vous êtes de braves gens, vous ne monterez pas sur ce fumier d'iniquités pour y déposer des exemples d'impuissance administrative et de partialité sectaire.

P.-S. — Une contrariété vivement éprouvée par plusieurs de mes correspondants, c'est que les arrêtés et circulaires sont à peu près incompréhensibles. On y trouve quelque chose d'équivalent à l'argot des joueurs de manille qui se retrouvent tous les soirs dans un café et qui, au bout de quelque temps, parlent un langage à eux, absolument fermé aux non initiés. Je signale cet inconvénient aux ministres et à leurs rédacteurs. On leur recommande de songer qu'ils parlent pour le public.

La loi, d'ailleurs, a des lacunes auxquelles il faudrait aviser :

« J'ai une garderie d'enfants presque tous orphelins de mère et dont le père est mobilisé, m'écrit une personne de Saint-Mandé. N'ayant pas les papiers nécessaires, je ne puis toucher aucun secours. Mes petits pensionnaires, garçons et filles de huit à dix ans, arrivent à la fin de mes ressources. Ne pourriez-vous me faire un article pour que les personnes qui ont des vêtements ou des chaussures veuillent bien nous les donner? »

Je ne déchiffre pas sûrement le nom de la signataire qui est une veuve Laletant, 57, avenue Daumesnil, à Saint-Mandé, où les personnes bien disposées pourraient s'informer.

V

UNE COURTE SESSION

7 Janvier 1915.

Les Chambres vont rentrer, mardi. C'est dangereux, mais c'est constitutionnel. On n'a pas su comment éviter cette session. Elle est de droit; elle peut durer cinq mois, et le pouvoir exécutif n'a aucun moyen de s'interposer pour clore ces débats.

De tous les côtés on est gêné par cet inconnu. Je causais l'autre jour avec des collègues; ils désirent siéger; pourtant ils s'accordaient avec moi sur quelques points. Ils redoutent les interpellations, les votes de surprise, les intrigues de couloir, les querelles de parti et les crises ministérielles.

Les députés annoncent officieusement l'intention de se démunir, en fait, d'une partie de leurs pouvoirs et de s'adapter aux circonstances. Les deux grandes « séances de draperie », celle du 4 août et la petite reprise dernière, se sont développées avec la plus parfaite convenance. Cela donne bon espoir. Mais des divisions partisanes peuvent surgir

dans les couloirs, et des émotions patriotiques nous venir du dehors. Il y a quelques années, une dépêche mal rédigée concernant l'évacuation de Lang-Son amenait la chute et presque la mise en accusation du Ministère Jules Ferry. Les troubles, les irritations, les fièvres, les tumultes, toujours possibles dans les assemblées nombreuses, augmentent les chances de désordre et d'instabilité dans notre action gouvernementale.

Pourtant nous siégerons. *Le Temps* de mardi soir en donnait les raisons terre à terre. Les représentants du peuple sont désireux de remonter le courant de l'opinion, qui leur paraît peu équitable à leur égard. Ils se sont patriotiquement effacés pendant quatre mois : on les en félicite, on déclare, avec eux, que les affaires publiques, en temps de guerre, vont d'autant mieux qu'elles se règlent en silence; ce compliment les pique, et maintenant ils voudraient montrer qu'ils sont capables de parler sans faire de tort à la défense nationale. *Le Temps* ajoute que le Gouvernement se prêtera volontiers à ce désir de rentrée en scène.

Tout se passe là comme on devait le prévoir. On ne pouvait pas supposer que des hommes énergiques et doués d'une grande

activité de parole poseraient indéfiniment un bœuf sur leur langue. Il eût fallu dès la première heure occuper dignement nos parlementaires. On y avait pensé. On avait fait mettre en état l'Eldorado et l'Alhambra à Bordeaux. On avait préparé des tournées de conférence en province qu'on eût pu développer jusque chez les neutres. On a élargi le Ministère, pour y loger plus de députés, et on a créé un Gouvernement supplémentaire à Paris, durant l'hégire bordelaise. Récemment on a recouru à l'exportation. Mais tout cela c'est un verre d'eau offert aux sables du désert, qui en veulent un autre, ô tribune ! De réelles valeurs demeurent sans emploi. On ne se tire de rien avec des expédients. En réalité, on souffre, dans cette affaire comme dans tant d'autres, d'un manque de préparation à la guerre.

Nous devons tous regretter que des mesures n'aient pas été arrêtées à l'avance et que, dès le temps de paix, on n'ait pas pourvu à l'organisation des pouvoirs publics en temps de guerre. « Le Gouvernement, dit *le Temps,* a la volonté bien arrêtée d'associer largement le Parlement à l'œuvre de salut et de victoire. » C'est très naturel. Mais comment s'y prendre ? Notre collègue et ami Gauthier de

Clagny, que dans tous les partis, je crois, on a vu avec regret renoncer volontairement à la vie publique, avait déposé en 1904 un projet de résolution dont M. de Monzie me faisait, ces jours derniers, un commentaire intéressant et favorable. Gauthier de Clagny raisonnait exactement comme raisonne *le Temps*, car il disait :

L'état de guerre mettra fin à nos débats politiques ; toutes les pensées, tous les actes auront pour objet la résistance à l'ennemi. Cependant, il nous paraît inadmissible d'accorder à un Ministère, voire même au président de la République, un pouvoir dictatorial... Il est naturel et légitime que la représentation nationale joue un rôle, et un grand rôle, dans l'œuvre du salut public...

Ceci dit, il cherchait une modification constitutionnelle qui nous garantît cette tranquillité que les députés vont tâcher de nous donner, simplement en faisant un effort sur eux-mêmes.

Le Parlement, disait-il, ne pouvant agir directement, puisqu'une partie de ses membres sera à l'armée, constituera une délégation, un *Comité législatif de Défense nationale,* composé de trente délégués élus par la Chambre et de vingt élus par le Sénat.

Ses séances seront secrètes, mais il en sera tenu procès-verbal.

Les ministres auront leurs entrées dans ce Comité, mais aucune interpellation ne pourra leur être adres-

sée, et aucune motion relative à leurs actes ne pourra être discutée.

Il y avait là, je crois, des garanties de tranquillité publique. Mais ce n'est pas l'heure de se lancer dans une revision des lois constitutionnelles. Je mets cette idée de Gauthier sur le tapis, à titre de document, et parce qu'elle satisfait des esprits comme Monzie. Elle avait l'avantage de régler les choses loyalement, en abordant de front des difficultés dont nous allons nous tirer par des expédients.

— Des expédients! Et pourquoi donc? me dit un collègue scandalisé. Le Parlement va user sagement de ses droits, et je regrette simplement que, par une fausse manœuvre, depuis cinq mois, il se soit effacé.

— Eh bien! mon cher collègue, je vous le demande, comment allez-vous régler la délicate question des députés soldats? Deux cents membres du Parlement sont sous les drapeaux. Peuvent-ils, veulent-ils, durant cinq mois, quitter leurs places d'honneur pour regagner leurs pupitres d'honorables? Ou bien croyons-nous pouvoir siéger sans eux?

Tous les députés soldats ont quitté leur poste de combattants pour la session de décembre. Ils ont bien fait. J'ai été le pre-

mier à le leur demander. Il ne pouvait pas être question qu'ils agissent autrement. D'ailleurs, je ne me permets pas de décider comment ils devraient agir si la session se prolongeait. Ils sont juges excellents de leur devoir, et chacun se ralliera sans discussion ni arrière-pensée à ce que ces nobles collègues décideront de faire. Je me borne à indiquer qu'il y a là, pour nous, de graves difficultés, soit que le Parlement décide de siéger sans ces collègues, qui forment une élite, soit que ceux-ci se divisent dans la conception de leur devoir.

Verra-t-on un député déclarer que son honneur et son devoir sont, avant tout, à l'armée, et un autre répliquer qu'avant tout il se tient pour un représentant du peuple au Palais-Bourbon? Si tous décident de retourner dans les tranchées, et si nous délibérons sans eux qui forment plus d'un tiers de la Chambre, ne risquons-nous pas que nos débats manquent d'autorité aux yeux de la nation?

On m'a dit que l'on distribuerait les séances et les discussions d'une telle manière que les députés soldats, munis de permissions par les soins du Gouvernement, feraient la navette entre le front et Paris. Ce n'est ni pratique, ni franc.

Je continue à croire que le mieux eût été que le Parlement, parce qu'il n'avait pas prévu et organisé son activité de guerre, persistât dans sa première attitude et, en dehors de quelques manifestations solennelles où il peut donner une voix à la nation, imitât jusqu'au bout son silence premier. Aujourd'hui, en fait d'ordres du jour, on n'attend que ceux de l'armée. Mais enfin, si nous devons céder aux intérêts que nous donne à entendre *le Temps,* et s'il est sage, comme le croit le Gouvernement, d'accepter une reprise de l'activité politique oratoire, qu'elle soit courte.

Quelques séances à mi-voix, bien réglées à l'avance, bien surveillées dans l'exécution, et avec un peu de chance, étant donnée la bonne volonté patriotique de chacun, on s'en tirera.

VI

LES AFFINITÉS FRANCO-ESPAGNOLES

8 Janvier 1915.

C'est avec plaisir que les amis de l'Espagne ont vu l'un de ses plus illustres écrivains, M. Miguel de Unamuno, prendre la position

la plus ferme pour le génie de la France contre le germanisme. Les déclarations de l'ancien recteur de l'Université de Salamanque, telles que vient de les publier *le Temps*, nous sont d'autant plus précieuses qu'en Espagne, à cette heure, on est généralement peu juste à notre égard.

Je mène une campagne énergique, écrit l'illustre Miguel de Unamuno, mais je dois être franc : en Espagne, nous autres, les défenseurs des alliés, anglophiles et francophiles, nous ne sommes pas la majorité.

Et pourquoi donc ? D'où vient cette hostilité ou méfiance des Espagnols à notre endroit ? Unamuno en donne plusieurs raisons. Voici la plus générale :

On croit et l'on dit couramment ici que la France et l'Angleterre nous dédaignent.

C'est une légende menteuse à détruire et l'on devrait y arriver aisément, car nous avons tout de même en Espagne de vrais garants, qui nous connaissent bien. Tenez, j'ai sur ma table une belle lettre du célèbre peintre Ignacio Zuloaga qui m'écrit de là-bas :

Cher ami, permettez-moi de vous appeler ainsi, car je suis si heureux, si fier d'être ami des Français. Je cherche des occasions pour le prouver. J'en ai eu une tout récemment, celle de peindre un tableau pour la

Croix-Rouge, qui a été mis en loterie. Mais cela n'est rien. Voyez-vous, pour moi, une autre occasion de témoigner de mon attachement à votre glorieux pays ?...

S'il m'était possible à cette heure de m'éloigner de France et de Paris, je voudrais aller en Espagne rejoindre les Zuloaga et les Unamuno. Ce qui est important, c'est d'avoir un point d'appui ; alors on peut remonter un courant, écarter d'énormes obstacles, soulever tout un monde. Ces deux amis de notre pays, je les prierais de me servir de témoins auprès de leurs compatriotes à qui je dirais : « Comment pouvez-vous ignorer ou méconnaître ce qu'il y a chez nous de sympathies, passionnées et savantes, tournées vers votre pays? Un des caractères de notre vie intellectuelle, depuis quelques années, c'est un sentiment ravivé des affinités intellectuelles qui existent toujours entre nos deux nations... »

La France, récemment, a voulu installer à Madrid une *École des hautes études hispaniques*, une sœur de nos écoles d'Athènes, de Rome et de Florence, autour de laquelle se groupent de jeunes érudits français dont la curiosité s'étend sur l'archéologie, la littérature, les arts, sur tous les domaines de la pensée et du sentiment espagnols. En même temps

on envoie à Madrid, pour étudier la langue et les dialectes, des étudiants qui parcourent le pays sous la direction de M. Mérimée. Mais ces érudits et ces étudiants ne restent pas dans les livres, dans ce qu'on appelle la poussière du passé : ce sont des pèlerins. Toute l'année ils circulent. Ce n'est pas l'Espagne morte, c'est l'Espagne éternelle qu'ils viennent observer et aimer, par monts et par vaux.

Courses fatigantes, mais qui ont toujours eu un prix infini pour les savants et pour les artistes. Elles servent l'érudit qui veut étudier une bibliothèque ou une ruine, et celui qui veut simplement s'avancer dans la connaissance d'un pays. Il y a dans les ouvrages d'un historien ou dans les jugements d'un simple honnête homme qui ont eu le goût et le sentiment profond du voyage un accent que ne donnent pas ceux qui n'ont été que des rats de bibliothèque. J'ajoute que c'est par ce caractère de choses vues que notre érudition peut se distinguer le mieux de l'érudition germanique, toujours livresque et sans caractère pittoresque et réaliste.

Je vous parle là d'une institution d'État, mais en dehors d'elle il y a les travailleurs libres, et, dès maintenant, de l'une et l'autre formation, nous sommes nombreux en

France, qui nous efforçons de comprendre et faire connaître l'esprit espagnol. J'aurais voulu me placer mieux que les circonstances ne me l'ont permis dans la belle liste de ceux qui commentent l'Espagne à la France. Le temps seul m'a manqué pour exprimer des sentiments que j'éprouve depuis si longtemps. Mais tel quel je crois avoir droit à l'audience des Espagnols.

Il y a vingt ans, alors que mes camarades s'en allaient chez les Nietzsche et les Ibsen et prétendaient recevoir la lumière à travers les brouillards germaniques, je trouvais mes inspirations à Venise, à Tolède, à Cordoue. Parsifal, qui ne m'avait pas parlé dans une atmosphère de bière et de charcuterie sur la colline de Bayreuth, me fut révélé au Montserrat, en Catalogne, comme un épisode essentiel de la Reconquête. Et il y a dix-huit mois, je rêvais que l'accord, après les négociations du Maroc, pût devenir une alliance. « Je vois, écrivais-je ici, les raisons les plus fortes de la souhaiter ; je suis de ceux qui sentent que nos vraies destinées vont du Rhin jusque sur l'Afrique du Nord, et que cette tâche doit s'accomplir en accordant notre esprit et nos intérêts avec ceux de l'Espagne. Je laisse le soin de décider les conditions de

cette alliance à ceux qui mènent la conversation diplomatique, mais je voudrais être de ceux qui s'emploient à fortifier entre les deux pays des relations intellectuelles. »

La guerre va favoriser cette entente que la situation du Maroc nous conseillait. Nos âmes, après ce prodigieux effort, seront toutes disposées, une fois encore, à s'accorder avec le caractère héroïque espagnol. Et ce sera une haute raison morale qui s'ajoutera aux raisons d'intérêt que nous proposaient nos nouvelles frontières communes.

Jusqu'à cette heure, les Français espagnolisants s'estimaient les uns les autres ; ils sympathisaient, mais éprouvaient-ils le besoin de former entre eux une union d'études ? L'intérêt moral qu'ils avaient en vue dans leurs travaux espagnols demeurait vague et indéterminé ; leur activité manquait de direction et de but. Demain, il n'en ira plus de même. Nous laisserons derrière nous avec un grand plaisir ce qui vient de se déshonorer et qui d'ailleurs ne pouvait plus rien nous donner, et tous les artistes, se détournant de la Germanie, chercheront ce qu'ils pourraient acquérir. Alors éclateront, aux yeux d'un plus grand public, les éternels mérites de l'Espagne. Elle sera devant nous comme une grande et

vivante activité à laquelle nous pouvons utilement nous raccorder.

Miguel de Unamuno, précisément, dans une belle page traduite par M. Maurice Legendre, a exprimé d'une manière inoubliable la double pensée de son pays.

Je ne puis, dit-il, contempler l'étendue plane de Castille sans être obsédé de deux visions.

Dans l'une, c'est la campagne découverte, sèche et brûlante sous un ciel intense : sur un espace illimité, s'étend l'immense foule des Maures, agenouillés ; ils ont posé leurs espingoles ; ils ont tous la tête enfoncée dans leurs mains appliquées à terre ; sur le front de la troupe, debout, un chef hâlé tend les bras vers l'azur infini où son regard se perd, et je l'entends crier ; « Dieu seul est Dieu ! »

L'autre tableau présente sur l'immense plateau désert et mort, à la lumière fondue du crépuscule, un chardon qui rompt l'imposante monotonie du premier plan, et, dans le lointain, les silhouettes de Don Quichotte et de Sancho sur le ciel agonisant...

Et pour vous faire voir comment nos nouvelles générations, sur qui notre empire d'Afrique a déjà fortement agi et que la guerre aujourd'hui héroïse, rendent un son d'âme parent de cette Espagne, je voudrais mettre sous vos yeux une lettre que j'ai gardée de l'une de nos jeunes gloires tombées au champ d'honneur. Écoutez cette lettre, qu'Ernest Psichari m'écrivait de Mauritanie :

...Je suis ici dans le pays des anciens maîtres de Tolède. Bien déchus, sans doute. Mais tel Maure faisant sa prière dans un de ces couchers de soleil, si religieux du Sahara, ou encore ce chérif dans le campement duquel j'ai vécu une semaine et qui passait toutes ses journées le nez plongé dans un immense in-folio, sans que personne eût le droit de venir lui parler, ce sont autant de « Greco », avec le catholicisme en moins.

Ici, plus que partout ailleurs, grâce à la rudesse du pays, à la pauvreté inouïe des habitants, à l'absence de tout contact avec la civilisation (et aussi sans doute au primitif sang berbère), le caractère mystique, intérieur, spirituel de la race s'est conservé avec une pureté étonnante.

On voit ici des hommes dénués de toute ressource, ignorant tout du monde moderne, mais qui rêvent une vie entière sur l'immortalité de l'âme ou la prédestination. Bien entendu, il est beaucoup de Maures qui ont des préoccupations plus temporelles. Mais, en grattant un peu, chez tous on retrouverait le même fond contemplatif et mystique.

J'étais, tout dernièrement, de passage à Port-Étienne, et je montrais à un de mes compagnons, un jeune guerrier de l'Adrar, la magnifique installation de télégraphie sans fil, si inattendue dans ce bled saharien.

— Tu vois, lui disais-je en lui montrant l'immense moteur qui ronflait, les Maures sont fous de vouloir résister à des gens aussi riches et aussi puissants que les Français.

Il resta un moment silencieux, puis me dit ceci, que je traduis par un équivalent à peu près exact :

— Oui, vous autres, Français, vous avez le royaume de la terre, mais nous, Maures, nous avons le royaume du ciel.

N'est-il pas caractéristique de toute une manière de

voir et de sentir, ce mot, et ne rejoint-il pas un peu ce que vous avez découvert à Tolède ?

Écoutez, Espagnols, ces rêveries et réflexions, pleines de sympathie pour l'âme mauresque qui a laissé quelque chose de si fort dans votre civilisation. Songez en outre que le jeune héros qui me parlait ainsi vient de tomber, comme un fils de Corneille, au champ d'honneur. Et alors, oserez-vous croire avec ceux d'entre vous qui sont mal renseignés, ou plutôt systématiquement trompés, que la France vous « dédaigne » ? Ah ! nous sommes vos parents.

En revanche, dans cette page de Psichari ou dans cette page de Unamuno, qui semblent l'une et l'autre se doubler, qu'y a-t-il qui corresponde à rien d'allemand, qui puisse éveiller aucune sympathie chez les Teutons ? Ils nous reprochent, avec quel mépris, vous le savez, de n'être bons qu'à faire des chevaliers. Que disent-ils de vous, fiers hidalgos d'Espagne ?

Ce qu'ils en disent ? Rien du tout. Ils vous ignorent. C'est le mot, très juste de Unamuno. « Nous prétendons, bien à tort, que les Français nous dédaignent. Mais pour les Allemands nous n'existons même pas. Ils nous ignorent, car ce n'est pas nous con-

naître que de consacrer des travaux d'érudition à nos auteurs du XVIIe siècle... »

Je remercie l'illustre écrivain de la défense qu'il prend de la France et je lui envoie le témoignage affectueux des écrivains et artistes français, admirateurs du génie espagnol.

VII

LA GUERRE EN LORRAINE

10 Janvier 1915.

Par les soins de la *Société d'assistance aux Réfugiés, Évacués et Sinistrés de Meurthe-et-Moselle*, une matinée avait été organisée, à la Gaîté-Lyrique, au profit des Lorrains.

Maurice Barrès a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, mes chers compatriotes,

Ce n'est pas une fête. Il n'y en aura pas en France avant le jour de la victoire définitive. C'est une manifestation d'amitié autour de nos compatriotes de Meurthe-et-Moselle, victimes de la guerre.

Frappés, brisés, jetés au loin par l'effroyable tempête, ils ont perdu leurs demeures et leurs biens. Nous voilà réunis pour les assister, et j'ai l'honneur en votre nom et au nom du

Comité que préside M. Maurice de Wendel, de les saluer, ces réfugiés et ces évacués qui souffrent pour la France.

Les souffrances du département de Meurthe-et-Moselle, l'univers à cette heure les connaît. Elles remplissent à elles seules la moitié du terrible rapport que le Gouvernement vient de publier sur les crimes des Allemands en France. Elles s'y étalent au long de dix-neuf colonnes sur les trente-neuf que cette sanglante enquête occupe au *Journal officiel*. C'est une effroyable énumération d'enfants brûlés vifs, de prêtres fusillés, de femmes et de religieuses violentées, de vieillards assassinés, de pauvres gens tourmentés jusqu'à la mort. Et cette boucherie, dont nos villages demeurent ensanglantés, a réduit les charmantes petites villes de Nomény et de Gerbéviller à l'état de cadavres.

Tout cela, les Allemands l'ont exécuté par ordre, ou bien avec l'autorisation de leurs chefs. Leurs théoriciens proclament que celui qui combat pour la Germanie n'a, envers les autres nations, aucun devoir de respect, ni d'humanité ! Ils flétrissent les scrupules et la pitié. Au reste, le mot de générosité n'a pas d'équivalent dans la langue allemande. C'est un sentiment qu'ils n'ont pas à exprimer

puisqu'ils ne l'éprouvent pas. A la guerre, ils cherchent à éveiller et à déchaîner en eux toutes les forces brutales que nous, dans nos cœurs, dans nos veines, nous cherchons à discipliner.

Parfois, cette bestialité des Allemands s'exerce contre eux-mêmes. Quand la Commission officielle publiera son enquête des Vosges, elle pourra nous dire qu'il y avait à Raon-l'Étape une ambulance allemande, toute infernale, où les blessés allemands, abandonnés par leurs propres médecins, pourrissaient dans l'épouvante, au milieu des morts amoncelés.

J'ai parcouru ces pays de Lorraine. Le mépris que j'y éprouvais pour les bandits de la Germanie n'est égalé que par l'admiration que j'en ai rapportée pour mes compatriotes.

Les enquêteurs officiels, hauts fonctionnaires de l'administration, naturellement pondérés et qui, chargés de noter des faits, s'interdisaient d'exprimer des sentiments, ont dans leur rapport un mot qui, par sa modération même, saisit davantage : « Dans les régions que nous avons traversées, disent-ils, et notamment en Lorraine..., nous n'avons entendu ni une sollicitation, ni une plainte... » Voilà ce qu'ils disent d'un trait tout sec, mais

bien émouvant de vérité et de beauté. Et moi, que ne puis-je mettre sous vos yeux les images que j'ai rapportées de chez nous !

J'ai vu dans une salle de la Chambre de Commerce, à Nancy, tous les notables réunis et réconciliés, sous la présidence d'un préfet patriote qui ne cherchait que le salut de la nation.

J'ai vu quelques paysans, rentrés dans les décombres encore chauds de leurs villages, quérir dans les tranchées les débris de leurs pauvres mobiliers et commencer courageusement, au bruit du canon qui s'éloignait, la reconstruction de la vie.

J'ai vu, à Gerbéviller, la sœur Julie, l'Ange des ruines.

J'ai vu, sous le grand ciel du plateau lorrain, tout ce qui survivait de nos villages se réunir pour prier sur la tombe des morts de la bataille et ne former qu'une seule âme de douleur et d'espoir.

Voilà quelques-unes des minutes nombreuses où j'ai pu toucher, en quelque sorte de la main, nos puissances de résurrection se développant, de l'union patriotique à l'union mystique.

Et savez-vous ce qui m'émeut plus encore, c'est quelque chose de terre à terre, c'est une

simple parole que j'entendis là-bas, — une simple parole, mais d'un tel ton venu du cœur ! — qui me fut dite par un garçon de restaurant qui me servait à Nancy. Nous parlions des attaques allemandes, du bombardement, des angoisses.

— Ah ! pour ça, me fit-il, on peut dire que nous avons été bien défendus.

Et c'est vrai que les armées de Lorraine ont été magnifiques. Nous n'avons pas encore de rapport officiel sur leur activité. Tandis que le grand état-major nous a donné de si beaux récits de la bataille de la Marne et des batailles des Flandres, certaines parties de nos opérations au sud du Grand Couronné demeurent imprécises. Nous savons pourtant l'ensemble et certains détails qui nous remplissent de la plus respectueuse reconnaissance.

Le 20 août, après nos échecs de Morhange et de Sarrebourg, nos troupes durent se replier. Trois jours durant, les Prussiens s'avancèrent, traversant nos villages musique en tête. Croyaient-ils qu'ils allaient ainsi franchir la Moselle ? Ah ! non, le 24 ils étaient arrêtés net, et de tous les points, sur tout notre front, nous reprenions l'offensive. Castelnau, sur le Grand Couronné, Dubail, au

sud de Lunéville et dans les Vosges, allaient pendant trois semaines déployer les efforts sublimes qui permirent au Généralissime d'exécuter les puissantes manœuvres de la victoire de la Marne. Et le 13 septembre, les « communiqués » apprenaient au monde, ému de joie, (car c'était le salut de la civilisation), que les forces allemandes battaient en retraite. Nous réoccupions Saint-Dié, Raon-l'Etape, Baccarat, Lunéville, Réméréville et Pont-à-Mousson. Le 13 au soir, le territoire compris entre les Vosges et Nancy était évacué par l'envahisseur.

Dès ce moment commence l'œuvre de la réparation, à laquelle nous vous demandons de nous aider. Certaines populations, à l'Est, au Nord, plus près de Paris, ont été devant la Patrie comme un bouclier vivant. Elles ont la juste et ferme confiance que la France entière se croira obligée de panser leurs blessures et de relever leurs ruines.

Mes chers compatriotes, c'est la vingt-neuvième fois que les gens d'outre-Rhin viennent dévaster notre pays. C'est la quatrième fois, depuis un siècle. Ils reviendront, chaque fois qu'ils le pourront. Nous combattons pour qu'une pareille chose devienne impossible dans notre existence et dans l'existence de nos

enfants et petits-enfants. Il s'agit de chasser les Allemands, de briser leur unité et de prendre nos sûretés sur le Rhin. Jurons-nous, une fois de plus, de tenir jusqu'au bout.

VIII

PREMIERS RÉSULTATS POUR LES INVALIDES

11 Janvier 1915.

« Où en sommes-nous de cette belle et importante question des *Invalides de la guerre?* » Chacun me le demande.

Je n'ai pas cessé de m'occuper de ce projet avec, on peut me croire, l'intérêt le plus passionné. Et j'ai la profonde satisfaction de dire à mes lecteurs que tout prend forme, que déjà une partie de nos plans est exécutée.

Nous voulons sauver les invalides de la guerre. Et de quelle manière? Eh bien! tout d'abord nous voulons les soigner aussi longtemps que des soins peuvent améliorer leur état, puis leur fournir gratuitement des appareils perfectionnés, enfin leur procurer du travail, leur apprendre un métier, les rééduquer, les réadapter à la vie.

Dame! à cette heure et si nous n'intervenons pas, leur situation n'est pas excellente. Voulez-vous la connaître? Lisez par-dessus mon épaule quelques lettres. Elles sont vivantes et nous mettront devant la réalité, mieux que ne ferait la lecture de trente-six règlements.

L'administrateur d'un hôpital m'écrit :

Propriétaire aux environs de Tours, je m'occupe ici de l'hôpital auxiliaire n°...., et, dès le début de son fonctionnement, le sort de nos pauvres amputés a occupé toutes mes pensées. C'est vous dire si votre campagne pour les invalides de la guerre m'intéresse.

Une circulaire du service de santé nous a informés qu'après les démarches nécessaires il nous serait fourni, gratis, des appareils pour nos amputés, mais ils sont nécessairement rudimentaires, l'État ne pouvant assumer la charge de la fourniture d'appareils articulés, évidemment très coûteux.

Un tronc déposé dans nos bureaux nous a déjà permis d'offrir un bras et une jambe articulés à un malheureux soldat, de son métier voyageur de commerce, et qui pourra ainsi, nous l'espérons, reprendre son ancien métier.

Notre caisse fonctionne, et je souhaite qu'elle nous permette de doter d'appareils similaires nombre d'autres malheureux dont il n'a pas été possible de sauver les membres mutilés.

Eh! bien, vous voyez, voilà un premier point où nous pourrons utilement intervenir : fournir des appareils à ces excellentes gens

et que nos héros aient tout ce qu'il y a de mieux puisqu'ils sont des héros.

Cela coûtera cher. Sans doute. Mais ils ont sauvé la France.

Sur la dépense, mon correspondant fait une réflexion judicieuse que je note au passage :

Les appareils rudimentaires que l'État accorde aux blessés représentent tout de même un certain prix. Ne serait-il pas possible d'obtenir des services compétents qu'il fût versé, contre la remise d'un appareil parfait, la somme qu'aurait coûtée un appareil imparfait ? Si modique que soit cette somme, elle aiderait toujours dans l'achat d'appareils perfectionnés...

Cette observation de détail est sage. Je la soumets au Gouvernement. Et je continue de lire avec vous mes lettres qui nous mènent en pleine vie, au milieu des mutilés.

Le billet que voici nous fait entrer dans un dépôt à Humes, dans la Haute-Marne :

Je viens de recevoir votre carte, ce matin. Ça me fait plaisir d'avoir de vos nouvelles, Je suis toujours au dépôt de mon régiment pour le moment, et je ne sais pas encore quand je serai réformé. Maintenant je crois que c'est pour l'année prochaine, du train que ça va. Enfin, ne vous faites pas du mauvais sang pour moi. Je couche sur la paille, c'est vrai, mais je m'enroule bien dans des couvertures. Comme ça je n'ai pas froid. Enfin, c'est la guerre. Je suis bien forcé de rester là jusqu'à ce que j'aie ce qu'il me faut...

« Ce qu'il me faut ! » Entendez par là une

jambe de bois et une pension. Tous, nous voudrions que ce stage et cette misère inutiles fussent épargnés à nos défenseurs malheureux. Ne nous bornons pas à leur envoyer nos vœux, agissons, aidons l'État à les traiter dignement. Dès cette heure, ils comptent sur nous.

Aujourd'hui, dans ma salle d'hôpital, m'écrit-on de Paris, les amputés ont lu et relu avec une très grande émotion l'article que vous leur consacrez. Je suis leur interprète. Ils m'ont chargé de vous remercier et de vous communiquer leur désir. Ne serait-il pas possible de rattacher à l'organisation déjà si parfaite que vous espérez, une branche spéciale ayant pour but de procurer aux amputés des membres artificiels munis de crochets, etc... Je connais un ouvrier qui avait pour unique emploi de rincer des bouteilles dans une brasserie. Amputé d'un bras, il devait renoncer à ce travail, si un appareil muni d'un crochet ne lui avait pas permis de le reprendre... On lui a, de plus, fait cadeau d'une main, pour le dimanche!

Eh! bien, nous aussi, nous penserons au dimanche, au superflu, chose si nécessaire, comme disait, je crois bien, Voltaire. Mais pour l'instant, c'est l'indispensable qui fait défaut à ces malheureux. Pour achever de vous en convaincre, voulez-vous lire encore cette lettre :

Mon frère sergent réserviste, m'écrit M. A. V. (de M..., dans le Lot-et-Garonne), a eu le bras droit broyé par un éclat d'obus à Craonne. Rien à dire. Il avait fait le sacrifice de sa vie. Mais ce qui est regret-

table, ce sont les formalités administratives auxquelles son cas l'astreint.

Évacué sur Bordeaux le samedi 19 septembre, il a subi le 24, un peu tardivement, l'amputation. Dès le 20 octobre, on lui a fait entrevoir la faculté de rejoindre sa famille à brève échéance, après avoir comparu devant un Conseil de réforme. En effet, le 30 octobre, on le dirige vers le dépôt du....., à Bordeaux, pour comparaître devant le susdit Conseil le 4 novembre. Ses papiers n'étant pas en règle, on lui dit de repasser le 7. A cette date, on lui fait remarquer qu'il doit rejoindre son corps à Bayonne, où il sera statué sur son cas.

Au dépôt de Bayonne, on le convoque devant la Commission de réforme pour le 24 novembre. A ce jour, la Commission déclare n'être pas compétente et le renvoie au 30 décembre.

N'est-ce pas abusif et déconcertant? Est-ce ainsi que l'Administration prétend adoucir la plaie physique et surtout morale de ceux qui ont tout donné pour la défense de la patrie?

Je retiens cette dernière phrase. Elle nous rappelle notre devoir; elle exprime très bien notre intention, qui est de collaborer avec l'Administration et de mettre des ressources d'argent et de science et de générosité cordiale à sa disposition pour compléter ses œuvres.

On a remarqué chez les victimes des accidents du travail que sont rares celles qui trouvent en elles-mêmes suffisamment d'énergie pour se guérir ou pour s'adapter par leurs propres moyens à un travail nou-

veau. Si l'entourage n'intervient pas pour réconforter le malade, pour lui faire voir la reprise du travail et la continuation de la vie, la démoralisation l'envahira.

J'ai toujours observé, me dit le docteur Bordes, qu'une direction morale immédiate et une poigne médicale paternelle transformaient le malade, lui donnaient confiance et lui faisaient exécuter l'impossible pour s'améliorer et se guérir. Mon principe a toujours été de m'occuper moi-même de mes malades, de les voir tous les jours, de les encourager d'une bonne parole, de ne jamais les lâcher moralement. Ils sont soignés et gardés jusqu'à la guérison complète. J'obtiens de presque tous mes infirmes qu'ils reprennent leur travail ou une profession similaire avant la liquidation de leur rente.

Eh! bien, ce qui est vrai du blessé de l'industrie, le sera des blessés de la guerre. Ils sortiront mal de leurs misères physiques et morales si nous les laissons à la solitude, à l'isolement, Mais nous sommes prêts à les assister fraternellement. J'ai annoncé des résultats. Les voici :

Lyon et Nancy sont à la disposition des mutilés. Paris le sera demain.

Précisons.

A Lyon, l'affaire de Herriot, qui a de grandes qualités d'administrateur et qui est aidé par une ville si puissante, fonctionne. La dernière fois que j'ai causé avec le maire–

sénateur, il m'a dit : « En gage de bonne entente, je mets dix lits à votre disposition... » Que les intéressés se tournent vers lui, directement, c'est le mieux, ou, s'ils y tiennent, par mon intermédiaire. Je suis à leurs ordres.

A Nancy, nous en sommes au même point. Nous attendons les héros. S'adresser à MM. Gaston Michel, Jean Buffet et Houot. L'Association lorraine pour les invalides de la guerre est constituée. La Commission des hospices de la ville de Nancy a, sur l'heure, avec son esprit patriotique, saisi l'émouvante beauté et l'efficacité de notre projet, et elle donne les locaux.

Dès maintenant, à Nancy, nous acceptons, nous appelons les blessés. Nous leur offrons, dès leur sortie de l'hôpital, au lieu qu'ils aillent dans ces dépôts dont leurs lettres, plus haut, nous parlaient, un traitement spécial complet qui réduira autant qu'il se peut leur impotence et maintiendra leurs facultés de travail. (Est-il besoin d'ajouter que les diverses industries de la région de l'Est, toutes si reconnaissantes à l'armée dont elles ont vu la sublime vaillance, sont prêtes à employer les invalides).

Et Paris ? Paris s'organise. Avant huit jours, je pourrai vous dire que tout est mis au point. La Société de médecine publique

qui compte parmi ses membres les grands directeurs des services de santé militaire et les sommités scientifiques, s'est immédiatement saisie d'une question qui, tout naturellement, avait toujours été un des objets de ses études. Les docteurs Tuffier, Borne, Mosny, Laurens, médecin-major, et M. de la Mazelière et M. Bourlon de Sarty, qui est déjà président d'une société d'orthopédie, seront incessamment en mesure de faire fonctionner un service.

Je sais que d'autres initiatives ne manqueront pas de se produire sur d'autres points du territoire.

Nous pensions, mes amis de Nancy et moi, qu'il était de toute nécessité de relier tous ces groupements régionaux par un lien commun ; qu'il fallait leur donner un organe permanent, un Conseil qui siégerait à Paris et serait composé des délégués de toutes les associations parisiennes et provinciales. Des associations régionales, groupées en une fédération nationale, voilà, nous paraît-il, la formule qui tiendra compte des besoins et des particularités de chaque contrée, qui ménagera des susceptibilités légitimes et enfin qui marquera nettement le caractère national d'une telle œuvre. Tout cela se fait, est déjà plus qu'à

demi ébauché et avec quelques compléments va pouvoir être, d'une heure à l'autre, mis sous les yeux du public dans son ensemble.

Ce sont des résultats. Nous désirons tant sortir d'une collaboration purement critique avec les services de santé! Nous avons un si vif désir de servir efficacement nos bien chers blessés.

.....On nous demande si nous renonçons à signaler les défauts des services sanitaires. Non pas! Nous avons continué à recueillir les faits particuliers et à nous renseigner sur l'ensemble. Le manque de nos ressources, les vices de notre système, et les fautes de notre personnel, tous faits qu'il n'est pas utile d'étaler et que le Gouvernement doit contrôler, font l'objet d'un nouveau rapport que nous remettrons, ces jours-ci, à Millerand et au président de la République. Quant aux critiques d'ensemble, nous les reprendrons si le Parlement, comme on l'annonce, examine la situation.

Elle s'est améliorée depuis le jour où nous jetions le cri d'alarme. Il reste que le service a été mal préparé, comme l'ont été plusieurs de nos services de guerre. Ce n'est pas leur faute toujours. Ils se tirent d'affaire par des improvisations. Certaines ne vont pas sans douleur.

Nous avons interrompu nos critiques, depuis plusieurs semaines, parce qu'on nous a dit qu'on reconnaissait leur justesse (au moins en partie) et qu'on cherchait à mieux faire. C'est vrai, il y a de l'amélioration sur plusieurs points. Nous avons préféré pousser à une organisation, comme celle des *Invalides de la guerre*, plutôt que de répéter indéfiniment des critiques, à la fois très utiles et un peu dangereuses.

Mais sur tout cela, nous allons revenir.

IX

LA MÉDAILLE DES BRAVES

12 Janvier 1915.

— Eh bien! me dit-on de tous les côtés, l'obtiendrons-nous, cette médaille du courage et de la valeur militaire, que vous avez mille fois raison de demander pour nos braves soldats?

— Je ne vous dirai qu'une chose, c'est que le Gouvernement anglais a trouvé l'idée excellente. Il vient de créer, pour les siens, cette médaille, et il a décidé qu'elle pourrait être donnée même aux troupes alliées.

— C'est un succès. Mais, nous, monsieur Barrès, l'obtiendrons-nous des Chambres et du Gouvernement?

Je le crois, puisque nous avons raison. Mais si j'avais des doutes, ils me viendraient de cette tendance que je vois chez nos gouvernants, sans que je distingue leurs motifs, à jeter sur toute cette guerre héroïque un voile, quelque chose de morne, une surabondance de couleur kaki.

Ils ont tort. Qu'ils prennent garde que la campagne menaçant de durer, il faut mettre toutes les énergies françaises en branle. Ne laissons rien fléchir. Je voudrais que la population civile, elle-même, fût appelée davantage à coopérer par son patriotisme et son enthousiasme au salut de la France. Ne dites pas : il faut que chacun poursuive obscurément, anonymement sa petite besogne. C'est une vue mesquine et la pensée de gens qui manquent de nobles ambitions. Partout on a besoin de quelque chose qui stimule les hauts sentiments. Les hommes ne sont pas des dieux. Il y a des ressorts humains. Qu'on les tende et les fasse jouer. C'est le rôle des gouvernants. Ceux qui nous dirigent connaissent-ils les grands textes de notre nation? Qu'ils lisent ce fragment de Montluc. C'est de la

belle psychologie, et c'est à mettre à la première page de toute histoire de la formation du caractère français :

...Andesan, qui fut la plus forte escarmouche où je me trouvai jamais... : je n'avais que trente-quatre soldats de ma compagnie : je fis couvrir de taffetas jaune les morions à mes soldats, pour l'amour de M. de Termes, qui portait le jaune ; lesquels étant si petite troupe exécutèrent de si beaux faits d'armes, et si émerveillables, que tant qu'il y aura mémoire d'homme qui fût alors en vie, il se parlera en Piémont des braves morions jaunes de Montluc ; car, à la vérité, ces trente-quatre en valaient cinq cents et me suis cent fois étonné de ce que ces gens firent alors ; je pouvais bien dire que c'était petit et bon.

J'ai éprouvé que cela sert fort de marquer les gens de quelque chose particulière ; car se voyant reconnus, cela leur redouble le courage. Ceux-là firent très bien, et se marquèrent d'une réputation telle que tout le monde les montrait par les compagnies, montrant par merveille ces morions jaunes qui avaient fait de si beaux faits d'armes. (MONTLUC : *Guerres d'Italie*, édition Baudrillart, page 214.)

Ainsi pensait un grand homme de guerre qui connaissait l'esprit des batailles. Écoutez comment l'expérience de nos chefs d'aujourd'hui s'accorde avec cette voix du XVIe siècle :

Un officier de l'armée de l'Argonne écrit :

Avec un peuple vibrant et émotif comme le nôtre, on ferait des prodiges, si l'on cultivait son moral. C'est à quoi l'on songe le moins. Il se fait autour de nous des multitudes d'actes d'héroïsme. Combien sont

récompensés ? On hésite à donner des croix et des médailles, parce que cela forcera l'État à payer aux ayants droit ou 250 ou 100 francs par an. Soit ! mais alors qu'on récompense « gratis » en créant un ordre militaire analogue au « Saint-Georges » ou à la « Victoria Cross ». Napoléon le Grand faisait des héros avec un bout de ruban. Faisons de même, car les nôtres valent bien les siens. Notre modeste pioupiou a vu aujourd'hui plus de combats et de plus terribles que les grenadiers de la vieille garde.

Et lisez ce billet d'un brave (il était au Grand-Couronné de Nancy) qui dans la guerre demeure comme avant, un écrivain net et charmant, à la Française :

Combien votre idée d'une médaille *gloriæ decorisque causa* est heureuse ! Un soir de froid atroce (le 20 novembre), aux tranchées de la forêt de Champenoux j'ai entendu le pire traîne-ruisseau, mais aussi le meilleur soldat de son escouade, qui soupirait : « Et tu verras qu'on ne nous f... seulement pas une fleur à l'oreille pour avoir enduré ça !... » Joignez à cette phrase, à cette plainte, l'accent de la rue du Croissant.

Pourquoi une fleur, et pourquoi à l'oreille ? Demandez aux poètes les raisons de leurs images. Je crois que la moindre médaille de bronze eût néanmoins fait plaisir au pauvre garçon, il la méritait...

Marcel Boulenger.

Ainsi, de tous côtés, on me presse et m'approuve :

Tout ce que vous avez dit est en tous points excellent et indique une connaissance profonde de la psychologie de nos soldats. Il n'y a rien à ajouter à la belle

lettre du général reproduite dans l'*Écho de Paris* du 21 décembre. Marchez donc, monsieur le député, avec toute votre conviction personnelle : vous voyez clair ! N'hésitez pas, si personne ne dépose une proposition de loi dans ce but, à la déposer, vous. Rien ne peut et ne doit vous faire hésiter.

Recueillez cette opinion d'un soldat : « Si on est tué, si on ne revient pas, ça fera plaisir aux vieux. » Oui, pensez aux vieux qui auront la fierté de mettre sous vitre ce témoignage de la valeur de leurs enfants. Cette médaille sera pour eux une relique, elle en aura toute la force. Pensez aux conséquences admirables qu'elle aura dans l'avenir... Commandant R...

Je prie mes lecteurs les moins pressés de fixer un instant leur méditation sur cette idée de la décoration du mort considérée comme une relique et agissant le long du temps chez les petits-fils ! Cela est bien beau.

Vous entendez, dans ses expressions diverses, l'opinion de l'armée. Et que pensent nos députés ?

Les députés soldats, à qui revenait tout naturellement l'honneur de traduire le vœu de leurs compagnons d'armes, ont déposé une proposition tendant à la création d'une médaille de la valeur militaire.

Ils ont modifié l'idée première. Dans leur esprit, ce serait le complément et le signe tangible d'une mise à l'ordre. Tout brave porté à l'ordre de l'armée ou d'un corps

d'armée aurait droit à cette médaille qui serait le souvenir matériel de ce haut témoignage.

Maintenant c'est à la Commission de l'armée que préside le général Pédoya de décider ! Que voudra-t-elle ?

A la session de décembre, le Général a rapporté et la Chambre a voté une proposition qui permet de décorer les députés soldats. Rien de plus juste. En temps normal, on ne décore pas un député ; on risquerait d'être conduit à décorer toute la majorité, et le stock des grands cordons n'y suffirait pas. Mais à la guerre, trève de plaisanteries. Les titres de nos collègues, dès qu'ils sont reconnus par leurs chefs, méritent tous respects et tous honneurs. Je vote des deux mains l'autorisation qu'on les décore. Et j'ajoute que ce vote du Parlement prépare nécessairement le vote d'une médaille pour les soldats.

La Chambre ne voudra pas se mettre dans cette situation de n'avoir pensé qu'à elle-même. Elle n'acceptera pas qu'il soit dit : « Les députés ont voté, en fait de récompense, ce qui les concernait, et rejeté ce qui concernait les autres. »

P.-S. — Le respecté doyen d'âge de la Chambre, M. le baron de Mackau, qui va

présider aujourd'hui la première séance du Parlement, me fait l'honneur de m'adresser la lettre que voici où l'on trouvera un beau modèle de l'activité partout déployée en faveur de nos soldats. L'organisation généreuse du département de l'Orne est un exemple à mettre sous les yeux de tous :

Paris, le 10 Janvier 1915.

Mon cher Collègue,

Vous me demandez des renseignements sur ce que, vous a-t-on dit, a fait le département de l'Orne pour les vêtements chauds des soldats. C'est très simple, et peut tenir en quelques lignes.

Dès l'approche de l'hiver, notre préfet, M. Robert Leneveu, a constitué, à Alençon, un grand Comité qui comprenait toutes les notabilités du département et les présidentes des grandes Sociétés de secours aux blessés du département.

Le Comité a élu président M. R. Leneveu ; vice-président, Mgr Bardel, notre évêque. Il s'est subdivisé en sous-comités d'arrondissement. Il a réuni des dons de particuliers et de communes ; ceux-ci se sont élevés à 150.000 francs au minimum (je n'ai pas ici les chiffres exacts).

De son côté, M. l'inspecteur d'Académie, Récéjac, avec le secours de ses instituteurs et institutrices ; M. le commandant de gendarmerie, secondé par les brigades de gendarmerie d'un autre côté, ont obtenu des concours en nature et en argent, qui portent à environ 300.000 francs les souscriptions pour les soldats du front.

Dans cet ensemble, mon arrondissement d'Argentan entre pour une somme en argent de 32.000 francs.

Les uns et les autres, nous distribuons journellement, dans les dépôts, aux hommes qui *partent pour le front*, tricots, vestes chaudes, ceintures, cache-nez, gants, chaussettes en laine, etc.

D'un autre côté, mon sous-préfet d'Argentan, alors M. Beurdeley, a créé une Commission de secours pour améliorer le sort des hommes, soit dans les hôpitaux militaires, soit dans les dépôts de convalescence, soit encore dans certains hôpitaux auxiliaires. Cette Commission a réuni 60.000 francs ; elle fonctionne avec succès tous les mardis.

Tels sont, brièvement, les renseignements que je puis vous donner.

Croyez, mon cher collègue, à mes sentiments très distingués et dévoués.

Baron de Mackau.

X

LA PREMIÈRE CLASSE EN ALSACE

13 Janvier 1915.

Tous les Français connaissent la *Dernière classe d'un maître d'école alsacien*, brève page, à mon goût la merveille d'Alphonse Daudet. Il y a une vingtaine d'années, je disais à Léon Daudet que dans toute l'œuvre de son père ma préférence allait peut-être à ce court récit, parfait de mesure et déchirant comme un morceau de Chopin. Il en parut surpris

et me dit que l'auteur de *Sapho* ne goûterait peut-être pas beaucoup cette appréciation. Pourtant, est-il un plus beau rôle que de fixer par quelques traits exacts les grandes émotions de sa race et d'être la mémoire de son pays ?

Alphonse Daudet nous a fait voir ce que c'est quand la noire Germanie surgit et chasse d'un village la claire civilisation de France. Je viens de relire son conte, tout transfiguré cette fois par l'arc-en-ciel qui réjouit les nues. Les mots de France étaient partis d'Alsace. Ils s'étaient envolés, comme les cloches durant les jours de la Passion, chaque année, quittent les clochers de Lorraine et s'en vont jusqu'à Rome. Enfants, nous allions le Samedi Saint guetter leur retour, dans les airs, depuis le pont de la Moselle. Et soudain, derrière nous, elles faisaient leur joyeux carillon au-dessus de l'église. « Comment, petits bêtas, vous ne les avez pas vues passer ? » nous disaient les grandes personnes... Aujourd'hui les mots de France viennent de rentrer en Alsace, tambour battant, musique en tête, dans les sacs de nos soldats, et tous les enfants émerveillés assistent à ce retour.

Le vieux M. Hamel, le maître d'école de 1871, a-t-il remis sa belle redingote verte, son

jabot plissé fin et sa calotte de soie noire brodée! Les anciens du village sont-ils revenus se ranger dans le fond de la salle, en habits du dimanche, comme ils avaient fait le jour de la dernière classe? Tout ce monde-là est mort. Mais leurs espérances sont épanouies de bonheur. Et ce fut une triomphale journée que la première classe de français donnée aux petits Hans, Jokel, Fritz, Frantz, rangés gravement à leurs pupitres et, pour cette fois, entourés de leurs parents, de toutes les vieilles personnes qui étaient des gamins au moment de la grande guerre, C'est à ces vieux-là que le maître avait dit : « Mes enfants, pour la dernière fois je vous fais la classe. L'ordre est venu de Berlin. Le nouveau maître arrive demain. On ne vous enseignera plus que l'allemand...» Et c'est pour leurs petits-fils que le nouveau maître trace sur le tableau noir, à la craie, comme exemple d'écriture, un rayonnant : *Vive la France!*

Jours de deuil, durant quarante années qui furent longues. Mais voici le soleil revenu. On m'envoie de Dannemarie un compte rendu de la rentrée du français dans nos écoles. Vous allez en voir l'invention charmante.

Les petites écolières d'Alsace ont reçu, pour elles toutes, une lettre, et M. le sous-préfet

d'Altkirch est venu avec les notables en écouter la lecture. Vous-même, voulez-vous l'entendre ? Ce sont les petites filles de Paris qui l'écrivent.

Paris, 18 décembre 1914.

A nos chères petites sœurs alsaciennes,

Notre maîtresse nous a lu le compte rendu de la visite que le ministre de la Guerre vous a faite il y a quelques jours. Nous en avons été très vivement émues. Comme nous voudrions pouvoir nous envoler un peu dans votre petite école pour vous donner le baiser de vos petites sœurs françaises de Paris ! Et comme nous vous apprendrions vite le français, si nous pouvions jouer avec vous.

Nous savons bien, nous fillettes de douze ans, qui avons étudié l'histoire, dans quelles malheureuses circonstances notre chère province d'Alsace est tombée sous la botte prussienne. Nous savons comment nos malheureux parents ont souffert il y a quarante-quatre ans. Mais maintenant c'est notre général Joffre qui l'a dit, la France va vous rendre vos libertés ; et il a ajouté : « C'est pour toujours. »

Laissez-moi, au nom de mes compagnes, vous dire toute notre joie et notre fierté, car votre bonheur est l'ouvrage de nos pères et de nos frères, qui sont braves.

J'ai moi-même un frère qui a vaillamment combattu pour vous. Il est même blessé et prisonnier, mais nous sommes tous bien fiers de notre soldat. Et nous attendons la victoire définitive de l'armée française, avec le retour des nôtres.

Et vive la France ! Vive l'Alsace !

Toutes mes compagnes me chargent de vous embrasser bien fort.

Marcelle MALVAZEL,
175, rue Championnet.

Ce serait une grande joie pour nous si l'une d'entre vous nous envoyait un petit mot. Si vous ne parlez pas le français, cela ne fait rien, nous vous comprendrons tout de même, parce que nous vous aimons bien.

C'est trop sûr, ces bonnes petites filles de Dannemarie, pour la plupart, ne savent pas le français. Mais notre ami Zislin, le bon dessinateur patriote, à qui j'ai eu le plaisir de donner l'accolade sur la grande place de la petite ville, a fait une belle traduction alsacienne de cette lettre, et c'est lui qui s'en va la lire successivement dans toutes les écoles, sous la présidence du capitaine sous-préfet.

Ah ! chers enfants français d'Alsace et de Paris, avec quel beau trésor dans le cœur vous naissez. C'est pour le protéger que tant de braves se dévouent. N'oubliez jamais ces soldats de la France qui défient la mort et acceptent la plus dure misère, afin que de Metz et de Strasbourg à Paris vos âmes se puissent rejoindre et s'exprimer par les beaux mots, généreux et clairs, qu'il fallait cacher au gendarme prussien.

XI

" JE LES GRIGNOTE " DISAIT JOFFRE

14 Janvier 1915.

Pour bien juger de l'avenir, tournez votre regard sur les cinq mois passés. Voyez d'où nous venons, où nous atteignons aujourd'hui. Pesez l'effroyable danger où nous fûmes, quand l'Angleterre et la Russie n'avaient pas mis leurs forces sur pied et que se révélèrent les manques de notre préparation militaire. Et puis, constatant le génie de nos grands chefs et du généralissime qui surent, d'heure en d'heure, prendre les meilleures décisions et même risquer (dans la retraite sur la Marne) d'être incompris, faisons notre acte de foi dans notre armée, dans notre bonheur, dans le destin de cette guerre.

Mais qu'ai-je à parler d'acte de foi ! C'est sur les résultats enregistrés que se fondent, à cette heure, nos espérances devenues des certitudes. Aujourd'hui je déjeunais avec un groupe de mes amis du premier arrondissement, et, m'aidant d'un excellent résumé publié avec des cartes par l'*Illustration*, je

leur rappelais les étapes de nos anxiétés et de notre salut. Voulez-vous, mes chers lecteurs, que nous les repassions ensemble?

Quel était le plan du grand état-major allemand? Il voulait agir avec la masse de ses forces contre la France, mener au plus vite l'offensive, nous écraser, et, ce résultat décisif obtenu, se retourner contre la Russie. A cet effet, l'Empire avait préparé le plus formidable et le plus savant instrument de victoire que le monde ait jamais vu. Ses corps d'active et de réserve, flanqués de régiments territoriaux, constituaient quarante-quatre corps d'armée, tout prêts à marcher sur Paris par le chemin le plus court, à travers la Belgique ou le Luxembourg.

Qu'allions-nous opposer à cette ruée? Qu'étaient-ils d'hommes? Et nous, combien? Nulle part, je ne trouve de chiffres. Mais je leur vois neuf armées, contre nos cinq françaises (que le corps expéditionnaire anglais va rejoindre le 22 août). Ils savaient leur supériorité de nombre et de préparation. Ils s'avancèrent ivres d'orgueil et de mépris.

A quoi leur servent donc des professeurs d'histoire, s'ils ignorent que nous sommes le pays du miracle de Jeanne d'Arc, la nation des grands rebondissements?

Dans la nuit du 3 ou 4 août, leurs premières troupes forçaient les frontières de Belgique et, assaillant dans Liège la petite armée du général Leman, couvraient de leurs cadavres les glacis de l'héroïque cité wallonne. Au même moment, les troupes françaises entrent en Alsace et jusqu'à Mulhouse, entament la Lorraine annexée, courent au secours des hommes libres de la Belgique.

C'était un bon début. Ces prises de contact nous réjouirent. Mais nous ne touchions là que des avancées, des détachements de découverte, assez faibles et qui ne s'engageaient pas à fond : les antennes de la bête. Elle les repliait sitôt touchées. Par derrière, les véritables armées allemandes s'avançaient, formidables.

Elles s'avançaient, immenses fourmilières solides et précises comme des machines de mort. Ces centaines de milliers d'hommes semblaient mus par un mouvement d'horlogerie impeccable. Leur mobilisation, concentration et déploiement, leur marche à travers la Belgique se déroulaient dans les moindres détails, conformément au programme établi d'avance. L'irrésistible raz de marée balayait la courageuse résistance des Belges, et d'un premier élan, sur une ligne longue de plus

de 300 kilomètres, il vint heurter les forces franco-anglaises.

Dans la région de Sarrebourg, le 20 août, l'armée du général de Castelnau fut attaquée au front par l'armée du prince de Bavière ; au flanc droit, vers Sarrebourg, par le général von Heeringen ; à gauche, par des éléments sortis du camp retranché de Metz. Hélas ! un de nos corps fléchit brusquement, et cette défaillance entraîne le recul de toute la ligne. Vite des renforts accourent, fournis par la garnison de Toul et par l'armée de Dubail. Ah ! jamais nous ne glorifierons assez ce qu'ils firent, tous les nôtres, sur le Grand-Couronné de Nancy, sur la Mortagne, rivière qui arrose Gerbéviller-la-Martyre, et au col de la Chipotte, durant trois semaines d'héroïsme obstiné, sanglant et victorieux.

Mais toujours les 21 et 22 août, dans le Luxembourg belge, les colonnes allemandes du Kronprinz heurtaient nos armées commandées par les généraux Ruffey et Langle de Cary. Notre infanterie se laissa surprendre sur plusieurs points, dut céder au nombre et fut rejetée sur la frontière.

Cette retraite découvrait le flanc droit de l'armée du général Lanrezac qui atteignait presque Namur et qui dut se replier.

Le corps expéditionnaire anglais, obligé de suivre ce mouvement général de retraite et pressé par le général von Kluck se trouva, le 26 août, sérieusement compromis entre Landrecies et Cambrai et ne se dégagea qu'avec peine.

Ainsi tout venait de changer. Nous avions dû renoncer au terrain gagné et abandonner Mulhouse. Aux avantages des premiers jours succédaient des revers sur tout le front de bataille. Français, vous rappelez-vous cette première angoisse? Le généralissime ne craignit pas d'y ajouter et de terrifier momentanément la France.

Ce fut l'heure du génie. Joffre décida de prendre du champ, de sacrifier une large zone du territoire national et de se replier sur les points qu'il connaissait et jugeait les plus favorables, pour reprendre de là, à son heure, l'offensive générale,

Ah! penser cela et avoir la force morale de l'exécuter, sous le regard des rivaux, des soldats et des chefs politiques qui pouvaient ne pas comprendre, c'est bien beau. Songez aux qualités de caractère qu'il fallait que cet homme possédât! Il eût été plus aisé de jouer la partie dans quelque grande journée.

Joffre se replia. Les Allemands le suivirent.

Rappelez-vous leur marche sur Paris! Comme ils durent croire que c'était une de ces heures à jamais glorieuses qui jalonnent, à de longs espaces à travers les siècles, l'histoire d'une nation! Ils allaient avec une vitesse formidable, ivres de contentement. Eh bien! non, dès cette minute d'enivrement, leur plan déjà était en échec. Il leur aurait fallu nous saisir, nous infliger une défaite écrasante. Or, nous rompions; ils avaient perdu le contact : le coup de tonnerre, réclamé par leurs stratèges, n'était pas obtenu.

« Nous avons l'air de fuir, écrivait un soldat désolé. Et pourtant chaque fois que nous nous battons, nous sommes vainqueurs. Mais c'est pour reculer encore!...» A Guise, l'armée Lanrezac s'arrête juste le temps de brutaliser d'une manière sanglante la Garde prussienne, et puis l'on continue de rompre.

Et nous, à Paris, pleins de confiance dans nos chefs, nous répétions chaque matin : « Il faut tenir, il faut durer, il ne faut pas douter. Chaque jour qui passe est une chance de plus pour la victoire. »

Cependant voici que l'ennemi va trouver Paris sur son chemin. Qu'en adviendra-t-il?

On m'a raconté que les Allemands tinrent un Conseil de guerre! Entreraient-ils dans

Paris ? L'Empereur le voulait. Détruiraient-ils d'abord nos armées ? C'était la thèse de von Kluck. Tragique discussion! Paris pris, ils eussent jeté à terre nos hommes-drapeaux et anéanti la Ville, quartier par quartier. Ils s'arrêtent à décider que la retraite de Joffre prouvait la démoralisation de nos forces, et toujours désireux de détruire les armées françaises, pour se retourner ensuite librement contre les Russes, ils ajournèrent de régler le sort de notre capitale. Ils infléchirent vers le sud-est, s'enfoncèrent à marche forcée dans le couloir entre Paris et Verdun à la suite de nos soldats.

Un jour, nous dirons quels furent nos sentiments dans Paris, dont nous savions, pour employer les expressions qu'accepte la censure, que « des ouvrages défensifs de valeur inégale jalonnaient le périmètre démesuré de son camp retranché. »

Après les fautes, le châtiment. Joffre surveillait les pas des Allemands ; il se réjouissait de leur outrecuidant orgueil. Ces jours de douleur avaient encore perfectionné ses nobles officiers et soldats. La France militaire, tendue par la nécessité, était prête. Le 5 septembre, le généralissime voyant l'ennemi complètement engagé dans ce long couloir, entre nos deux

forteresses, décide l'offensive générale. Vous connaissez son ordre du jour fameux, une des plus belles pages de l'histoire de France.

Les Allemands d'abord déconcertés par cet assaut splendide qu'ils ne prévoyaient pas, s'évertuent à rompre notre ligne immense. Leur principal effort, ils le portent au centre, contre l'armée de Foch. Foch les rejette dans les marais de Saint-Gond. A gauche le maréchal French et le général Franchet d'Esperey les bousculent ; à droite, l'armée de Langle de Carry gagne du terrain; sur Verdun, Sarrail subit sans faiblir d'énormes pertes. Tous nos magnifiques Français tiennent bon sur l'immense ligne de bataille. Vous vous rappelez les taxi-autos emportant les renforts de Paris, pour soutenir en hâte l'armée de Maunoury et lui permettre de se maintenir contre les efforts désespérés de von Kluck.

Le 9 septembre, la retraite allemande est générale. C'est un malheur que ces effroyables fatigues et, plus encore, le manque de munitions... (1).

Les Allemands parviennent à s'accrocher à la hauteur de l'Aisne. Ils se terrent

(1) Suppression de la censure.

et s'organisent entre l'Oise et la Meuse. Mais tout de même le plan stratégique du grand état-major impérial, qui consistait à briser les armées de la France avant de se retourner contre les Russes, a échoué. Il faut qu'ils inventent autre chose. Ils nous feront la guerre de tranchées sur tout le front, tenteront d'envahir la Pologne en cinq grosses colonnes avec le concours des Autrichiens, et, visant l'Angleterre, vont chercher à prendre comme base d'action les ports de la mer du Nord et du Pas-de-Calais. A défaut de Paris, où ils n'ont plus d'espoir, ils viseront Varsovie et Londres.

C'est sur l'Yser, rivière aux bords plats, qui s'écoule dans une région de digues et de canaux, que va se jouer la grande partie dont l'enjeu lointain est Londres, l'enjeu immédiat Dunkerque, Calais et Boulogne.

Alors commence l'attaque torrentielle. Ils ont fait appel à des contingents frais, à des adolescents ignorants encore des horreurs de la bataille. En avant, la fleur de la jeunesse berlinoise enthousiaste et novice! Ces belles recrues grisées de chants guerriers et d'ambitions nationales s'avancent en formations profondes, coude à coude, l'âme en délire. Obus, fusillades, mitrailleuses ouvrent des brèches, fauchent des files. N'importe, ils se reforment,

reviennent en chantant, meurent, et d'autres à leur tour accomplissent leur sacrifice. Après quinze jours de ces effroyables assauts, le 28 octobre, l'Allemagne renonce sur l'Yser. Elle renonce ? non pas ! C'est pour recommencer immédiatement, le 30 octobre, sur Ypres.

Cette fois, ce n'est plus la jeunesse héroïque d'Allemagne, c'est la Garde. Déjà affaiblie par ses pertes énormes de Dinant, de Guise et des marais de Saint-Gond, elle se fait décimer... Je ne crains pas de rendre hommage à l'intrépidité de nos adversaires. Le monde peut d'autant mieux mesurer ce que valent nos soldats, inférieurs en nombre et en artillerie lourde, mais dont l'âme est si ferme que nous fûmes vainqueurs !

Au 15 novembre, l'insuccès, la défaite des troupes du Kaiser est acquise, reconnue par l'Allemagne, cette fois à bout de souffle. Dès cette date, l'ennemi a perdu toute supériorité d'offensive en France. Il commence même à se sentir dominé. Il n'est pas encore battu, mais la victoire décidément lui a échappé. Il est un formidable prisonnier qui s'élance de l'Occident à l'Orient, des Russes aux Français, comme une bête dans sa cage, et qui, dans ce va-et-vient prodigieux, immanquablement se doit épuiser.

« Je les grignote », disait notre Joffre qui aime les termes d'une excessive modération et qui a le sourire.

Français, nous avons un grand chef, des généraux irréprochables, tous accordés entre eux, d'admirables soldats émouvants d'abnégation dans leur misère. Il faut les aimer, les soutenir, les prendre pour modèles et, comme ils supportent leurs souffrances, accepter nos angoisses. Nous sommes dans une tragédie que l'Allemagne a déchaînée et d'où la victoire seule peut nous tirer. La victoire certaine, si nous continuons à tenir.

XII

ENFIN! VOICI UNE AMBULANCE DE FRONT RAISONNABLE

15 Janvier 1915.

Voilà que nous arrivons à un résultat, nous sommes à même de servir nos nobles soldats mutilés pour la défense de la patrie. Nous leur offrons les appareils les plus perfectionnés, nous leur apprendrons un métier conforme à leurs aptitudes nouvelles, et nous leur trou-

verons des places dans l'industrie, afin de maintenir leur moral, que la tristesse dans l'inactivité pourrait ébranler, et afin d'ajouter à leur pension un salaire. Dès maintenant ces résultats me semblent certains, et j'en suis profondément heureux. Mais dans le même moment, ayant quelque logique dans l'esprit, je me sens mal à l'aise. J'aime mieux dire pourquoi avant de me l'entendre dire.

J'écoute les conversations des hommes éminents qui sont nos collaborateurs dans cette œuvre des invalides. Électrothérapie, mécanothérapie, ils vont tout employer, et tout cela est très bien. Mais avant même d'arriver à ces services de perfectionnement, n'aurions-nous pas dû perfectionner les services du début pour éviter la mortalité ?

Rétablir des infirmes, c'est excellent, mais les empêcher de le devenir, ce serait mieux.

Je le sais, je me le dis ; je me reproche de m'être laissé détourner de la surveillance des soins que l'on donne à nos blessés, depuis le front jusqu'aux formations de l'intérieur. Ce n'est pas que j'aie eu complète satisfaction, hélas ! Mais je voyais la possibilité de régler la grande et belle question des invalides. Je m'y suis donné. Hâtons-nous de revenir à

nos héros, dans le premier moment où on les enlève du champ de bataille. Une fois de plus, nous allons les rejoindre dans les services de l'avant, aux ambulances divisionnaires.

Il y a quelque chose de nouveau. Une grande satisfaction a été donnée à notre campagne.

Avez-vous lu la communication faite à la *Société de Chirurgie,* mercredi dernier, par le docteur Hallopeau? Il a décrit une « ambulance automobile » qui dispose d'un « générateur à vapeur », c'est-à-dire où le chirurgien, à toutes les heures de jour et de nuit, possède du savon, des brosses, des instruments, des objets de pansement, le tout stérilisé de façon parfaite et en proportions pour ainsi dire inépuisables. C'est ce que nous demandions le 14 novembre, dans un article, *Autour des Ambulances :*

Mon ambulance, les ambulances que je tiens pour nécessaires, disais-je, eh bien! je les vois assez pareilles à ces cirques ambulants qui se montent et se démontent en quatre heures. Elles se fixent pour hospitaliser les blessés qui ne peuvent pas être évacués; elles se déplacent pour suivre l'avancée des troupes ou pour reculer avec elles. La grande affaire qui doit présider à l'établissement d'une ambulance, c'est la recherche de l'eau. Il faut en chirurgie beaucoup d'eau sous toutes les formes, vapeur, eau chaude, eau stérilisée, eau

froide, glace. En outre, une ambulance doit être une véritable usine, avec une machine à vapeur ou deux. L'une donnera de la force, l'autre de la chaleur, afin que nous puissions avoir des étuves stérilisantes, un groupe électrogène d'éclairage et une installation radiographique.

L'ensemble du campement comprendra une tente pour cinquante lits, une tente salle d'opérations et de radiographie, une grande tente pour le nettoyage, le pansement et le triage des blessés, une cuisine portative, des voitures de linge, de pansements et d'appareils.

J'écrivais cela parce que j'avais bien choisi mes guides et mes conseillers. Mais j'étonnais bien du monde ; je m'étonnais moi-même. Dame ! cette machinerie nous écartait des préparations de notre service sanitaire (qui sans doute ne pouvait pas prévoir les conditions nouvelles créées par ces grandes masses de combattants et par ces armements nouveaux). La science chirurgicale s'est développée depuis 1870 ; nous voilà loin de la boîte à amputation rapportée de Sedan, que l'on voit au musée germanique de Nuremberg. Je me faisais des objections à moi-même. C'est donc la foire de Neuilly, écrivais-je, que je demande que l'on amène sur des routes déjà encombrées par l'artillerie ! Et tout en maintenant mon idée, votre idée plutôt, mon cher monsieur D..., et celle du

chirurgien Marcille, et celle du docteur Hallopeau, je m'intimidais de mes exigences.

J'avais bien tort de m'intimider et bien raison d'insister. Aujourd'hui, l'ambulance automobile, avec générateur à vapeur, est créée. Le docteur Hallopeau qui la dirige, de concert avec le chirurgien M..., a exposé son fonctionnement et ses premiers résultats, excellents, devant ses confrères, et vous auriez pu la visiter, ces jours derniers, à Bercy. Elle se compose de trois voitures et d'un camion; elle a une grande tente démontable de cirque forain; c'est bien la foire de Neuilly. On y peut opérer, aussi près que possible de la ligne de feu, avec autant de succès que dans les meilleures maisons de santé.

L'eau, la machine à vapeur, l'eau chaude, voilà le refrain obstiné des chirurgiens. Avec une petite pompe rotative minuscule, répètent-ils, on obtient un débit d'eau énorme. La machine à vapeur nous chauffera une étuve à 120° montée sur roues où nous stériliserons pansements, instruments, linges et vêtements. Par sa force, elle pourra nous éclairer et faire des rayons X....

C'est la conquête aseptique qui exige ce déploiement instrumental. Mais que de vies

humaines sont épargnées par de tels soins! Comparez les hôpitaux, avant ou après la révolution antiseptique et aseptique. Voyez les hôpitaux militaires, le Val-de-Grâce ou Villemin, à côté de Cochin, de la nouvelle Pitié, et de la moindre clinique privée. Partout vous verrez le problème de l'eau chirurgicale exigeant une vraie usine de bouilleurs, de stérilisateurs, etc.

La médecine militaire, en temps de paix, depuis quarante-quatre ans, ne s'occupant que d'un petit nombre de sujets jeunes, ne pouvait se lancer dans des dépenses, que d'ailleurs on lui mesurait parcimonieusement. Elle a fait des hôpitaux nouveaux à Nancy, à Bourges, mais elle n'a pu suivre les progrès accomplis que d'un pas lent. Et d'ailleurs si l'on compare nos hôpitaux civils les plus modernes aux hôpitaux allemands, on est humilié, me disent les gens compétents, tant nos ennemis ont poussé loin, dans ce sens, leur esprit de méthode et d'organisation. Le maire de Lyon n'a-t-il pas été chercher en Allemagne ses modèles? Le confortable, le luxe même des hôpitaux allemands est incroyable, mais leur mérite vrai, c'est d'être des usines ayant à leur base des machines à vapeur.

Je me résume. A cette heure, dans nos ambulances divisionnaires, on risque de faire des pansements propres sur des peaux sales. C'est renfermer le loup dans la bergerie et faire couver des germes qu'un lavage eût enlevés. Il faut laver et nettoyer les blessés. Mais par quels moyens? Quel est, en campagne, le système le plus pratique pour faire de l'eau chaude le plus rapidement possible et en grande quantité! La machine à vapeur résoud le problème. Une immense bâche montée sur un châssis démontable fera un réservoir pratique, et les blessés arrivant du front, transis de froid et glacés par la perte de sang, seront tout de suite réchauffés par ces ablutions renouvelées des Grecs.

L'initiative privée vient de résoudre le problème. Maintenant l'État a sous les yeux un beau modèle, une ambulance type, une seule, c'est vrai, qu'il faut copier et multiplier, de manière à desservir, de quinze en quinze kilomètres, tout le front.

C'est une grande satisfaction, après tant de critiques pénibles, d'entrer dans l'ère des créations utiles, bienfaisantes.

P.-S. — J'ai critiqué l'utilisation de notre personnel médical, j'ai parlé de *gaspillage*

de forces médicales. Il y faudra revenir. Un chirurgien des hôpitaux, prosecteur à la Faculté, me dit :

« ...Depuis le début de la campagne, ma principale occupation a été le dressage d'un joli braque que j'ai trouvé. Peut-être pourrais-je me rendre plus utile, étant ancien interne en chirurgie des hôpitaux de Paris. Mais peut-être aussi aurai-je l'occasion de faire œuvre de chirurgien, comme l'ont eue deux de mes collègues qui, faits prisonniers par les Allemands, ont été placés par eux à la tête d'un service de chirurgie. L'utilisation des chirurgiens français ne semble pas raisonnablement devoir être laissée à l'initiative du Service de Santé allemand... »

XIII

LE SOLDAT SUR LES TOMBES

16 Janvier 1915.

Nous pensons d'une manière continuelle à nos amis qui veillent, sous la pluie, dans la boue des tranchées. Et chacun de leurs sentiments qui parviennent jusqu'à nous, nous

l'examinons avec le plus affectueux respect, nous le méditons, nous tâchons qu'il devienne en nous quelque chose de vivant et qui nous associe à ces nobles gens.

Qu'y a-t-il donc en eux de si beau et qui nous donne le sentiment de la supériorité? Ils défendent des idées, dit-on. Sans doute. Mais plus profondément ils défendent ce dont naissent toutes choses; ils défendent notre terre et puis notre ciel, la terre où reposent les morts dont l'esprit nous anime. Qu'ils soient écrasés, repoussés, nos défenseurs; qu'il nous faille monter sur les vaisseaux de l'Angleterre; alors, avec le temps, les forêts de France commenceraient de balancer au vent des semences allemandes! Quand nous multiplions nos vœux en faveur de nos soldats, ce n'est pas pour qu'ils sauvent les idées, les belles récoltes engrangées dans notre histoire, dans nos bibliothèques, dans nos musées, tout ce qui fait la fleur et le fruit de notre race, c'est pour que nos moissons futures puissent germer et que nos sillons, entre le Rhin et la Méditerranée, demeurent ouverts au génie français.

Qu'ils sont beaux nos défenseurs, dans ces carrières, ces cheminements, ces trous, derrière leurs talus, leurs fils barbelés, leurs

fascines, creusant leurs redoutes dans la glaise, couverts de boue, tapis au ras du sol, embrassant la terre natale! D'autres, en tous temps, peuvent vouer leurs vies à des idées, mais à ceux-ci est réservée la noble tâche la plus concrète ; il leur est donné de défendre, pouce à pouce, motte à motte, la mère des hommes et des idées, le sol natal d'où procèdent toutes choses, les plus raffinées et les plus primitives. Et cet emploi, ils le tiennent, comme firent nos plus lointains aïeux. De sorte que le soldat de 1914-1915, dans sa tranchée, sous son épais vêtement de boue, semble une figure sans âge, éternelle, chargée de tout le passé et de qui dépend l'avenir, une jeune divinité.

L'autre jour, j'ai trouvé, avec un sursaut, dans la lettre la plus familière d'un ami, une image bien majestueuse qui traduit mon sentiment et l'éclaire à mes propres yeux. Écoutez, voyez se dessiner sur l'horizon d'hiver une svelte figure, toute simple d'abord et qui prendra dans votre mémoire, quand les mots seront retombés, une qualité mystérieuse :

Vous ai-je dit, m'écrit un combattant, que j'avais l'heureuse chance de me trouver dans le berceau de ma famille, dans un petit village d'où mon grand-père partit vers 1840? Ma grand'mère m'en parlait bien

souvent. Je ne l'avais jamais visité. Quand je passe devant l'église bâtie par les Espagnols, je songe que tous mes « ancêtres », comme on dit ici avec solennité, ont vécu sous son ombre. Dans ce cimetière, où les obus font voler en éclats les tombes et les couronnes, j'ai retrouvé, sous un manteau de lierre, une croix avec le nom d'une grand'tante. J'ai vu la maison, le champ, la lisière d'arbres où ils habitaient.

Quelle étrange coïncidence de venir creuser des tranchées, se blottir, se défendre et ensevelir des camarades dans cette terre qu'ils ont labourée. Je quitterai à regret ce cantonnement, pour moi plein de souvenirs. »

Page toute simple, presque nue. C'est un arbre d'hiver, dont les branches, si vous attendez, vont se couvrir de fleurs et de verdure. Ce jeune Français, le fusil à la main, dans une tranchée, au travers des tombes de sa famille qu'il défend, fait une image aussi profonde et plus pure qu'Hamlet, sur la terrasse d'Elseneur, quand il converse avec l'ombre de son père. Sa famille invisible l'entoure, l'assiste, le protège, est protégée par lui. Quelle poésie ! Et non pas écrite ou chantée, mais toute faite d'une activité vaste et noble. Voilà un homme pris dans la terre, dans une fosse, dans la boue, plus tristement qu'une bête fauve, et dont l'âme est emportée vers le ciel.

Et tous nos défenseurs ainsi. Ceux-là mêmes

qui ne songent pas à chercher près de leurs tranchées les épitaphes de leurs parents sont élevés par la souffrance et par le sacrifice vers les régions supérieures. Ils sont retenus dans la terre, presque à plat ventre, le visage souillé de boue, et sentent au même moment l'influence du monde immatériel. Ni les rêveries des philosophes, ni les fictions des poètes n'agissent en eux ; leur esprit est pur de tout artifice ; c'est la nécessité la plus vraie qui ranime en leurs âmes ce dont vivaient nos aïeux, en même temps qu'ils produisent une surabondance d'actes et de sentiments, dont nos fils vivront.

XIII *bis*

FRANÇOIS BOUCHER, MORT POUR LA FRANCE

16 Janvier 1915.

François Boucher, jeune archiviste, noble intelligence, attaché à la Bibliothèque Nationale, vient d'être tué à l'ennemi le 2 janvier devant Steinbach. C'est le fils de mon cher compatriote Henry Boucher, le sénateur des Vosges. Ce brave enfant avait été déjà atteint

légèrement au front devant le Spitzenberg, mais il n'avait pas quitté son rang, et comme M. de la Roncière proposait de le faire inscrire sur le tableau d'honneur des blessés à la Bibliothèque Nationale, il s'y était refusé en disant qu'une égratignure ne méritait pas tant, et qu'il avait encore « bien des coups à donner et à recevoir ».

Une balle lui a traversé la base du crâne sans le faire souffrir. Il est tombé, le fusil en main, sur une position reconquise en avant de Steinbach, presque en face de ce chef-d'œuvre qu'est l'église de Thann, dont il avait reproduit en ivoire l'un des bas-reliefs, et pour lequel, m'écrit-on, il redoutait plus que pour lui-même la brutalité des obus.

Il combattait non loin de son frère Paul, qui a pu le voir tuer, mais n'a pu l'embrasser, entraîné qu'il était par d'autres devoirs. Ses deux autres frères, aussi, font la guerre en première ligne.

Lors de ma visite aux lignes de Saint-Dié, François Boucher avait chargé son père de m'offrir, en échange des dons que j'avais portés aux soldats, un bel obus de 155 tombé dans ses tranchées du Spitzenberg : « Dis à M. Barrès qu'il est bien à moi, cet obus, car les Allemands l'ont jeté presque dans mes

bras. Il lui plaira par ses formes japonaises et ses cannelures de cuivre. Qu'il y mette des branches mortes de hêtre et de noisetiers. » Et aujourd'hui son père, dans une lettre d'un magnifique courage, m'écrit : « Ce n'est plus une commission, c'est un legs que j'accomplis en vous envoyant cet obus... »

Je reçois avec émotion le souvenir du jeune héros.

Henry Boucher, après Camille Krantz, après Louis Barthou ! Voilà trois hommes qui ont été associés aux mêmes œuvres comme membres du Gouvernement et rapporteur général du budget, et qui paient des débris de leur cœur la délivrance de l'Alsace. Ils ont contribué à donner à la France ses meilleurs instruments de combat, son artillerie, la Banque de France renouvelée et la loi de trois ans : ils lui donnent, tous trois, leurs fils. Saluons ces patriotes ! Et certes, je ne les sépare, dans ma pensée respectueuse et affectueuse, d'aucun de ceux de nos collègues, les Simyan, les Ajam, à quelque nuance qu'ils appartiennent, qui font le même sacrifice à la patrie, plus dur assurément que le don de leur propre vie. Une communauté de souffrance et d'honneur les unit... Veuillez

recevoir, mon cher Henry Boucher, pour votre famille et pour vos trois fils, la sympathie profonde qu'inspire à tous votre glorieux malheur.

XIV

MARCEL DROUET, MORT POUR LA FRANCE

18 Janvier 1915.

Je viens d'apprendre la mort de Marcel Drouët, membre de la Ligue des Patriotes, sergent au 165e d'infanterie, tombé au champ d'honneur, le 4 janvier, frappé à la tête d'un éclat d'obus. Je suis allé chercher dans ma bibliothèque deux petits livres de vers que très jeune il avait publiés : *Quelques feuillets du livre juvénile*, chez Figuière et l'*Ombre qui tourne*, chez Dorbon. Longuement, j'ai passé ma soirée avec cet ami, poète et patriote.

Secrétaire de la rédaction des *Marches de l'Est*, que dirige Georges Ducrocq (dont nos amis savent qu'engagé au début de la guerre il vient d'être nommé sous-lieutenant sur le champ de bataille), Marcel Drouët a publié dans cette revue de nombreuses pages sur

l'Alsace-Lorraine et sur le régionalisme, où l'influence de Charles Maurras se mêle à la tradition déroulédiste. Un de ses camarades de guerre m'écrit : « ...Il y a quelques jours, en parlant des rencontres prochaines dans Paris avec tous ceux qu'il y retrouverait, Drouët s'exclamait : Ce jour-là, quelle belle fête de jeunesse ! Il est mort, il ne sera pas le témoin des noblesses de demain, il ne verra ni les héros, ni les saints d'une société française réordonnée, mais il aura pétri sa part de nos gloires, et longtemps son souvenir gouvernera l'esprit et le cœur de ses amis... »

D'autre part, un de ses officiers m'écrit : « Conformément au désir exprimé par mon ami Drouët, je vous fais parvenir son carnet de route. Je respecte ainsi ses dernières volontés. »

Je ne manquerai pas au vœu du jeune héros. Je vais examiner pieusement son journal de campagne et le publierai aussitôt que les convenances d'intérêt général et la censure permettront que je donne cette satisfaction à tous ses amis, fiers et peinés de sa mort glorieuse.

XV

LES HÉROS MORTS ET LEURS FAMILLES

19 Janvier 1915.

C'est un grand sujet triste que j'ai longtemps écarté. Mais tant de lettres et de visites douloureuses me contraignent à le regarder en face. Voulez-vous qu'aujourd'hui nous parlions de l'ensevelissement des morts sur le champ de bataille et du pieux désir des familles anxieuses de les retrouver ? J'obéis à une sollicitation qui m'arrive de toutes parts. Et cet examen, nous ne l'aborderons pas avec un cœur lâche. A chaque ligne, nous songerons qu'il s'agit de rendre un culte à nos héros et que dès maintenant nous avons à le préparer.

Le *Souvenir Français*, que préside depuis tant d'années l'infatigable Niessen (comment cet homme n'est-il pas chevalier de la Légion d'honneur ?) est une institution nationale. Elle fait d'un champ funèbre un lieu sacré, une perpétuelle leçon d'héroïsme. Tous ceux qui ont l'honneur de perdre un des leurs devant l'ennemi désirent savoir l'endroit précis

où il dort son sommeil éternel. C'est pour lui rendre le culte familial que nous transformerons en culte national. Au milieu même de la tempête, avec ceux qui pleurent et s'enorgueillissent, cherchons à préparer le culte du Souvenir.

Qu'advient-il à cette heure? Vous ne le savez que trop. Un soldat tombe. Des jours, des semaines après, peut-être des mois, un écho de douleur s'émeut, au loin, dans une famille. Mais que saura-t-elle jamais? Un camarade, un chef, essayent d'écrire si leur devoir, la bataille et leur destin le permettent. Ils disent... Ah ! je voudrais qu'il me fût permis de vous donner un florilège des lettres de consolation que ces sublimes gens savent écrire. Ils louangent le brave, et puis ils disent, de leur mieux, l'endroit de la sépulture. Nos campagnes à cette heure sont toutes plantées de ces pauvres signes émouvants : deux branches liées en croix et coiffées d'un képi. Parfois un feuillet y est joint sur lequel un camarade a crayonné le nom et le régiment du mort. Qu'en restera-t-il avec l'automne, après l'hiver, et quand la charrue bienfaisante recommencera de préparer le pain des vivants?

Chaque jour, je vois venir des parents qui

me demandent avec instance que je les aide à parvenir jusqu'à l'horizon où ils pourront chercher le tertre sacré de leur fils. Je ne suis rien, je ne puis que leur dire mon respect, mon amitié et la nécessité de nous incliner devant les volontés des Chefs qui, chargés du salut de la France, exigent tous les sacrifices, parce qu'ils ont eux-mêmes fait en esprit leur sacrifice.

Un patriote, M. Maurice Schmitt, préoccupé de cette angoisse générale, me fait parvenir un mémoire. Il voudrait parcourir les territoires où l'on s'est battu, y réunir tous renseignements, placer des croix de bois, et prévenir les familles. Dès cette heure, il n'est guère de commune où ne se soit trouvé un homme généreux prompt à dresser la liste des braves tombés dans son horizon. Ces greffiers volontaires de la mort héroïque doivent être félicités et imités. A nos prêtres, à nos instituteurs, il appartient plus qu'à tous autres de tenir ces funèbres registres de la gloire. Déjà nous avons reçu et publié bien des listes. Est-il besoin de dire que *l'Echo* et certes tous les journaux seront toujours au service des familles en deuil, c'est-à-dire de l'élite française ?

Mais tout cet effort, vous le sentez insuffi-

sant. Sauveurs de la France, héros inconnus, hommes du miracle de la Marne, sur l'immense ligne mouvante où vous êtes tombés, comment vous retrouver? Vous n'avez plus de noms individuels, vous êtes « les soldats de Joffre», les vainqueurs tombés dans la victoire. La reconnaissance publique se chargera de vous élever des cénotaphes de triomphe où vos familles, à chaque anniversaire, recevront notre hommage. Quant à la piété privée, après enquête et réflexion, je vois que pour la satisfaire il faudrait une disposition réglementaire qui manque.

Mais d'abord comprenons comment se déroulent les faits. J'en causais, l'autre jour, avec un officier supérieur. La direction de l'ensevelissement des morts, m'a-t-il dit, appartient au service de l'ambulance divisionnaire, qui la délègue en général au médecin-chef des brancardiers. J'ai été appelé à coopérer à cette tâche, avec ma compagnie, au cours de deux nuits qui furent assez lugubres. C'était la nuit, parce que de jour nous aurions subi le feu de l'ennemi. Tout se fit d'une manière très décente, grâce à la présence d'un dominicain sergent-brancardier, et même avec une nocturne, sobre et extraordinaire grandeur. Mais voici la difficulté.

Chaque soldat est muni d'une plaque d'identité qui devrait servir à le faire reconnaître. Or, pour obéir aux règlements, on commence par enlever aux corps cette plaque d'identité, nécessaire, paraît-il, à la régularisation de l'acte de l'état-civil. Puis les cadavres sont placés côte à côte dans la tranchée, sans rien qui permette de les identifier par la suite.

Bien plus, au cours de l'opération, aucune liste n'est dressée des hommes qu'on descend dans les tombes, aucun plan de la situation des tombes.

Si cette liste, si ce plan, qui parfois sont établis par des bonnes volontés individuelles, étaient rendus réglementaires et obligatoires, les familles pourraient, après la campagne, retrouver exactement le point précis où reposent leurs héros. Elles pourraient soit les exhumer, soit s'agenouiller sur le sol.

...Ainsi parla celui qui sait, et moi, l'ayant entendu, je me tourne vers le Ministre de la Guerre :

Mon cher Ministre, il est affreusement pénible que ce qui serait si facilement réalisable ne soit pas réglementaire. Je me permets de vous soumettre ces observations. J'entends bien qu'on pourra n'y pas trouver l'esprit de la guerre et qu'on voudrait me voir plus

d'insensibilité. Je prie que l'on réfléchisse à ce que peut être l'esprit de cette guerre 1914-1915. La victoire est certaine, à condition que les combattants tiennent. Eh ! nous savons qu'ils tiendront. Songeons aux non-combattants. Eux aussi, il faut qu'ils persistent. Appliquons-nous à prendre nos Français tels qu'ils sont, amenés à un point exceptionnel de civilisation. Je voudrais que pour une guerre si longue on ménageât l'imagination publique, la religion des cœurs, en un mot, la sensibilité proprement française. Hommes du Gouvernement, songez au moral. Entourez d'égards les familles de nos morts. Tâchez de leur donner la satisfaction qu'exigent vraiment leurs cœurs. Elles veulent savoir que, demain, sinon à l'heure même, elles pourront aller en pèlerinage sur le lieu où repose le martyr de la patrie, le héros qui fait justement leur orgueil. Prêtez-vous à cette piété. Ordonnez qu'à l'heure funèbre une liste et un plan seront obligatoirement dressés.

P.-S. — Le père Duthoit, aumônier de l'hôpital de Clermont-en-Argonne, demande vingt stères de bois blanc débité en voltiges, afin de pouvoir donner des cercueils aux vailiants soldats dont il ferme les yeux.

XV *bis*

JOSEPH LOTTE, MORT POUR LA FRANCE

19 Janvier 1915.

Je dois faire part à nos amis de la mort glorieuse de Joseph Lotte, esprit noble et ardent, qui avait fondé et rédigeait presque seul le *Bulletin des professeurs catholiques de l'Université*, petite feuille saisissante d'enthousiasme religieux. Il vient d'être frappé d'une balle au front, à son poste de sous-lieutenant, dans les tranchées de la région d'Arras.

Un de ses proches m'écrit : « Le *Bulletin* ne permet pas d'apprécier complètement ce que fut cet esprit d'élite. On le saura si l'un de ses amis reste encore debout, après la guerre, pour réunir les feuillets épars de son œuvre écrite et pour dire ce que fut son action morale. Il était le disciple le plus proche de notre grand Charles Péguy, son ami le plus fidèle, son confident le plus secret. Au moment de la mobilisation, il avait été appelé avec le grade de sergent dans un régiment territorial, à Saint-Lô. Un jour, dans un train, il apprit par votre article de *l'Echo*

de Paris la mort de Péguy. « Ses amis qui sont à l'armée le vengeront », disiez-vous. Deux jours après, il se faisait verser dans un détachement du 136e de ligne. En peu de temps, il devenait adjudant, puis sous-lieutenant... »

Je tiens à publier, comme le titre d'honneur de ce héros, les circonstances de sa mort relatées par son chef :

« ...Le sous-lieutenant Lotte a été tué d'une balle à la tête le 27 décembre, alors qu'il examinait le terrain pour chercher un cheminement pour avancer vers les maisons occupées par les Allemands. Il est tombé dans le coma aussitôt après avoir été touché et est mort, environ trois quarts d'heure après, alors qu'on le transportait au poste de secours. Il a été administré par un prêtre, actuellement adjudant à la compagnie voisine. Nous l'avons inhumé au cimetière provisoire d'Arras, après un service religieux à la chapelle du Saint-Sacrement. Je perds en votre frère, en même temps qu'un ami dévoué, un officier de valeur dont le tranquille courage et la bonne humeur constante avaient produit un grand effet sur ses hommes... »

Les amis et les admirateurs de ce philosophe soldat saluent avec respect sa famille dans son glorieux malheur.

XVI

SI ON RELEVAIT PARFOIS LES UNITÉS DU FRONT

20 Janvier 1915.

Je débute par un paradoxe. Vous en êtes avertis, et je pense que vous ne tiendrez pas rigueur à mon correspondant de ses boutades, où la bonne et la mauvaise humeur se mêlent. Sachez que vous écoutez un brave qui s'est engagé comme simple soldat et qui déjà est officier.

...J'ai des hommes, me dit-il, qui, avec moi, n'ont pas bougé pendant trente-deux jours de la tranchée de première ligne, à 120 mètres des tranchées ennemies, avec parfois 70 centimètres d'eau. Je n'ai pas eu un évacué. Mais leur donner comme unique satisfaction morale les félicitations du colonel, c'est un peu maigre. Vos idées sur une médaille nouvelle sont justes et utiles. Et puis, si on laissait de temps à autre les aventuriers comme moi libres, pour une semaine, de venir faire le diable à quatre! Mais va te faire lanlaire, aujourd'hui on bouclerait Lassalle. Cette mise au couvent est le grand sujet de nos conversations. Nous pensons que la guerre durera encore deux, trois ans, et nous voudrions que l'on nous traitât comme les officiers anglais, qui ont des congés réguliers... La guerre n'est bien faite

que par les gens que cela amuse, lesquels sont de grands sacripants. Ah ! les soldats de l'Empire, quels veinards !

Signé : L. T.

Je vous donne la note. Avouez qu'elle est charmante, et ne soyez pas scandalisés. D'un autre coin de France, un ami du précédent m'écrit sur un ton aussi vaillant et sans reproches :

Après cinquante jours de tranchées, le bataillon, qui n'avait pas été relevé une seule fois, vient d'être mis au repos pour douze jours. Chacun nettoye la boue, brosse son képi et sa capote, redevient une figure d'homme. L'hiver est atroce, pluvieux, pourri, ce qui complique encore cette guerre de taupes. Mais le moral résiste...

En voulez-vous une preuve ? Je la trouve dans un autre passage de la même lettre, que je donne pour que l'on voie leur singulière vaillance d'esprit et puis parce que, qui sait ! un industriel sera peut-être touché du désir qu'ils expriment :

Nous souffrons du manque de musique. Nos clairons sont muets, à l'ordinaire. Depuis deux jours que nous sommes au repos, ils ont repris leurs joyeux refrains, et vous n'imaginez pas l'allégresse que ces sonneries répandent dans un camp. Notre commandant, qui tient à ces influences morales, a formé le projet de créer une fanfare. Nous en avons les éléments. Seuls, les instruments nous manquent. Ne pourriez-vous pas nous aider à nous les procurer ? Grâce à vous, notre vie serait

moins monotone, et pour entrer à Metz nous aurions au moins quelques pas redoublés qui nous entraîneraient. Ne croyez pas que nos fanfaristes cessent d'être des combattants. Comme nos clairons, ils vivent dans les rangs. Ce ne sont pas des fusils en moins, Barrès, il faut nous offrir cette joie...

Signé : G. D.

Voilà comme ils sont au sortir de l'affreuse tranchée ! Un coup de brosse, un air de musique, une jolie lettre. Oh ! Français, toujours pareils de siècle en siècle, vrais chevaliers ! Les Boches peuvent y aller de leurs grossières ruses, pour chercher à démoraliser de tels généreux garçons. Ils n'aboutissent qu'à les faire bien rire. Écoutez plutôt l'histoire que me raconte un jeune aspirant de cavalerie légère :

Je me trouvai le 17 décembre dernier en réserve d'avant-postes au moulin de G... Les avant-postes, tenus par une section de territoriaux, se trouvaient à la gare de B..., à 500 mètres des Allemands. Tout à coup, téléphone. Qu'y a-t-il de cassé ? « Allo ! » — « Un chien arrivé aux avant-postes, avec deux paquets suspendus au cou. » — « Envoyez-nous le chien. » Au bout d'un instant, il arrive. On le débarrasse de son fardeau, on ouvre les paquets. Dans l'un des cigarrettes, à bouts dorés, s'il vous plaît ! Dans l'autre un journal de Fribourg-en-Brisgau, marqué à une colonne qui annonce une défaite russe inventée de tous points, et puis cette lettre ;

« A les soldats français, à la gare de B... Soldats français ! Maintenant il est temps que vous allez à la

maison. Il faut que vous vous adressez contre ces faux amis les Anglais qui sont seulement la cause de cette cruelle guerre. La France nommée « la grande nation » n'a pas besoin de chercher les châtaignes du feu pour l'Angleterre. L'amitié avec elle n'a pas de profit pour vous ! (Signé) : Des soldats allemands. »

Nous avons largement ri de la bonne hypocrisie de ces Boches qui ne savent plus quelle ressource employer pour se soustraire à la tenaille qui les saisit sur terre et sur mer et qui bientôt va les réduire au désespoir.

(A. d. l. F.).

Enfin, pour que nous ayons le plus complet écho de ces tranchées sublimes où l'âme de la France s'est réveillée, chez les plus humbles et chez les plus favorisés, je mets sous vos yeux une dernière lettre, celle d'un jeune valet de chambre. Lisez et dites-moi si elle est assez française, avec un joli goût pour la phrase à panache :

Les Boches sont durs à cuire, mais nous les mangerons tout crus. Voilà deux mois que nous sommes sur le front de combat. Lorsqu'on demande des volontaires pour aller en patrouille ou prendre une tranchée, alors c'est bien facile, tous sont prêts, et pas un ne céderait sa place. La France est notre mère et la mère de tous, donc nous devons la défendre pour tous ceux qui ne peuvent pas et pour les générations à venir. Nous dormirons, mais on parlera de nous après deux mille ans. J'y resterai peut-être, mais personne n'aura à me plaindre car je serai mort en brave.

Ceci est bien beau et ce petit domestique

porte en lui un magnifique héritage de civilisation. Il nous trace, en quatre lignes, un tableau d'une nuit de grand'garde, que nous n'oublierons jamais :

Ce soir, nous allons en première ligne. Il fait un froid terrible et il faudra rester deux heures sur le ventre, le long de la terre gelée, en sentinelle, sans bouger, et voir si les Boches avancent, et toute la nuit il faudra avoir l'œil attentif et ne pas dormir sur la glace, car les autres dorment dans leurs trous et il y a le drapeau que nous gardons si glorieusement...

Je m'arrête, je puiserais indéfiniment dans mes dossiers, et vous tous, lecteurs, vous me tendez les lettres de vos fils. Mais je n'écris pas cet article pour chanter la louange de nos soldats. Je voulais d'abord bien et dûment constater la solidité physique et morale des tranchées. Maintenant j'arrive à mon objet.

Admirez, vous dis-je, que l'immobilité prolongée dans la boue ne déprime ni la santé physique, ni la santé morale de ces braves. Admirez que leur force combative demeure ce qu'elle était pendant les semaines qui suivirent la victoire de la Marne. Une inaction si contraire à notre tempérament n'a pas entraîné, comme on aurait pu craindre, de tension chez les uns, de dépression chez les autres, et rien non plus ne donne à prévoir qu'on ait des épidémies, comme il arrive par-

fois, à la fin de l'hiver, c'est-à-dire à l'époque où les circonstances permettront de reprendre l'offensive.

On peut cependant supposer qu'il serait sage et généreux de prendre certaines mesures et de traiter ces vaillants, qui jamais ne se plaignent, comme si quelques-uns d'entre eux laissaient percer de la fatigue.

Pourquoi ne relèverait-on pas successivement dans les tranchées certaines unités pour les remplacer par des unités prélevées dans les dépôts, où les meilleurs éléments se rongent d'inaction ?

Il appartiendrait au commandement d'apprécier si cette relève devrait s'effectuer en renvoyant dans l'intérieur un bataillon par régiment, ou bien une compagnie par bataillon, et encore de fixer à quinze jours ou bien à un mois cette absence distrayante, reposante.

Dans les dépôts, ces officiers et ces soldats pourraient instruire leurs camarades et leur faire oublier des méthodes de combat condamnés par l'expérience, en même temps que les meilleurs éléments de l'intérieur, venus sur le front, à titre d'unités de remplacement y prendraient l'air et l'esprit de la guerre.

Quelqu'un voudra-t-il m'écouter? C'est grande sagesse de tout prévoir à temps.

...Je ne me permettrais pas d'énoncer ces idées si elles m'étaient personnelles et si je ne les savais approuvées par des juges autorisés. Cette guerre est d'une espèce nouvelle. Elle égale tout ce qui s'est fait de grand dans le monde. La monotone misère où vivent nos frères dans les tranchées nous donne plus à imaginer et à aimer que ne feraient des batailles ramassées et parfaites. Et quand nous reportons nos regards sur les cinq mois écoulés, au milieu desquels se dresse, comme une tour géante, la glorieuse victoire de la Marne, nous comprenons que les soldats de 1914-1915 dépassent les plus illustres armées de notre histoire. Nous éprouvons cette impression de sécurité que donnent les œuvres d'art bien composées. La guerre conduite par Joffre n'est pas une œuvre vague, indéfinie, mal achevée, dispersée, c'est une sévère pensée qui se développe d'acte en acte et enserre l'Allemagne. Ainsi tout est irréprochable, dans l'ensemble, derrière nous. Mais nul instrument ne dure sans réparations. Une guerre si nouvelle réclame à toute heure des règlements nouveaux. Songeons à la relève successive des unités combattantes.

XVII

LA LUTTE POUR LA CENDRE DES MORTS

21 Janvier 1915.

Lors des assauts forcenés sur l'Yser et de cette offensive sans frein ni merci, dans cette ruée torrentielle, quels étaient ces Allemands qui s'avançaient au pas de parade en bloc serré et profond ? Des volontaires, des adolescents, la fleur de la jeunesse berlinoise. Ils marchaient, dit un témoin, gorgés de promesses de gloire, ivres de chants patriotiques. Ils marchaient avec leurs dieux, leurs héros, leurs poètes et l'amour de leur nom. Nous sommes la grande Germanie !

La grande Germanie ! C'est un ensemble d'idées et de sentiments que nous avons vu prendre forme en moins d'un siècle. Jacob Grimm, en reconstituant et combinant tous les débris plus ou moins authentiques d'une mythologie où préside le vieux dieu Odin, a unifié les dispositions poétiques profondes des Allemands. Il a créé l'âme germanique en tant qu'elle s'oppose à l'âme latine. Mais les

intellectuels germains ne s'en sont pas tenus à chercher des modèles dans les époques barbares de leur pays. Il ne leur a pas suffi de se raccorder à leurs ancêtres farouches qui luttaient contre la civilisation romaine. Par delà ces premières époques historiques, ils ont remonté dans le fond des âges primitifs, pour s'abreuver (comme à la source salubre dans le rocher) à la plus pure Germanie.

Vous connaissez leur paradoxe qui n'est pas sans attrait. La préhistoire, disent-ils, est de toutes les sciences la meilleure et même la seule pour montrer à une race, à une nation les qualités qui l'ont faite grande et qui continueront de la porter et de la développer. Elle nous atteste la supériorité initiale de l'Allemagne. Les crânes germaniques des temps quaternaires annonçaient déjà la prééminence intellectuelle de Gœthe et de Schiller. De toute éternité les Allemands ont été supérieurs à tous les peuples. La Grèce et Rome, en nous dénaturant, ne nous apportèrent que des défauts.

Cela est déjà beau. Mais il ne suffisait pas à nos ennemis d'outre-Rhin de se placer ainsi en dehors et au-dessus de la civilisation classique, en glorifiant leurs origines. Ils ont voulu mettre leur main sur les nôtres.

(C'est une de leurs manies. Leur désir de conquérir le monde est si ardent, si débordant qu'il ne leur suffirait pas d'occuper désormais la Belgique, l'Est et le Nord de la France, il faut qu'ils les aient eus dans le passé. Je vous ai déjà raconté qu'ils ont faussé un texte de Jules César pour essayer d'établir que la Gaule s'arrêtait aux Vosges et que tout le pays entre Rhin et Vosges avait appartenu aux vieux Allemands. Dans un esprit analogue, ils ont travaillé à s'emparer des documents de notre préhistoire et à devenir les déchiffreurs, les interprètes de nos origines).

Quel était leur but? Voulaient-ils découvrir que nous sommes, de par nos crânes, des inférieurs qu'ils ont le droit, le devoir, la mission d'organiser ou bien que nous sommes des frères, des Germains qui s'ignorent et que l'Allemagne a le droit, le devoir, la mission, toujours, de secourir et d'organiser? Je m'en tiens au fait. Et le fait, d'un magnifique intérêt, c'est leur intrigue pour la possession des Eyzies, où nos premiers titres de noblesse et nos plus vénérables archives sont gravés sur la paroi des roches surplombant la Vézère.

Connaissez-vous ce pays, encore sauvage et primitif, prairies vertes, ciel d'un bleu vio-

lent, rochers noirs, où court la Vézère, vive, claire, pressée. Tantôt la vallée s'élargit, usée par des siècles de pluie et de gelée, tantôt la roche se penche encore sur la rivière. Là se trouvent, au pied de la muraille naturelle, les abris où vécurent nos pères, il y a peut-être deux cent mille années. Dans la terre gisent les silex taillés, les débris de leurs repas, et quelquefois leurs ossements couchés près des cendres de leurs foyers. Aux fissures de la colline, dans ces longues fentes étroites et hautes, de contours capricieux, nos ancêtres ont laissé sur la paroi rocheuse des dessins : portraits de bêtes, de mammouths, de bisons, de rennes, de chevaux, chefs-d'œuvre de vie, de mouvement, d'observation juste. Ils les gravaient profondément d'un trait précis, ou les brossaient en ocre, en brun rouge, par masses puissantes. Certes, ces dessinateurs étaient déjà de race noble, concevant autre chose que la nourriture et le sommeil, croyant sans doute à de vagues forces invisibles, car leurs peintures de bêtes semblent avoir été des conjurations. Ils prêtaient serment, du moins la présence de nombreuses empreintes de mains le fait penser ; ils juraient fidélité, ils promettaient.

Ces preuves authentiques de l'antiquité de

notre race ont été retrouvées depuis une vingtaine d'années par les savants locaux, aidés et encouragés par ceux de toute la France. L'instituteur des Eyzies, Peyrony, a fait tout le gros travail. Il fouillait en dehors de ses heures de classes. On l'a mal récompensé, avec quelques mauvaises palmes violettes. Mais, tant bien que mal, on l'aidait. La Société d'Archéologie du Périgord, en tête son président, M. de Fayolle, venait aussi fouiller. Elle a classé au musée de Périgueux ses précieuses découvertes, où l'on peut voir, couché sur sa terre funèbre, le seul squelette entier de nos ancêtres. Le musée de Saint-Germain, le Muséum, tout le monde s'y est mis. Et bientôt, les Allemands.

C'est alors que commence le drame mystérieux.

Il y a huit ou dix ans, débarquait aux Eyzies un personnage d'aspect peu sympathique, boiteux, gros mangeur et buveur formidable, se disant archéologue suisse. C'était Hauser. Ce qu'il ne disait pas, c'est qu'il avait été *exécuté* par les archéologues suisses comme convaincu de malhonnêteté scientifique dans l'exécution et la publication de fouilles romaines en Suisse.

Hauser se présenta d'abord comme un

savant ne désirant qu'une chose : faire en Dordogne recherches et fouilles scientifiques. Il se présenta très modestement et en *bon garçon* chez divers archéologues et fouilleurs, entre autres chez Peyrony et M. de Fayolle. Quand il se fut procuré, grâce à eux, les documents et indications touchant les fouilles de Dordogne et surtout des environs des Eyzies, son attitude changea. Il devint fier, arrogant, grossier même, et se montra immédiatement le compétiteur acharné des fouilleurs du pays, près de qui il venait de faire son éducation. Il acheta les terrains où M. de Fayolle avait commencé à travailler avec succès, mais que, faute d'argent, il n'avait pu que prendre à bail. Tous les moyens étaient bons à Hauser pour arriver à se procurer les droits et autorisations nécessaires. Argent, promesses, menaces, orgies offertes et partagées, tout fut mis en jeu par ce personnage. Misérable au début, on le vit peu à peu progresser, jeter l'argent par les fenêtres et chercher à écraser de sa morgue et de son insolence les habitants du pays.

D'où provenaient les ressources du personnage? Il fut facile de l'établir rapidement. Les produits de ses fouilles, qui étaient importants (car il avait organisé un service très

actif, dirigé par un individu du pays grassement payé), tous ces produits contenus dans de volumineuses caisses constamment expédiées par le chemin de fer, partaient en Allemagne. De plus, durant la belle saison surtout, il recevait constamment (à l'hôtel de la Gare qu'il avait affermé à son ancien propriétaire) des amateurs et savants allemands. Il les promenait à travers le pays et souvent fort loin, dans son automobile. Chaque fois qu'il faisait une découverte de quelque importance (et grâce à ses grands terrassements, il en fit plusieurs malgré son incompétence grossière), il convoquait des savants allemands. *Eux seuls* contrôlaient ces découvertes (surtout squelettes quaternaires) et souvent procédaient à l'extraction sans que *jamais un savant français* eût été invité à faire les mêmes constatations.

Hauser prétendait qu'il vendait en Allemagne pour les musées et les collections scolaires les objets qu'il recueillait dans ses fouilles « scientifiques », tandis que, ajoutait-il galamment, les Français n'en avaient jamais fait de telles (et Dieu sait la façon dont il exécutait ces fouilles !) L'indication de ces objets à vendre se retrouvait en effet dans divers catalogues allemands. Et l'on a raconté bien haut en Allemagne que l'empereur avait

fait acheter (en y contribuant lui-même) par le musée d'ethnographie de Berlin, le squelette moustérien trouvé au Moustier, vallée de la Vézère, par Hauser, et celui d'époque aurignacienne qu'il découvrit à Combe-Cappelle (Dordogne) pour la jolie somme de 125.000 marks !

Voilà en quelques mots ce qui était apparent : un personnage taré, ivrogne, débauché, brutal et grossier, dépensant l'argent sans compter, constamment entouré de savants allemands exécutant de grandes fouilles archéologiques, le tout à destination de l'Allemagne. Nous disons à destination bien que, depuis longtemps, les dignes savants fussent convaincus qu'Hauser était purement et simplement un agent allemand, homme de paille de la mainmise de l'Allemagne sur notre préhistoire, sans que pour cela le métier d'espion inné au cœur de tout bon Germain fût oublié.

Aujourd'hui, l'individu a prudemment disparu des Eyzies, mais il y a encore des propriétés, voire des représentants. Tout cela doit être examiné de très près, et des mesures utiles s'imposent, dût-on bousculer certains personnages officiels qui entravent tout ce que l'on tente contre l'agent allemand, Suisse de nationalité, le susnommé Hauser.

...Quel chapitre de notre faiblesse, quel chapitre de leur audace, cette lutte pour la possession des Eyzies ! Je remercie Mlle Divin, mon cher et éminent confrère Babelon, le savant docteur Capitan qui m'ont bien voulu renseigner. Quoi ! nous possédons en France les gisements de l'époque quaternaire les plus beaux du monde. Nous possédons les instruments de travail de nos ancêtres, les dessins de leur art, leurs tombes entr'ouvertes. Aucune parole d'eux n'est venue jusqu'à nous, mais ils ont marqué leurs pensées ; ces ossements, ces armes, ces outils sont nos textes primitifs, des titres sacrés, et nous les laissions saisir, transporter outre-Rhin ! Les Allemands devenaient les possesseurs, les interprètes de ces mystérieuses énigmes, nous dépossédaient de nos aïeux ! Quelle ambition provoquante, et pour nous, s'ils avaient réussi, quelle déchéance !

L'histoire était à publier afin que nous rougissions de nous être livrés si longtemps à nos envahisseurs et d'avoir méprisé les voix qui nous avertissaient. Et ce qui achève de donner son caractère à cette lutte sur le tombeau de notre histoire la plus primitive, c'est la qualité des champions en présence. L'agent Hauser, vous venez d'apprendre à le con-

naître. Et M. de Fayolle, le président des archéologues locaux, a pour fils ce jeune héros, mort au champ d'honneur à vingt ans, Alain de Fayolle, le Saint-Cyrien qui mit ses gants blancs et son brillant plumet de casoar pour aller à la bataille.

Quel symbole d'une race d'espions venant assaillir une race de chevaliers pour lui dérober ses titres et ses aïeux?

XVIII

DANS LE CIEL DE PARIS

22 Janvier 1915.

Paris regarde le ciel avec curiosité. Rien de plus. Viendront-ils, les Zeppelins? Je n'y crois guère. Les grands romans de Jules Verne, de Wells ou de Driant, s'ils se déroulent sur nos têtes, au milieu des nuages, nous intéresseront vivement. Mais ils ne feront pas peur à ceux qui ont vu échouer, à deux pas de Paris, les tentatives formidables du général von Kluck. Nous ne craignons plus les Allemands, sous quelque forme qu'ils essayent d'apparaître. Nous sommes sûrs de nos défenseurs, fantassins, cavaliers, avia-

teurs. Et les gros oiseaux sont les plus faciles à dégonfler.

Je ne vais pas m'amuser à faire le prophète. J'ignore si les dirigeables allemands essayeront de venir sur Paris. Je crois qu'ils en seront brutalement empêchés par nos avions et qu'ils se casseront les reins. En tout cas, ce sera une expédition aussi infructueuse que retentissante.

Qu'espèrent ces gens-là? Tuer des femmes, des enfants, quelques non-combattants, brûler une ou deux maisons, peut-être endommager une des merveilles du monde (le Louvre, Notre-Dame). Et puis?

Je vais vous dire. Ils espèrent que, terrifiés, nous mettrons les pouces et demanderons à signer la paix.

C'est puéril. Le danger de nos fils et de nos amis nous attendrit bien autrement que notre mince risque. Et si nous acceptons leur misère, si de jour en jour ils sont plus désireux de briser l'impérialisme allemand, nous n'allons pas nous mettre en travers de leur juste volonté pour une question de feu d'artifice.

Mais là-dessus les Allemands sont renseignés. Hier *le Temps* nous disait qu'ils ont des espions jusque dans les couloirs du Parle-

ment. Alors ils savent à quoi s'en tenir. Ils savent qu'une marche aérienne sur Paris ne produirait pour eux aucun effet utile. Leurs femmes se réjouiraient d'apprendre qu'une fois encore quelque petite Denise Cartier a été estropiée, mais la situation économique et militaire de l'Allemagne demeurerait tout aussi périlleuse. Aussi, à mon avis, n'est-ce pas nous, mais plutôt l'Angleterre qu'ils visent et cherchent à intimider.

Profondément inquiets des armées que nos alliés sont en train de dresser, les Allemands voudraient agir sur l'opinion anglaise pour la persuader de ne plus débarquer de soldats sur le continent. Là est le secret des théâtrales sorties aériennes. A cette minute, les Anglais sont en train de nous envoyer des troupes, en même temps qu'ils achèvent d'équiper des contingents très importants pour le printemps. « Vous êtes des imprudents, essaye de leur faire entendre l'Allemagne. Vous expédiez des soldats en France, vous devriez plutôt les garder pour la défense de vos côtes et de Londres... »

Voilà ce que les Zeppelins hasardeux, en voletant misérablement au-dessus des terres françaises et anglaises, veulent faire entendre à nos alliés.

Il n'est pas besoin d'être un grand stratège pour répondre : Les Zeppelins ne peuvent que jeter quelques bombes, de l'effet le plus incertain. Aujourd'hui, dans l'état de la science aéronautique, ils ne peuvent rien qui ressemble à un débarquement et à une invasion. L'intérêt de l'Angleterre est d'en finir au plus vite, en la frappant au cœur, avec cette puissance ingénieuse et malfaisante, et de l'anéantir avant qu'elle ait trouvé les moyens qu'elle cherche.

L'Allemagne vient d'offenser mortellement le loyalisme des Anglais, qui n'en reviennent pas d'avoir vu les émissaires du Kaiser chercher à jeter des bombes sur le roi et sur la reine. « Le compte que nous avons à régler avec les Allemands s'allonge, disent leurs journaux, et la signification de cette lutte sera maintenant comprise des esprits les moins imaginatifs. » A merveille! Voilà qui est bien pensé et bien dit.

Au résumé, des résultats matériels sérieux, les Zeppelins n'en peuvent pas produire. Des résultats moraux, oui; mais tout à l'encontre de ceux qu'espère l'Allemagne.

L'Angleterre va être toute remuée par ces attaques qui, pour impuissantes qu'elles soient, frappent vivement les imaginations. Elle va

comprendre, de plus en plus, qu'à aucune époque, jamais elle n'eut à lutter avec une ennemie aussi acharnée, et, en conséquence, de tout son génie positif, elle multipliera ses efforts défensifs et offensifs.

Les conditions générales de cette guerre auraient pu laisser croire aux Anglais qu'il n'était pas nécessaire pour eux d'en finir au plus vite. Leur prospérité matérielle n'est pas atteinte par ces longues hostilités; peut-être même en est-elle favorisée. Quelques-uns d'eux considéraient qu'il n'était pas intéressant de se donner beaucoup de mal pour faire dès février ce qui pouvait être exécuté avec moins d'effort en avril ou en mai. Je crois que les démonstrations audacieuses des aviateurs allemands convaincront nos nobles amis que s'il est nécessaire, comme ils le savent, d'étrangler tout à fait l'Allemagne, il est également nécessaire de l'étrangler au plus tôt.

Et chez nous encore, les Zeppelins peuvent produire un très heureux résultat moral que les Allemands (prodigieux d'incompréhension psychologique tout au long de cette guerre), sont incapables d'avoir prévu.

Du point de vue militaire, c'est un épisode insignifiant que ces évolutions des Zeppe-

lins, et s'ils jettent à terre quelques non-combattants, nos forces militaires n'en seront pas atteintes, mais nos forces morales en seront augmentées. Dès maintenant, cette attente, ce danger, improbable mais possible, communiquent à la pensée de Paris un mouvement qui la vivifie et qui l'ennoblit ; ils ravivent en nous le sentiment de la guerre, resserrent nos liens avec nos soldats, et même affermissent notre union nationale et, si vous permettez, notre être moral. Il est bon que nous soyons tous en danger. Il faudrait souhaiter que toutes les parties du pays subissent ces anxiétés de guerre, qui créent la cohésion entre les âmes, fortifient les volontés, augmentent l'élan d'attaque et la patience de résistance.

A bien des points de vue, les excitations que le grand état-major allemand donne aux imaginations du monde entier par ses formidables jouets aériens produiront pour nous de bons résultats. Quant aux Allemands eux-mêmes, ils éprouveront rapidement une profonde déception. C'est très joli de gorger un peuple barbare avec l'espoir que les Londoniens et les Parisiens vont être surpris dans leur sommeil par un immense incendie où ils disparaîtront tous, femmes, enfants et vieillards.

La douce Germanie se rit de plaisir à l'idée que pour la fête de son empereur on va tirer ce double feu de joie. Mais, Wilhelm, on désespère, à force d'espérer toujours. La marche sur Paris, la marche sur Varsovie, la marche sur Calais, les raids aériens! Nos lourdauds d'Allemagne finiront bien par voir que les cheveux de leur Empereur sont devenus tout blancs et par partager le désespoir où, dès aujourd'hui, cet homme est tombé.

P.-S. — Les amis d'Henri Massis, le fidèle compagnon des Psichari et des Péguy, apprendront avec fierté qu'il vient d'être atteint de deux blessures et cité à l'ordre du jour.

XIX

LES « ULTIMA VERBA » DE GEORGES THIÉBAUD

25 Janvier 1915.

Il y avait des années que je n'avais pas causé amicalement avec Georges Thiébaud. et j'ignorais qu'il fût malade, quand je reçus

de lui, voici quelques jours, ce billet tracé d'une écriture en désordre et douloureuse :

Mon cher Barrès.

Je suis mourant. Vous êtes la personnalité la plus hautement qualifiée du monde français pour lequel j'ai moi-même vécu et donné mon effort.

Je voudrais vous voir. Mais ne tardez pas, car les souffrances physiques l'emportent chaque jour un peu plus sur mon intelligence et ma volonté.

Je vous félicite de tout ce que vous faites.

Bien à vous. Georges THIÉBAUD.

Je regardai la date. Depuis 48 heures, cette lettre émouvante m'attendait parmi des liasses que je n'avais pas eu le temps d'ouvrir. Je courus à l'adresse donnée. Boulevard Saint-Germain, dans une maison de bel air, un tout petit rez-de-chaussée, Mme Thiébaud et un ami me reçurent.

— Ah ! me dirent-ils. Comme il craignait de ne pas vous voir. A toutes les minutes, il reprenait : Croyez-vous que Barrès viendra?

Mme Thiébaud alla dans la pièce voisine le prévenir et l'ami me dit :

— Il est perdu, C'est une grippe infectieuse et une maladie de cœur, dont l'issue est hâtée par le départ qu'il a dû faire de nuit, dans une mauvaise voiture paysanne, au moment où les Allemands sont arrivés dans son village des Ardennes.

Mme Thiébaud revint et me fit entrer. Dans un angle de la pièce, la tête auprès d'une fenêtre à la hauteur de laquelle défilaient les passants du boulevard, je trouvai sur un petit lit une forme squelettique, à peine reconnaissable, mais la voix, empêchée par le mal, gardait toujours quelque chose de sa riche sonorité et de sa gravité.

Il me dit :

— Le matin, j'ai l'esprit troublé.

Je ne voulus pas m'asseoir et promis de revenir dans la même journée à cinq heures.

A l'heure dite, j'étais là. Il avait fait placer un fauteuil au pied de son lit, non pas sur le côté, mais derrière le lit, juste en face de lui, pour qu'il pût bien me voir. Et sous le drap, je distinguais son corps si maigre, ses jambes fondues. Et surtout, je constatais avec respect sa fermeté toute simple.

Il me dit que d'abord il était nécessaire que je connusse comment il avait dû quitter Autry et laisser là-bas tous ses papiers.

Il parlait avec la plus grande peine, à bout de souffle, et la voix retenue tous les trente mots à la manière d'une source intermittente. Alors je lui dis :

— Cela, mon cher ami, madame Thiébaud peut me le raconter.

A Autry, dans son village des Ardennes, où il était allé chercher le repos, Thiébaud, malade, à demi alité, s'occupait à mettre en ordre ses documents, tous ses papiers, bref à dresser son testament d'homme public. Une nuit, les Prussiens arrivant, on dut l'évacuer presque de force, avec sa famille, sur la paille d'une charrette. Mais tous ses papiers sont restés là-bas, et d'après la rumeur ont été détruits. Un officier allemand qui campait dans la maison Thiébaud a reconnu le buste de Boulanger, plusieurs portraits, et a dit : « Je suis logé dans la Boulange ». Tout doit être brûlé, perdu.

Je sentais Thiébaud profondément peiné. Je lui dis :

— Un officier allemand vole de l'argent, des meubles, des vêtements. Mais des papiers ? Et puis, si votre officier a emporté vos dossiers, c'est qu'il en apprécie l'intérêt. Quelque jour, après la guerre, vous les retrouverez aux mains d'un professeur allemand.

Thiébaud était dans un état d'esprit à n'accueillir aucune espérance ; il me dit :

— J'ai perdu mes moyens de défense, toutes mes lettres, les preuves que j'avais assemblées. Alors je m'adresse à vous. Après le cataclysme qui va tout emporter, tout

recouvrir et changer la face du monde, personne ne s'intéressera aux pauvres événements auxquels nous avons été, l'un et l'autre mêlés. Mais enfin, si j'étais un jour attaqué! Je n'ai fait que des actions honorables et dignes. J'ai été un homme politique, sans mandat, mais toujours et avant tout un journaliste. Je meurs, comme un journaliste, sans même laisser de quoi me faire enterrer. A mon lit de mort, à mon dernier moment, je vous dis : Je n'ai jamais rien fait que je doive me reprocher.

— Eh! mon cher ami, qui songe à rien vous reprocher?

Après un repos il reprit :

— Vous savez comment les haines ont commencé. Quand Boulanger, pour 3 millions et puis encore 5 millions, a vendu sa cause aux royalistes, j'ai pleuré la nuit des larmes de désespoir. Ma femme peut vous le dire. Elle m'a vu. Je devais alors me séparer de lui, et protester de toutes mes forces. Mais des paroles, ce n'était pas assez. Il fallait un acte. Voilà pourquoi je me suis présenté contre le général à Clignancourt. Vous m'avez dit, vous Barrès un mot que je n'ai jamais oublié. Vous m'avez dit : « Si vous aviez raison, trop de » gens auraient tort ». C'est cela. On n'a pas voulu reconnaître que j'avais raison. Mais je

ne devais pas agir autrement que j'ai fait.

Il s'arrêta épuisé.

Je ne songeai pas un instant à discuter la politique de Boulanger. Je recueillais une déclaration singulièrement émouvante, les *ultima verba* d'un grand et fier esprit donnant libre cours aux pensées dont il avait souffert, durant vingt-cinq années.

Il attendait avec anxiété ma réponse. Je lui dis :

— Je vous comprends parfaitement, Thiébaud, vous avez perdu les pages où vous établissiez les raisons de votre conduite, vous me les rappelez, vous me demandez mon témoignage devant ceux qui vous survivront. Je vous promets de vous le donner. J'ajouterai que vous étiez un grand orateur, un des plus beaux que j'aie connus, et puis un écrivain concis, brillant, solide. Pour vous la destinée a été bien injuste,

Il parut profondément satisfait. Au bout d'un instant, il reprit :

— Je ne récrimine contre personne. Mais on m'a toujours écarté. Déroulède, c'était un noble homme. Sa figure, dans ce moment tragique, prend un rayonnement admirable. Mais il était méfiant. La « Ligue des Patriotes » à qui j'ai donné vingt-cinq ans de ma vie ne

s'est guère conduite généreusement avec moi.

— C'est, peut-être, Thiébaud, que vous aviez dans votre caractère quelque chose de solitaire?

— C'est vrai, dit-il, j'étais un solitaire.

Et il se tourna vers sa femme, comme pour lui dire : Voilà, en effet, une explication de l'échec de ma vie.

Ainsi nous étions arrivés, l'un et l'autre, à parler de lui au passé! Je m'en aperçus. Et envisageant sa convalescence, je lui conseillai de l'employer à mettre en ordre un choix de ses articles.

Il laissa tomber cette idée de convalescence, mais accueillit avec plaisir ce projet de survie par son œuvre littéraire :

— J'avais commencé à préparer un recueil de mes meilleures pages. Pas des discours, ni des conférences; cela meurt avec la circonstance; mais des tableaux, des portraits, des choses vues. Mon titre était mauvais, parce que je n'en avais pas trouvé d'autre : *Les Cent Articles*.

Tandis que j'approuvais ce projet et en discutais les moyens, il dit avec beaucoup de force :

— J'ai eu quatre filles, quatre idées : le boulangisme, le nationalisme, ma campagne

pour Panama, j'estime que c'est le crime de ce régime d'avoir laissé Panama échapper à la France, — et puis ma démonstration que le laïcisme c'est le protestantisme. Voilà mes quatre enfants, mon œuvre.

— Thiébaud, vous avez fait des actes, et vous avez eu des idées. Vos amis maintiendront votre part de patriote invariable et inscriront vos titres dans l'histoire.

Quand il se fut reposé, très noblement il cessa de me parler de lui et commença de me louer avec les termes les plus généreux, gardant ainsi jusqu'à la fin ces habitudes courtoises, ces manières de chef, ce fier souci de prendre de l'ascendant sur son interlocuteur que nous lui avons toujours vus dans son isolement.

Cependant, il s'épuisait. J'ai cru qu'en ce peu de phrases il m'avait dit le fond de sa pensée et que j'avais recueilli ses indications. Je me suis levé et nous nous sommes serré longuement les mains. Je lui disais :

— Au revoir, à bientôt.

Il me fit signe que « oui », toujours sans sourire. Dans toutes ses manières, d'une fermeté admirable, il avait le sérieux de la mort.

Le surlendemain matin, comme il venait de se faire lire le communiqué, il dit : « Nous

les tenons ! » Et soudain, il eut une crise dans laquelle il mourut, ayant gardé jusqu'au bout sa connaissance.

Je suis frappé qu'à travers les années Thiébaud ait retenu cette phrase : « Si vous aviez raison, trop de gens auraient tort », que je lui aurais dite quand il se leva, tout seul, dans l'assemblée des fidèles et voulut excommunier ceux qui ne reniaient pas l'idole qu'il avait, lui-même, contribué à dresser. Homme étrange, qui fut l'apôtre incomparable du système majoritaire et qui trouva, toujours et partout, une amère satisfaction à se placer en marge ! Ma phrase lui a plu parce qu'il croyait qu'elle lui faisait la figure de celui qui a raison, seul, contre tous... Eh bien ! moi aussi, j'ai retenu de lui une phrase. Il y a ainsi des mots qui se fixent pour jamais dans notre esprit qu'ils ont une première fois étonné. Et ce mot de Thiébaud m'aide à comprendre l'échec si complet et si extraordinaire de cet homme supérieur.

Un soir d'été, — voilà combien d'années de celà? quinze ans, vingt ans? — comme nous dînions ensemble, et que nous causions en tête à tête du seul sujet, à mille aspects, que nous ayons pris et repris, les uns et les autres, pendant toute notre activité, à savoir

les chances de résurrection de la France, Thiébaud me dit :

— Vous parlez volontiers de Taine et de Renan, vous faites grand cas des *Origines du Christianisme* et des *Origines de la France contemporaine*. Mais qu'est-ce que ces ouvrages-là, livres de quelques mandarins et lettrés, auprès d'une campagne bien menée dans *le Petit Journal!*

Je fus stupéfait de cette appréciation. Je ne me doutais pas qu'il existât au monde un esprit pour méconnaître ainsi l'échelle des valeurs et les conditions d'une influence vraie. Je n'ai jamais écouté les discours de Thiébaud ou lu ses articles sans me rappeler cette opinion qu'il m'avait ainsi exprimée, et sans réfléchir à tout ce qu'une telle erreur devait nécessairement entraîner d'efforts inutiles et de déceptions. Pour moi, Georges Thiébaud, doué d'admirables qualités comme écrivain et plus encore comme orateur, a mal pesé ce qui compte et ce qui dure, et a voulu se faire entendre d'un immense public indéfini, c'est-à-dire d'un désert, tandis que la grande affaire, c'est d'aller perpétuellement jusqu'à la limite de sa propre pensée, de s'obliger à se définir et à se perfectionner, dût on n'être suivi d'abord que d'une poignée de ses pairs.

XX

UN BON ET SOLIDE BLOCUS

26 Janvier 1915.

C'est un beau succès pour la flotte anglaise. Le croiseur qu'elle vient de détruire était tout à fait moderne, à peu près du même type que ceux qu'elle a coulés sur la côte du Chili.

Qu'avaient voulu faire les Allemands? Ils comptaient tromper le blocus, parvenir à passer en prenant un détour, et puis émouvoir la côte anglaise par le bombardement de quelque ville ouverte. Aussi bien une première fois, on se le rappelle, avaient-ils réussi à aller tuer une bonne centaine de non-combattants à Scarborough et dans deux autres petites villes ouvertes. Et certainement aussi, ils trouvaient élégant de renouveler sur l'eau le raid accompli dans les airs par leur escadre de Zeppelins.

C'était élégant. Mais il fallait réussir. Le beau croiseur, nouveau modèle, a coulé. Deux autres sont bien endommagés. Ceci fait grand honneur à la marine anglaise, et beau-

coup moins à la tactique allemande. On ne conteste pas leur valeur de combattants et de marins, non plus que leur outillage ; mais la pensée qui préside à toute leur activité guerrière continue d'être bien trouble.

Quels résultats, toutes choses supposées au mieux, pouvait obtenir le raid qui vient d'échouer lamentablement ? Voulait-il terroriser l'Angleterre ? Exactement il la stimule.

De plus, il démontre que le blocus est admirablement tenu.

Qu'ils regardent où qu'ils veulent, sur terre, sur mer, dans le ciel, ces colossaux Allemands n'ont pas d'horizon devant eux. Admettez qu'un jour ils détournent l'attention, bombardent un point de l'Angleterre, ou empêchent le passage de quelque chose du côté de la Norvège. Ce sont là taquineries sans portée.

Leur plus bel espoir est de tenir le coup, d'user la marine anglaise dans ce blocus et par des attaques de ce genre. Puis, ayant fatigué à cette longue attente les équipages et les bâtiments, ils feraient un jour sortir leurs grands vaisseaux de ligne et risqueraient la bataille...

C'est un système sans force, c'est une pitoyable raison d'espérer. Il est vrai que la

fatigue est plus grande pour celui qui bloque que pour celui qui est bloqué. Mais la flotte anglaise est assez nombreuse et elle a assez de méthode pour se renouveler et pour s'entretenir bien à l'aise.

. . . . . (1).

.....Les Anglais sont aux portes de leur blocus. Aucun espoir de ce côté pour les Allemands.

La vérité, c'est que par cette opération qu'ils viennent de tenter sans succès, ils ne cherchaient pas de résultat de guerre, à proprement parler, mais ils voulaient peser sur l'opinion chez eux. Ils en sont là. Les fausses nouvelles ne leur suffisent plus, car leur public, à la longue, les contrôle; alors ils essayent d'organiser des simili-succès. Un bombardement de la côte anglaise eût déchaîné l'enthousiasme.

Et puis après ?

Voilà donc où en sont les chefs de l'Allemagne ? Ils travaillent, mènent la guerre en vue de maintenir l'opinion chez eux. Nos ennemis vivent dans un rêve organisé d'où ils se réveilleront pour tomber à plat.

A cette heure, Berlin et toute l'immense

(1) Ce sont les blancs de la censure.

Allemagne populaire continuent de croire, à peu près, que les armées impériales seront victorieuses; mais depuis des semaines déjà, les gens placés pour voir clair sont envahis, là-bas, par une effroyable anxiété, et toute la nation entrevoit l'inexorable étranglement que lui ménage l'Angleterre.

C'est la France au cours de cette guerre qui est le soldat de la civilisation. C'est le sang de la France qui coule à grands flots. O sacrifices effroyables! C'est nous qui avons brisé, glorieusement, dans la victoire de la Marne, à la face de l'univers, le prestige de l'Allemagne invincible. C'est l'innombrable Russie qui leur tue et leur tuera des centaines de mille de guerriers blonds aux yeux bleus. Et, ne bougeât-elle pas, l'Angleterre, balancée mollement sur sa flotte, par sa seule vue, les réduira au désespoir.

Je tiens au mot. Il est exact. Cette guerre ne finira pas avant que l'Allemagne en soit venue au désespoir.

Grâce à l'Angleterre, le blocus est parfait. J'entends calculer et apprécier l'appui que jusqu'à cette heure nos voisins amis et alliés ont pu nous donner sur le continent. Ah! la grande affaire, qui nous prépare une solution triomphale, c'est que nous avons la liberté

des mers. Les accidents furent insignifiants. Nous nous ravitaillons comme nous voulons, partout où nous voulons. Les Allemands et les Autrichiens, non.

L'Allemagne orgueilleuse, si profondément intoxiquée par son rêve mystique, dotée d'une puissante machinerie qui est un chef-d'œuvre de raison prévoyante, va résister de toute son énergie avant de s'avouer vaincue. Mais les premières idées de cet aveu lui viennent, comme des pressentiments de mort, si elle s'assied sur les môles inactifs et consternés du port de Hambourg. C'est là que la Germanie sera enflammée par le désespoir et verra le cul-de-sac mortel où elle s'est engagée.

Il est certain que, dès maintenant, l'Allemagne manque de cuivre, de pétrole et de caoutchouc. Les gens d'art ont tenu dans leurs mains des cartouches allemandes dont le cuivre était remplacé par de l'acier. C'est d'un usage reconnu défectueux. On ne peut s'y résoudre qu'à condition de ne pouvoir pas faire autrement. Que valent contre ce fait les affirmations du docteur Ernst Noah, s'appliquant à rassurer le public allemand dans un article reproduit hier par *l'Écho de Paris?* S'ils ne manquaient pas de cuivre, s'en pri-

veraient-il pour des fabrications où il est quasi indispensable? Ils en manquent, et c'est effroyable, me disent les techniciens, ce qu'il faut de tonnes de cuivre pour les douilles, pour la canalisation électrique, pour les ceintures de chaque projectile.

Recueillons ces constatations. Félicitons-nous de la victoire navale anglaise qui nous prouve la perfection du blocus dont l'Allemagne, pressée par les Français et les Russes, achèvera de mourir.

XXI

TRAITONS EN FRANCE LES ALSACIENS COMME DES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

27 Janvier 1915.

A plusieurs reprises, nous avons parlé de ces malheureux Alsaciens et Lorrains, de vieille souche, contraints à servir dans l'armée allemande, et que nous faisons prisonniers. « Comment! disent des Français qui ne connaissent pas la question, comment! des Lorrains, des Alsaciens qui portent les armes contre la France! » Mais, oui, il y en a,

parce que nous avons signé le traité de Francfort en 1871. Les pauvres enfants sont d'ailleurs suspects à leurs compagnons de rangs et maltraités par leurs chefs. Rappelez-vous les tourments que leur infligeait le lieutenant Forstner. Nous les délivrons aujourd'hui, nous déchirons le traité de Francfort : les voilà redevenus Français. Traitons-les, autant que possible, comme tels.

Mais, dès maintenant, cette question est réglée. Je n'y insiste pas. Nos amis Jean et Spinner sont chargés de les inspecter, de les reconnaître et de les séparer des Allemands.

Voilà pour les garçons, passons aux filles. Après les Ehrmann, les Colette.

Je vous ai parlé des filles et des femmes alsaciennes-lorraines, de nationalité allemande, qui travaillaient en France au moment de la guerre, qui se croyaient bien sûres d'être traitées comme des reines, puisque pour les racheter on allait verser à torrent le noble sang français, et qui en ont eu des surprises! On les a entassées dans des camps inhumains. Depuis cette première crise et depuis qu'ici même nous nous en sommes entretenus, des triages ont été faits. Wetterlé, Helmer m'en ont dit quelques mots. Je voudrais tout de même bien savoir comment j'ai des compa-

triotes à moi, de Charmes (Vosges), et dont les maris sont soldats français, en train de se battre, que l'on retient toujours dans ces camps de concentration. Raison de guerre? Alors, je m'incline. Je ne demande pas que l'autorité militaire desserre les règlements que le souci de nos intérêts généraux lui a dictés. Dures nécessités du salut public, on vous accepte patriotiquement. Mais je continue de solliciter que la générosité française puisse s'exercer dans ces camps de concentration. Il m'a été donné d'y faire parvenir quelque argent. Sans grand discernement, un peu à l'aveugle. Je voudrais que des femmes de bonne volonté, des dames d'œuvres, connaissant les dialectes, fussent autorisées à pénétrer dans ces lieux de misère pour y distribuer vêtements et secours et pour y faire aimer la France.

Je le demande, je le redemande, je suis mal écouté, et pourtant je suis la voix même de la sagesse.

Combien vous avez raison, m'écrit un homme de poids, en conseillant que l'on distingue scrupuleusement entre Alsaciens et Allemands, parmi les prisonniers et internés! Ce sont des mesures de ce genre qui nous permettront de regagner rapidement le cœur de tous les Alsaciens. En les faisant exécuter par des gens compétents (les abbés Wetterlé et Collin, MM. Blu-

menthal, Helmer), elles ne pourront avoir que des avantages. Et de savoir que l'élite intellectuelle de la France travaille dans ce sens à la réintégration de l'Alsace, foyer de la patrie, quel réconfort, pour nous autres Alsaciens qui versons notre sang pour cette belle cause.

Vous entendez, il y a un double but d'humanité et de politique à poursuivre. Nous devons obtenir des résultats matériels et immédiats et un effet moral.

Cher lecteur, qui m'écoutez avec indulgence et qui m'approuvez, j'en suis sûr, je crains tout de même que vous ne m'accusiez de rabâcher. C'est par amitié que je me répète, par amitié alsacienne et lorraine, et parce qu'il est nécessaire de faire entendre clairement à toute la France cette question capitale, toute pleine à cette heure de malentendus. Mais poussons plus avant. Je veux aujourd'hui vous parler et parler au Gouvernement d'une troisième catégorie d'Alsaciens, de ceux qu'on saisit en Alsace même, de ceux que nous arrêtons dans la région de Dannemarie, Thann, Altkirch et que nous transportons en France.

Au fur et à mesure de la reconquête, nos offensives là-bas, nous ont amenés à évacuer en France un grand nombre des habitants du pays : des hommes qui n'avaient pas encore

été mobilisés, et qui, par leur âge, d'après la loi allemande, auraient été appelés à prendre les armes contre nous; des populations dont les villages étaient dans les lignes de batailles, et puis tous les fonctionnaires allemands que nous avons pu saisir comme otages.

Cela fait, vous le voyez, trois catégories de personnes. Les deux premières parfaitement sympathiques (des hommes que l'on soustrait au service militaire allemand et des populations que l'on met à l'abri de la mitraille) et la troisième gravement suspecte, car elle est composée des fonctionnaires allemands sur qui nous avons pu mettre la main.

Encore faut-il se servir de ce qu'on peut avoir d'esprit de finesse et ne pas traiter en bloc de Teutons et de Boches tous les petits fonctionnaires d'Alsace. Qu'on se méfie, c'est bien juste, mais qu'on examine, c'est vraiment nécessaire.

Lisez plutôt cette réclamation que je tire de mes dossiers où j'en ai trente-six analogues :

Connaissant l'intérêt que vous portez aux Alsaciens, je me permets de m'adresser à vous pour vous intéresser à la situation dans laquelle se trouve mon cousin germain, Paul T..., neveu de mon père, le commandant T..., professeur à l'École de guerre.

Mon arrière-grand-père, Alsacien, était officier supé-

rieur, décoré de la croix de Saint-Louis; un autre aïeul T... était conseiller à la cour de Louis XIII. Sa pierre tombale est à l'église d'Ingersheim. Mon grand-père, qui est naturellement aussi celui de mon cousin, a été maire de la commune d'Ingersheim pendant quarante ans. Mes tantes sont restées en Alsace pour conserver le patrimoine de leurs ancêtres. Mon cousin, au moment de son service militaire, voulait à toute force déserter pour venir en France, et mon père, le commandant, sur les supplications de ses sœurs, dont mon cousin était le soutien, dut lui-même insister pour qu'il restât en Alsace. C'est alors qu'il accepta un emploi dans les postes à Colmar, et c'est au mois d'août qu'il a été arrêté dans son jardin, à Ingersheim, sans pouvoir dire adieu à ses sœurs, et emmené comme otage à la forteresse de Besançon.

On semble oublier un peu que l'Alsace a été tenue sous la férule pendant quarante-quatre ans, et qu'il fallait que les Alsaciens pussent vivre pour garder l'Alsace.

J'approuve dans tous ses termes cette lettre. Moi aussi, comme le commandant T..., j'aurais conseillé à cet Alsacien de rester en Alsace, de nous y attendre fidèlement, de s'arranger pour n'y pas mourir de faim. En conséquence et sans blâmer d'aucune manière les actes de nos chefs militaires, j'en appelle au cœur et à la raison de tous et je dis sur tous les tons qu'il faut s'avancer avec précaution dans le petit univers d'entre Vosges et Rhin.....

Voulez-vous que je vous raconte l'odyssée d'un certain nombre de ces Alsaciens emme-

nés des communes que nous occupons dans la région de Belfort ?

Vers le 15 septembre, un matin, à huit heures, l'ordre fut donné par l'autorité militaire française d'évacuer immédiatement sur la France tous les hommes de 17 à 45 ans, afin de les soustraire à un retour possible des Allemands. Dans chaque village des colonnes se formèrent, composées de gens de toutes les conditions. Librement, sans escorte, avec une allégresse patriotique, ces diverses bandes s'en allèrent à pied à travers la montagne et se trouvèrent réunies, le soir, au Thillot — c'était le lieu qu'on leur avait fixé — formant une masse de seize cents personnes.

Du Thillot, le plus grand nombre de ces braves gens fut dirigé sur Montélimar et les environs. Ceux qui pouvaient vivre de leurs propres ressources s'installèrent à leurs frais dans les hôtels, libres, bien entendu, de leurs faits et gestes dans la ville et, ma foi, assez satisfaits. Comment pourvut-on aux besoins des pauvres ? Je n'en sais trop rien.

Soudain, le 20 octobre, ils furent, tous, prévenus par les gendarmes d'avoir à monter sur l'heure dans un train, où ils portèrent leurs hardes sans avoir eu le temps de les ficeler, et ainsi furent menés à Marseille.

Quand ces douze cents braves paysans et ouvriers de la Haute-Alsace traversèrent les rues, pour gagner le fort de Saint-Nicolas, les Marseillais, de bonne foi, les huèrent. Au fort Saint-Nicolas, ils passèrent trois jours et trois nuits sur la paille, assez malmenés, puis furent envoyés au Frioul, où ils trouvèrent de nombreux suspects, otages et fonctionnaires, arrivés par ailleurs d'Alsace.

Les mieux traités, ceux qu'on jugea de bonne famille et de bonne condition, une soixantaine environ, furent rassemblés pêle-mêle dans une remise, couchés sur des sacs de paille, l'un contre l'autre, et nourris de débris immangeables. Ceux qui n'avaient pas assez d'argent pour se procurer à leurs frais quelques aliments furent bien malheureux.

Il y avait des toitures crevées par où tombait la pluie. Quelques tuiles, un peu de mortier, quelques carreaux à mettre aux fenêtres eussent rendu les locaux à peu près habitables. Les hommes offrirent de faire eux-mêmes ces réparations. L'administration répondit qu'elle n'avait pas de crédits, et l'on resta à se morfondre dans le froid et dans l'oisiveté. Les lettres partaient très difficilement. Des enfants sont morts, d'autres sont nés. Trois mois misérables passèrent.

Aujourd'hui, grâce à un petit groupe d'Alsaciens-Lorrains de Marseille ayant à leur tête M. Gross, ces malheureux sont à peu près à l'abri. Mme Carlos Braun, de la famille du photographe de Dornach, et qui habite, 32, rue Grignan, à Marseille, s'occupe spécialement des 87 femmes et des 93 enfants, logés dans des taudis, où ils manquent à peu près de tout.

...Voilà ce que j'ai à vous dire des 1.200 Alsaciens de Marseille. Mais sachez que, dans toute la France, ils sont environ huit mille. Au début, après un travail de discrimination opéré à Besançon, ils furent évacués sur trois départements, l'Ardèche, le Vaucluse et la Drôme. 3.774 Alsaciens-Lorrains mobilisables, de bonne race indigène, ont été placés dans l'Ardèche, 120 dans l'Aveyron, 1.312 dans les Bouches-du-Rhône, 42 dans le Calvados, 1.092 dans la Corrèze. Des otages, fonctionnaires allemands et suspects, il y en eut 20 dans l'Indre, 63 dans la Haute-Loire, 250 dans le Morbihan, 587 en Maine-et-Loire, 1.100 en Vaucluse, 193 en Vendée, 132 dans les Alpes-Maritimes, 78 dans la Dordogne 150, dans le Gard, 150 dans l'Hérault....

Mais peut-être que je m'égare et que vous ne me demandez pas tant de chiffres.

De tous ces internés, pendant des semaines, personne ne s'est occupé. Une première Commission composée de M. Blanc, ancien préfet de police, du colonel Van Merlin et de M. Kastler, juge d'instruction, a été nommée au commencement de décembre. Son travail de revision était à peu près terminé, quand la seconde Commission, composée de députés alsaciens, s'est mise au travail.

La circulaire du 11 décembre dit : « Le Ministre de l'Intérieur a songé à faire apprendre la langue de la patrie retrouvée à ces Alsaciens. » On pourrait objecter que, pour le moment, le moindre grain de mil ferait bien mieux leur affaire.

L'urgent serait d'assurer à ces braves gens un couchage suffisant, une nourriture convenable et des vêtements chauds. Songez que beaucoup d'entre eux ont été enlevés, dès le mois d'août, en costumes d'été et sans qu'on leur permît de se munir de bagages!

La Commission récemment nommée ne dispose pas de fonds. Ce serait au *Secours National* d'y pourvoir.

Je suis allé en Alsace pour le *Secours National* (avec M. Jaray) en octobre, et nous avons posé là-bas quelques bons premiers éléments d'amitié franco-alsacienne. Le *Se-*

cours National compléterait ces premiers efforts en s'occupant de la misère des Alsaciens et des Lorrains en France, en les traitant, toutes précautions prises, comme des réfugiés et évacués d'une province française.

Le traité de Francfort est déchiré. Qu'est-ce donc que cette hésitation que l'on voit dans la généreuse opinion publique? Les Alsaciens-Lorrains ne parlent pas tous le français. O surprise ! Il y en a qui ont fait du service militaire en Allemagne. O traîtrise ! On en cite qui sont fonctionnaires allemands ! O duplicité ! Certains ont manifesté de l'hostilité à l'égard de nos troupes. O vilenie ! Ils parlent de nos armées comme de « l'ennemi » dans leurs lettres. Eh bien ! Il faut comprendre tout cela. D'accord, ces Alsaciens ignorent souvent notre langue, et, d'une manière générale, savent bien peu les choses françaises. Les uns sont enthousiastes devant notre avance, les autres, prudents. Qu'est-ce que cela prouve? Que depuis quarante-quatre ans les Prussiens font tout pour les empêcher d'être en contact avec la France, et que depuis quarante-quatre ans, ayant dû les livrer, nous ajournons de les délivrer. Nous n'allons pas leur en tenir rigueur, je suppose !

Il faut que la raison nationale, qui n'a pas

de meilleur représentant que l'État, distingue ce que veulent la justice et l'immédiate nécessité. Joffre a bien parlé à Thann, au nom de la France. Commençons dès maintenant à traiter les Alsaciens en France selon l'esprit et la lettre du « pacte de Joffre ».

XXII

NOTRE RACE TOUJOURS A SU REVERDIR

28 Janvier 1915.

Comme la leçon des événements, dans tous ordres, se développe d'une manière souveraine ! Aujourd'hui, à la Chambre, le ministre va déclarer qu'un remaniement complet de nos lois sur la naturalisation et sur la nationalité est nécessaire. Tous, maintenant, nous paraissons d'accord pour voir le péril de cet idéal cosmopolite qu'on laissait avec complaisance s'introduire dans les esprits à la place d'une ferme pensée patriotique.

Je mesure le chemin parcouru. Je songe à mes amis. Il y a vingt années, j'avais pris, avec beaucoup d'inexpérience, la direction d'un journal où j'amenais toute une équipe de jeunes écrivains, admirables de vie, d'in-

vention et de désintéressement. Ils étaient inconnus, et je ne vois pas un d'eux qui ne soit devenu célèbre. L'histoire de ce journal singulier, Henri Clouard l'a racontée dans un petit livre, *La Cocarde de Barrès*. On y publiait Louis Ménard et Jules Soury, deux esprits rares et nobles, le pittoresque Pierre Denis, le somptueux Hugues Rebell. René Boylesve se souvient de nous avoir donné son premier roman. Et c'est dans la *Cocarde* qu'ont été élaborées les pensées nationalistes. C'est là que Maurras, avec Frédéric Amouretti, se cherchait et se trouvait, et déjà, sans doute, dans ce milieu républicain, à côté de socialistes comme Eugène Fournière, comme Alfred Gabriel, comme Fernand Pelloutier, il projetait de reconstruire, de penser de nouveau la doctrine monarchiste. Nous avions un même désir de renaissance française : désir chez lui plus constructeur ; chez moi, ramené perpétuellement à un sentiment très vif du problème alsacien et lorrain. Maurras avait besoin du roi pour sa puissante synthèse politique. Je croyais qu'on obtiendrait « la Revanche » avec quelque heureuse « fièvre française ». Je l'ai attendue vingt-cinq ans, cette fièvre. Cependant, pour favoriser cette flamme de la pure vie nationale, nous

n'avons pas cessé de proclamer, je voudrais dire de chanter, obscurément, obstinément, glorieusement, la nécessité de protéger notre sang et notre société, de nous méfier des envahisseurs pacifiques, de vérifier les intrus, de leur fermer notre maison et notre génie. Ah! que notre nationalisme déplaisait à nos maîtres! Qu'il était difficile et même impossible de le faire accepter, fût-ce dans un groupement comme la *Patrie française,* d'où je fus si vite obligé de sortir! Mais, aujourd'hui, voilà Briand à la tribune et qui fait acclamer des mesures nationalistes... Nationalistes?... Laissons le mot, s'il a une syllabe de trop. Disons des mesures nationales.

C'est que les événements sont de grands maîtres, les éducateurs par excellence. Sous peine de mort, il fallait bien aujourd'hui qu'on se plaçât au point de vue national pour examiner tous ces gens qui grouillent sur notre sol, n'ayant de Français qu'un titre arbitraire, un droit en papier, une fiction légale. Naturalisés, montrez vos père et mère! Hier, on les favorisait; aujourd'hui, on les surveille, on les questionne, on s'apprête à les confondre. Et c'est le Gouvernement qui demande des armes contre les Métèques. O pleine satisfaction après vingt-cinq années!

Un remaniement complet de nos lois sur la naturalisation et sur la nationalité, voilà donc ce que réclament et annoncent ceux qui hier concevaient la France comme obligée, par ses principes spirituels et par ses intérêts, à accorder un traitement de faveur aux étrangers! En avons-nous fait des campagnes pour la protection du travailleur français contre l'envahisseur étranger, pour la protection du jeune Français contre le jeune naturalisé! Nous avons encore dans l'oreille l'accent avec lequel Bouvier, à la tribune, affirmait que l'honneur et l'intérêt de la France étaient d'accueillir qui voulait, à frontières ouvertes, et de mêler son sang généreux sans trêve ni discernement.

Mais les années passèrent; les nouvelles générations — avaient-elles le pressentiment de cette lutte à mort d'aujourd'hui contre le germanisme? — commencèrent à s'impatienter qu'on les livrât à « l'invasion pacifique ». Lors de la discussion de la loi de trois ans, il y a dix-huit mois, je pris en main la cause des jeunes Français, et je dis : « Nous ne voulons tout de même pas que les naturalisés, quand nous serons à la caserne, nous prennent nos places et nous distancent. Il faut que ces nouveaux venus payent leur dette militaire, tout comme les camarades... »

Je fus loin de rencontrer les difficultés que j'aurais trouvées quelques années plus tôt. Je pus sentir que ces armées de naturalisés inquiétaient l'opinion publique, l'irritaient, et que, même dans les milieux hostiles à la philosophie nationaliste, on sentait la nécessité de restreindre les privilèges accordés par la France bénévolement à ces innombrables envahisseurs.

J'avais demandé ici même que les naturalisés n'ayant pas fait de service militaire en France ne pussent pas devenir fonctionnaires, ni exercer une des professions libérales réglementées par la loi française. Ce n'est pas là chose si nouvelle, disais-je ; un naturalisé ne peut pas entrer au Conseil d'État, s'il n'a pas satisfait à notre loi sur le service militaire. Cette obligation, je voudrais l'étendre au médecin, à l'avocat, au professeur, à tous ces naturalisés qui exercent leur profession en vertu d'autorisations et de diplômes émanant de l'État lui-même. Eh ! oui, ils auront d'abord à acquitter la dette militaire.

D'une manière générale, dans toutes les professions, agricoles, industrielles, commerciales, on voit bien que c'est un scandale, ces étrangers qui viennent en foule jouir des avantages que donne la qualité de Fran-

çais, sans avoir acquitté la charge la plus dure. Il y aurait lieu de rechercher si la concurrence qu'ils introduisent n'entraîne pas des dommages économiques et dans quelle mesure on pourrait, pour protéger nos nationaux, imposer aux naturalisés des obligations plus rigoureuses que celles que la loi exige d'eux actuellement. On ne peut pas apporter le même règlement à toutes les professions. Il faudrait connaître celles où le naturalisé nous fait du tort. Il faudrait une enquête d'ensemble.

Au résumé, le législateur devrait intervenir en faveur de nos nationaux, pour les protéger contre le naturalisé, toutes les fois où nous subissons un dommage, et pour rétablir l'équilibre.

Voilà, disais-je, le programme « auquel il me paraît difficile que le Parlement se dérobe désormais longtemps ». Et immédiatement, aidé par mon distingué collègue M. Garat, maire de Bayonne, député des Basses-Pyrénées, j'obtenais que nul étranger ne pût être naturalisé avant sa trente-cinquième année, sans avoir satisfait aux exigences de la loi militaire.

Fort bien ! ces étrangers, les voilà soldats. Voilà ces Allemands légalement introduits dans l'armée. Y seront-ils surveillés ?

Hélas ! vous le savez, on avait détruit, au Ministère de la Guerre, le service du contre-espionnage pour le confier soi-disant à la police de la Sûreté. En réalité, nous n'avions plus de service de renseignements. Telle était notre démence, qu'au lieu de tenir en suspicion tous ces Allemands de naissance, on traitait de suspects ceux d'entre nous qui, tout au moins, eussent voulu leur imposer un stage d'une ou deux générations...

Mais laissons ces époques de la déraison, et, au milieu de nos angoisses, jouissons de notre retour au bon sens.

Ce n'est rien de dire que la France a changé d'idée. Elle a changé de vie. Nous avons quitté le plan où nous vivions, pour nous élever, dans le péril et dans la douleur, à un degré supérieur. Nous avons acquis une expérience nouvelle.

Plusieurs d'entre nous croyaient, de bonne foi, que notre terre serait plus belle si elle était chargée de plus de richesses naturelles et travaillée par plus de bras, ces bras et ces richesses fussent-ils allemands. Mais nous avons reconnu que notre terre n'était habitable pour nous qu'autant que toutes ses richesses et toute sa main-d'œuvre n'étaient pas dirigées contre nous, gouvernées et

employées contre nous. Avec stupeur, nous avons vu ce qui nous paraissait un accroissement de force conspirer contre nous et se préparer à nous anéantir. Alors, la doctrine d'une France aveuglément hospitalière, humanitaire, refoulant ses fils pour mieux faire place à l'hôte étranger, nous a glacés d'une salutaire terreur. Nous adoptons la formule nationale. Mais ce n'est pas la formule qui nous a conquis. Il fallut que la circonstance nous transformât l'âme. Et, si de nouveaux fruits mûrissent sur l'arbre, c'est que la saison guerrière a mis en mouvement la sève.

Voilà cette faculté de rebondissement et de perpétuel ressort ! Voilà ce printemps imprévu où notre race toujours a bien su reverdir, et que j'aurais voulu que la France glorifiât en se parant de Jeanne d'Arc, en proclamant : « Elle est ma patronne, celle qui boute dehors l'étranger, le symbole de mes intuitions et du miracle qui toujours me sauvent. »

P.-S. — Un groupe de marchands de vins du quartier des Halles (rues Rambuteau, Pierre-Lescot, Pirouette et des Prêcheurs) et leurs clients m'ont apporté une somme de 500 francs, réunie entre eux, en me chargeant de la répartir ainsi : 100 francs à l'école

de la rue des Bourdonnais ; 100 francs à l'école de la rue de l'Arbre-Sec, pour les petits-enfants les plus nécessiteux dont les pères sont mobilisés, et 300 francs pour les soldats nécessiteux du front, que je remets à *l'Écho de Paris*

XXIII

MES DERNIÈRES VISITES A DÉROULÈDE

29 Janvier 1915.

Je pense à Déroulède, qui mourut il y a un an. Demain, samedi, à 10 heures, un service anniversaire sera célébré à Notre-Dame de Paris, et dimanche après-midi nous irons sur sa tombe à la Celle-Saint-Cloud.

Je le revois, je l'entends, je me reporte aux dernières semaines de sa vie, alors qu'il ne quitte plus la chambre et, dans ses meilleurs jours même, demeure levé bien peu d'instants. La maladie progresse rapidement. Il n'est plus question qu'il vienne à Neuilly et que j'entende la phrase qui faisait tomber toutes les consignes : « C'est Monsieur Déroulède ! » Nous tous, nous allons le voir continuellement. A toutes les heures, nous arrivons

dans cet appartement amical où si joyeusement il aimait nous recevoir à sa table.

Boulevard Malesherbes, numéro 50, au troisième étage. Comment faisaient les chevaliers de jadis qui avaient des maladies de cœur? Comment regagnaient-ils leur haute tour? Marcel Habert, Galli, Tournade, Le Menuet, Pallez, Vassias, les deux frères Tharaud, nous tous, dans ce temps-là, nous aurions dû soulever notre ami sur nos épaules et, lentement, le porter sur son lit. Aujourd'hui, c'est l'ascenseur qui m'élève au troisième palier, où j'appuie mon doigt sur le bouton électrique. Le décor a changé, mais les âmes et le fond des mœurs nullement.

Dès l'antichambre, sous une lampe électrique, je trouve son fidèle écuyer, Roland, — j'aime là ce vieux nom des chansons de gestes, — Roland, l'un de ses dévoués ligueurs, qui classe et reclasse des dizaines de mille de lettres que Déroulède veut laisser en ordre. Sans que j'aie à le questionner, Roland me renseigne; la vieille servante et la jeune servante confirment la bonne nouvelle : « Il ne va pas trop mal aujourd'hui ». Mais déjà Mlle Déroulède vient au-devant de moi, et, par les portes entr'ouvertes, dans le salon et la salle à manger, transformés en salle des

gardes, j'aperçois ses fidèles compagnons qui devisent. Le chef dort, toutes portes ouvertes, dans la pièce à côté. On attend, on cause, on circule. Ah ! l'étrange, la mâle façon de mourir.

Nous entrons. Il est dans son lit. Nulle plainte, jamais, contre le destin ou bien sur ses souffrances. A peine quelques mots contre ces médecins qui ne le laissent pas se nourrir, qui vont le rendre faible.

— Si vous voulez vous mettre pendant un an à la diète hydrique, me disent-ils, vous trouverez un *modus vivendi* à peu près possible. Eh bien ! non, pas de ça, je n'accepte pas le marché. A ne pas manger, je m'affaiblis tous les jours. J'aime mieux être solide pendant deux mois que d'être un moribond pendant un an. Je ne veux pas traîner une année entre des fioles de pharmacie.

Mais, laissant là ce qui concerne son mal, tout de suite, voici des paroles chaudes, généreuses, des félicitations sur un écrit, sur un acte, sur un rien ; toujours l'interprétation la plus noble de ceux qu'il aimait. Et, très vite, il agrandit l'horizon des idées, convoque autour de son lit les belles préoccupations, ne laisse pas la causerie s'alourdir, se traîner à terre. Franchement, largement, il parle de

lui-même et distribue à tous ses visiteurs, en admirables récits, les plus beaux épisodes de sa vie.

Etait-ce, au terme de ses jours, un besoin de mesurer du regard la route parcourue ? C'était surtout le désir, la volonté d'imprimer sa trace dans la mémoire de ses auditeurs et de leur fournir des anecdotes pareilles à des médailles, où ses beaux traits héroïsés étaient gravés.

Il était dans son lit, le plus souvent assis, car, couché, il respirait mal, et mordillant le long tube en caoutchouc d'un ballon d'oxygène; l'étrange homme, le héros parlait. Il nous racontait sa campagne de 1870, ses conversations avec Gambetta, la fondation de la Ligue, son voyage en Russie et sa visite à Tolstoï, le boulangisme, l'affaire de Reuilly, ses audiences du jeune roi d'Espagne, qu'il louangeait fort, et tout cela avec une infinité de détails d'un haut relief. Il ne se mettait pas en parallèle avec les autres poètes, avec aucun homme de lettres, et je pense que l'idée ne viendrait à personne de le mesurer avec la toise qui sert à calculer si tel député est ministrable ou si tel ministre peut songer à l'Élysée. Qu'était-il donc ? Un homme qui a toujours voulu agir d'une manière digne

d'éloge et qui se préoccupe de faire connaître ses actes exemplaires, afin qu'ils soient les pères d'autres actions utiles.

Dans sa force, Déroulède parlait admirablement, sans jamais s'arrêter, sans jamais épuiser ni son répertoire, ni son auditoire. Il avait une manière à la fois théâtrale et familière. Je dis théâtrale, bien qu'il fût le plus vrai des hommes, pour faire entendre cette manière toujours en mouvement qu'il avait, cette faculté de déplacer de l'air, de grandir les circonstances, d'animer les plus mornes interlocuteurs. Où qu'il fût, dans la rue ou dans un salon, il groupait, disposait, mettait en scène, et il avait une façon qui passait la rampe. Tout ce qu'il disait était vrai et à effet. C'était une alliance parfaite des gestes, de l'accent et des formules, qui captivait l'attention et émouvait. Quand il n'eut plus cela, il fut encore plus beau. On vit l'âme.

Un soir, il me dit : « J'ai beaucoup aimé la vie, mais jamais je n'ai eu peur de la mort. »

Nous étions seuls, dans sa bibliothèque, lui, étendu, visiblement persécuté par ses souffrances, faisant un effort magnifique pour les taire, parlant de nos campagnes passées, et puis examinant l'avenir de la Ligue. Sa pensée si

mâle joignait à quelque chose de généreux et de courtois une réserve de dureté. Il allait droit devant lui et s'autorisait de la noblesse du but pour mettre immédiatement l'épée à la main et se frayer la route. Il avait autant de justice qu'un loyal soldat doit en avoir ; mais il ne se plaçait jamais depuis Sirius pour juger les événements et les batailles. Il y était participant. Je ne puis pas, ici, faute de place, vous rapporter, comme il conviendrait, le résumé qu'il me faisait de ses campagnes patriotiques. Vous y verriez ce qu'il y a de dureté chez un chevalier français à l'égard de ses rivaux, et qui s'allie très bien à la bonté envers ses hommes d'armes. Vous sentiriez pour quelles raisons un Vercingétorix, tout en voulant l'union, tout en sachant la nécessité de l'union, avait de grandes chances de ne pas la faire. O la France éternelle !

Déroulède, ce soir-là, prévoyait la guerre ; il examinait des noms d'amis et d'adversaires, indiquait ceux d'entre eux que la Ligue devait attaquer, ménager, s'attacher, et, moi, je n'écoutais guère ces noms d'un jour, car j'entendais dans la voix de mon ami, déjà transfiguré par la mort, un écho de toutes nos époques. Le sol de la France n'a pas changé depuis des siècles, ni l'esprit de la

nation, ni le problème à résoudre. Toujours des chevaliers, toujours la désunion, toujours la nécessité de s'unir. Ému d'être en présence d'un si parfait exemplaire du preux français, à son lit de mort, qui formule son testament, je lui dis :

— Déroulède, je vous aime beaucoup.

— Moi aussi, m'a-t-il dit, je vous aime.

Et me montrant une photographie :

— Voyez, j'ai votre portrait sous les yeux. ici et à Langély.

Il revint alors sur une idée qu'il avait déjà abordée :

— Je veux, dès maintenant, vous mettre à la tête de la Ligue.

— A quoi pensez-vous ? lui dis-je. Admettons que vous ne fassiez plus de grandes réunions au Manège Saint-Paul. Vous viendrez en voiture à la statue de Strasbourg ; vous nous donnerez, aussi bien que jadis, vos avis et vos ordres, et pourquoi ne feriez-vous pas des articles comme Albert de Mun, qui, lui aussi, est gêné pour parler ?

— Non, me dit-il, je ne peux pas travailler avec la tête froide. Il faut que je vive ce que je fais. C'est toujours en causant, en marchant, en m'émouvant que j'ai produit tous mes vers, toutes mes pages, tous mes actes.

Et c'est vrai que, chez lui, tout était mouvement et action, un mouvement qui venait du cœur. C'est à son cœur qu'il demandait tous ses moyens. Son éloquence, parfois sublime et continuellement émouvante dans l'ordinaire de la vie, il la tirait toute de son cœur. Et quand il avait médité et prononcé un discours, il le transformait en acte. Le grand secret de Déroulède, le secret de sa conversation si brillante, de son éloquence, de son activité si chaude, de cet élan, de cette force rayonnante, c'est qu'il ne faisait rien qu'avec l'émotion de tout son être. Ses paroles et ses actes étaient les effluves d'une force intérieure, une irradiation de courage et d'espérance où sa force vitale s'épuisait. Un tel homme n'est pas de ceux qui arrivent au soir de leur vie avec un cœur intact. Son cœur avait trop servi.

XXIV

LA CONVERSION DE DÉROULÈDE

30 Janvier 1915.

Conversion, au vieux sens français. Non pas changement de religion, mais retour aux pratiques religieuses. Et encore cette défini-

tion ne donne que l'aspect extérieur du phénomène moral, n'en fait pas comprendre l'âme. J'ouvre Pascal et j'y trouve : « La conversion véritable consiste à s'anéantir devant l'Être souverain... »

Voilà qui exprime le sens profond des actes que Déroulède accomplit et des sentiments dont il fut pénétré dans les derniers temps de sa vie. C'est un grand sujet délicat, où je suis assuré pourtant de n'être pas indiscret, car notre ami voulut toujours tenir sa vie ouverte devant le public, comme un exemple ou une expérience pour tous. Et ce matin où les patriotes se groupent pour son anniversaire à Notre-Dame, les notes que voici pourront, j'espère, intéresser les croyants et les incroyants.

Dans la hiérarchie de ses sentiments, Déroulède avait installé au sommet le patriotisme, et il surveillait de très près ceux qu'il soupçonnait d'être plus chrétiens que Français. « Ont-ils donc été baptisés avant d'être nés ? » avait-il coutume de dire. Mais voici que, durant sa maladie, il vit apparaître au fond de son âme, à côté de l'amour de la patrie, quelque chose d'immense et d'essentiel.

C'est un problème de régler les rapports

de ces deux sentiments sans que s'altèrent leurs deux natures. Et puis, autre problème, ce Déroulède, chez qui le ressort de la volonté était si fort et qui entendait ne relever que de soi, il allait falloir maintenant qu'il se courbât, qu'il tînt compte d'un appui divin, qu'il connût l'humilité ! C'étaient là de grandes nouveautés dans son âme. Nous n'avons pu qu'entrevoir leurs commencements, à cause de la mort qui vint tout interrompre. Mais quelle allure avait cette ébauche !

Je vous ai raconté hier comment Déroulède, dans les mois de sa maladie, recevait, toute la journée, ses amis, sauf de-ci de-là quelques demi-heures où il sommeillait, et durant lesquelles ceux-ci attendaient son réveil en devisant, toutes portes ouvertes, dans la pièce voisine. Quelle était sa préoccupation ? Que l'on vît bien qu'il n'était pas diminué. Et puis c'était un exercice de l'âme : il lui plaisait de contraindre son corps. Mais, ces minutes brillantes, sur quel fonds de ténèbres étaient-elles appuyées ? Quand nous le quittions, il payait en fatigues noires les flammes qu'il venait de jeter. Ses nuits étaient mauvaises ; il dormait peu, il pensait beaucoup, et le royaume des profondeurs s'ouvrait en lui.

Je me rappelle qu'un jour il me montra le fauteuil où, toute la nuit, sa sœur et Mlle Chevé, une patriote alsacienne, se relayaient pour lui faire d'interminables lectures. Musset, Corneille, Molière, tous les classiques, des livres d'histoire, et puis des récitations, et, ce qui me frappa, comme donnant bien l'idée de ces grandes nuits d'insomnie à remplir, Mlle Déroulède lui récitait des prières. Était-ce seulement la douceur de ranimer les souvenirs d'enfance ?

— J'aime le *Pater*, me disait-il, quoique je réprouve *inducas*. Ce n'est pas « ne nous induisez pas en tentation » que je voudrais entendre ; c'est « ne nous laissez pas tomber ». J'aime aussi l'*Ave Maria*. Mais je n'aime pas le *Souvenez-vous*. Et non plus le *Credo*... Je veux des prières à chaque mot desquelles je donne une pleine adhésion.

En novembre, Mgr Marbeau vint le voir et lui dit, entre autres choses, qu'il avait reçu du pape les pouvoirs nécessaires pour lever les excommunications qu'il avait encourues pour ses duels.

Les fidèles de la salle des gardes, les écuyers du bon chevalier, je veux dire les ligueurs qui se tenaient en permanence dans le salon où sa chambre donnait, trouvèrent

bien étrange que leur chef fût excommunié ! Ils en auraient aisément souri ou pris de l'humeur ; ils pensaient que c'était à lui, plus qu'à nul autre, de lancer des bulles, de fulminer des sentences et de jeter des interdits. Mais Déroulède fut touché de la pensée du pape qui avait parlé de lui d'une manière tout affectueuse, en l'appelant son cher fils.

Un autre jour, à la fin de novembre, Déroulède nous parla plus longuement des visites qu'il continuait à recevoir de son évêque. Nous étions là quelques amis à l'entourer et à l'écouter. Il était couché dans son cabinet de travail, tout au fond de la pièce, ayant en face de lui la fenêtre. Une lampe électrique brûlait au-dessus de sa tête. Avec sa grande barbe grise, dans cette ombre et sous ces lumières dures, il avait un air étonnamment espagnol. Et c'était si extraordinaire, la simplicité avec laquelle, continuant tout haut devant nous le débat de sa conscience, il nous rapportait ses plus intimes conversations !

« — Non, ai-je dit à l'évêque, ce n'est » pas parce que je suis malade que je vais » communier. Je respecte trop Dieu. Je ne » veux pas aller à lui parce que les médecins » ne sont pas assez intelligents pour me gué-

» rir. Je ne veux pas lui demander une
» pilule. Quand l'heure sera venue, certaine-
» ment, mais pas ainsi après cinquante ans.
» Je ne suis pas prêt ; il faut que je com-
» prenne, il faut que ces idées se placent.
» D'ailleurs, mon cher évêque, je ne refuse
» certes pas de vous entendre me parler de
» charité, de sacrifice, de soumission à la loi
» de Dieu. Tout cela s'accorde avec ce que
» j'ai, moi-même, célébré toute ma vie. J'ai
» toujours dit quand j'allais à la guerre ou
» dans un duel : Maintenant je suis dans la
» main de Dieu, je me fie à Dieu. C'est
» encore ce que je dis à mes médecins.

» Et l'évêque m'a répondu :

» — Je ne vous demande pas de recevoir
» les sacrements. Vous n'en êtes pas là.
» Qu'est-ce que vous diriez de vous confesser?

» — Il me faut le temps de rassembler
» mes idées, de faire un examen de ma vie.
» Je ne l'ai pas fait.

» — Oh ! vous vous trompez. Je ne vous
» demande aucune énumération, Je sais bien
» ce qu'un homme de votre sorte a pu com-
» mettre et ce qu'il n'a pas fait.

» — C'est assez simple, en effet. Cela
» rappellerait la confession de Dunois : Tout,
» hormis voler et violer. »

La grande difficulté que voyait Déroulède, c'était de s'engager à ne plus se battre en duel. Il ne le pouvait pas tant qu'il considérait qu'il aurait à le faire.

« — Je crois que j'ai été un bon patriote; » si je deviens un catholique, je ne veux pas » l'être à demi. Je n'aime pas ceux qui vont » à la confession un jour, qui promettent de » ne plus retomber dans leurs fautes et qui » reviennent quinze jours après avec les mêmes » histoires. Ah ! non, je n'accepterais pas » cela chez une cuisinière ; je ne vois pas » pourquoi je le ferais accepter à Dieu. Je » puis vous promettre de ne plus retomber » dans les duels, parce que je crois bien en » effet que maintenant c'est fini.

» — Eh ! bien, je m'en remets à un » homme tel que vous. Après cela, je vous » demande d'aimer Dieu par-dessus tout et » encore de renoncer à votre haine contre vos » adversaires.

» — Oh ! de haine contre mes adver- » saires, je n'en ai pas, et je n'en ai jamais » eu. Pour ce qui est de l'amour de Dieu, » je ne l'ai pas suffisamment. Tenez ! j'en » demande bien pardon à Dieu, mais j'aime » mieux ma sœur Jeanne que lui. »

Nul doute qu'intérieurement, à cette mi-

nute, le prêtre n'ait dit à cette âme si brave ce que le Polyeucte de Corneille s'écrie :

Elle a trop de vertu pour n'être pas chrétienne !

« Tout haut, il déclara :

» — Je vais dire le *Confiteor*, et vous le » répéterez après moi.

» — Je n'ai pas besoin que vous me le » disiez. Comment l'aurais-je oublié ! Je l'ai » si souvent récité à côté de ma mère et puis » avec mes sœurs ! Je le sais.

» Et je le lui ai dit. Ce n'était pas celui » qu'il connaissait. Mais, d'ailleurs, j'aime » mieux le mien que le sien. »

Ainsi nous parla Déroulède. Et sans doute qu'alors il commença d'envisager la mort, non comme une dissolution de l'être, mais comme un changement de vie. Son horizon s'élargit. Un homme de science, qui revenait des portes de la mort, disait : « J'ai eu la perception de ce que doit être ce passage, et je n'éprouvais plus qu'une immense curiosité » Déroulède n'était pas un homme d'étude, un curieux, mais un homme d'action. Dès l'instant qu'une destinée nouvelle se proposait à son esprit, il se hâta de s'y préparer.

Vers le 7 ou le 8 janvier, il télégraphia à

Mgr Marbeau de lui apporter l'extrême-onction.

L'évêque vint à cinq heures du soir. Déroulède fit entrer toutes les personnes qui étaient là : son neveu, Marcel Habert, Pallez et puis les deux servantes. Mlle Déroulède était prosternée au pied du lit. L'évêque officiait seul. La cérémonie dura une demi-heure. Déroulède vit avec des yeux vaillants les onctions saintes le purifier selon les rites. Il récitait les formules, et répondait selon les règles de la liturgie, dont il s'était soigneusement renseigné.

Le lendemain, quand je le vis, il ne put me dire que peu de mots :

— L'évêque m'a conduit au point où il voulait me mener, par un chemin très sage, très habile. Il n'est pas orateur, vous comprenez, il n'a pas l'art oratoire, mais il m'a parlé très bien, avec un grand cœur et en père de l'Église.

Il s'arrêta pour respirer et reprit :

— Personne ne peut plus rien pour moi. Je me suis mis dans les mains de Dieu. Maintenant qu'il agisse, qu'il fasse comme il lui plaira.

Cependant, lui-même jugeait n'avoir pas assez fait. Je me suis converti, pensait-il ; je

l'ai bien délibéré et reconnu nécessaire. Mais jusqu'à cette heure, cette action a été de l'ordre privé, au fond de ma chambre, devant cinq ou six personnes. Ce n'est pas suffisant.

Déroulède a toujours transformé rapidement les mouvements de sa vie intérieure en pensées très claires et puis en actes, en gestes accessibles au public. Pas plus que ses aspirations ne sont demeurées dans les parties obscures de son être, il n'entend qu'elles demeurent derrière le mur de sa maison. Pour ce fils de Corneille, il faut que tout se passe avec l'aveu de la raison et au plein jour du public à qui un héros appartient.

L'extraordinaire homme a commencé par rendre compte à tous ses visiteurs de l'épanouissement religieux qui s'est produit dans son âme ; maintenant il se préoccupe de composer avec ces faits psychologiques un petit compartiment de plus dans cette image d'Épinal héroïque où il a découpé sa vie pour qu'elle serve d'exemple et d'enseignement populaire.

— Quand on racontera au peuple de Paris, disait-il, Déroulède a communié, le peuple répondra : Il était fatigué, dans le brouillard, il n'était plus égal à lui-même, il a fait cela pour faire plaisir à sa bigote de sœur.

Vous entendez l'accent spirituel et tendre qu'il mettait dans ce mot. Et il concluait :

— Je veux un acte qui montre bien ma volonté, mon effort.

On l'emmenait mourant à Nice. Il décida qu'avant d'être porté dans le train, il passerait à Notre-Dame entendre la messe :

— Je ne veux pas qu'il y ait du monde, dit-il, mais je veux que l'on sache que je suis venu.

Il fallut le prendre dans son lit, et le poser sur une civière qu'on descendit dans une voiture d'ambulance. En route pour Notre-Dame. Sa sœur croyait qu'on le porterait jusqu'à la chapelle de la Vierge, qui est tout au fond de la nef.

— On ne se fait pas porter, dit-il, dans la maison de Dieu.

Il exigea de descendre de sa civière et s'avança sur ses crosses. Mais il y a cent trente mètres. Et non pas à chaque trois pas, mais à chaque demi-pas, il suffoquait. Alors le prêtre, qui s'était porté à sa rencontre sur le parvis, lui disait, pour le secourir sans avoir l'air : « Monsieur Déroulède, saluez la Dame de la maison... Monsieur Déroulède, saluez Jeanne d'Arc. » Et l'on s'arrêtait successivement devant les statues.

Après un quart d'heure de cette marche, il arriva dans la chapelle où ce matin nous songerons à lui. Il entendit la messe et il communia. Mais il était à bout, un vrai moribond ; il fallut le porter sur sa civière. Vous pensez dans quel état nous le vîmes arriver à la gare de Lyon où je l'attendais.

Quand nous l'eûmes embrassé pour la dernière fois, et que le train fut hors de vue, je sortis de la gare avec celui de ses amis qui peut-être connaît le mieux ses pensées et ses arrière-pensées à la fois si spontanées et calculées.

— Déroulède, me dit Pallez, cherche comment il pourrait mourir dans un geste exemplaire. Il avait déjà compté finir à Champigny, et il s'en est fallu de bien peu, car je lui tenais la main tandis qu'il parlait à la foule, et je sentais son pouls qui s'en allait, s'en allait... Il a survécu. Alors je me suis dit : « Il va chercher quelque chose d'autre. » Il a trouvé cette idée de Notre-Dame. La mort, cette fois encore, n'a pas voulu de lui. Il trouvera... Savez-vous maintenant son idée? Vous croyez qu'il va à Nice. Eh bien ! Nice, c'est une étape. Vous venez de le voir partir pour Rome...

Je m'excuse de mettre sous les yeux de

mes lecteurs cette série de faits sans en tirer toute l'âme qu'ils contiennent. Mais nous sommes à une époque où elle sera aisément dégagée par un public de héros.

XXV

NOUS SOMMES UNANIMES

1er Février 1915.

Je me souviens du temps où j'écrivais en Alsace le *Service de l'Allemagne*, et parfois allais, au pied du mont Sainte-Odile, faire visite à Laugel, grand patriote et bel artiste. Les uns et les autres, alors, nous travaillions à la Revanche sans voir comment elle viendrait, pour obéir à l'honneur, en bons ouvriers qui accomplissent, sans y rien ménager, leur tâche. Or ce dimanche, sur la tombe de Déroulède, à la Celle-Saint-Cloud, Laugel, se rendant à l'invitation de la Ligue, vient de nous faire un discours plein d'âme où il a proclamé les honneurs que Strasbourg rendra au poète des *Chants du Soldat*, au prophète de la victoire, au premier mainteneur de la pensée alsacienne en France.

Après le patriote alsacien, notre confrère et ami Berthoulat, au nom de la presse française, a tracé un grand portrait de Déroulède avec des couleurs saisissantes et toutes les nuances de l'affection et du respect.

A mon tour, j'ai dit quelques paroles, que voici, pour préciser à mes amis le rôle actuel de la Ligue :

Patriotes et camarades ligueurs,

Il y a un an, Déroulède mourait, et Paris, d'un mouvement spontané, lui décernait des funérailles nationales.

Vous vous rappelez le respect et l'affection de tout un peuple derrière le cercueil de cet homme sans titre ni mandat.

Si le plus formidable orgueil qui ait jamais perdu un pays n'aveuglait pas les Allemands, ils auraient vu, ce jour-là, que sous nos discordes et nos diversités de partis subsistait toujours l'invincible unité française.

L'histoire dira que l'enterrement de Déroulède fut, à la veille de la grande guerre, la première heure de l'union sacrée et la mobilisation des cœurs.

Après un an, au jour anniversaire, nous refaisons le pèlerinage. Pèlerins patriotes, que voyez-vous d'inattendu sur cette tombe ? Quel

est ce mât dressé dans la terre où repose votre chef ? C'est un mât de victoire, un trophée de nos armes. C'est le poteau allemand qui marqua, durant quarante-quatre années, l'injuste frontière de l'Alsace. Nos soldats l'ont renversé pour jamais, et, par une inspiration saisissante du génie populaire, les ligueurs l'ont traîné jusqu'ici et planté à la droite du grand patriote, pour qu'il soit la récompense et la confirmation de celui qui donna toujours, contre vents et marées, des leçons d'espérance.

La barrière est tombée. Mais Déroulède n'est pas entré dans la terre promise. Il est mort au seuil de la reconquête. C'est le destin des prophètes que leurs yeux se ferment et que leur cœur se brise aussitôt que leur mission est terminée, sans qu'il leur soit permis de jouir des gloires qu'ils ont préparées dans l'effort et la douleur.

O Destin, il fallait nous laisser Déroulède, une année encore ! En dépit de ce premier signe de victoire que ses amis lui consacrent, cette guerre sera longue et dure. L'issue n'en est pas douteuse ; le monde entier, dès maintenant, certifie le succès de la France, mais, au cours de l'épreuve, Déroulède, avec son incomparable rayonnement d'âme, eût ajouté à nos forces matérielles une grande force morale.

Eh bien ! ligueurs, nous devons nous efforcer que celui dont nous gardons la tradition ne soit pas mort. Soyons son prolongement et son immortalité ! Que son esprit vive et agisse par nous ! Travaillons, comme il eût fait, à stimuler les énergies, à modérer les impatiences, à mettre au pas de l'armée le plus faible même des non-combattants.

Appelons les civils à servir les soldats. Aidons la fraternité française à procurer, avec l'activité la plus variée et la plus ingénieuse, un peu de bien-être à nos défenseurs dans les tranchées ; groupons les hommes de science, les savants et les industriels, toutes les bonnes volontés, afin d'assurer l'avenir des invalides de la guerre, des veuves et des orphelins ; obtenons des pouvoirs publics qu'ils désignent à notre respect, par de plus nombreuses récompenses, la valeur et le courage de nos héroïques soldats. Voilà des œuvres de ligueurs. Mais surtout, ne perdons pas de vue l'âme même de la situation. Notre principal rôle doit être, à chaque heure, que nous servions de lien et de chaîne parmi les non-combattants, et que nous allions partout en répétant le grand mot d'ordre national que nous a donné le Président de la République : « Pour que la paix ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut qu'elle soit

garantie par la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre les attentats futurs » ; — que nous a donné le Président du Conseil : « Il n'y a, pour l'heure, qu'une politique : le combat sans merci jusqu'à la libération définitive de l'Europe, gagée par une paix pleinement victorieuse » ; — et que nous donne chacune des familles de France en deuil : « Ce serait inacceptable que nos êtres chers fussent tombés pour rien ; nos sacrifices sanglants exigent le brisement de l'Empire et la revanche de la France ! »

Réparation du passé et garantie de l'avenir, c'est le programme aujourd'hui de la Ligue.

Ainsi résolus à tenir jusqu'au bout, tant qu'il faudra, nous nous rangeons, pleins de confiance et dans un esprit absolu d'union, derrière le généralissime, derrière le vainqueur de la Marne et des Flandres, qui sait, selon les heures, prolonger la défensive ou précipiter l'offensive.

Patriotes, avant de nous disperser, devant cette tombe de notre chef, envoyons nos amitiés fraternelles aux ligueurs qui se battent ; saluons, têtes nues, tous les morts pour la patrie, et acclamons les armées de la France.

J'avais de bien belles lettres de Marcel Habert sur moi. J'ai craint de donner la

parole sans son aveu à un soldat discipliné, tel que notre délégué général. Mais je saurai faire passer dans mes articles sa pensée, ainsi que celle de Tournade et de tous nos camarades du Comité directeur qui se battent sur le front. Nul mieux que ces vaillants ne peut guider notre bonne volonté.

Qu'ils sachent, eux, les nobles absents, que dans les deux solennités de la commémoration de notre chef, samedi et dimanche, alors que nous étions réunis autour de mademoiselle Jeanne, les choses se développèrent avec le plus beau caractère de grandeur et de vérité. C'est Mgr Herscher, patriote alsacien et évêque français, qui a prononcé l'éloge de Déroulède à Notre-Dame. Il nous a bien émus en nous racontant qu'à Colmar, son professeur au collège ne craignait pas d'apporter les *Chants du Soldat* en classe et, tous les enfants ayant pris l'engagement de n'en rien dire, leur en donnait indéfiniment la lecture. O formation émouvante ! Pure gloire de Déroulède.

C'est une grande satisfaction pour nous d'avoir si bien réussi la commémoration de notre chef. Il nous a appris, lui-même, à comprendre la portée, je veux dire la beauté et l'utilité de ces cérémonies. On y jette à pleine main la bonne semence.

Je me rappelle comme une chose très profitable — et je veux vous les communiquer — les petites formules, les aphorismes que Déroulède avait et où il résumait son expérience de la vie. Il disait : « *Age quod agis* », fais ce que tu fais, et quand il avait entrepris un acte, quel qu'il fût, il en surveillait minutieusement tous les détails, sans s'en remettre à personne et sans plaindre aucun effort. C'est en cela qu'il était un artiste de l'action. Il disait encore : « Trois vagues bonnes, une vague mauvaise », et ne se laissait pas influencer, démoraliser par les échecs et les difficultés.

En rentrant de la Celle-Saint-Cloud, j'ai trouvé chez moi une délégation d'enfants ! Ils me laissaient une adresse :

En ce jour anniversaire de la mort de M. Paul Déroulède, permettez à des petits Français de douze ans... La guerre donne à notre âme un élan de patriotisme... Nos voix d'enfants crient aux héros qui meurent pour la patrie : « Vous êtes nos modèles... Daignez voir en nous les bonnes petites graines de la France nouvelle, futurs adhérents de la Ligue des patriotes... »

Tout cela est bien émouvant. Une telle nation est sûre de vaincre, parce qu'elle le mérite. J'ai rencontré, il y a quelques jours

Camille Pelletan, qui m'a dit : « C'est aussi beau que l'élan de 93, plus beau, car, cette fois, nous sommes unanimes. »

XXVI

COMMENT FAIRE NOTRE PROPAGANDE EN ESPAGNE

2 Février 1915.

Je suis de ceux qui ne prennent pas leur parti de voir la noble Espagne méconnaître le rôle généreux de la France. Quoi ! des Espagnols font des vœux pour le succès des hordes germaniques ! Ils seraient attristés de notre éclatante victoire de la Marne qui sauva la civilisation latine ! Comment la chevaleresque nation peut-elle imaginer qu'elle trouverait de l'air à respirer dans une Europe où dominerait, en toute libre brutalité, l'orgueilleuse Germanie ? Espagnols, hâtez-vous de comprendre que c'est aujourd'hui un épisode de l'éternelle lutte entre le Nord et le Midi, et que Guillaume II, comme Luther, comme Arminius, prétend régénérer le monde latin, et, soldat de Dieu, piétiner, anéantir « l'immoralité des fils de la civilisation romaine ».

Français, sûrs de la victoire, nous ne demandons rien à l'Espagne, sinon qu'elle voie clair et ne soit pas injuste envers nous et envers elle-même. Nous avons besoin qu'elle connaisse l'immense service que notre héroïque jeunesse, soulevée par l'esprit cornélien, rend à des principes spirituels qui animent nos deux nations. Il s'agit de bien autre chose encore que d'intérêts matériels dans cette lutte formidable ! Le sang de la France est versé pour que survive une certaine âme dont participe l'Espagne. Comment celle-ci refuse-t-elle de voir l'ampleur de la lutte et ses conséquences ? Comment ses vœux injustes nous desserviraient-ils plus longtemps ?

Là-dessus, j'ai reçu plusieurs lettres. L'une d'elles me vient de M. Mérimée, professeur de l'Université de Toulouse, directeur de l'Institut Français en Espagne, et, en cette qualité, chargé de nous faire aimer nos voisins et de nous faire aimer par eux. Personne n'est plus intéressant que l'éminent professeur à entendre sur ce sujet. Nous allons l'écouter tout yeux, tout oreilles...

Mais, d'abord, que je vous prévienne : sa lettre que, faute de place, à mon vif regret, je ne puis pas donner tout entière, est un peu

dure et quelques lecteurs pourraient s'en blesser. Ils auraient bien tort. M. Mérimée est un homme sincère et de haute valeur, qui va clairement au bout de sa pensée :

.....le mot France est synonyme d'impiété, d'immoralité, de démagogie, d'anarchie. Au contraire, l'Allemagne représente, à leurs yeux, l'ordre moral (O singulière ironie des mots après le rapport de la Commission d'enquête !), le principe d'autorité, la pureté des mœurs familiales, la piété religieuse. *Saben pelear y saben rezar* (ils savent se battre et ils savent prier), tel était le titre d'un article de *El Debate*, affiché en pleine rue d'Alcala, en face de l'église des *Comendadoras* de Calatrava. Ils s'imaginent le soldat teuton sanctifiant les longues heures de la tranchée par la récitation du rosaire ; les béates assurent tout bas que le Kaiser (ce même Kaiser qui, dans une lettre à une parente convertie, jurait, tout comme Voltaire, d'écraser le catholicisme) est, au fond, un pur catholique.

Par contre, nous pouvons ranger au nombre de nos amis à peu près tous les libéraux, une bonne partie des « intellectuels », des écrivains, des artistes, et le... Mais ne touchons pas aux personnes protégées par la Constitution, et rappelons-nous le titre du chef-d'œuvre classique de Rojas Zorrilla : *Del Rey abajo, ninguno.*

Telle est notre situation dans le monde des idées, et dans les milieux intellectuels d'Espagne. Comment l'éminent professeur pense-t-il qu'on y peut remédier ?

Il souhaite que « notre inconcevable indolence, notre mutisme obstiné », faisant place

à quelque activité, se décident à répondre à « l'inlassable propagande allemande ».

C'est très bien. Et quelle propagande nous conseille-t-il ? Ici la pensée essentielle de M. Mérimée se dégage. Aussi bien la voyait-on venir d'étape en étape.

Peut-être, dit-il, arriverons-nous, à la longue, à dissiper des préjugés ici et là bas. Mais nous voulons accomplir notre œuvre en honnêtes gens, sans rien dissimuler de nos idées, de notre foi démocratique, de nos aspirations vers le progrès, sans chercher, d'autre part, à capter les bienveillances par des flatteries, des hyperboles vides, fleuries d'épithètes aussi banales que suspectes. Connaissons-nous bien mutuellement, afin que nous nous prenions tels que nous sommes si nous devons nous prendre. Autrement, non ! Il n'y a, au fond, qu'une propagande qui vaille : la vérité, le respect d'autrui, la justice. C'est aussi la seule qui demeure. Présomption aussi bien que flagornerie ne durent qu'un jour.

Holà ! monsieur Mérimée, j'aime ce ton d'honnête homme, où transparaissent les sentiments privés et les opinions politiques, mais n'est-il pas un peu rude s'il s'agit de diplomatie et de faire des amis à la France ?

Evidemment, nous avons affaire avec M. Mérimée à un radical. C'est bien son droit, et je ne lui fais là-dessus aucune querelle, d'autant que dans l'espèce, lui, moi, et tous les gens raisonnables, nous sommes d'ac-

cord pour nous ébahir et nous indigner devant des catholiques invoquant leur religion afin de donner leurs sympathies à l'Allemagne.

Leur conduite me semble insensée. Mais enfin, il s'agit de les persuader, et, pour y réussir, puisqu'ils sont catholiques, plutôt que leur prêcher le radicalisme français, je voudrais leur réciter un petit poème de Gœthe :

« *C'est la gloire des hommes de la Germanie*, chante le grand poète allemand, *d'avoir haï le christianisme jusqu'au temps où les braves Saxons succombèrent sous l'épée fatale du seigneur Charles. Ils luttèrent assez longtemps, mais enfin ils furent domptés par la prêtraille, et ils se courbèrent sous le joug ; mais ils remuèrent toujours de temps en temps. Ils n'étaient que dans un demi-sommeil quand Luther traduisit si bien la Bible en allemand...* »

Et si les poésies de Gœthe ne persuadent pas nos Espagnols de la pensée anticatholique de l'Allemagne, eh bien ! il faut mettre sous leurs yeux le procès-verbal des martyres infligés, avec les plus odieux raffinements par les bandes d'outre-Rhin, aux prêtres de Belgique et de France.

Je me sépare tout à fait de M. Mérimée

sur la méthode à employer pour gagner et éclairer nos voisins. Si je le comprends, il voudrait étaler devant eux les idées radicales, et leur dire : « Pas d'équivoque. Sommes-nous d'accord ? Embrassons-nous. Autrement, allez au diable ! allez à l'Allemagne ! » Comme il y va, l'éminent professeur !

Un de mes correspondants d'Espagne m'envoie une note que je crois très sage :

Beaucoup de catholiques espagnols, m'écrit-il, ont de l'hostilité contre le Gouvernement français à cause de sa politique antireligieuse, mais au fond aiment la France, sa langue, ses mœurs, sa civilisation, son génie. La preuve, c'est l'empressement qu'ils ont mis à confier l'éducation de leurs enfants à ces religieux dont le Gouvernement français ne voulait pas. Une autre preuve, c'est le renversement d'opinions qui se produit depuis que la guerre a montré une France plus unie, où le sectarisme se tait. Tel journal, germanophile au mois d'août, ne cache pas aujourd'hui ses sympathies pour votre pays !

Voilà qui va bien. En Espagne, on aime surtout la France catholique ? Y voyez-vous un inconvénient ? Ailleurs, c'est la France des Encyclopédistes qui prendra la parole. Laissons notre chère patrie, au génie multiforme, montrer à chaque nation celui de ses visages qui saura plaire et persuader.

Je n'ai pas eu le plaisir, cher monsieur Mérimée, de vous visiter dans votre Institut

de Madrid. Mais je suis entré dans l'École d'Athènes et j'ai un peu vécu à la Villa Médicis. Les directeurs de ces célèbres maisons faisaient fonction de diplomates, et c'est aussi votre rôle. Vous autres, ambassadeurs de l'esprit français à l'étranger, vous n'avez pas la liberté, ce me semble, de définir votre propre esprit, mais vous oubliant avec générosité, vous devez faire valoir toutes nos grandeurs spirituelles. Cette méthode, que je crois excellente partout, s'impose dans une période où le salut public crée entre nous l'union sacrée. Il s'agit de jeter le plus large filet et de ramasser toutes les espèces d'Espagnols. A ceux qui aiment la Révolution, je dirai : « Elle bouillonne toujours chez nous ». A ceux qu'elle scandalise, je dirai : « Nous avons l'antidote et l'*Action Française* continue Joseph de Maistre et Bonald ». Et ce n'est pas mensonge, ce n'est même pas habileté, c'est vérité toute pure.

On déforme la France si l'on prétend la définir par les idées d'un parti politique ; elle les contient tous et les harmonise. Nos radicaux les plus sectaires sortent du séminaire, et leurs filles entrent au couvent. Un antimilitariste a toujours quelque frère officier de carrière. Les grands-parents de ceux qui

prient le 21 janvier dans la chapelle expiatoire peuvent bien avoir voté la mort du Roi. S'il y a deux Frances, sûrement leurs deux personnels, de génération en génération, sont interchangeables. Alors c'est inutile d'obliger les Espagnols à adopter l'un de nos partis, ou même à nous considérer sous l'aspect politique. Donnons-leur des raisons plus générales et moins irritantes. Évitons de les conduire sur le terrain de nos querelles. Allons à ces profondeurs où nos divisions disparaissent, où nous retrouvons notre unité spirituelle.

Qu'ils voient notre union d'aujourd'hui et ce qu'elle a de vérité éternelle. C'est là qu'ils trouveront aisément de belles et solides raisons d'être nos alliés moraux.

J'en prends à témoin une lettre superbe que j'ai reçue de Miguel de Unamuño, l'ancien recteur de l'Université de Salamanque. Elle est trop longue, trop importante pour que je vous la donne aujourd'hui. Mais je vais vous la faire lire bientôt, et vous comprendrez que les grands esprits de l'Espagne nous aiment pour des qualités qui sont communes à tous nos partis. Quant à ces catholiques mal renseignés qui prennent le Kaiser et ses bandes pour de saintes gens venant

venger les offenses du ciel, donnons-leur à méditer une brochure de M. Auguste Melot, intitulée *le Martyre du Clergé belge*.

C'est édité chez Bloud et cela coûte 60 centimes. M. Melot est député de Namur. Il a été chargé par le Gouvernement belge d'une mission auprès du Saint-Siège, et ce sont les faits qu'il a signalés à Benoît XV qu'il nous relate et que je voudrais que les prêtres espagnols connussent. Qu'ils sachent les effroyables tourments germaniques infligés à leurs confrères belges et français, et, croyez-moi, cher monsieur Mérimée, ils donneront l'absolution à la Libre-Pensée française, sans qu'il soit utile qu'on les presse d'y donner leur adhésion.

XXVII

LA CROIX DE GUERRE (1)

3 Février 1915.

L'aurons-nous, cette récompense du courage et de la valeur militaires?

C'est la question que de tous côtés on me pose.

(1) Sur cette question de la Croix de Guerre, voir au tome II : *Les Saints de la France*, les chapitres *Une Médaille de bronze pour les braves* (page 144) et *Valeur et Courage militaire* (page 215).

Oui, nous l'aurons, et peut-être dès demain jeudi.

J'ai pensé qu'il serait très bien que l'initiative de cette proposition fût prise au Parlement par l'ensemble des députés soldats, afin qu'ils offrent ce cadeau, comme un objet de leur industrie, à leurs compagnons d'armes. « Voici le travail de nos mains, un fruit de notre verger. Acceptez, camarades, ce souvenir que l'on a, tous, de grand cœur, fabriqué pour vous, en nous chargeant de vous l'apporter... »

C'est dans cet esprit que j'ai demandé à notre ami Bonnefous, député de Versailles, dans le siège de Gauthier de Clagny, et qui est officier, prenant part à la guerre, de recueillir les signatures de nos collègues mobilisés.

Le rapport, c'est le commandant Driant qui s'en charge. Il a écrit une fort belle page à laquelle son nom, sa vaillance, son expérience, son rôle de combattant aux premières lignes donnent une autorité irrésistible. La commission de l'armée s'est rangée à son avis à l'unanimité.

Reste à la Chambre de voter.

Ce que l'on a pu, au premier moment, rencontrer de difficultés venait de personnes

qui ne tiennent pas compte des forces morales. Il y a de ces personnes. Elles ne nient pas expressément les forces morales, mais elles n'ont pas eu l'occasion de les rencontrer sur leur chemin et d'en éprouver intimement la souveraine puissance. Leur indifférence un peu morne a dû céder au désir des chefs et des soldats qui n'ont pas cessé de me conseiller et de m'approuver. La Chambre peut en croire un Driant qui me dit : « Si j'ai adopté avec tant de joie l'idée de votre médaille, c'est parce qu'elle fournirait à nos chefs un incomparable levier pour donner à nouveau l'élan... »

Il y a pourtant autour de cette croix de guerre un remuement de réflexions, une discussion qu'il faut que j'expose aux intéressés.

Vous savez que nous sommes arrivés à concevoir cette décoration nouvelle comme le signe extérieur des mises à l'ordre du jour. Et vous connaissez le texte soumis à la Chambre :

Il a été créé une croix, dite croix de guerre, destinée à commémorer les citations individuelles des officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, à l'ordre de l'armée, des corps d'armée ou des divisions.

C'est sur les derniers mots que roule notre débat. Je vous le mets en dialogue :

— Voyons, Barrès, me dit un contradicteur dont je fais grand cas, vous désirez vraiment que la médaille soit accordée aux citations à l'ordre de l'armée, du corps d'armée ou de la division ? Il y en aura un trop grand nombre. A l'ordre de l'armée suffirait amplement. Le général commandant l'armée retient les citations les plus méritoires. C'est à elles qu'il faut réserver la nouvelle croix. Aussi bien, ne sont-elles pas les seules insérées à l'*Officiel* et publiées par les journaux ? Leur nombre est limité. Les autres sont innombrables.

— Eh ! nos héros sont eux-mêmes innombrables !

— Faites attention ! continue mon aimable contradicteur. Tout chef d'unité peut citer un de ses subordonnés à l'ordre de l'unité qu'il commande : le général commandant une armée, à l'ordre de l'armée ; le colonel, à l'ordre du régiment ; le commandant, à l'ordre du bataillon ; le capitaine, à l'ordre de la compagnie. C'est toujours honorable. Mais toutes ces citations, qui sont des encouragements, peuvent-elles être tenues comme suffisamment officielles pour mériter une décoration ?

Et moi, je réponds :

— Si vous réservez étroitement cette croix aux combattants mis à l'ordre du jour de l'armée, ce sera une élite, une élite infime qui parviendra à l'avoir. Le soldat sentira que c'est trop haut, et n'essaiera pas d'atteindre une pareille distinction. Seuls, les tués pourront se le permettre. J'estime qu'il faudrait aller jusqu'à la division incluse. Mon point de vue, ce serait de donner ce pouvoir au plus haut grade de l'armée, au divisionnaire. Qu'il soit commandant d'armée ou de division, il a les trois étoiles qui marquent le sommet... En tout cas, j'espère bien qu'on nous accordera que la citation à l'ordre du corps d'armée vaut une médaille. Le corps d'armée, c'est l'unité par excellence en temps de guerre, comme en temps de paix.

Le raisonnement de ceux qui me contredisent, et que je prends en grande considération, c'est qu'il faut que je craigne de déprécier la *croix de guerre* dès son apparition. Je crains surtout qu'il ne reste encore beaucoup d'admirables gens non récompensés. Tenez, voici un de ces billets mal lisibles, comme nous en recevons tous, qu'un ami inconnu m'a crayonné au fond de la tranchée :

Le petit privilège dont vous réclamez pour nous le bénéfice nous ferait un immense plaisir. Je vous envoie les vœux d'une compagnie qui est en première ligne depuis cinq mois, et qui vient, en vingt jours, de prendre trois fois du terrain aux Allemands. Vous dirai-je, après tant d'autres, l'héroïsme de nos hommes? Après quinze jours de tranchées, les miens sont couverts de boue, mais veillent, le doigt sur la détente, à 40 mètres de l'Allemand. Eh bien ! votre décoration ne serait accordée qu'à l'un d'entre eux. Vous voyez qu'elle ne serait pas trop répandue.

Oui, le danger n'est pas que nous récompensions des non-méritants, mais bien plutôt que nous laissions encore dans l'ombre des hommes admirables. Notre armée représente un des sommets de notre histoire : il y a dans ce moment plus de héros parmi les Français qu'à aucune autre époque, et nous resterons toujours impuissants à enregistrer et consacrer les milliers de hauts faits accomplis chaque jour. Combien de héros et de blessés de la Marne qui n'ont pas été cités à l'ordre du jour, parce que le plus grand nombre des chefs étaient tombés ! Et, à côté de ces chefs que la mort empêche de faire leurs propositions, il y a ceux qui systématiquement se l'interdisent par je ne sais quelle austère abnégation, un peu cruelle pour les hommes. Certaines unités ont des commandants désireux de signaler perpétuellement les mérites ;

d'autres, par contre, seront victimes du silence désintéressé, fort noble, j'en conviens, de celui qui, seul, peut être leur porte-parole.

Ah! ne craignons pas, au cours de cette guerre terrible, de courir le risque d'aimer et de favoriser excessivement nos défenseurs. Il ne nous arrivera que trop de laisser sans témoignage des faits d'armes merveilleux. Donnons largement aux chefs le moyen de reconnaître et de stimuler le mérite et la valeur. Votons l'instrument de guerre que l'armée nous demande. Travaillons à cultiver, à maintenir, à élever sans cesse le moral. Employons les forces immatérielles et mystérieuses.

Notre admiration, notre amitié, notre reconnaissance unanimes sont de grands trésors, des foyers d'où rayonne une force. Il faut la distribuer sur l'armée. Nous savons le secret pour aller aux âmes françaises, pour les soulever et leur faire produire toute leur vertu. Donnons à nos chefs un moyen si facile de rendre nos soldats plus forts et plus joyeux dans la misère des tranchées. Il faut que celui qui se dévoue pour la patrie reçoive d'elle un signe et que la France lui dise : « Je te voyais dans ton sacrifice. »

P. S. — Tout officier évacué de l'avant

devrait être traité gratuitement dans les hôpitaux où il passe, C'est le bon sens. Et pourtant l'État réclame un paiement des officiers tombés malades, face à l'ennemi.

Cela s'explique pour le temps de paix, alors que l'officier peut se faire soigner chez lui, et n'entre à l'hôpital que de son plein gré. Cela ne s'explique pas en temps de guerre, où l'officier est dirigé par ordre sur un hôpital.

Mais il y a plus. C'est 5 fr. 50 que l'État réclame aux officiers supérieurs, 4 fr. 50 aux capitaines, 3 fr. 50 aux lieutenants par journée de maladie. Ces remboursements équivalent aux prix que l'État paye lui-même aux hôpitaux en temps de paix. Mais, en temps de guerre, il ne paie qu'un franc par jour. Comment exige-t-il de ses officiers un remboursement supérieur à la dépense qu'il supporte?

XXVIII

LA PATIENCE DES « POILUS »

4 Février 1915.

Connaissez-vous la joie de voir clair ? C'est une des plus grandes que la vie nous donne. O lumière qui chasse les erreurs! Et,

loin de s'épuiser, cette joie augmente à mesure que nous l'éprouvons. Voir clair, c'est parfois, dit-on, aller au désabusement. Mais s'il arrive que notre regard, longuement maintenu sur un objet, permet aux sentiments d'admiration de s'éveiller en nous, alors quel plaisir ! Aimer ce qui est posé en pleine lumière, c'est parfait.

En conséquence, évitons de nous laisser raconter un tas de calembredaines sur nos soldats dans les tranchées. C'est tels qu'ils sont, dans leur réalité toute grave, enveloppés de grandes couleurs sévères, qu'ils éveilleront plus complètement notre affection et notre respect.

Une guerre toute nouvelle se déroule, à cette heure, sur les longues lignes du front. Sans doute, nos soldats ont hérité les âmes de leurs aïeux. Un Déroulède, c'est un Bayard ; un Joffre reproduit quelques-uns des traits de Catinat et de Drouot, et nos jeunes recrues ? Vous avez tous lu dans leurs lettres des mots joyeux, brillants, fringants, comme en avaient Lasalle et les autres. Mais tout de même les conditions actuelles de cette guerre sont si particulières que nos soldats y prennent un caractère tout neuf, je crois, dans notre histoire.

Je souffre, quand je lis des épisodes du

front, dramatisés à plaisir dans certains récits. Le romanesque, en ce moment, ce serait le poilu dans sa tranchée. Eh bien! j'y suis allé voir. Nos soldats étaient là tout roides, à cause de leurs nombreux vêtements épais et de la boue séchée qui les enveloppait d'une sorte de carapace. C'était un jour de pluie. Quelques-uns avaient sur le dos des sacs vides en grosse toile; d'autres s'abritaient sous des morceaux de tôle plissée, appuyés aux deux parois de terre. Cette vie de lutte faisait briller leurs yeux dans leurs visages broussailleux, en laissant sur tout leur être une vague expression de sommeil. Ils m'écoutaient avec la charmante politesse naturelle des paysans et avec un bon sourire. Ils comprenaient bien mon amitié et moi je voyais avec émotion quelque chose que je me surprends à nommer leur sainteté. Le poilu dans sa tranchée, c'est un paysan déguisé en guerrier, qui songe aux gens et aux choses de chez lui, qui n'a pas du tout le désir de manger tout crus le cœur et le foie du Boche, et qui tient toujours, pieds gelés et mains engourdies, et qui sent bien « qu'on finira par les avoir ».

Ces admirables survivants des premières hécatombes, qui tiennent avec une si magnifique endurance dans la boue des tranchées, sous

la pluie incessante des balles et des obus, savent pratiquer la vertu de patience avec une fermeté qu'on n'attendait pas de notre armée, et qui semble se rattacher aux qualités paysannes de notre race. Ils savent ou ils sentent que cette guerre est une guerre d'usure, qui se terminera au profit de celui des deux adversaires qui aura le mieux économisé et réservé ses forces. Ils ont appris que celui qui attaque imprudemment et sans préparation suffisante « le front inviolable » se brise contre une résistance meurtrière, hérissée d'obstacles presque insurmontables. Ils l'ont appris à leurs dépens et, Dieu merci! aux dépens des masses allemandes qui sont venues se briser contre nos défenses. Ils calculent que le temps travaille pour la cause des alliés.

Déjà, ce délai nous a permis de réparer des insuffisances de préparation matérielle. En outre, il nous a donné les occasions et le loisir de prendre sur l'Allemand une supériorité morale énorme.

Cette supériorité naquit à la bataille de la Marne, lorsque, dans un combat de manœuvre, c'est-à-dire dans les conditions les plus opposées au combat de tranchées, nous avons fait ployer sous notre choc et sous notre effort leurs masses, qui pourtant possédaient l'avan-

tage du nombre. Et puis, cette supériorité, nous n'avons pas cessé lentement de l'affirmer et de l'accroître dans les combats d'artillerie et les actions de détail, depuis que nous avons du 105 et des obus à grande capacité d'explosifs pour le 120.

Le poilu sait tout cela ; il le sait de la meilleure science, par son expérience quotidienne ; il le constate dans l'horizon qu'il embrasse depuis sa tranchée, et par une suite de faits qui composent sa vie périlleuse. De là son refrain, « qu'on finira par les avoir ».

On les aura, surtout si les civils tiennent bon.

Et comment devons-nous tenir ? Qu'est-ce que cette patience que l'on nous demande ?

On nous demande de ne pas nous impatienter. On nous demande, à nous, familles, à nous, commerçants et industriels, à nous, politiques, de ne pas peser sur les événements par des larmes, par des plaintes, par des critiques. Ces soldats prodigieux d'endurance, ces chefs qui, tous, ont fait leur sacrifice, ne redoutent qu'une chose, c'est que l'impatience de leurs amis et de leurs familles ne les presse de procéder à une offensive prématurée, par des attaques mal préparées.

Il suffit, camarades! Nous voilà prévenus.

Nous prendrons modèle sur votre constance, mérite bien pâle chez nous, et chez vous éclatant comme la pourpre de votre sang répandu. Jusqu'au bout, nous demeurerons ce que nous sommes depuis six mois : une nation rassemblée derrière le généralissime, et tout animée par un esprit qui, hier encore, éclatait dans cette phrase que me rapporte un ami :

« Je quitte, m'écrit-il, Mme X... et sa fille ; le fils vient de tomber au champ d'honneur. A la terrible nouvelle, la mère a dit à sa fille : « Taisons-nous, cachons notre peine le plus possible, afin de ne pas semer la tristesse autour de nous, car il y aura encore beaucoup de morts. »

Cela est bien beau. Et même, ce mot « tristesse », parce qu'il se tient dans l'ordre du sentiment, et qu'il donne ainsi la mesure de celle qui le prononça, est, dans sa maigreur, profondément émouvant. Saintes femmes, ce n'est pas seulement la tristesse que d'instinct vous voulez éviter de répandre autour de vous, c'est la raison publique que vous voulez protéger, prémunir contre la plus juste sensibilité. Vous discernez que si nous nous laissions amollir, la France, corps et âmes, serait jetée à terre, martyrisée, anéantie, et le sang des héros aurait coulé pour rien. Nous trahirions

nos morts. Il faut vaincre. Et déjà la victoire complète est visible au bout de notre patience.

Peut-être n'a-t-on pas marqué avec une suffisante vigueur le véritable caractère de cette guerre de tranchées où l'armée allemande s'est réfugiée, quand, poursuivie par nous, elle a repassé l'Aisne. Une telle décision est un aveu d'impuissance et de faiblesse, ou plutôt d'affaiblissement. Les tranchées, en effet, permettent à une armée de garder, d'une façon sûre, un front donné, avec un effectif égal au tiers de celui que nécessiterait la simple occupation sans tranchées. Il faut en moyenne un homme tous les deux mètres pour garder des tranchées, tandis qu'une ligne de bataille exige une densité moyenne de trois hommes par deux mètres... (ce qui ne signifie pas, bien entendu, que les hommes soient alignés dans cette formation de conception simpliste).

Les tranchées sont un expédient de génie qui permet aux Allemands de tenir tête, de la mer du Nord à la Suisse, et de Kœnigsberg à la frontière de Roumanie, aux Russes, aux Anglais et aux Français alliés. Mais les expédients sont, par essence, précaires.

Nous crèverons la ligne ennemie, quand le vainqueur de la Marne le décidera. Et là-dessus je reviendrai, je vous donnerai quelques-

unes des idées que connaissent tous nos soldats et qui réconfortent leur patience. Aujourd'hui, je voulais seulement vous répéter ce sur quoi nous sommes, n'est-ce pas, unanimement d'accord : que toute impatience serait, de notre part, la pire des fautes. Elle servirait les Allemands. Elle aurait pour résultat de mettre en péril la vie des soldats dans des opérations imprudentes, et de compromettre le succès final en voulant le cueillir trop vite.

Que tous ceux qui sont à l'arrière se le disent et le disent autour d'eux ; en manifestant et même en éprouvant de l'impatience, ils iraient contre la volonté des patients « poilus » qui, dans les tranchées, veulent et savent attendre pour être les maîtres de l'heure.

XXIX

L'IMPATIENCE DES BOCHES

5 Février 1915.

Hier, nous parlions de la « patience des Poilus ». Observons aujourd'hui l'impatience des Boches. Cette patience et cette impatience doivent également nous réjouir.

Sur terre, sur mer et dans les airs, depuis quelques semaines, les Allemands multiplient leur effort. Ils cherchent à tout prix un succès décisif et d'ailleurs ne l'obtiennent pas. Ils font rage, brisent leurs forces bien plus que les nôtres. Leur courage est grand, leur outillage merveilleux, leur incohérence plus grande et plus merveilleuse encore. Elle n'est égalée que par leur audace à mentir. Quelle colossale fanfare ils ont sonnée à propos de deux avantages, sans lendemain, qu'ils ont obtenus en gâchant le sang de leurs hommes, à Soissons et dans l'Argonne! Quel silence ils gardent sur les échecs que partout ailleurs, et sur ces points même, dès le lendemain, ils ont essuyés!

Ces vains mensonges et cette agitation leur nuisent immensément auprès des neutres. Chacun se demande la cause de cette fébrilité que le colosse traduit par ses vanteries et ses incohérences tactiques.

Pourquoi cette fièvre exaspérée, si frappante en regard de notre calme solide?

A cette question, nous sommes en mesure de répondre d'après des rapports certains. Les Allemands doivent se hâter, parce que le temps leur manque. Ils savent qu'ils ne peuvent pas durer. Ils avaient toujours prévu que

c'était pour eux une question de vie ou de mort de vaincre rapidement, et telle était leur orgueilleuse confiance dans cette rapide victoire qu'ils en proclamaient tout haut l'absolue nécessité. Mais voici que six mois de guerre ont passé, et avec une irritation qui tournera au désespoir, ils constatent que leur ravitaillement de nourriture et de munitions est compromis.

Je n'avance rien qu'en m'appuyant sur des faits officiels publiés par leur presse et qui présentent l'Allemagne comme une vaste place assiégée.

On y rationne le pain dans des conditions qui tendent presque à rappeler notre siège de Paris. Chaque personne est restreinte à deux kilos de pain par semaine, et non plus même de pain KK, comme ils disent, mais d'une composition où le blé n'entre que dans une proportion très inférieure à la normale. Le prix de la bière va être augmenté. On se préoccupe de fixer un prix maximum pour la viande et d'en réglementer la consommation. Il est question d'abattre tous les porcs, véhémentement accusés d'exiger, chacun, douze kilos de seigle par mois, tandis qu'un loyal Teuton se contente de neuf kilos. Encore un peu, l'Allemagne connaîtra les longues files

de ménagères faisant la queue à la porte des fournisseurs avec des bons de réquisition.

Dans quel délai, me dit-on, verrons-nous, ainsi transportées chez nos ennemis, ces images de Paris en 1870 ? Je ne prendrai pas sur moi de vous affirmer, ce que nous disent certains rapports, que cette crise totale de l'alimentation va se produire dans un mois. Mais, dès maintenant, il y a gêne, et les plus graves difficultés paraissent sur leur horizon, car leurs greniers ne sont pas approvisionnés de manière à attendre la prochaine récolte.

De la nourriture, si nous passons aux munitions, c'est la même difficulté. Les armements nouveaux de tous les belligérants consomment beaucoup plus qu'aucun état-major n'avait prévu. Nous, du moins, nous disposons de la liberté des mers. Et non seulement nous avons maintenu notre matériel et nos munitions, mais, en partie, depuis six mois, nous les avons créés. Au contraire, la gêne de nos ennemis grandit. Ils possèdent des usines formidables et, en dehors de Krupp, ils ont su organiser de nombreux ateliers. C'est entendu. Mais ils manquent de certaines substances indispensables à la guerre, que leur pays ne produit pas. Pour se procurer du cuivre, ils commencent à

faire démonter les fils électriques ou téléphoniques; ils ont rempli les trains avec toute la chaudronnerie de la Belgique. Ces expédients, qui ne les mèneront pas loin, prouvent que notre blocus devient surabondamment angoissant pour eux.

De tout cela, mon cher lecteur, nous avons déjà parlé, l'autre jour: mais si vous voulez connaître la situation dans toute sa clarté, prenez la *Revue des Deux-Mondes* du 1er février, et l'article de M. Louis de Launay, de l'Académie des sciences.

Les neutres ont enfin compris que leur intérêt n'était pas dans la victoire de l'Allemagne, ni dans la prolongation d'une guerre dont ils souffrent. La contrebande de guerre, qui, durant les premiers mois, avait tant bien que mal tiré d'affaire les Austro-Allemands, est dès maintenant réduite au minimum. Et ce ne sont pas quelques wagons dérobés à notre surveillance qui permettront le ravitaillement, militaire et civil, de nos ennemis.

Cette double disette rend compte de leur impatience, et justifie triomphalement notre patience. Disons-nous chaque soir : « Cette journée passée sans incident est une petite victoire française. » Et félicitons-nous s'ils attaquent. A l'est, à l'ouest, sur mer, dans le

ciel, qu'il fasse rage, le colosse! Qu'il batte avec violence les parois de sa cage! Que les masses compactes, que nous avons vues et anéanties sur l'Yser, se forment une fois encore, et, comme on l'annonce, remontent à l'assaut de nos défenses. Joffre, qui n'a jamais menti, qui n'a jamais exagéré, qui, toujours, par un noble scrupule, est tenté de diminuer l'exposé de nos avantages, Joffre-le-Véridique constate, chaque jour, dans ses communiqués, la supériorité de notre artillerie.

Leurs pertes insensées, les Boches dorénavant ne les combleront plus aisément. Tandis que nous, nous venons de renvoyer dans leurs foyers les classes 1888 et 1889, c'est-à-dire les hommes de 46 et 47 ans, eux les gardent et, bien plus, ils appellent les classes du landsturm 1886 et 1887, c'est-à-dire les hommes de 48 et 49 ans. C'est bien la preuve qu'à cette heure ils ont amené sur le front ce qu'ils avaient de valide et que les voilà au bout de leur rouleau.

Tels sont les résultats de leur impatience et de notre patience, d'où nous sortirons, à notre heure, pour les achever.

P.-S. — La Chambre aujourd'hui a voté la *Croix de Guerre*. Je laisse Garapon vous

donner le détail de cette séance sur laquelle je reviendrai et dont je sors profondément heureux du plaisir qu'auront nos vaillants soldats.

XXX

LE COUP DE BÉLIER FINAL

6 Février 1915.

« *La patience des poilus* » et « *l'impatience des Boches* » préparent de la manière la plus favorable pour nous le coup de bélier final.

Nous crèverons la ligne ennemie, il faut que le pays le sache bien, où et quand nous voudrons. Toute la question, c'est de savoir le prix que l'on veut y mettre.

Nous sommes commandés par de grands chefs calculateurs, qui tiennent en grand respect le sang des soldats. Le jour venu, ils réclameront les sacrifices que notre sublime armée offre à la patrie. Rappelez-vous l'ordre de Joffre pour la victoire de la Marne : « Il s'agit du salut du pays..., il faudra se faire tuer sur place plutôt que de reculer... Aucune défaillance aujourd'hui ne peut être tolérée... » Une fois de plus retentira cette grande parole,

et, de nouveau, nos armées se laisseront emporter vers les régions les plus hautes de l'abnégation. Mais soucieux, chacun à leur poste, d'économiser la vie des soldats, tout comme le général Joffre l'affirme, nos chefs laissent aux Allemands le système de décimer dans des combats qui ne peuvent pas avoir de résultats importants leurs plus braves unités.

Pour obtenir la plus complète victoire au meilleur compte, l'armée attend..... (1), autant de raisons d'ordre général que nous connaissons mal, et puis la fin de cette boue.

Il est difficile, à cette heure, de faire circuler les canons dans les labours, et vraiment impossible de manœuvrer l'organisme terriblement compliqué des armées, tant de caissons, de voitures, de trains, de parcs, de convois, et de ravitaillements, dans une pareille mélasse.

Si l'attaque est facilitée par les conditions de terrain et de température, par l'assèchement des voies et des champs; si elle est précédée de la prise de bases favorables et de débouchés avantageux, elle sera moins onéreuse. La dispute au sujet de morceaux de tranchées et de collines entre les deux armées n'a le plus souvent d'autre motif que la con-

(1) Supprimé par la censure.

quête de ces points d'appui. Attendons que le beau temps revenu nous donne la liberté de manœuvrer et de mettre à profit nos lentes et quotidiennes préparations.

L'apparente stagnation à laquelle nous sommes condamnés n'aura pas été sans profit. Elle donne à notre armée l'occasion et le loisir d'affirmer cette supériorité morale énorme que nous avons commencé de prendre sur les Allemands à la bataille de la Marne, lorsqu'en combat de manœuvre (juste l'opposé du combat de tranchées actuel) nous avons fait plier sous le choc et sous l'effort leurs masses numériquement supérieures. Les combats d'artillerie et les actions de détail l'accroissent, chaque jour.....

On n'affirmera jamais trop l'importance de l'instruction à la guerre ; il y a, sur le champ de bataille, entre le combattant instruit et le non instruit, la différence du bachelier à l'illettré dans un concours. C'est certainement l'armée française qui demeure le meilleur instrument de cette guerre, l'instrument de décision, et chaque jour que nous passons, pourvu que nous ménagions ses éléments les plus vaillants, la perfectionne.

A nous maintenant, civils, de nous appliquer à participer de l'esprit qui anime nos

chefs et nos soldats. Il y a là, surgissant de leurs âmes, une force qui complète leurs armes. Avec les pages de nos soldats, on écrirait dans cette boue et dans cette misère qu'ils nient, un livre aussi beau que le *Mémorial de Saint-Hélène* et comme lui immortel. Le Mémorial des Tranchées, cela ne tente personne? Cette énergie, qui est dans ces hommes et qui nous sert autant que peut nous servir le 75, entourons-la de nos respects et tâchons de nous l'approprier. Proposons-nous d'être patients comme nos poilus. Vraiment nous y aurons moins de peine!

La patience! Il n'y a que cela de vrai pour le moment.....

P.-S. — Des soldats français, pour la plupart faits prisonniers à Maubeuge, viennent de m'écrire de Wesel, en Prusse (sur le Rhin, au confluent de la Lippe). Ils me disent qu'ils ont organisé entre eux un groupe amical qui compte sept cents adhérents parisiens et que depuis trois mois ils assurent à ceux d'entre eux qui sont sans ressources une distribution hebdomadaire de pain et d'effets de lingerie.....

Leur lettre me donne les noms de ceux d'entre eux qui sont originaires du premier arrondissement. Je convoque leurs familles

pour ce samedi matin, 9, rue Sauval, à onze heures, et je tiendrai au courant toutes les personnes que la question intéresse.

XXXI

UN APPEL POUR LES INVALIDES DE LA GUERRE

8 Février 1915.

Donner aux braves une croix de bronze qui les désigne à notre reconnaissance et nous permette de les saluer, cela est bien. Mais ce n'est pas avec cette création que nous serons quittes envers nos défenseurs.

J'ai indiqué ici même toute la suite de nos devoirs, je n'ai pas cessé d'y penser avec mes amis. Occupons-nous, aujourd'hui, des invalides de la guerre, des mutilés et des amputés.

Quelle est, à cette minute, leur situation ?

Sortis de l'hôpital, après leur guérison chirurgicale, les voilà, pour le plus grand nombre, sur des béquilles, cantonnés dans des dépôts de convalescents. Ils y attendent que l'État leur fournisse un appareil et une pension.

Cette pension, ils ne l'auront pas avant la fin de la guerre.

L'appareil, ils vont l'attendre indéfiniment et impatiemment sur la paille des dépôts, et quand ils l'auront, ce sera un appareil rudimentaire, le plus souvent mal adapté.

Pourquoi ces insuffisances? C'est un examen que je n'entame pas. Le fait suffit. Appareil très médiocre et pension minime, cela nous trace notre devoir. Il faut que les patriotes interviennent et se préoccupent de collaborer avec les services sanitaires pour aider l'État et pour que soit payée la dette de la France.

En ce moment, l'esprit de gloire et de sacrifice, exalté par la vie commune des officiers et des soldats et par leur compétition d'héroïsme, fait accepter aux blessés, avec stoïcisme, les épreuves les plus terribles. Quelque gravement qu'ils soient atteints, s'ils tournent la tête, ils voient des tombes : s'ils prêtent l'oreille, ils entendent la plainte d'un blessé qui, entre les tranchées, ne peut être secouru. A l'hôpital, chacun trouve plus malheureux que soi. Mais la paix succédera à la guerre, dont les images s'affaibliront, et un jour, dans le recommencement universel, l'invalide, laissé à lui seul, pourra connaître la

désillusion et, s'il ne réagit pas, le découragement.

La paix ! Qu'elle sera cruelle à cette victime de la guerre, si nous ne l'aidons pas à y trouver sa place. Il est dur de se sentir anormal. Tout est pénible au mutilé, l'attention et l'inattention, la pitié et l'indifférence. Il pense comme les jeunes, ses camarades de naguère, et il ne peut plus les suivre. Il n'arrive pas à se plaire parmi les retraités d'âge parce qu'il a les goûts, les illusions et les sentiments d'une autre génération. Le mutilé risque d'être un solitaire, qui n'a pas le goût des thébaïdes.

Le remède à cette situation morale douloureuse, c'est le travail. Le blessé grave, l'amputé, le mutilé peut et doit travailler. Il le doit plus qu'un homme valide. Il le pourra si nous l'aidons.

Que les paysans retournent à leur terre natale. Ils la parcourront avec leur jambe de bois, aussi aisément que naguère ; ils pousseront la charrue de leur seul bras solide ; ils sèmeront avec le même geste et la même joie inconsciente ; ils sauront rapidement atteler, conduire, remplir tout leur office de cultivateur. Leur femme ne s'apercevra bientôt plus de leur geste anormal, les enfants ne songeront plus à s'étonner. Et l'ouvrier des villes,

comme son frère des champs, doit, lui aussi, retourner à l'atelier ou à l'usine. Continuant ainsi leur tâche, les uns et les autres oublieront leur disgrâce, qui n'existe, pour qui est capable d'agir, que par une faiblesse de caractère et une diminution de volonté.

Mais cela n'est possible que si nous leur choisissons et adaptons des appareils fabriqués sur mesure, qui soient ce que l'on peut trouver de meilleur dans le monde entier.

Quant aux mutilés qui ne peuvent songer à reprendre leur ancien métier, nous voulons leur ouvrir des ateliers spéciaux, où ces héros seront entre eux, et tout naturellement s'entr'aideront dans un travail commun, comme ils le font aujourd'hui dans les tranchées ou à l'ambulance.

Des travaux de bien des sortes peuvent être exécutés par les invalides. C'est affaire d'éducation. Et cette rééducation, nous la leur donnerons dans ces ateliers spéciaux, dont l'importance morale est aussi grande que l'importance matérielle.

Enfin, nous les placerons. Les grandes administrations publiques et privées, le commerce, l'industrie, les exploitations agricoles ont besoin de commis sédentaires. Que les blessés de la guerre soient préférés pour tous

ces emplois. Un vérificateur des douanes ou de l'octroi peut circuler avec une jambe de bois. Des jambes solides et un bras valide feront d'un soldat courageux un douanier, un agent des contributions pour la répression de la fraude. Et, je le dis en passant, il serait intéressant que, dès aujourd'hui, les emplois disponibles fussent conservés jusqu'à la fin de la guerre, et qu'on les réservât à tant de combattants qui auront perdu leur situation, et d'abord aux invalides. Mais c'est un point où je reviendrai. Et je m'en tiens dans cet article au dessin général de notre campagne.

Le principe est clair : il faut maintenir le moral des mutilés, et puis ajouter à leur pension un salaire professionnel normal. Il faut les mettre à même de travailler, et leur trouver du travail.

Précisons davantage. Nous venons à l'aide des soldats, dès la minute où ils sortent de l'hôpital militaire :

1° En leur donnant immédiatement un appareil perfectionné et bien adapté.

2° En les réadaptant au travail et en les rééduquant dans les ateliers et écoles professionnelles que nous créons.

3° En assurant leur placement dans les divers corps de métiers auquels ils sont propres.

Et, bien entendu, tous ces militaires amputés et mutilés que nous assistons, à qui nous donnons un appareil, à qui nous ouvrons une école professionnelle ou des ateliers, à qui nous procurons des emplois, gardent le bénéfice de la réforme, ne perdent aucun de leurs droits, soit à la pension de retraite, soit à la gratification.

Voilà le programme auquel nous travaillons depuis un long temps, que mes amis Jean Buffet, ancien inspecteur des finances, le professeur chirurgien Gaston Michel et le notaire Houot ont mis debout à Nancy : que, de son côté, avec ses moyens propres, le sénateur maire Herriot avait réalisé à Lyon, et qu'avec le docteur Tuffier nous venons de mettre au point à Paris, tandis que huit à dix centres s'organisent déjà dans les diverses régions militaires...

... Ah ! je sais bien que je vous dis tout cela en style de prospectus ; comment vous le dirai-je autrement ? Ni vous ni moi ne serions en peine de dégager ce que cette œuvre renferme de sentiment, mais ce n'est pas l'heure, et voici des semaines que nous dressons un règlement, d'abord avec mes amis de Nancy, et puis avec le groupe de Paris. Je le recopie avec amour, en me disant qu'il apportera, tel quel, du plaisir, de la tranquillité d'esprit à

des héros et qu'il complète de sa prose bienfaisante les grandes journées de poésie dont la France, jusqu'à leur mort, aux jours commémoratifs, saura les honorer.

Elle est debout maintenant, notre *Œuvre des Invalides de la Guerre*, notre *Œuvre des Mutilés des Armées de terre et de mer*, et bien solide, construite avec les meilleurs matériaux de science et de cordialité.

Tous les mercredis matin (et dès qu'il le faudra, chaque matin), les mutilés peuvent se présenter, 63, avenue des Champs-Élysées, ils nous trouveront tous. Ils y trouveront le docteur Tuffier et d'autres chirurgiens, tels que notre ami Thierry de Martel, et puis, à côté de ces savants, des hommes dévoués qui les conseilleront, se mettront à leur service pour toutes démarches.

Nous leur donnerons gratuitement les meilleurs appareils qui soient au monde, et des maîtres de la science les leur adapteront.

Et puis nous leur trouverons des places. J'ai reçu de tous les côtés des offres précieuses, notamment, bien entendu, des grands commerçants du centre de Paris, avec qui j'ai le plus de rapports, et, dès maintenant, nous nous affilions avec les chambres de commerce et les sociétés de travaux.

Tel est notre programme, déjà en cours d'exécution. Vous ai-je bien dit tout ce qu'il vous importe de savoir? Ne craignez pas de m'interroger. Je répondrai à toutes les lettres. Pour coordonner les sociétés de Nancy, de Lyon, de Paris et celles qui sont en formation, et pour les subventionner, nous avons fondé, comme je vous l'avais dit, une *fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer*. (Nous nous occuperons des Belges comme des Français, car c'est bien le moins que la France reconnaissante leur tienne lieu de patrie.) Le général Pau, le plus glorieux mutilé de 1870, a bien voulu accepter, à côté de moi, devant moi, qui lui suis fort reconnaissant, la présidence d'honneur de cette fédération. Le docteur Tuffier, dont la compétence s'impose, est notre président. Édouard Herriot, le docteur Mosny, Jean Buffet sont nos vice-présidents; Me Chenu, notre conseil; M. Philippe Vernes, notre trésorier...

Au nom de ces éminents collaborateurs, je demande au public de nous apporter son obole et d'aider la Fédération à secourir sur toute la France les invalides de la guerre.

Le général Niox et mon cher confrère et ami Frédéric Masson ont accepté de prendre

place dans le bureau de Paris, qui se complètera par un comité de dames, dont la présidente est Mme Edmond Archdeacon.

Je crois que tout est bien préparé ainsi, et je serai très reconnaissant à ceux qui voudront déposer leur souscription, soit à la caisse de l'*Écho de Paris*, soit plus simplement chez notre trésorier (Banque Philippe Vernes, rue Taibout, 29), et me permettre de publier ici leurs noms, pour qu'ils servent d'exemples et qu'ils donnent à nos défenseurs la sécurité. Nous connaissons leurs droits de héros et nos devoirs amicaux de Français.

XXXII

LES VOIX FRANÇAISES DE L'ESPAGNE

9 Février 1915.

Mlle Renée Lafont veut bien me communiquer, depuis Madrid, une enquête qu'elle a menée en mon nom auprès des écrivains espagnols, afin de savoir où vont leurs sympathies. On voudrait que notre journal, tout encombré, comme les routes de France, par les mouvements de la guerre, fît toute place

à ce beau cortège des grands noms de l'Espagne littéraire, avant qu'il se trouve une revue, un éditeur pour publier ce livre d'or. Du moins, que j'aie l'honneur d'accueillir, le premier, ces nobles déclarations, et d'en offrir la satisfaction au lecteur français.

Benito Pérez Galdós nous dit en termes émouvants :

Je suis malade, à moitié aveugle, je ne puis rien écrire longuement, mais je veux dire que je suis blessé si l'on doute de mon amour pour la France...

Nous avons même origine. Peu de temps après nous être battus, nous nous sommes donné la main.

Aujourd'hui que notre sœur est en guerre, continue Perez Galdós, nos cœurs sont avec elle et avec ses alliés, la Belgique, cette sainte martyre, et l'Angleterre, le pays le plus respectueux des droits du citoyen...

Si j'aime la France? dit l'illustre Vicente Blasco Ibáñez, ma conduite est la meilleure réponse. Pour soutenir la cause française, j'écris dans quatorze journaux d'Espagne et d'Amérique, et je publie par fascicules une histoire de la guerre.

...le fléau dont il faut se délivrer n'est pas seulement le militarisme prussien, mais encore toute la philosophie allemande contemporaine, cette philosophie de

la dernière heure, cette philosophie de la force représentée par les enseignements du professeur Treitschke et de son disciple, le général von Bernhardi.

» Je suis de ceux qui croient que les sciences et les arts, quand ils ne servent qu'à nous rendre pires, ne sont qu'une forme déguisée de la barbarie. Si le fait de combattre des nouveautés cyniques et odieuses s'appelle réaction, moi qui ai toujours passé pour révolutionnaire, je me déclare ami de la réaction. Car, fidèle aux vieilles idées que j'ai toujours soutenues, je demeure le défenseur de la vérité, de la liberté, du droit, et j'estime qu'il faut proscrire et extirper impitoyablement ces doctrines révoltantes, ces paradoxes abominables qui glorifient la guerre, la conquête, la force, la violence contre les faibles et y voient les seuls signes de la supériorité. La cause de la France est sainte...

Jacinto Octavio Picón estime

absolument nécessaire que les alliés laissent la Prusse dans un état d'infériorité telle qu'elle ne puisse jamais plus troubler la paix du monde. L'Angleterre libérale et la France républicaine qui luttent pour la Liberté et pour le Droit ont le devoir d'enchaîner la bête féroce.

Azorín, un des esprits les plus charmants et les plus brillants de l'Espagne, écrit une strophe d'amour à la gloire de la France :

... Elle est un fleuve clair et large, un paysage d'une verdure douce et touffue ; le petit restaurant que nous trouvons dans la campagne ou dans un village, et où une brave femme, propre et aimable, nous sert un goûter savoureux et délicat ; elle est encore un chemin large et plat, bordé d'arbres. Elle est un jardin de Le

Nôtre, un tableau de Chardin, C'est Montaigne dans sa bibliothèque aux murs ornés d'inscriptions savantes, c'est Villon et ses neiges d'antan. Pardonnez à un étranger de mêler ainsi vos grands noms. La France, c'est Sainte-Beuve, épris de la vérité, un peu trop sensuel, mais toujours curieux de visions intellectuelles. La France enfin, c'est l'ordre, la symétrie, la clarté, l'harmonie.

Pérez de Ayala donne une puissante démonstration de notre bonne cause dont je détache cette formule saisissante :

... Les Allemands, à les entendre, luttent pour un idéal : *l'Allemagne par-dessus tout*. Eh bien ! c'est un idéal semblable à celui du voleur dont le rêve est de trouver à portée de sa main des caisses pleines de richesses et de voir supprimer la police.

Pour Armando Palacio Valdés, l'orgueil de l'Allemagne voulant être la surnation est une maladie :

... Il est nécessaire d'en finir avec ce virus. L'Allemagne a besoin d'éliminer le venin qui la tue. Un épuisement salutaire..., voilà ce qu'il lui faut.

Cette guerre est un grand crime, dit M. Joaquín Dicenta, et c'est malheureux de voir que les internationalistes s'incorporent dans les armées en lutte. Mais

... la Serbie, la Belgique, la France, l'Angleterre et la Russie représentent, au milieu de cette tuerie, la cause de la justice et du progrès.

Les hommes politiques se sont défendus d'exprimer leur opinion à Mlle Lafont. Tout de même, ils la laissent voir.

J'éprouve et j'ai toujours éprouvé, écrit le comte de Romanones, la plus grande admiration et l'amour le plus enthousiaste pour la nation française.

Mes sentiments pour ce grand peuple auquel nous unissent des liens fraternels, ne sont un secret pour personne. Mais les devoirs du rôle politique dont m'a investi la confiance de mes amis, m'empêchent de faire précisément les déclarations que vous sollicitez.

Et j'imagine que j'ai le droit d'interpréter dans le même sens la réponse de M. Antonio López Muñoz, aussi bien que de me réjouir des réponses unanimes de MM. José de Armas, Waldo A. Insúa, José Francés, Antonio Zozaya, Carmen de Burgos, du compositeur Manuel de Falla, G. Martínez Sierra, et de M. Alberto Insúa, qui pour l'amour de la France s'est, lui aussi, employé à la réussite de cette belle enquête.

Je lis ces témoignages fraternels avec émotion. J'en remercie les artistes et penseurs espagnols. Qu'ils veuillent bien m'excuser si, pressé dans ma tâche quotidienne, et troublé par d'innombrables soucis, je ne les présente pas aujourd'hui, dans les termes qu'ils méritent, à mes compatriotes. Nous nous retrouverons, amis des jours dangereux, nous nous

serrerons les mains, au lendemain de la victoire française, et chacun chez nous se rappellera toujours que vous fûtes fièrement, bravement, à l'espagnole, les amis de nos soldats. Dès ce soir, ces voix de l'élite espagnole seront entendues et accueillies avec sympathie dans nos tranchées héroïques où combattent, coude à coude, nos prêtres et nos révolutionnaires, unis fraternellement pour barrer la route à des forces savantes et barbares qui voudraient écraser la civilisation latine. Vous le sentez bien, vous me l'avez fait dire, chacun avec votre sincérité et vos raisons, et quand même certains d'entre vous contredisaient mes pensées propres, je vous écoutais avec émotion et respect saluer un des visages de ma patrie.

Je sais que la grande majorité des hommes d'étude, dans votre noble nation, fait des vœux, chaque jour plus nombreux, pour la cause française. Comment n'êtes-vous pas encore unanimes? L'un de vous, dans cette enquête que je continue à feuilleter, écrit :

> J'ignore quelle est la cause de la France et je ne puis avoir à cet égard aucune opinion...

Eh quoi! Il ignore les titres, les droits, les devoirs, l'histoire et l'âme de notre patrie!

Il n'entend pas les cris de mort de la Germanie qui veut régénérer le monde dans le sang des Latins ! Je ne m'irriterai ni m'attristerai de cette effroyable indifférence d'un intellectuel. Je me dis que s'il savait pourquoi nous combattons, il nous aimerait, Et je suis content d'avoir pu donner une vue des raisons espagnoles qu'il y a de nous aimer. Pour les compléter, voici une lettre que m'avait écrite directement l'ancien recteur de Salamanque, Unamuno, où se trouve la plus belle formule de conciliation, faite pour réjouir des révolutionnaires et des catholiques. Vous ne manquerez pas de la remarquer au passage quand Unamuno oppose l'impérialisme allemand, avide de l'omnipotence matérielle, à la vieille ardeur espagnole pour la conquête du ciel. Et vous direz que c'est bien le génie même de l'Espagne qu'il s'agit de protéger, voire même de libérer, car, déjà, gêné par le germanisne, il respirait avec peine. Mais écoutez le savant et noble écrivain :

Cher ami, — car, moi aussi, comme mon ami et compatriote basque Ignacio Zuloaga, je veux nommer mon ami, vous, l'un des plus intimes représentants de la pensée française, — je viens de lire avec le plus grand plaisir, dans

*l'*Écho de Paris, *votre bel article sur les* Affinités franco-espagnoles.

Nous, les Basques, qui, chevauchant les Pyrénées occidentales, faisons le lien d'union entre l'Espagne et la France, nous sommes en état de comprendre mieux que le reste des Espagnols ces affinités. Gascogne, c'est la même chose que Vasconia. Et nous, les Basques, agrafe entre les deux peuples latins, nous sommes, de ce côté de la chaîne de montagnes, foncièrement Espagnols. On nous a même appelés l'alcaloïde du Castillan ! Qui mieux que Ignace de Loyola, un Basque, a étendu l'esprit espagnol sur toute l'Europe au XVIe *siècle? Et vous vous rappellerez aussi que l'abbé de Saint-Cyran, le vrai fondateur de Port-Royal et du jansénisme français, était un Basque. Et je retrouve son esprit, un esprit ibérique, dans ce Pascal que nous, les Espagnols, nous comprenons si bien.*

Oui, vous avez raison. En France on nous étudie. Et l'on s'efforce pour nous comprendre, ne nous traitant pas seulement comme des notes de bibliothèque dans la poussière des livres surannés.

S'il y a aussi dans votre patrie de ces pêcheurs de thèses, qui viennent en Espagne chercher une matière pour exercer leur virtuo-

sité technique d'érudit ou de philologues, ces pauvres hommes ont été germanisés dans les Universités qui ont souffert le joug du technicisme allemand sans âme. Ils sont donc des victimes de la Wissenschaft ! *La recherche ! la méthode pour la méthode, c'est-à-dire le chemin pour le chemin ! les petits faits ou faits divers de la science ! Ces pauvres hommes nous ont fait beaucoup plus de tort que les esprits généreux, intuitifs, clairvoyants, poètes enfin, qui ont compris l'Espagne comme vous, avec le cœur, avec la sympathie, et l'ont aimée, sans chercher ici de grenouilles ou de cobayes de philologue ou d'historien.*

Dans les livres de Dumas ou de Gautier sur l'Espagne, remplis de méprises, de fantaisies, de petites erreurs, il y a plus de vérité que dans n'importe quel gros in-folio doctoral d'un Wolff quelconque. Je me rappellerai toujours du livre de l'érudit bibliothécaire de Vienne sur la littérature espagnole, que je fus contraint de traduire pro pane locando, *et qui, si plein qu'il soit de notices exactes — jusqu'à la description externe et détaillée d'un codex — est cependant tout vide d'âme. Je ne veux rien dire de Prosper Mérimée, qui descendit profondément dans notre âme espagnole. Victor Hugo même, qui affectionnait l'espagnolisme, et qui*

disait des choses si drôles et si fantastiques sur l'Espagne, la comprenait, au fond, très bien, parce qu'il l'aimait.

Et voyez, mon cher ami, quand un Allemand a compris l'âme espagnole comme Schopenhauer ou Heine, — ce qu'a dit celui-ci de Don Quichotte est définitif, — il a été un Allemand... francisé.

Il y a des expressions que notre naturel pointilleux n'a pas su apprécier justement. On répète ici une phrase, une espèce de plaisanterie de Dumas : l'Afrique commence aux Pyrénées. Et j'ai dit maintes fois que c'est une phrase même flatteuse pour nous. Oui, je suis fier de l'africanité espagnole. J'aime mieux être un Africain de premier rang — comme saint Augustin ou Tertullien — qu'un Européen de huitième rang, comme n'importe quel spécialiste qui a trouvé un nouveau composé de chimie organique ou a fait une monographie sur l'imparfait du subjonctif dans le vieux dialecte de X...

Oui, je suis intéressé au triomphe de la démocratie, de la justice sur l'impérialisme de la force. C'est le sort futur de la personnalité humaine qui se joue à présent. Serons-nous les composants d'un peuple ou les sujets d'un État, et rien de plus? Je suis sûr qu'avec le triomphe des alliés, l'Espagne intellectuelle et morale se

libérera de ce pédantisme de la technique germaine qui nous envahissait et menaçait de nous suffoquer. Je suis sûr que refleurira la vieille culture latine, faite d'art et d'intuition, autant que de science et de logique, et que nous, les Espagnols, nous nous ferons entendre. Je sais sûrement qu'après la débâcle de l'impérialisme matérialiste en quête de l'empire mondial, on comprendra mieux notre vieil idéal espagnol, l'idéal de cette patrie des conquérants, des conquistadores, *la conquête du ciel, la conquête de Dieu. Et Dieu est tout pour nous. Et on comprendra aussi que dans ce monde nous savons tout entre nous.*

Je dois m'excuser d'oser vous écrire en un si mauvais français, à vous, un maître de votre belle langue et qui comprenez la nôtre, mais c'est pour vous mieux témoigner mes sentiments à l'égard de votre patrie. Je ne suis allé qu'une seule fois, et pendant très peu de temps, en France, quand j'avais vingt-cinq ans, — il y a donc de cela vingt-cinq autres années, — mais ma mère qui avait été élevée à Bayonne, m'avait fait apprendre, en mon pays basque, de très bonne heure, le français, et je peux dire que j'ai appris à penser par-dessus les patries, en français. Votre langue m'a ouvert, quand j'étais presque un enfant, l'humanité.

Je fais des vœux pour la victoire française.

Et vous, Monsieur, recevez, avec la gratitude d'un Espagnol, les salutations très cordiales de

MIGUEL DE UNAMUNO.

Salamanque, 14 janvier 1915.

Cette lettre est bien belle, bien pleine. Les hispanisants français, les maîtres comme Morel-Fatio, et les plus jeunes comme Henri Collet, l'auteur du *Mysticisme musical espagnol au XVIme siècle*, voudront la recueillir et la méditer, et je suis l'interprète de nous tous en remerciant Unamuno. Il nous montre où nous devons nous mettre pour en appeler à l'intelligence espagnole. A quoi bon nous tenir sur le plan où se jouent les parties politiques, où se déroulent ces querelles de radicaux, de conservateurs, de socialistes? Il est plus vrai d'aller jusqu'à la région des sources, et dans ces profondeurs spirituelles où nos deux nations s'unissent.

Un écrivain espagnol qui, depuis vingt ans, travaille à faire aimer la France dans son pays et en Amérique, Gomez Carillo, me disait l'autre jour : « Trois journalistes font dans *El Liberal* la plus belle et la plus sérieuse campagne de toute l'Europe pour la France et contre la culture allemande ; eh bien ! deux

d'entre eux ont fait leurs études en Allemagne et le troisième a traduit les philosophes allemands. » Ils sentent la gravité de l'heure et le péril de l'humanité. Je ne doute pas que toute cette élite, dont une heureuse fortune me fait aujourd'hui le correspondant et l'interprète auprès de mes compatriotes, ne détermine en notre faveur un courant au delà des Pyrénées. Peut-être le peuple espagnol a-t-il une tendance à regarder cette terrible guerre comme une course de taureaux. Il a été germanophile quand von Kluck, avec une ardeur insensée, poussait droit devant lui et courait se faire battre. Il est francophile, maintenant que Joffre domine la bête. A nos amis, là-bas, de multiplier les explications. Ils auront vite l'acquiescement général. C'est l'Esprit qui mène le monde.

XXXIII

UNE LOI NÉCESSAIRE

10 Février 1915.

Les Allemands ont commis d'odieuses violences partout où ils sont passés. Femmes, jeunes filles, religieuses sont à plaindre pro-

fondément, et ces attentats auront des suites dont il faut que le législateur s'occupe.

Quand je suis revenu de Lorraine, je crains de n'avoir pas assez dit le nombre des malheurs de cette sorte. A quoi bon ? Mais les mois ont passé, et voici qu'on me fait parvenir de divers côtés les plus douloureuses confidences. Laissons les tragédies privées, et toutes ces personnes brutalisées, pour qui le temps augmente l'épouvante ; je me borne à signaler des situations d'ensemble. A X..., il y a peu de jours, on a pris une tranchée aux Allemands. En se retirant, ils emmènent par le bras les femmes dont ils se protégeaient. Deux d'entre elles sont demeurées là, tuées dans le combat....

Cette vue vous suffit. Elle vous découvre un horizon d'horreur. Étendez aux départements du Nord, à toutes les régions occupées quelques jours ou longuement, ce que je vous indique des souffrances en Lorraine. Quelqu'un, après m'avoir énuméré des noms, des cas, des familles et des villes, m'adjure de prendre en main la cause de ces pauvres femmes. « Voyez combien de familles risquent d'être troublées pour toujours. Il est digne de vous d'écarter ces malheurs, et d'épargner à la Lorraine la souillure du sang allemand imposé. »

Que va-t-il advenir ? Réfléchissons-y, tous ensemble. Il n'y a pas moyen pour le législateur d'ignorer plus longtemps cette situation.

Sous le régime de nos lois, l'enfant issu de ces crimes viendra prendre sa place au foyer et sa part dans l'héritage. Et alors même que le père de famille, mobilisé depuis plusieurs mois, serait en situation légale d'intenter une action en désaveu de paternité (procédure lente et coûteuse), l'enfant aura des droits contre sa mère.

Dans notre région lorraine, le peuple croit fermement que le Gouvernement va faire tuer ces intrus. Il y a plus, des femmes ont prévenu le maire de leur village qu'elles se chargeraient de cet acte. Quel jury les condamnerait ? Mais qu'elles gardent et élèvent ces enfants imposés, songez-vous à l'existence qu'ils mèneront ?

Qu'ils soient voués au martyre, c'est inadmissible, et ce n'est pas admissible non plus qu'ils prennent d'autorité une place dans la famille ? Que faire alors ? Il y a là un problème auquel le Parlement ne peut pas se dérober.

Je propose à mes collègues une loi de circonstance établissant que dans les pays

envahis les femmes victimes de violences pourront (je dis *pourront*) demander au maire d'inscrire l'enfant issu du crime comme né de père et mère inconnus.

Cette intervention du maire serait une garantie. L'enfant *pourrait* être remis ensuite à l'Assistance publique, et ainsi disparaîtraient les traces de ces souillures, autant qu'il est humainement possible de les effacer, et dans la mesure où les familles le voudraient.

Mais, dira-t-on, c'est un surcroît de charge pour l'Assistance publique.

Petite considération, puisqu'il y a là pour l'État, pour nous tous, un devoir, mais qui m'amène à mon second point.

L'armée allemande est merveilleusement disciplinée et, jusqu'à présent, elle n'a pas échappé à ses chefs. Voilà un fait ; et un autre fait, c'est que la doctrine militaire allemande prévoit certaines circonstances où elle conseille et justifie le crime. C'est par ordre de l'officier que le soldat tue, mutile ou violente.

Quand je suis allé à Montmirail, peu après que les Allemands en avaient été chassés, on m'a raconté qu'un de leurs soldats avait porté la main sur une petite fille et que, son grand-père étant intervenu pour la protéger, la brute avait tué le vieillard et l'enfant. Mais, séance

tenante, la justice militaire avait saisi le misérable et l'avait fusillé. Je ne retiens donc pas ce crime à la charge des chefs allemands. Par contre, comment des femmes seraient-elles maintenues esclaves dans les tranchées sans l'autorisation des officiers ?

La caste des officiers allemands porte la responsabilité des crimes commis. S'il n'est pas possible, dans la plupart des cas, d'établir une pénalité individuelle, on peut infliger un châtiment collectif et prélever, après la paix, une amende sur les biens de tous les officiers allemands pour constituer le fonds des bâtards du crime.

On poserait ainsi, pour la première fois, le principe de la réparation due aux victimes par les chefs de leurs bourreaux. Ce principe pourrait être étendu aux mutilations d'enfants, aux assassinats, aux incendies et au pillage.

Dans mon esprit, cette punition collective ne doit pas empêcher la recherche et le châtiment des coupables pour leurs fautes personnelles, et je prie, dès maintenant, ceux qui le peuvent, de m'aider à dresser le livre des assassins et des voleurs de l'armée allemande. Mais il conviendra de frapper rudement la noblesse allemande, qui se confond avec la caste des officiers. Et, de même qu'elle

s'est dépouillée de son honneur, il y a lieu de la dépouiller de ses biens pour en faire une race de parias.

P.-S. — Quand nous parlons des infamies allemandes, tout naturellement, je songe aux qualités généreuses du cœur français, et je saisis l'occasion de reprendre dans mes dossiers deux lettres que je me reprochais de n'avoir pas signalées, dans le premier moment, vers la Noël dernière. J'en ai bien remercié à cette date les auteurs, mais je prie qu'ils me permettent de les publier, car elles ont une valeur émouvante d'exemple.

Les sergents de la 5e compagnie du 78e régiment d'infanterie m'écrivaient :

... Nous ne sommes que de modestes sous-officiers, nous voudrions quand même faire connaître à nos vaillants frères belges nos sentiments de sympathique admiration pour leur héroïque conduite. Leur chère patrie a encore plus souffert que la nôtre. Nous voudrions qu'eux aussi aient leur Noël. Aussi joignons-nous à notre lettre une petite somme de cinquante francs, que notre cœur voudrait moins modique. Bientôt, nous l'espérons, et nous le savons, la Belgique et la France, que nous confondons dans un même amour, seront complètement libérées...

Je n'avais pas le droit de laisser ignorer à nos héroïques amis les Belges de tels sentiments fraternels, qui remplissent nos tran-

chées. Et je n'ai pas davantage le droit de garder pour moi seul l'émotion que donnera aux lecteurs cette autre lettre que je reçois des ouvriers mineurs de Rochebelle (Gard).

... Nous sommes mineurs, habitués aux travaux les plus rudes, et à ce titre, il semble que nous devons être insensibles à bien des misères, mais des cœurs français restent toujours sensibles.

Nous aussi, comme nos chers enfants, nous avons voulu mettre en tas nos pièces de dix centimes, et nous vous adressons sous ce pli le produit de notre souscription.

Ci-inclus, quatre cents francs qui sont le produit de la souscription des employés et ouvriers des houillères de Rochebelle...

Ceux qui pensent à de telles offrandes et qui se privent pour satisfaire des sentiments de cette délicatesse sont tout de même autre chose que des Boches. Quand je compare les uns aux autres, j'ai de la peine à comprendre qu'un écrivain, que M. Th. Ruyssen, professeur à l'Université de Bordeaux, écrive dans la *Voix de l'Humanité*, journal de Lausanne, que je « plonge ma plume dans la boue, la bile ou le venin », parce que (c'est la preuve qu'il en donne) j'ai traité de « sale race » ces Allemands sur lesquels le rapport officiel des atrocités nous édifie ! Ah ! mon pauvre monsieur Théophile Ruyssen, vous n'êtes pas un garçon de bon sens.

XXXIV

RÉCHAUFFONS NOTRE PROPAGANDE

11 Février 1915.

Je suis frappé par une des lettres que m'ont values mes articles sur l'Espagne.

« J'ai un ami à Barcelone, m'écrit un lecteur. Il est fils d'un riche industriel. Je l'ai connu au collège de Reims où son père l'avait placé pour qu'il apprît le français. Une solide amitié d'enfance s'est formée entre nous, que les années n'ont pas affaiblie. Mon ami aime la France. Il m'a écrit pour me dire son horreur et son deuil devant la destruction de la cathédrale de Reims. Mais voici une nouvelle lettre de lui où il me prie de lui dire bien franchement les origines du conflit. Il admet au fond de son cœur que nos ennemis pourraient avoir le bon droit pour eux. Il est assailli d'arguments allemands et il ignore nos raisons... Notez que cet Espagnol n'est plus un jeune homme. Il a trente-sept ans ; la mort de son père l'a placé à la tête de très nombreux ouvriers et d'affaires impor-

tantes. Il me demande de lui donner quelques articles ou brochures où les arguments, les raisons, le bon droit de la France soient exposés. Pouvez-vous me les indiquer afin que je les lui expédie? »

Cette lettre est toute banale. Elle n'en a que plus de force. Le problème est ainsi très bien posé. Les neutres, travaillés et troublés par la propagande allemande, ne savent pas trop où se mettre en communication avec notre pensée française.

La propagande allemande a été déchaînée dès le premier jour d'août, automatiquement. Parmi les engins de guerre, il y a les écrits. Nos ennemis ont ouvert des ateliers de mensonge à côté des ateliers de Krupp. Ils y ont installé leurs professeurs. Ils y ont fabriqué une extraordinaire artillerie idéologique, si j'ose dire, et des arguments de tous calibres. L'Université allemande s'est mise à arroser les pays neutres avec une prodigalité colossale. C'est toujours le même esprit de méthode, dans la préparation à la guerre. L'Allemagne a acheté des journaux. Elle en a créé. Ainsi les *Hamburger Nachrichten* ont depuis août une édition indépendante en espagnol. On me cite encore, comme un exemple entre mille, que les Allemands éta-

blis à Honduras ont pris l'initiative de publier une feuille d'informations. Chaque semaine, de Berlin, partent d'innombrables tracts périodiques. J'en ai un sous les yeux. Il est rédigé en français et intitulé : *Renseignements explicatifs sur l'Allemagne et sur la guerre.* Avec des sous-titres : *Comment se sont alliés les ennemis de l'Allemagne; Violation de la Convention de Genève par les troupes françaises*, et puis deux articles d'actualité, l'un pour prouver *la puissance financière de l'Allemagne*, l'autre exposant *la situation militaire*. Ces feuillets très nets, très audacieux, très mensongers, sont traduits dans toutes les langues, et il semble que la poste allemande les glisse d'office autant qu'elle peut, dans toutes les enveloppes qui lui passent par les mains.

Que faisons-nous pour nous défendre et pour riposter? Cet Espagnol de Barcelone veut qu'on le lui dise, et tous, nous devrions savoir où nous procurer des armes. Je suis allé en causer avec mon ancien collègue, M. Étienne Fournol, esprit sérieux et savant, qui s'occupe activement et quasi-officiellement de cette partie importante de la défense nationale.

M. Fournol m'a montré le *Bulletin des Français résidant à l'étranger*. C'est un cahier,

vendu 10 et 15 centimes, paraissant à 10 ou 20.000 exemplaires, tous les quinze jours (5 et 7, rue des Beaux-Arts, Paris). M. Fournol le dirige; il y publie surtout des documents bien choisis, pour que les Français établis à l'étranger aient le moyen de répandre autour d'eux la vérité. Déjà la colonie française de Madrid a pris l'initiative de publier en espagnol une traduction ou adaptation de ce *Bulletin* (Paseo del Prado. 20, Madrid).

M. Fournol m'a recommandé, en outre, une brochure vendue au prix de 50 centimes : *43 ans de politique pacifique et conciliante envers l'Allemagne*.

Après avoir causé avec mon ancien collègue, j'ai vu mon confrère Rebelliau, de l'Institut, qui m'a remis les *Bulletins de l'Alliance française* (186, boulevard Saint-Germain), qu'il rédige avec MM. Lévy-Bruhl, Edmond Huguet, Léo Meillet. Ce sont des petits cahiers paraissant tous les quinze jours depuis la guerre, en espagnol, en portugais, en hollandais, en danois et en anglais pour les États-Unis. Chacune de ces éditions est tirée à 4 ou 5.000 exemplaires. « On nous demande avec instance, me dit M. Rebelliau, de faire une édition italienne et une allemande pour

la Suisse allemande. Mais quelque chose nous manque... » Je signale la situation à l'inépuisable générosité des lecteurs de l'*Écho de Paris*.

Est-ce tout? Non. Sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris, et sous la présidence de Lavisse, un comité de publication, *Études et documents sur la guerre*, s'est formé. Il vient de publier, depuis le 1er janvier, trois brochures, que j'ai entre les mains, et qui vont être traduites et répandues à travers le monde. *Les Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, par Joseph Bédier, du Collège de France. *La Violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne*, par André Weiss, membre de l'Institut et professeur de droit international à la Faculté de Paris. Enfin *Qui a voulu la guerre? Les Origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*. Voilà trois brochures excellentes, qu'il faudrait que je commente, l'une après l'autre, en trois articles. Mais vous profiterez plus à les acheter qu'à me lire. Vous les trouverez, pour 50 centimes chacune, à la librairie Armand Colin, boulevard Saint-Germain.

Et, dans la même série, nous allons avoir une brochure de M. Andler sur la *Doctrine*

allemande de la guerre ; une autre, de M. Lavisse, sur les *Atrocités.*

Me permettez-vous de donner en trois mots mon opinion? Chacune de ces publications est excellente, mais l'ensemble est encore trop mince et un peu morne. Oh! pour la qualité de fond, c'est incomparable. Du sérieux, nul charlatanisme. Toutes ces pages de propagande, sans une exception, ont voulu éviter les défauts qui déshonorent à cette minute l'intelligence allemande. Les mêmes énormités que l'agence Wolff prodigue, la librairie allemande les recueille et cherche à les accréditer par millions à travers le monde. Ces mensonges, semés chaque jour avec une prodigalité inouïe, ont fini par soulever en tous lieux une espèce de dégoût. Nos articles, nos tracts, nos petits livres sont documentaires et vrais. Peu à peu, nous recueillerons le bénéfice de notre discrétion.

Voilà ce qu'on me dit. Et il y a là beaucoup de vrai. Mais, tout de même, craignons d'être mornes et grisâtres. Nous ne le sommes pas ; notre propagande a les couleurs qu'il faut : j'aurais tort de déclarer ces publications peu visibles, mais elles devraient être mieux placées sous notre regard et sous le regard des neutres. Le fameux *Livre Jaune*, le *Rapport sur*

les atrocités sont matériellement mal présentés, mal édités. Et puis, nous sommes en présence d'un fait : cet Espagnol et ce Français dont je vous parle au début de cet article, et qui pleins de bonne volonté, l'un et l'autre, ne savent où trouver les arguments français...

J'ai écrit ces lignes pour les renseigner. Je suis sûr qu'elles serviront à bien d'autres. Il faudrait mettre un peu de flamme, beaucoup de flamme dans cette propagande pour la France et pour la civilisation. Employons-nous à réchauffer ce coin de la bataille. Il a son importance. Et que ceux qui ont besoin de renseignements, surtout s'ils habitent l'étranger, ne se gênent pas pour s'adresser à moi, je leur ferai répondre et les documenterai.

P. S. — J'ai reçu de l'éminent directeur de « l'Institut français de Madrid » une lettre qui répond à l'un de mes derniers articles, et qui se rattache à cette question de la propagande française chez les neutres. M. Mérimée n'accepte pas l'interprétation que je donnais de sa pensée. Ai-je besoin de dire que c'est à lui de se définir, et que j'accepte avec empressement sa rectification d'un portrait rapide, au travers duquel, d'ailleurs, la censure avait fait des siennes avec une joyeuse allégresse, (qui sauve les affaires du pays, j'en suis convaincu, mais qui rend impossible toute explication claire.) La dernière fois, la censure a sabré la

lettre de M. Mérimée. Puisse-t-elle aujourd'hui !... Mais, lisez, la voici :

Toulouse, 5 février 1915.

Monsieur,

Voulez-vous me permettre encore un mot, que rendent nécessaire certains passages de votre bel article sur la Propagande en Espagne ?

Vous me supposez « radical ». Je ne suis qu'un simple républicain, très libéral et très français. N'ayant jamais fait de politique en France, je n'éprouve nul besoin d'en faire maintenant à l'étranger. Quand je passe la frontière, je n'ai aucun bagage suspect à dissimuler ou à laisser à la consigne. C'est le seul intérêt de la France qui nous touche, mes collaborateurs et moi. Et nous ne distinguons pas entre les diverses Frances; nous les aimons, nous les enseignons toutes, celle de saint Louis et des Croisades, comme celle de Jeanne d'Arc, celle de la Renaissance ou de Louis XIV, comme celle de la Révolution. Mais nous ne pouvons admettre, comme nos adversaires actuels nous en somment impérieusement, que le rôle de la France finisse avec Louis XVI. Nous estimons au contraire que c'est à partir de ce moment qu'elle a écrit quelques-unes des

plus belles pages de son histoire, et qu'elle a été le plus fidèle à sa mission traditionnelle, qui est de défendre le droit, la justice, la liberté, comme elle fait encore à l'heure présente. Ce n'est qu'en déchirant ces pages, en désavouant la France qui les écrivit, que nous pourrions rentrer en grâce avec cette catégorie d'adversaires. Cela, nous ne le ferons jamais. Et c'est pourquoi je répète qu'il faut qu'on nous prenne tels que nous sommes. Certes, notre histoire est assez large, assez riche d'humanité pour que chacun y trouve les raisons qu'il préfère de l'admirer. Ces raisons, nous sommes les premiers à les fournir impartialement, mais je ne crois pas que ce libéralisme nous oblige à dire en même temps à ceux qui aiment la Révolution : Vous avez raison; et à ceux qui préfèrent Joseph de Maistre : Vous n'avez pas tort. Une neutralité qui irait jusqu'à cette indifférence superbe ou à ce scepticisme raffiné, mériterait sans doute un autre nom.

Cela dit, je ne fais aucune difficulté à reconnaître que ni nos amis (cela va de soi) ni même beaucoup de nos adversaires ne nous en demandent tant. Que s'il s'agit de montrer que ces amis sont nombreux, à la bonne heure, j'en suis! Et quant à mes sentiments personnels à l'égard de l'Espagne, de toute l'Espagne, celle

d'autrefois et celle d'aujourd'hui, ils savent, je l'espère, à quoi s'en tenir. En vérité, je serais bien malheureux si, après avoir je ne dis pas tant fait, mais du moins fait en conscience ce que j'ai pu pour faire mieux aimer la France par les Espagnols et l'Espagne par les Français, j'allais passer pour un ami maladroit ou un sectaire dangereux.

Et savez-vous, pour terminer, le rêve que je caresse? C'est qu'à l'un de vos prochains voyages dans cet admirable pays que vous aimez et qui vous le rend, vous nous fassiez le grand honneur de venir expliquer vous-même à notre public de l'Institut français, ce qu'est la France, et pour quelles multiples raisons il faut l'aimer. Cela, nous nous efforçons de le faire de notre mieux, croyez-le bien; mais si quelque jour vous acceptiez mon rendez-vous, et veniez nous aider, combien notre tâche patriotique deviendrait plus aisée!

Veuillez agréer, monsieur et illustre maître, l'assurance de mes sentiments respectueux.

E. Mérimée,

Directeur de l'Institut français de Madrid, pour l'Université de Madrid.

XXXV

LE STIMULANT

12 Février 1915.

On a souri d'une audacieuse petite phrase que le gouvernement vient de mettre dans une note très heureuse qu'il communique à la presse. Le gouvernement annonce qu'il va s'occuper plus attentivement encore de nos héros, de nos soldats mutilés par la guerre et leur ouvrir des ateliers de rééducation. « Les soldats mutilés, nous dit-il, seront, après l'achèvement du traitement médical et chirurgical, envoyés dans une école nationale où ils seront pourvus des appareils que leur état rendra nécessaire, puis soumis à une éducation fonctionnelle ». Bravo ! ministres ; c'est notre programme même. Programme immense, hélas ! et l'État, en acceptant six à sept cents mutilés dans la maison de Saint-Maurice, allège notre tâche et s'assure les félicitations de tous. La petite chose pour rire, dans un si grave sujet, c'est quand la note gouvernementale nous dit sans broncher :

« Cette création du ministre de l'Intérieur n'empêchera pas l'initiative privée qui s'est déjà exercée en ce sens de continuer son œuvre. Au contraire, l'institution nationale servira de *stimulant* pour toutes les œuvres particulières fonctionnant déjà... »

C'est très gentil, cette vieille madame l'Administration, qui arrive après tout le monde et qui dit, un peu essoufflée : « Moi, mes enfants, je marche par derrière pour vous entraîner et vous donner l'exemple... »

Nos ministres nous stimulent. Nous ne serons pas des ingrats. A notre tour de les stimuler. Veulent-ils que d'une manière exacte et schématique je leur précise comment fonctionne leur service des mutilés. A m'écouter, ils comprendront qu'il y a pour l'État quelque chose de plus pressé, de plus nécessaire encore que d'ouvrir cette maison (excellente pourtant) de rééducation.

Voici la note rigoureusement vraie sur laquelle j'ai établi toute ma campagne d'articles. Lisez-la avec soin :

Les amputés qui sortent des hôpitaux guéris au point de vue chirurgical ne sont pas, pour la plupart, pourvus d'appareils prothétiques ;

Soit que les hôpitaux auxiliaires dans les-

quels ils ont été traités n'en possèdent pas;

Soit que les demandes réglementaires d'appareils adressées par les hôpitaux militaires ne reçoivent satisfaction qu'après plusieurs mois.

Les appareils délivrés, lorsqu'ils le sont par l'autorité militaire, sont des appareils simples, un peu rudimentaires. le plus souvent mal adaptés.

Les amputés, trop souvent sans appareils prothétiques, sont envoyés en congé de convalescence, en attendant la liquidation de leur pension de retraite.

Telle est la situation à laquelle, tous, nous sommes préoccupés de remédier. Par certains côtés, elle ne saurait être améliorée que du fait du gouvernement. Il nous est possible, à nous, particuliers, de donner aux amputés des appareils excellents et de leur trouver des emplois dans des industries privées, mais ces malheureux se plaignent de n'obtenir ni réforme, ni pension avant la fin de la guerre. Ils sont envoyés dans un dépôt de convalescents, ou bien en congé de convalescence sans solde. A cela, ni vous ni moi nous ne pouvons pas grand'-chose. C'est l'affaire de l'administration. Me permet-elle d'appeler là-dessus son attention

bienveillante? Je voudrais qu'elle comprît et qu'elle prît en considération des lettres modérées et douloureuses pareilles à celles-ci que je prends dans mon courrier du jour :

Monsieur Barrès, j'ai l'honneur de vous écrire une lettre et en même temps pour vous faire savoir que je suis amputé du bras droit.

Je vous serai très reconnaissant si vous vouliez bien me faire réformé avec pension, car voilà deux mois que je suis guéri et j'attends toujours que l'on me réforme afin que je puisse retourner chez moi.

C'est comme on me laisse sans bras. Depuis deux mois, on aurait pu me procurer un bras articulé.

Aussi j'espère que vous pourrez satisfaire le service que je vous demande.

Cette lettre est pénible, mais l'ensemble des efforts privés et officiels est satisfaisant. Notre groupement est à même de rendre service en partie à ce brave soldat, et je vois que l'administration est elle-même dans un tel état que, loin d'avoir besoin de stimulants, elle en offre.

Au reste, en regard de cette plainte, il faut que l'on entende une voix de consolation. Vous avez lu cette lettre d'amputé, lisez maintenant une lettre qui se rapporte à une souscription que nous avons insérée dans notre première liste. Les braves gens qui vendent en plein air, contre un mur, contre un pilier, dans une

petite voiture, tout au long de la rue de Rivoli, se sont cotisés, et m'ont fait parvenir 87 fr. 50 en pièces de 20 sous et de 10 sous. Ils sont quatre-vingts environ, et s'intitulent : « Les marchands forains tolérés de la rue de Rivoli. » Leur liste se termine par ces mots touchants : « Avec nos vœux pour le succès de toutes les armées alliées pour le droit et la liberté. » Elle est signée « pour tous les camarades » par Ragon Lucien, Draye et Léon Lemmens. J'envoie le remerciement cordial de l'Œuvre des mutilés à ces bons Français, et je serai content s'ils veulent, samedi matin, 9, rue Sauval, venir me serrer la main.

Une démarche si gentille est un signe. Un tel élan des souscripteurs, une approbation si profonde ne laissent pas de doute sur l'importance des services que sera en mesure de rendre notre *Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer.* D'ailleurs, que nos souscripteurs, c'est-à-dire nos collaborateurs, entrent se renseigner et causer au 63 des Champs-Élysées, dans la maison où la comtesse René de Béarn nous loge généreusement. Ils seront émus par l'utilité de leur œuvre. Déjà, à la suite de mon dernier article, il s'est présenté là un

nombre tel de militaires blessés que nous avons été exactement débordés. L'éminent docteur Tuffier et un personnel médical suffisamment nombreux seront de permanence le lundi et le vendredi, dès 8 heures du matin. Mais nos dévoués secrétaires généraux conseillent aux mutilés, pour qu'ils évitent une longue attente possible dans nos bureaux, de faire une demande à la suite de laquelle ils seront convoqués à heure fixe.

Plus encore que l'excellente intervention du gouvernement, ce qu'il y a de stimulant pour les initiatives privées, c'est la conviction d'être utile.

P.-S. — Je n'ai pas fait le tour du grand sujet que j'abordais hier : *Réchauffons notre propagande chez les neutres*. J'y reviendrai. Il me vient à l'esprit que j'aurais dû signaler la collection de *Pages actuelles*, publiée chez Bloud. On y retrouvera l'admirable *Lettre Pastorale du cardinal Mercier*, que l'*Écho*, d'ailleurs, a publiée, et une douzaine d'excellentes brochures à un franc. Et puis voici un mot de René Doumic, que je m'empresse de mettre sous les yeux de mes lecteurs :

Paris, le 11 Février 1915.

Mon cher Confrère et Ami,

Dans votre article de ce matin : « Réchauffons la propagande », vous indiquez, avec toute la clairvoyance de votre patriotisme, ce que devrait être notre propagande chez les neutres, et vous rappelez les efforts déjà faits quasi officiellement.

Permettez-moi de vous signaler une œuvre d'initiative privée qui vous semblera sans doute mériter d'être recommandée aux bonnes volontés qui pourraient se grouper autour d'elle.

La Société des Conférences, grâce au concours de la *Revue hebdomadaire* et d'amis généreux, fait traduire *en onze langues* et expédie *dans tous les pays neutres* ses conférences de cette année sur l' « Espérance française » et sur les « Villes martyres ». L'abbé Wetterlé y a déjà parlé de l'Alsace, Frédéric Masson de la Pologne, Fernand Laudet des responsabilités de la guerre. Mgr Marbeau parlera de Meaux et Mgr Baudrillart de Louvain. Nos confrères de l'Académie, Hanotaux, Donnay, Capus, le marquis de Ségur, Richepin, d'autres, tels que André Michel, Gaston Deschamps, Bellaigue, Beaunier, y exprimeront la pensée française avec tout leur cœur et tout l'éclat de leur talent. Nos premières conférences sont traduites et vont être expédiées.

Vous ne voudrez pas, j'en suis sûr, que l'effort de ces bons Français soit passé sous silence, et vous nous aiderez à signaler notre œuvre, comme vous avez fait pour les autres, afin que de si nobles paroles aillent partout soulever la conscience universelle.

Croyez-moi, mon cher confrère et ami, votre tout dévoué.

René Doumic.

XXXVI

LABOREMUS

13 Février 1915.

Depuis quelques semaines, la censure rend ma tâche à peu près impossible. Il n'est guère de jour qu'elle ne supprime ou ne dénature mes feuillets. Il me serait aisé, je crois, d'établir qu'elle n'a pas toujours raison. Je n'y insiste pas. Pour nous départager, il faudrait que l'on connût ce qu'elle coupe. Mais elle défend au *Patriote des Pyrénées* de reproduire un article *Premiers résultats pour les invalides* qu'elle a autorisé dans l'*Echo de Paris*. Est-ce soutenable ?

La censure m'interdit de parler du remboursement que l'on demande aux officiers malades traités dans les hôpitaux en temps de guerre. Je vais transporter mon petit article, sous forme de question écrite, au *Journal officiel*. Il y paraîtra ce qu'il est, une observation d'ordre administratif, un peu mince, mais intéressante, en tout cas, ne pouvant rien casser, rien irriter. Si le gouver-

nement me dit que mon exposé offre le moindre inconvénient, je m'inclinerai aussitôt. Viviani m'a demandé de renoncer à ma proposition d'une fête nationale en l'honneur de Jeanne d'Arc ; je lui ai dit à mi-voix : « Je ne vous comprends pas », et à haute voix : « Brigadier, vous avez raison. » C'est mon refrain. J'approuve le principe de la censure, j'excuse ses erreurs inévitables d'application. Brigadier, vous avez raison. Mais qu'elle m'évite les brimades. Et depuis quinze jours, bien probablement, c'est un système de vexations.

Eh bien ! je ne serai pas vexé. Laissons tout ce qui ressemble à des récriminations. Arrangeons-nous des empêchements. Le but des articles que l'on me supprime est de remédier à certains défauts de la chose publique et de servir des Français qui, depuis la tranchée, ne peuvent pas veiller sur leur famille. Tâchons d'attendre ce résultat sans articles de journaux. Parfois, des critiques que l'on m'empêchait de mettre sous les yeux du lecteur ont tout de même renseigné, averti le ministre pour le compte de qui on les supprimait. Je vais en revenir au système des rapports écrits, adressés aux services compétents. Par là, j'éviterai de

mettre dans la discussion publique des erreurs ou, si vous voulez, des problèmes que le gouvernement croit devoir envelopper de silence, et pourtant je servirai les intérêts nationaux.

A cet effet, dès aujourd'hui, je presse une organisation dont je parlerai à mes lecteurs et qui, loin de toute idée de parti, pour le seul bien de la défense nationale, en collaboration avec l'État, élargira, étendra à des sujets plus nombreux ce que j'ai essayé de faire pour les allocations, pour les services sanitaires et pour les questions alsaciennes.

Travaillons, acceptons les difficultés du moment, n'irritons rien, sinon contre l'ennemi; détournons notre regard de ce qui n'est pas fécond, et, dans nos services sans gloire de l'arrière, ayons toujours pour modèles la patience, la ténacité, la constance et la sublime bonne humeur de nos soldats. Ce sont nos exemples vivants.

Les poilus, dans leurs tranchées pleines de boue, transis, éreintés de sommeil, ont parfois juste ce qu'il faut d'énergie pour veiller leur heure de faction, pour garder l'œil aux aguets et l'oreille tendue. Par le froid et la pluie, recouverts d'un sac ou d'une toile de tente qui double leur couverture sur leurs

épaules, ils sont tentés de s'endormir, la tête contre la paroi humide. Alors, l'officier, toute la nuit, s'en va d'un bout à l'autre de la tranchée, causant avec chacun d'eux pour ne pas les laisser dormir.

Que des coups de feu éclatent, tout de suite, ils se regaillardissent, ils sont prêts à tout; que le silence se rétablisse dans la nuit, petit à petit tous se recroquevillent sous leurs couvertures et, demi-assoupis, debout, attendent impatiemment la relève, l'heure de dormir.

Dormir! mais comment? Ils n'ont pas toujours une tôle ondulée sous laquelle s'abriter. Ils se mettent en tas dans le fond de la tranchée où le passant enjambe leurs corps.

Les appeler, leur commander de partir en patrouille? parfois l'officier hésite. Ils ne manquent pas de courage, mais ils ont tellement sommeil. Le chef réserve leur énergie pour le tam-tam toujours possible, et, ne voulant partir qu'avec des décidés, il fait appel aux volontaires. Une dizaine se présentent sur cinquante, ceux qui se « fichent de tout » et qui sont fiers de le montrer aux autres.

Les voilà partis dans la nuit. Voulez-vous qu'avec eux nous allions faire un petit tour aux tranchées d'en face? Je cède la parole à l'officier qui mène l'expédition. Accompagné

de trois hommes, me dit-il, de trois poilus qui jamais n'eurent froid aux yeux, je rampe jusqu'aux fils de fer boches. Nous les coupons. Puis, par la brèche, nous avançons jusqu'au bord du trou. Là, je me trouve nez à nez avec la gueule d'un fusil chargé. Retenant notre souffle, nous essayons de compter ce qu'il y a de fusils. Tout à coup, des pas! Nous nous collons dans la boue, comme si nous voulions entrer dedans. Chacun de nous entend le choc rythmé et violent de son propre cœur contre la terre. L'obscurité est telle que nous nous touchons et ne nous voyons pas. Nous correspondons de l'un à l'autre par des pressions de mains. Moment tragique où le bruit d'une feuille sèche suffit à faire partir les balles. Les pas s'éloignent. Une simple pression de l'index sur la main que je tiens et un des poilus décanille. Puis un second, un troisième, moi, enfin...

Ah! cette marche à reculons, où nous avions tout le temps nos yeux grands fixés sur deux sentinelles dont la silhouette pointue, en dépit des ténèbres était visible pour nous sur le ciel lugubre! Certes on domine sa frousse, car un ordre est un ordre, mais on a la frousse. Bien sûr, le sang-froid est conservé, et si, par hasard, on était découvert, ma foi, tant

pis, onjouerait sa dernière carte, et comment ! J'entends déjà mes gars : « Le manillon ? vaut rien ! » « A moi la manille ! et je te rentre dans le chou... croûte ! » Mais, voyez-vous, ce n'est pas ici la bataille de jour, à poitrine découverte, où dans les balles et les obus on se lève pour voir l'ennemi et étudier son tir. afin de mieux marcher en avant sans trop de pertes. « Allons-y, tant pis si j'y laisse ma peau ! » On voit clair, on tombe au milieu de ses hommes, face à un ennemi qu'on a déjà touché. Ici, on est trop à la merci d'un rien qui vous ferait fusiller *incognito* à bout portant. C'est la guerre de nuit, sournoise, hypocrite, à l'affût, avec un adversaire fourbe, auquel tous les moyens pour tuer sont bons. On sent que l'ombre autour de soi ne cache que traîtrise. Si on perd le contact avec ses hommes, on peut tomber sans avoir rendu un service aux camarades qui attendent en arrière. Cela est pénible et c'est pourquoi on a la frousse. On peut bien l'avouer ; cela ne nous empêche pas d'aller dans ces tournées facultatives. Il y en a un, avant nous, qui a dit : « Tremble, carcasse, mais tu marcheras quand même... » Ne craignez rien : du courage, nous en aurons toujours assez pour bien nous battre et pour bien mourir, s'il le faut.

Mais c'est vrai que la vie dans les tranchées est, comme vous le disiez, dure, pénible, atroce parfois, toujours privée de la vieille gloire militaire éclatante. Ah ! nous attendons que Joffre fasse le signal du départ. Ce ne sera peut-être pas nous qui aurons l'honneur d'être désignés pour foncer, mais l'ennemi brisé, adieu tranchées, adieu misères ! Tout le monde poussera de l'avant. Et ce sera épatant. »

... Que dites-vous, lecteur, de tels hommes, vrais, modestes, plus grands que nos plus grands soldats. Ils me remplissent d'admiration et de respect. Quel exemple ils nous donnent ! Je suis confus de penser que j'ai failli trouver ma tâche difficile, quand je vois ce qu'ils font, et comment ! Acceptons sans nous plaindre quelques tracasseries. Et, sans mauvaise humeur cherchons à être utiles, quand même.

XXXVI *bis*

LE GÉNÉRAL MERCIER ET LE 75

13 Février 1915.

La « fête du 75 » a été un grand succès dimanche dernier, et de nombreuses villes vont la continuer demain. Ce nous est une

occasion d'honorer et de remercier tous ceux, officiers d'artillerie et hommes du gouvernement, à qui nous devons ce prodigieux instrument de salut. Pourquoi faut-il qu'on ait à relever, çà et là, une mesquinerie indigne de notre union et de la circonstance.

Tout le monde n'aime pas mon compatriote lorrain et respecté ami, le général Mercier. Mais les vieilles querelles n'y font rien. Rien ne peut empêcher que l'initiative officielle, le choix du canon Deport préféré au canon Ducros, soit du général Mercier. Reprochez ce que vous voudrez à l'ancien Ministre de la Guerre, ceci demeure que le choix qu'il fit en mars-avril 1894 est en train, depuis six mois, de sauver la vie à des milliers de nos soldats et peut-être à la France. Il serait immoral de laisser ignorer au public patriote un service de cette force, service certain, que je connais par ses collègues du cabinet de 1894.

(*Note de janvier 1916.*)

Je précise et rectifie. L'initiative décisive du général Mercier ne se produisit pas en mars-avril 1914, mais un peu plus tard... Sur sa convocation (le général Mercier était alors ministre de la Guerre), une réunion eut lieu au Mont-Valérien. Il y avait le président du

Conseil Charles Dupuy, le ministre des Finances Poincaré, le ministre de la Marine Félix Faure et un certain nombre de membres de la Commission du budget. Le général Mercier voulait que ses invités assistassent au tir comparé des canons Deport et Ducros, et désirait obtenir les crédits nécessaires à la construction de quatre batteries. Cette réunion eut lieu le lendemain ou le surlendemain de l'interpellation sur Turpin.

XXXVII

POINCARÉ CONFIRME LES ENGAGEMENTS DE JOFFRE

15 Février 1915.

Le président de la République a eu raison de se rendre au milieu des Alsaciens et de leur déclarer (j'emprunte les termes de l'agence Havas) « qu'il venait confirmer aux populations d'Alsace les déclarations que leur avait déjà faites le général Joffre ».

C'est à Saint-Amarin, le vendredi 12 février, au milieu des maires accourus de toutes les communes voisines, qu'a été prononcée

cette solennelle confirmation du programme d'amitié et de gouvernement que l'histoire enregistrera sous le nom de *Pacte de Thann*. Joffre avait dit, vous vous le rappelez :

Notre retour est définitif, vous êtes Français pour toujours.

La France apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs.

Je suis la France, vous êtes l'Alsace ; je vous apporte le baiser de la France.

Et le président de la République a voulu ratifier cet engagement généreux et politique...

Mais dans un si grave sujet donnons le compte rendu..... :

A Saint-Amarin, les maires de plusieurs communes de la vallée sont accourus au-devant du Président. Le doyen a voulu adresser à M. Poincaré des souhaits de bienvenue, mais l'émotion lui a étreint la gorge et il a dû s'arrêter. Le Président lui-même, profondément remué, a répondu qu'il venait *confirmer aux populations d'Alsace les déclarations que leur avait déjà faites le général Joffre*. La France, heureuse d'ouvrir les bras à l'Alsace, si longtemps et si cruellement séparée d'elle, ne doute pas que la victoire n'assure bientôt la délivrance des provinces qui lui ont été arrachées par la force et tout *en respectant leurs traditions et leurs libertés* elle leur rendra leur place au foyer de la patrie.

C'est très bien. Voilà du bon travail, sage, généreux, fécond, nécessaire. Les Alsaciens et les Lorrains sont accordés avec la France éternelle; ils l'appellent de leurs vœux profonds, mais quand la France de 1915 se présente, ils demandent quelques explications. « C'est bien pour un mariage à vie, pour une union définitive que vous venez? » disent-ils. — Oui, nous revenons pour toujours. — Et les conditions de notre vie commune? — Joffre et Poincaré viennent de les proclamer. »

On verrait chez les Alsaciens quelque froideur, s'ils pouvaient craindre de subir le retour offensif et les représailles des Allemands, ou bien d'être bousculés dans leurs intérêts moraux et matériels par nos audacieux Français. C'est à quoi réfléchissent les notables de Dannemarie, dont j'ai vu la réserve sur leurs hauts perrons. Mais quand l'occupation devient définitive et que les deux plus hauts chefs civil et militaire ont parlé, l'attitude change et l'Alsacien laisse libre cours à ses préférences secrètes.

Animons-nous, civils et militaires, dans toutes nos relations avec les Alsaciens-Lorrains, de cet esprit qui éclate dans les démarches de Joffre et de Poincaré. Un des grands

soucis de nos ennemis, à cette heure, est de démontrer que l'Alsace-Lorraine respire du plus ardent patriotisme allemand. Ils ont fondé à Berlin et parmi les fonctionnaires de Strasbourg un comité pour venir en aide aux victimes de la guerre en Alsace-Lorraine. Ce comité, après une réclame colossale, a reçu d'importantes subventions, entre autres de certaines municipalités de l'Allemagne du Nord. Qu'a-t-on fait de cet argent? On l'ignore. En tout cas, les indigènes n'en ont pas touché. Il est bon qu'en revanche, dès la première heure, les Français se soient préoccupés de secourir leurs frères malheureux. Je suis allé avec M. Jarray, du Conseil d'État, à Belfort et à Dannemarie, dès octobre, pour y jeter les bases d'une organisation du *Secours National*.

Toujours, avec le même zèle de façade, les Allemands affectent de s'occuper d'une seconde catégorie d'Alsaciens-Lorrains, des évacués et des internés civils, installés en France par les soins de l'administration française. A cet effet, ils ont constitué un comité, indépendant de celui des « victimes de la guerre » que je viens de citer, et ils ont envoyé à Bâle des sommes d'argent dont on ne fixe pas le chiffre pour être distribuées

par voie indirecte à ces évacués. Il serait honteux que l'Allemagne fût mise en mesure de s'occuper de ces braves gens. C'est à la France qu'il appartient de subvenir à leurs besoins. Plusieurs fois, j'ai cherché le règlement complet de cette question des internés civils et des évacués. Des résultats ont été obtenus, qui doivent être poursuivis sans qu'on se décourage. La censure ne me permet pas d'explorer publiquement cette plaie. J'ouvre un bureau à la *Ligue des Patriotes*, rue de Valois, 2, et, d'accord avec les excellentes institutions qui fonctionnent depuis des années et avec l'administration, nous chercherons à résoudre les difficultés qui nous seront signalées. Une véritable amitié, aidée par un service de contentieux, leur rendra, je crois, des services et réalisera, sur un plan modeste, quelque chose des retentissantes déclarations de Joffre et de Poincaré.

Il faut créer une collaboration nationale, une coordination de tous les efforts en faveur des Alsaciens-Lorrains si rudement piétinés par la guerre. Il faut, dans cette question sacrée, nous préparer à aller tout droit aux parties graves du problème. Nous sommes, Dieu merci, en France, assez de gens de Lorraine et d'Alsace ayant quelque connais-

sance du pays, quelque expérience de son caractère, de ses mœurs, de ses tendances religieuses, de son loyalisme militaire, de son goût pour l'organisation, de ses habitudes prises et de ses intérêts liés, et par là capables de discerner et dégager le fond français sous l'alluvion d'outre-Rhin. Il s'agit de distinguer entre les Alsaciens de race et les Allemands immigrés. Mais ce n'est pas tout : quand on aura fait le triage des personnes, il s'agira de faire le triage des sentiments dans la même personne.

Tous les témoignages montrent la complexité du problème. Si vous voulez l'aborder avec une joyeuse confiance, entrez dans les écoles d'Alsace, allez-y regarder les enfants. Presque aucun de ces gamins de village ne parle français, mais quelle bonne volonté à l'apprendre! Un témoin me racontait hier que les sœurs de Ribeauvillé sont immédiatement arrivées à un résultat, et que leurs petits élèves enthousiasmés chantent des chansons françaises avec plus d'art et de nuances que ne pourrait le faire aucun petit Français. Ces pauvres enfants si touchants, bien incapables d'appeler la France, comme ils l'attendaient! C'est en face d'eux que l'on prend le sentiment le plus fort et le plus émouvant de cette

mystérieuse sympathie qui relie la nature alsacienne à la patrie française. Ces enfants obéissent à la foi des traités qui ont été signés entre la France et l'Alsace sur tous les champs de bataille, et la vue d'un officier français pénétrant dans leurs écoles les remplit d'un délire joyeux d'amour.

Un des jeunes soldats qui se battent à cette heure dans les tranchées pour la France, mon ami Jean Variot, a écrit les plus admirables pages, dans un volume intitulé les *Hasards de la guerre* (Crès, éditeur), sur son retour d'exilé dans la maison de sa famille, à Dorlisheim, en Alsace. Prenez ce beau livre, plein de profonds souvenirs d'une race et des prophéties de notre renaissance. Vous y apprendrez ce que pensent nos jeunes générations, qui depuis quelques années se proposaient expressément de vivre une vie héroïque, et vous y verrez l'âme guerrière qui anima toujours les petits garçons alsaciens.

Officiers et soldats qui faites la campagne d'Alsace, il ne faut pas oublier que quarante-quatre ans de tracasseries ont recouvert les Alsaciens-Lorrains d'une glace de méfiance. Peu à peu, sous la douce chaleur de notre cordialité, cet hiver fait place au printemps, et leur prudence devenue une seconde nature,

leur habitude de se mettre perpétuellement en garde disparaissant, laissent apparaître cette âme éternelle de l'Alsace, si bien faite pour vous rassurer, au milieu de vos étonnements de détail. Surtout regardez ces enfants que vous émerveillez et qui vont être, avec tant d'allégresse, les plus beaux soldats de la France. Ce sont des petits Français d'il y a quarante-quatre années, qui vont respirer à large poitrine, maintenant que vous avez balayé l'ennemi héréditaire qui les étouffait. Favorisez leurs libertés, leurs traditions, leurs mœurs, comme Poincaré et Joffre vous le demandent, et voyez bien que si l'on va jusqu'à l'âme, d'eux à vous, cesse toute différence.

XXXVIII

LES HÉROS PRIVÉS DE GLOIRE

16 février 1915.

La guerre fait ses victimes par le fer, le feu, la mitraille, la maladie, les privations. Elle en fait encore par son injuste distribution de gloire. Entendez-vous bruire dans

l'air toutes ces ombres qui nous pressent et voudraient se faire reconnaître de nous ?

L'autre matin, Driant, Bonnefous, Paté, trois, quatre membres de la Commission de l'armée, et moi, nous étions réunis chez un aimable collectionneur, M. Delagrave, l'éditeur bien connu, qui mettait son cabinet à notre disposition, pour nous permettre de nous faire une idée sur le modèle de croix que l'on pourrait inventer, et, tandis que je maniais ces médailles, toutes ces nobles figures, toutes ces preuves parlantes, mon attention fut retenue sur l'une d'elles qui portait dans l'exergue : *Aux poètes sans gloire* ».

Quelle inscription émouvante ! Tout de suite, elle emmenait ma pensée vers les héros malheureux, vers les soldats qui luttèrent, souffrirent, méritèrent, sans avoir des remerciements. L'un d'eux, un jeune dominicain de vingt ans, Ambroise Soudé, qui vient de mourir au champ d'honneur à la fin d'octobre, avait fait, avant son départ, une conférence où je trouve cette prophétique apostrophe d'une beauté étrange et saisissante : « ... *L'oubli descendra sur notre héroïsme, comme les corbeaux du soir sur les cadavres ; et jamais un poète ne dira le geste des séminaristes de France. Il n'y a d'épopée que de la légende, et notre mort sera*

trop vraie pour être jamais chantée. Notre âme sera seule au monde à savoir le ravin où nous aurons roulé ».

C'est le hasard qui met dans mes mains ce texte. Je ne vous le cite pas, parce qu'il est d'un prêtre ; je vous le cite, parce qu'il est sublime et pour qu'il soit l'immortelle survie d'un cadavre perdu dans une tranchée anonyme.

A côté des morts privés de gloire et que leur âme seule se remémore, pensez aux vivants récompensés par l'injustice !

De grâce, m'écrit d'un hôpital un blessé, n'oubliez pas les oubliés du début de la guerre. Pendant la dure retraite de Belgique, il n'y a pas eu de citation à l'ordre du jour dans la plupart des corps d'armée. On avait autre chose à penser et à faire. Il y eut cependant, à cette époque, de merveilleux faits d'armes que vous ne pourrez récompenser, enchaînés que vous serez par un texte trop étroit. Ce ne fut que pendant la bataille de la Marne que les citations commencèrent à paraître...

Et cette autre lettre :

Je suis, en ce moment, blessé d'un éclat d'obus qui m'a emporté le menton... Le 4 décembre, la 24e compagnie du 204e d'infanterie a été citée à l'ordre de l'armée pour avoir repoussé toutes les attaques des Allemands sous un feu meurtrier. Donc, Monsieur Barrès, je vous pose une seule question. Que va-t-on faire pour mon capitaine et pour nous autres, les deux

cent cinquante hommes, qui n'avons pas bronché et qui avons fusillé les Prussiens à bout portant ? Croyez-vous que ces deux cent cinquante croix du Mérite militaire seraient mal placées ? Car, depuis six mois de guerre, nous sommes la seule compagnie citée à l'ordre du jour de l'armée.

Et il ajoute, ce brave :

Je vous prie de m'excuser pour l'écriture ; mais, ayant un bras pris en écharpe, je ne puis mieux faire...

L'écriture et la pensée sont claires, mon camarade, et justes, et je souhaite bien qu'en haut lieu nous soyons entendus, vous, disant si bien votre affaire, et moi, vous faisant écho.

Nous n'arriverons jamais à établir le règne de la justice ; mais je veux mettre sous les yeux de tous le plus grand nombre possible d'éléments d'information. Écoutez donc encore cet officier blessé, qui me dit :

Je viens d'être décoré de la Légion d'honneur pour fait de guerre. Je ne vous cache pas que, si la nouvelle médaille avait existé, elle aurait eu plus de prix à mes yeux que la Légion d'honneur, qui me serait venue tôt ou tard. La solution logique me semble consister dans l'attribution d'office de la nouvelle médaille à ceux déjà décorés pour fait de guerre, afin que l'on voie bien qu'ils sont des décorés de la bataille.

En tout cas, voici un oubli et une injustice bien involontaires qui se sont glissés dans le texte de la Chambre, et que je demande à mes collègues de rectifier s'ils jugent que j'ai raison.

Le texte porte : « *Il est créé une croix destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles des officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.* »

C'est dire que la nouvelle décoration sera refusée aux aumôniers et infirmiers sans titres militaires, aux infirmières laïques ou religieuses que leur dévouement héroïque a fait citer à l'ordre de l'armée ! Ce résultat serait contraire à ma conception initiale, certainement à la conception de mes collègues et collaborateurs. Bonnefous, qui a bien voulu se charger d'un des côtés parlementaires de la campagne, n'a pas entendu, cela va de soi, exclure aucun de ceux qui ont eu l'honneur d'une citation, ceux-là surtout qui sont des engagés volontaires au service de la Patrie. Mon cher ami Driant, le rapporteur, est tout à fait d'accord avec moi. Nous nous trouvons en présence d'un *lapsus calami,*

d'une erreur de plume. Aussi importe-t-il que le Sénat veuille bien modifier la proposition votée par la Chambre et adopter le texte que voici :

« *Il est créé une croix dite* Croix de Guerre, *destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.* »

Ce texte indiquerait clairement que tous ceux qui ont été l'objet d'une citation individuelle, qu'ils soient militaires ou non, ont droit à la *Croix de Guerre,* et il éviterait de parler des « caporaux de l'armée de mer ».

(Un oubli tout pareil avait été commis par la loi du 9 novembre 1911, qui n'avait accordé qu'aux combattants la médaille commémorative de 1870-71. La lacune a été comblée par une loi du 27 mars 1912, qui a reconnu aux médecins, infirmiers, infirmières et aumôniers le droit à la médaille.)

Pendant que je suis à causer avec la commission du Sénat, me permettra-t-elle de lui dire un mot de l'idée émise par l'honorable M. Monis d'une nouvelle décoration pour les civils? Ça ne plaît pas beaucoup ; ça paraît bien électoral ; c'est des histoires d'il y a sept

mois. Pour les civils, le Gouvernement a la Légion d'honneur. En dépit des scandales, tel est son passé de gloire qu'elle fait toujours plaisir. Il y a aussi les palmes agricoles et les mérites académiques. Et les fonds secrets. Et puis, de temps à autre, des trouvailles de génie. Ainsi, Viviani a fait le voyage de Lunéville pour donner un témoignage à Keller, le maire de la ville, devant ses concitoyens. Il lui a dit : « Monsieur le Maire, vous êtes un héros. Je viens de voir le maire de Reims, qui en est un autre. Je l'ai décoré. Vous, je vais vous embrasser. » Keller a été enchanté, et, depuis lors, il ne cesse pas d'admirer la variété des moyens ministériels. Moi aussi. Et vous ?

Vous le voyez. Les civils ont tout ce qu'il leur faut. Restons-en à notre décoration pour les combattants. Les chefs militaires demandaient qu'on leur donnât un moyen d'accroître encore l'énergie guerrière dans les tranchées et de récompenser tant de prodigieux élans, les plus beaux qu'aient jamais fournis les armées de la France. De là notre croix de guerre. Elle sera un instrument de la défense nationale, un multiplicateur de nos forces morales.

P.-S. — M. Graça Aranha, membre de l'Académie brésilienne et ministre plénipotentiaire, l'auteur de ce beau livre, *Chanaan*, qui a été traduit en français, où il décrit avec une admirable puissance les colonies allemandes qui émaillent les fertiles vallées et les forêts tropicales de l'Espirito-Santo, me fait l'honneur de m'adresser le télégramme que voici :

« *Rio-Janeiro, 14 février. — Le président de la République vient de sanctionner la convention littéraire avec la France. De plus en plus, les sympathies brésiliennes pour la France et les alliés sont vivantes et actives. La politique extérieure du Gouvernement est d'accord avec cette sympathie. Suis avec vous de cœur et pensée. Profonde affection.*

» Graça Aranha. »

XXXIX

LA STÈLE DE NOTRE CORPORATION

17 février 1915.

Je manque à l'un de mes principaux devoirs, et je m'en fais chaque jour le reproche. Tous ces jeunes hommes que je connais et qui tom-

bent au champ d'honneur, ces écrivains, ces députés, je devrais immédiatement les saluer, les remercier, dire notre sentiment unanime, donner une voix à la piété des Lettres françaises. Mais chaque jour apporte un nouveau nom sanglant. Et tout de suite parler, quand le silence est si beau, quand nous voudrions attendre qu'une image nouvelle se forme, dans notre conscience, avec les traits du mort ennobli par son sacrifice !

C'est par respect que je voudrais me taire, ajourner le culte de mémoires en train de devenir sacrées. Mais vous avez raison, il faut que, surmontant ses délicatesses privées, le sonneur sonne la cloche et que chacun se range sur le passage du cortège des morts exemplaires.

Paysans, industriels, commerçants, ouvriers, prêtres, instituteurs, écrivains, nous les saluons tous, ceux qui accomplissent leur sacrifice. Mais notre instinct et notre devoir nous obligent particulièrement envers nos amis, envers nos confrères, envers tous les membres de notre corporation. De jour en jour, la liste funèbre s'accroît. Lisez le *Bulletin des écrivains de 1914-1915* que publient, pour l'honneur des lettres françaises, MM. Fernand Divoire, René Bizet et Gaston Picard. Voilà

Péguy, Psichari, Guy de Cassagnac, Émile Nolly, Pierre Gilbert, Joseph Lotte, tous ceux que déjà nous avons salués. Et le défilé continue. Je ne les connais pas tous. Mais chacun d'eux a son ami qui l'accompagne et me le nomme.

Parlez un peu de François Laurentie, m'écrivent les Tharaud : il était de la race des Péguy et des Lotte, mais il n'y avait pas eu de cassure dans sa vie ; elle avait toujours été d'un seul mouvement, français et catholique. De la naissance à la tombe, il est resté constant dans les mêmes idées et les mêmes sentiments, ceux de sa famille depuis des générations. C'était l'âme la plus noble, la plus chevaleresque et aussi d'un romanesque charmant. Barbey d'Aurevilly faisait sa grande admiration littéraire. Et comme cela se comprend ! En d'autres temps, il se serait battu aux côtés de La Rochejacquelin. Il est tombé devant les Prussiens à Arras.

Père de six enfants, François Laurentie aurait pu ne marcher que plus tard. Il est parti des premiers. Il a été frappé glorieusement, le 12 janvier, par un obus dans une tranchée de première ligne, non loin d'Arras. A ses moments de repos, il s'amusait à sculpter un bois sur lequel il avait gravé ces mots où se résument toutes ses pensées : *Gemens spero*. Les camarades qui partageaient ses dangers ont raconté sa fin admirable. Ils ont recueilli ses mémoires qu'il écrivait chaque

jour. Puissé-je vous faire connaître ces *ultima verba* de François Laurentie, après que, prochainement, je vous aurai parlé du *Carnet* de Marcel Drouet et des souvenirs de Victor Boudon sur Péguy, et des *Reliquiæ* de Psichari. Nous honorerons tous nos morts.

Pierre Benoit, le poète de *Diadumène* et François de Tessan m'écrivent pour que je rende hommage au poète Charles Perrot, tué devant Arras, le 23 octobre.

Il faisait partie d'un de nos plus glorieux régiments lorrains, le 237e d'infanterie, qui n'a pas ménagé son sang pour la défense du pays. Parmi ces braves il se montra toujours l'un des plus braves. Cité plusieurs fois à l'ordre du jour, il fut félicité une fois de plus, le jour de sa mort, pour avoir mené l'assaut des maisons fortifiées et des jardins de Saint-Laurent. Ce poète était un entraîneur d'hommes merveilleux. En temps de paix, alors qu'il publiait son recueil de vers la *Plainte intérieure*, il s'occupait de questions militaires dans un bulletin destiné aux réservistes et à leur organisation. Ce double idéal, il l'a payé de sa vie, sans une plainte. Le jour même où il devait être frappé, un de ses camarades le voyant malade d'une bronchite aiguë, lui dit : « Je vais te remplacer. Tu as toujours fait ton devoir. Repose-toi. » Et Charles Perrot lui répondit : « On n'a jamais fini de faire son devoir. »

Qui me donne ces détails ? Celui-là même qui le remplaça, un autre homme de lettres, François de Tessan, qui, le lendemain, tou-

jours dans les jardins de Saint-Laurent, fut blessé de deux balles.

D'outre-mer, un des plus fidèles amis de la France — faut-il l'appeler un Italien ou bien un Français ? — me recommande la mémoire du lieutenant Jean Martin, ancien élève de l'École normale supérieure, membre de l'École française de Rome, tombé glorieusement à Gerbéviller en installant sa section de mitrailleuses sous le feu de l'ennemi.

A la fin d'août, me dit le comte Primoli, j'avais reçu de ce vaillant jeune homme une carte postale ainsi rédigée : « Pas encore mort ! Espérons que cela ne tardera guère, car demain Marlborough s'en va-t-en guerre, mironton. » C'est bien la bravoure avant le combat qui se chante à soi-même un refrain pour s'entraîner, un trop joyeux éclat de rire gaulois destiné peut-être à dissimuler une dernière larme donnée à la famille qu'il ne reverra plus. Jean Martin était en effet un de mes jeunes amis de Rome. Il se plaisait à retrouver dans ma bibliothèque un peu de l'air natal, et moi, j'aimais en lui un intelligent représentant de cette jeunesse française que nous voyons se révéler au feu, digne de ses aînés. Qui donc a dit : « Le Français est le seul peuple dont les mœurs peuvent se dépraver sans que le cœur se corrompe et le courage s'altère » ? Jean Martin est tombé glorieusement et il est inconnu. Selon votre image, c'était encore une chrysalide. Il avait passé sa trop studieuse jeunesse à filer consciencieusement son cocon, de l'Ecole normale à l'École de Rome, et il n'avait pas eu le temps de prendre son vol. Mais ses succès universitaires, ses études et ses travaux prouvent qu'il ne serait pas resté longtemps dans

l'ombre. Il allait entrer dans la carrière archéologique, historique et littéraire. Aux premiers pas, il rencontre la gloire qui l'enlève de sa route, l'emporte sur ses ailes. Il se croyait destiné à écrire l'histoire, il fut appelé à contribuer à la faire. Mais celui-ci a tué celui-là. Je viens donc vous demander, quand vous parlerez de ceux dont vous reconnaissez la voix et qui vous appellent, d'y joindre le nom humble et glorieux de Jean Martin.

Avec quel empressement j'accueille le témoignage de Primoli, puisqu'il s'agit d'honorer un des défenseurs de la Mortagne et de la Moselle. Nous inscrirons avec reconnaissance le jeune nom de Jean Martin sur les ruines de Gerbéviller la martyre, comme je l'ai promis à sa sœur, Antigone que je salue avec respect et que je n'ai pu jusqu'à cette heure aider à retrouver les cendres de son frère.

Jean-Louis Vaudoyer, le poète brillant, s'interrompt de se battre pour me réclamer « la médaille de guerre de notre corporation » pour Émile Despax, mort au champ d'honneur. Son seul livre, *La Maison des glycines*, est un beau recueil plein de grâce et de noble amour. Il aurait écrit d'autres livres qui l'eussent fait célèbre, mais sa gloire militaire ne doit pas être l'ennemie de sa gloire littéraire. La justice que son émule Jean-Louis Vaudoyer sollicite pour lui, est le plus bel hommage que

nous puissions mettre sur cette tombe aimée de toute la jeune littérature.

Je n'ai pas fini de nommer les deuils de l'art et de la pensée, et voici d'autres ombres qui viennent de régions plus tumultueuses et que je veux accueillir...

... Félix Chautemps, m'écrit un des combattants du front, était parti comme sergent de chasseurs alpins. Vous qui n'étiez pas de ses amis politiques, vous avez certainement apprécié l'élan de son caractère, la sympathie qu'il dégageait. Il fit de si belles choses à la bataille de la Marne, puis sur l'Yser qu'il fut nommé lieutenant, cité à l'ordre du jour de l'armée et proposé pour la Légion d'honneur. Il vient de tomber, le 22 janvier, sur la terre d'Alsace qu'il aura contribué à rendre à la France. Je suis certain, monsieur, que vous voudrez saluer la fin de cet adversaire. Son frère Maurice Chautemps a été tué le 22 août, à Autrey, dans l'Aisne. Son autre frère, Pierre Chautemps a été grièvement blessé dans le Nord, au mois de septembre. Quelle sympathie douloureuse, n'est-ce pas, monsieur Barrès, doit entourer le père et la mère de tels enfants...

Je salue ces beaux combattants, et ma pensée les réconcilie avec l'un de leurs adversaires, mon ami Pierre Leroy-Beaulieu, éminent par la science et le caractère, qui vient de recevoir le noble hommage d'un Allemand, d'un Allemand exceptionnel, sachant garder au milieu des duretés nécessaires de la guerre une âme juste et courtoise.

... J'arrête ce dénombrement. J'y reviendrai de mois en mois, s'il le faut. Nous graverons tous les noms de notre corporation sur la stèle, avec un outil grossier, dans la hâte de ne rien oublier mais du moins avec piété. C'est notre devoir, c'est notre salut d'aimer nos morts et de recueillir leur souffle. Quelle énergie de vie ils exhalent ! O morts, que vous êtes vivants ! La France s'était amusée, par un jeu inexplicable, à s'aller reposer quelques heures dans son sépulcre, car les nations et les individus ont leurs tombeaux toujours prêts, et ses ennemis s'approchaient pour pousser la pierre et l'ensevelir ; mais, réveillée en hâte par ses plus jeunes fils, elle est sortie de sa chambre de mort. Elle va avec eux maintenant sur les rudes chemins, rouges de sang, et dit en se frappant la poitrine : « Je leur avais donné une âme héroïque, pourquoi ai-je négligé si longtemps de les armer. Ils vivraient ! » Ils n'ont pas cessé d'être. Ils sont seulement transformés. Ils agissent mieux que jamais. De tous les champs de bataille m'arrivent des messages de deuil et de gloire, des récits porteurs de semence, des portraits qui nous montrent nos morts transfigurés, héroïsés.

Qui expliquera ce mystère, ce désir de

mettre des fleurs sur les tombes et, plus singulière encore, cette pensée constante de ces mourants qui disent : Je veux que votre dernier regard, quand je franchirai la porte funèbre, soit si émerveillé de mon courage que jamais vous ne puissiez me préférer aucun vivant ?

Une des pages les plus saisissantes de 1914, ce sera le dernier dîner des plus jeunes Saint-Cyriens, des enfants de dix-neuf, vingt, vingt-et un ans, quand ils firent, au soir de la déclaration de guerre, le serment fou dont ils allaient mourir. Vous connaissez l'épisode. J'en trouve une trace dans une lettre qu'il m'est donné de lire d'un de ces jeunes héros. Le Saint-Cyrien Parrot-Lagarenne écrit à ses parents :

Ceux de la deuxième année vont partir immédiatement. Quant à nous, nous n'aurons pas l'honneur d'essuyer les premiers coups de feu, car nous attendrons quelques jours, le temps d'achever rapidement notre instruction. Notre promotion va être baptisée, ce soir, mais sans « triomphe » et militairement. La gravité des circonstances ne permet pas le chahut et les réjouissances qui sont de tradition. Enfin, ce soir, nous serons « officiers de la croix du drapeau ». C'est le nom provisoire de notre promotion. Les événements le remplaceront.

J'entends cette jeune voix, je devine sa

belle et joyeuse émotion, sa fierté. Ce fut ce soir-là que ces nobles enfants firent le serment de recevoir le baptême du feu gantés de blanc et le plumet de casoar au shako. La promotion de la *Croix du Drapeau*, le dernier dîner de Saint-Cyr, la mort d'Alain de Fayolle, tué dès les premiers combats, quand il tenait, le trop admirable enfant, sa parole enthousiaste ! Quel poète entonnera le chant funèbre et triomphal, sur cette jeunesse qui voulut se parer pour mourir. Enfants des familles militaires, ils marchent devant toute la nation, mais toute la nation les suit, les rejoint, se sacrifie avec une générosité terrible où les sages pourraient croire que nous nous épuisons, si les plus sages ne prophétisaient que cette excessive manière de payer la dette militaire, sans tenir compte d'aucune variété d'aptitude, va faire sauvagement, sublimement notre régénération.

P. S. — Je m'empresse de publier la lettre suivante qui adoucira, en quelque mesure, le deuil glorieux de la famille et des amis du vaillant député de Neuilly.

En revenant des tranchées, nous étions venus nous reposer au village de B.... en Belgique, dans les environs d'Ypres, village qui depuis un mois avait pas mal

souffert du bombardement allemand. En visitant les ruines de l'église, je découvris la sépulture de M. Nortier capitaine de territoriale, maire et député de Neuilly, dont j'avais pu apprécier à Paris les hautes qualités de cœur et d'esprit. Je venais justement de lire votre article sur les *Héros morts et leurs familles*, aussi je vous serais bien reconnaissant d'être auprès de la famille et des amis de M. Nortier, mon interprète pour leur dire comment j'ai trouvé la tombe de leur glorieux mort. Par miracle, elle n'a nullement souffert du bombardement qui a ravagé toutes les tombes auprès. De plus, des mains pieuses ont planté des fleurs qui ont repris et qui poussent malgré le temps épouvantable. Le curé de B... a bien voulu m'affirmer que cette tombe serait l'objet de ses soins. Je serais très heureux que ces nouvelles puissent apporter un adoucissement à la douleur de la famille et des amis de notre vaillant camarade.

Le sous-lieutenant Ch. VALENTIN.

XL

CEUX QUI SE SACRIFIENT NE VEULENT PAS ÈTRE DUPES

18 février 1915.

Vous l'avez lue, cette clause insensée votée par les socialistes dans leur congrès de Londres ! Vous l'avez lue ! Ils disent que les Alsaciens-Lorrains seront appelés à disposer

d'eux-mêmes ! Comment ! nous avons été chassés de nos maisons, nous avons opté pour la France, des Prussiens en armes sont venus prendre nos places en Lorraine et en Alsace, et on demanderait à ces trois cent mille intrus et fils d'intrus de voter ! Et les Lorrains et Alsaciens qui se sont réfugiés en France, pour ne pas être Allemands, seraient dans l'impossibilité d'exprimer leur vote ! Tout cela est inextricable. Il n'y a pas moyen de discuter avec sang-froid une proposition évidemment destinée à favoriser l'Allemagne.

La vérité saute aux yeux. Elle tient en quatre lignes que voici :

L'Allemagne, en nous déclarant la guerre, a déchiré le traité de Francfort et supprimé toutes ses conséquences. Donc nous sommes ramenés à quarante-quatre ans en arrière. L'Alsace-Lorraine est un pays français qui vient d'être momentanément occupé par l'ennemi. Il faut la considérer comme les autres parties de la France que les Allemands occupent depuis quatre mois.

Il y a quelques jours, on aurait pu trouver prématuré de causer des conditions qui assureront, après la victoire, la paix du monde et notre sécurité. Chacun de nous, pourtant, y

pense fréquemment et s'inquiète de savoir si toutes les dispositions ont été prises par les chancelleries alliées. Nous avons été heureux d'entendre le Président de la République déclarer, le 7 décembre, que nous voulions une paix « garantie par la réparation intégrale des droits violés et *prémunie* contre des attentats futurs ». Et, le 22 décembre, le Président du Conseil a confirmé énergiquement ces volontés au nom du Gouvernement. *La réparation de tous les droits violés*, c'est d'abord la rentrée triomphale de l'Alsace et de la Lorraine dans la Patrie française. La garantie de notre sécurité dans l'avenir, c'est un ensemble de précautions contre le germanisme auxquelles il serait bon, l'événement de Londres le prouve, de préparer l'opinion.

Il n'y a qu'une solution, que réclament les intérêts unis de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de la Belgique, de la Serbie : l'amoindrissement et le dépècement de l'Empire allemand.

Toute autre paix sera précaire.

Au reste, sur le principe, qui peut faire des objections ? Qui peut douter, par exemple, que l'Allemagne ne doive être amoindrie de l'Alsace-Lorraine ; que nous ne devions nous prémunir contre elle sur le Rhin, et que les

puissances d'attaque de nos barbares voisins ne doivent être anéanties ?

Je parle ici en homme indépendant, qui n'engage rien ni personne, qui connaît un peu les alentours de l'Alsace-Lorraine, qui les aime (s'il est permis d'employer ce mot à la minute où des gens qui furent, au début du siècle, parmi les meilleurs soldats de nos armées tirent sur nous). Et je voudrais guider, orienter les esprits, pour qu'ils comprennent que là-bas la France a déposé des semences patientes, toujours prêtes à lever.

Mais voulez-vous entendre une opinion qui ne vous sera pas indifférente ? Écoutez ce que m'écrit le plus digne des correspondants, un industriel dont la famille a subi toutes les vicissitudes des annexions de 1814, 1815 et 1870 :

Mon trisaïeul P. G..., maire de Sarrelouis sous Louis XV, m'écrit ce fils d'une vieille famille rhénane, créa dans les environs de cette ville, ainsi que dans le duché de Nassau-Sarrebruck, des forges d'acier, des fonderies qui fournirent quantité d'armes et de munitions aux armées de la République et de l'Empire. Ces établissements furent annexés à la Prusse, en même temps que Sarrelouis et Sarrebruck, à la suite de la deuxième invasion en 1815. Mon grand-oncle, un ami de Berryer, qui relate le fait dans ses *Mémoires*, ne voulut pas survivre à la rectification de la frontière et signa son testament : « G..., mort français. » Plus

tard, mon père, désirant conserver sa nationalité française, créa de nouvelles usines aux environs de Saint-Avold. Et celles-ci ayant été à leur tour annexées à l'Allemagne en 1871, nous sommes venus en Meurthe-et-Moselle...

Voilà qui vous donne une idée, n'est-ce pas, de la vie qu'à travers les générations on nous fait mener dans l'Est, et on s'expliquera que nous demandions des garanties ! Mais écoutons encore les renseignements de mon correspondant :

Ayant conservé, me dit-il, de nombreuses relations avec des familles restées de l'autre côté de la frontière, et même en Prusse, au delà de l'ancienne limite de 1815, je crois connaître l'esprit des classes dirigeantes de ces pays. Ces gens... ont conservé non seulement des mœurs et des goûts français, mais encore des relations fréquentes, voire même intimes, avec les branches de leurs familles demeurées françaises, habitant la Lorraine et Paris. Je citerai... Avec le temps, ces familles, qui ont une influence considérable dans le pays, seraient certainement ralliées à notre domination.

Qu'est-ce que je vous disais ! Il n'y a pas, à mon goût, de pays plus excitants pour l'imagination que la vallée de la Sarre, la divine Moselle, le grand-duché de Luxembourg, toutes ces terres qui nous attendent éternellement.

L'autre jour, un maître éminent de la Sor-

bonne, un Alsacien, mon confrère de l'Institut, M. Charles Diehl, me communiquait ses pensées.

— On a besoin, me disait-il, de gens capables de distinguer entre les Alsaciens de race et les Allemands immigrés. Nous sommes quelques-uns qui aimons, connaissons, comprenons la langue, le caractère, les mœurs, les traditions du pays. Si l'on fait un jour appel à nous pour travailler dans l'Alsace reconquise, comme nous serons heureux ! Tenez, continuait-il, mon maître Ernest Lavisse nous disait, il n'y a pas longtemps, à mon collègue Pfister et à moi, que, ce jour-là, il demanderait à aller professer un semestre à l'Université française de Strasbourg. Nous sommes quelques-uns, à la Sorbonne, d'origine alsacienne, qui serons alors passionnément désireux du même honneur, et je ne serais pas, pour ma part, médiocrement fier d'aller porter le salut de l'Université de Paris à ce Strasbourg où je suis né.

Ainsi me parlait Charles Diehl. Et il ajoutait :

— Rêves lointains encore assurément, mais dont la réalisation, dès aujourd'hui certaine, sera si belle ! Et ce jour-là, mon cher confrère, je suis sûr que vous nous aiderez à

faire entendre à l'Alsace les paroles françaises qui iront à son cœur.

Ah! mon cher Monsieur Diehl, je ferai tout ce que Strasbourg et Metz voudront ; mais quand je rêve, ou plutôt quand je réfléchis, je me vois surtout m'allant promener librement à Luxembourg, où j'ai déjà des amis, et plus loin, dans ces belles villes de Trêves, de Coblence et plus bas encore, pour y faire aimer la France, car ces populations auront à choisir de se rattacher à nous et de partager fraternellement notre existence, ou bien de garder leurs destinées propres sous la garantie d'une neutralité perpétuelle.

Il ne peut plus être question, au long de la charmante Moselle et sur la rive gauche du Rhin, d'aucune souveraineté de Bavière, ni de Prusse, d'aucune pensée pangermaniste. Nous voulons la paix du monde, la sécurité pour nos fils et pour nos petits-fils.

D'ailleurs, nos enfants seront aisément aimés sur cette rive gauche. Nos pères y étaient hautement estimés. Ces beaux territoires, soustraits à la brutalité prussienne, ne tarderont guère à fournir, sous la discipline française, d'excellents éléments graves, patients, loyaux, qui s'équilibreront très bien dans notre nation. Je me rappelle, parmi les

jours les plus heureux de ma vie, ceux que j'ai passés à errer en bicyclette, en bateau, à pied, de Metz à Coblence, parmi ces forêts, ces montagnes romanesques, ces petits villages tout pleins de souvenirs de la Révolution et du premier Empire.

Je n'étais pas en Allemagne, mais sur des territoires qu'un seul rayon du soleil de France mettrait au point. Le Rhin est un vieux dieu loyal. Quand il aura reçu des instructions, il montera très bien la garde pour notre compte et fera une barrière excellente à la Germanie. Vous verrez, nous nous assoirons comme des maîtres amicaux sur la rive du fleuve, et nous ranimerons ce que la Prusse, « le sale peuple » (n'en déplaise au professeur maboul de l'Université de Bordeaux), a dénaturé et dégradé, mais qui était bien beau. Nous libérerons le génie de l'Allemagne, qu'ont aimé follement nos pères.

Un délire pangermanique empoisonne, à cette heure, les peuplades d'outre-Rhin. Pourtant, leurs États particuliers demeurent, en général, solides et aimés, en même temps que le Prussien envahisseur est sourdement détesté. Guérissons des malades. Évitons à ces Allemands de vivre plus longtemps dans cette unité qui a surexcité en eux le plus

effroyable esprit de domination. C'est un digne rôle pour des vainqueurs généreux. Et puis, trêve de plaisanterie, ceux qui se sacrifient à cette heure, avec une terrible énergie, pour le salut de la Patrie se désespéreraient si leur holocauste devait être rendu inutile. Ils ne veulent pas avoir été dupés. C'est le salut de la France et la paix du monde, sans pitié pour l'Allemagne, qu'exigent les mères en deuil, les soldats et le génie politique.

XLI

RÉPARATIONS ET GARANTIES

(Rive gauche du Rhin)

19 Février 1915.

Que les chefs du socialisme international se réunissent pour réciter leurs formules consacrées et pratiquer leurs exercices rituels, il est possible, comme nous le disent certains d'entre eux, que ce soit une sorte de nécessité, une innocente formalité et le fait d'un parti organisé en quelque sorte religieusement. Nous n'avons pas envie de chercher chicane à aucune des chapelles où nos com-

patriotes aiment à se grouper. Tout ce qui est français nous plaît, nous semble bien supérieur à nos critiques, et voilà des mois que nous ne songeons aux socialistes que pour admirer comme ils ont rompu avec la Social-démocratie de Guillaume et répondu unanimement à l'appel des tambours et des cloches sonnant la mobilisation.

Mais qu'est-ce que ces déclarations de Londres qui ne peuvent rendre service qu'aux Allemands? Et à quoi rime-t-il de venir subitement dire à nos soldats, qui délivrent l'Alsace, qu'après les coups de fusil il y aura le coup du referendum. C'est insensé ! Les Allemands disent : « Je prends la Belgique, je prends le Nord, je prends la Lorraine ». Et voilà que les chefs socialistes français déclarent : « Avant de reprendre l'Alsace et la Lorraine, nous demanderons l'agrément des Boches, qui s'y sont installés en chassant nos frères ! »

Joffre et Poincaré viennent d'aller dire aux Alsaciens de Thann : « Vous revoici Français pour toujours ». Mais Sembat et Guesde interviennent pour dire : « Non pas ! Il faudra d'abord voter ! »

Je le demande au plus collectiviste de tous les collectivistes qui versent leur sang

sur la terre d'Alsace, en quoi cette déclaration des chefs du socialisme sert-elle les intérêts de la France ou du prolétariat ? Elle ne tend qu'à nous empêcher de profiter de la victoire et des effroyables sacrifices qu'elle exige.

Nous félicitons le président du Conseil d'avoir rétabli la vérité, en déclarant hier à la Chambre que l'Alsace-Lorraine nous reviendra « non par l'effet d'une conquête, mais par l'effet d'une restitution ».

Le manifeste de Londres, le président du Conseil désire que nous le tenions pour un « malentendu ». Je veux bien. Nous n'y insisterons donc pas, sinon pour remplir le devoir que cet incident nous fait reconnaître.

Peut-être, nous tous, gens de l'arrière, avons-nous mollement servi ceux qui se battent, quand, tout entiers à les assister de notre mieux dans le présent, nous avons ajourné de considérer l'avenir. Il y a six mois encore, nous nous laissions duper par les mots ; est-ce que demain nous allons recommencer ? On peut le craindre, quand on voit qu'au milieu des cruelles réalités de la guerre une pensée germanique, qui cherche à nous priver du fruit de la victoire et à nous soustraire le prix de notre sang, est contresignée

par l'un des chefs du Gouvernement. Mettons-nous en travers de ce courant de ruine. Allons des formules allemandes aux réalités françaises.

Il importe que l'opinion publique s'habitue dès maintenant à remuer certaines idées concernant le traité de paix futur, à les vérifier, à les éprouver dans de nombreuses conversations, afin que nous voyions ce qu'elles contiennent et que nous ne nous laissions pas prendre à l'éternelle logomachie qui nous vient d'Allemagne.

Il faut à tous les Français, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, la réparation du passé et la garantie de l'avenir. Le président de la République et le président du Conseil l'ont dit. Chacun le contresigne. Socialistes ou non, mettons-nous à la file dans le cortège unanime de ceux qui disent, les poings serrés : « Nos frères et nos fils sont tombés au champ d'honneur. Leurs blessures crient qu'ils ne veulent pas avoir souffert pour rien ».

L'importance du traité à intervenir ne sera pas moindre que celle de la guerre elle-même. A-t-on vu en France, avant la guerre, des hommes occupés à nous désarmer pour que nous arrivions moins forts devant les sol-

dats allemands? En verra-t-on, durant la guerre, occupés à nous désarmer pour que nous arrivions moins forts devant les diplomates allemands?

Nous fumes unanimes à l'heure terrible de la semaille. Les socialistes confondus avec tous les autres se sont offerts dans l'holocauste de la jeunesse française. Comment certains de leurs chefs viendraient-ils empêcher les fils des morts de récolter la sainte moisson du sacrifice?

Ils n'empêcheront rien du tout. L'Allemagne, en prenant l'initiative de déclarer la guerre à la France, a déchiré le traité de Francfort, et, par là-même, l'Alsace-Lorraine redevient ce qu'elle était avant le traité de Francfort: une partie de la France. Ce serait une effroyable offense aux Lorrains et aux Alsaciens de les obliger à demander la permission d'être Français à leurs odieux geôliers boches. Nous ne pouvons pas croire que les chefs socialistes s'obstinent à nous faire cette injure. Le Gouvernement nous a donné une satisfaction. Mais il est bon que l'opinion, que l'on vient de chercher à fausser, examine toutes les données du problème de la paix future, afin de comprendre et d'appuyer les justes exigences de notre diplomatie.

Le « malentendu » de Londres nous prouve combien il importe que l'opinion publique ait son éducation faite, afin de ne pas se laisser prendre à la tromperie des mots et des formules périmées. Mais les observations que je désire soumettre à l'examen des patriotes, je ne veux pas qu'elles voisinent avec les quelques phrases de combat qui se trouvent dans cet article. L'incident de Londres, après la déclaration de Viviani, est réglé. Je ne puis pas croire qu'aucun Français s'obstine à désirer une humiliation pour les Français d'Alsace-Lorraine en continuant à dire qu'il serait juste de les soumettre au bon plaisir des intrus allemands. L'union sacrée est rétablie. Pour nous mettre à l'abri d'un nouveau malentendu, voulez-vous que nous examinions librement, sans rien de serré, par touches successives, à la manière d'une causerie où la pensée va et vient et s'essaye, quelle réparation et quelles garanties nous attendons de la victoire ?

XLII

UN ÉVEILLEUR D'OPINION

20 février 1915.

Parler des conséquences de la guerre, tandis que le canon gronde et avant que la décision ne soit obtenue, cela peut sembler téméraire ou prématuré.

Mais s'il répugne au bon sens français de vendre la peau de l'ours avant que l'animal soit par terre, il est pourtant nécessaire que l'opinion publique aborde, examine, tourne et retourne quelques-unes des réalités pour lesquelles nous nous battons.

Vous avez vu le coup des Allemands au congrès socialiste de Londres ! Il faut que tous les patriotes veillent, s'avertissent les uns les autres, échangent leurs idées, surveillent autour d'eux toutes choses. Nous venons d'être surpris, ne nous exposons pas à l'être une seconde fois. C'est le cri unanime. Lisez cette lettre de mon confrère et ami, Henri Welschinger, membre de l'Institut :

Mon cher et honoré confrère, je suis aussi stupéfait que vous, que Charles Diehl, le Père Scheil et mes autres compatriotes de l'Alsace, de la clause votée à Londres par les socialistes, qui obligerait les Alsaciens-Lorrains à un vote. Il n'y a pas de vote à exprimer, car *le traité de Francfort n'existe plus*, et la guerre déclarée par l'Allemagne contre la France nous a rendu tous nos droits. On l'a dit le 7 décembre, on l'a redit le 22 ; on l'a répété aujourd'hui 18 février : notre Alsace, notre Lorraine sont occupées comme d'autres départements, hélas ! par l'ennemi, et nous nous occupons à l'en chasser. Ceux de mes compatriotes qui ont quitté leur petite patrie combattent avec nous, et leur meilleur vote, c'est leur sabre et leur fusil... Nous répétons avec Émile Keller que « l'épée des gens de cœur peut seule déchirer le pacte affreux » que la nécessité nous a contraints d'accepter en 1870. A Strasbourg, à Colmar, à Thann à Schlestadt (chez moi), partout, on pense de même, et les socialistes qui viendraient nous dire le contraire en face seraient reçus vertement.

Nous reprendrons l'Alsace-Lorraine et nous assisterons à la destruction fatale de l'empire allemand et au morcellement de cette unité maudite qui, née en 1866, forgée en 1871, a été la cause des malheurs de toute l'Europe.

Nous verrons la ruine et la disparition de cette légion exécrable des Pangermanistes, qui ont troublé, perverti, empoisonné tant d'esprits, non seulement en Allemagne, mais dans le monde.

Ainsi Welschinger expose très bien ce qui est raisonnable et que nous voulons tous, et, pour finir, devant cette renaissance, devant cette floraison de nos désirs et de la justice, il s'abandonne à l'allégresse :

Comme je reverrai avec joie, avant de mourir, nos belles villes alsaciennes, notre Strasbourg et les villes voisines, Metz et ses alentours, débarrassées de cette peste qui nous a tant fait de mal !

Vivent à jamais l'Alsace et la Lorraine rentrées enfin dans la patrie française !

Cet état d'esprit, où le bon sens et l'enthousiasme s'allient si heureusement, doit être justifié et propagé dans tous les milieux. Patriotes, organisons-nous ! Certes, nous comptons sur la sagesse des gouvernements responsables. Mais ceux qui dirigent les affaires regardent trop le baromètre de l'opinion publique pour que nous puissions nous désintéresser de celle-ci. C'est un devoir de lui exposer les problèmes que soulèvera le règlement des comptes et de s'acheminer avec elle vers la solution raisonnable.

Dès la fin de septembre, des journaux, parmi lesquels l'*Homme Libre* et l'*Humanité*, ont été amenés à parler des indemnités territoriales et financières à payer par l'agresseur. En décembre, je recevais une importante communication. Hier, paraissait l'excellente petite brochure d'Onésime Reclus, qu'il faut que vous lisiez tous, l'*Allemagne en morceaux* (chez l'éditeur Attinger, 2, rue Antoine-Dubois). Le rôle même qu'a joué la *Ligue des Patriotes* dans la préparation de la guerre

ne lui permet pas de se désintéresser du traité qui couronnera l'œuvre des armées alliées. Il est de notre devoir, de par le but que Déroulède avait assigné à sa Ligue et de par le crédit que nous continuent l'estime et la sympathie publiques, de travailler à répandre et à élaborer quelques idées sur les meilleurs moyens de réparation pour le passé et de garantie pour l'avenir. La Ligue veut s'employer, avec tous autres, à créer l'opinion publique consciente, au milieu de laquelle se développeront, pour la grandeur et la sécurité de la France et pour la paix du monde, les décisions du prochain congrès.

Le caractère essentiel du traité à intervenir paraît devoir être que les conditions de la paix seront dictées et imposées au vaincu par la coalition victorieuse et non pas discutées entre les belligérants. L'écrasement complet des vaincus, voilà le résultat obligé de l'immense développement de la lutte et de la nécessité universellement ressentie de régler toutes les questions qui se posent entre les nations. De l'effroyable holocauste, on attend qu'il sorte ce que notre vue bornée a le droit d'appeler un ordre définitif.

Nous nous battons pour la paix de nos fils et de nos petits-fils. Nous ne chercherons pas

à exploiter égoïstement nos succès, car la vue de l'Allemagne dégoûte les peuples de toute mégalomanie. Notre but, c'est d'assurer la civilisation du monde et les destinées heureuses de la France et de ses alliés, en ménageant le libre développement de toutes les nations.

Dès lors, deux grands objets s'offrent à ceux qui dicteront les conditions du traité :

1° La destruction de la puissance pangermanique, reconnue, d'après ses propres déclarations, comme une menace permanente pour la paix du monde ;

2° L'établissement d'un équilibre durable entre les puissances.

Il n'est pas douteux que les gouvernements alliés ne soient bien pénétrés de cette double nécessité. Leur engagement de ne pas traiter séparément et l'échec des suggestions qui se sont produites, à plusieurs reprises, en faveur d'une solution transactionnelle du conflit le démontrent suffisamment. Mais, je le répète, il faut que cette attitude des gouvernements s'appuie sur la fermeté réfléchie d'une opinion publique décidée à prolonger la lutte, autant qu'il sera nécessaire pour assurer le caractère définitif de la paix par la destruction de la puissance germanique et la rectification des frontières des nations voisines.

Le point principal où notre attention et nos réflexions doivent se porter, c'est la nécessité de constituer une zone de défense contre l'infiltration germanique et de reporter à la limite naturelle du Rhin la frontière économique des nations occidentales.

Mais, naturellement, dans toutes ces questions, je ne puis être qu'un éveilleur de l'opinion et la suite de mes suggestions invitera, sans plus, tout d'abord, les patriotes à prendre conscience du rôle qui leur incombe.

P. S. — J'ai reçu de Sarah Bernhardt la lettre émouvante que voici :

« Depuis le commencement de cette monstrueuse guerre, je lis passionnément vos articles ; mais le dernier : « Un Appel pour les Invalides de la Guerre », m'a particulièrement ému, peut-être parce que je me fais couper la jambe après-demain dimanche, et que j'entre ainsi dans la grande famille des mutilés. Mais non ! ce n'est pas pour cela. C'est pour la grande vérité humaine qui se dégage de votre article. Je pouvais garder ma jambe et rester étendue sur une chaise longue. Les chirurgiens m'avaient demandé six mois. Je les refuse ! Et pourquoi ? Parce que la nostalgie s'emparait de moi ; j'accepte d'être

mutilée, je me refuse à rester impotente. Le travail est ma vie. Je veux me remettre au travail et retrouver ainsi ma gaieté et, je l'espère, utiliser encore toute cette force d'art qui me soulève et me soulèvera jusqu'à l'au-delà!

» Donc je viens vous dire de la part de mon fils et de moi que nous avons quatre places pour vos protégés dans notre théâtre. Voilà. Pardonnez-moi d'avoir tant parlé de moi et comprenez pourquoi je l'ai fait.

» Pensez à moi, dimanche matin!

» En toute admiration.

» SARAH BERNHARDT. »

Je lis et relis cette lettre de la grande artiste. Eh quoi! ce malheur sur *Hamlet*, *Lorenzaccio*, l'*Aiglon*, sur *Phèdre*, *Dona Sol*, la *Dame aux Camélias!* La reine de la tragédie demain serait une mutilée! Non pas. De plus en plus, c'est une reine. Cette enchanteresse des imaginations ne nous aura jamais plus ému qu'aujourd'hui. Elle a l'héroïsme vrai de la vie, après avoir donné la vie à tous les héros du théâtre: « Je continuerai ma route, dit-elle, et même j'aiderai les autres. » Saluons cette belle vaillance, et que la Triomphatrice, qui triomphe même de son mal, agrée nos remerciements, nos hommages d'amitié et d'admiration.

XLIII

NOUS COMBATTONS POUR SAUVER LA FRANCE ET DÉSARMER L'ALLEMAGNE

(La rive gauche du Rhin)

22 Février 1915.

Cette guerre, que les Allemands ont déchaînée, et durant laquelle, systématiquement, ils foulent aux pieds les lois et les usages inventés depuis des siècles pour humaniser tant soit peu les carnages, fait horreur à l'univers.

Un professeur de l'Université de Bordeaux, M. Th. Ruyssen, s'indigne que l'on qualifie ces Germains de « sale race ». Ce professeur est un faible d'esprit et de cœur. Qu'il médite ce qu'écrit son éminent collègue, justement estimé à Bordeaux, M. Camille Jullian : « Je ne puis parler du supplice de Dinant sans éprouver le dégoût et la haine qui naissent des pires ignominies ».

Ce professeur Ruyssen est un débris de ce groupe, nombreux avant la guerre, qui se fiait aux thèses pacifistes. Garde à nous, patriotes ! Il ne m'est pas donné de sonder les conscien-

ces, de connaître les intentions, de distinguer ce qui est erreur, ou simple niaiserie, ou complot concerté.

Quelques-uns cherchent aujourd'hui à rejeter la responsabilité de l'agression allemande sur l'Empereur, sur son fils, sur une camarilla de cour, sur le parti militaire, sur Krupp et son groupe. Où veulent-ils en venir, ces gens bien renseignés? Chacun selon ses préférences peut choisir dans le troupeau d'outre-Rhin son bouc émissaire. L'exercice est innocent, tant qu'il n'amène pas ceux qui s'y livrent à croire que, le bouc abattu, les intérêts de la France seront sauvegardés. Connaissons mieux la loi qui régit les destinées de l'Allemagne. Cette population, sous quelque régime qu'on la suppose organisée, tendra toujours à se ruer sur l'ennemi héréditaire et sur notre riche pays.

Une république germanique, pour avoir changé d'étiquette, n'aura pas à notre égard un esprit différent de l'esprit impérial. Et pour nous en convaincre, si l'opinion des gens tels que Wetterlé, qui a pénétré admirablement l'âme allemande, ne vous suffit pas, rappelez-vous que le Parlement *radical* de Francfort, en 1848, déclarait le Mincio frontière allemande, applaudissait à l'écra-

sement des Tchèques et des Polonais, réclamait l'annexion du Slesvig et de l'Alsace-Lorraine.

Quelle que soit la forme du gouvernement adopté par les peuples germaniques, ils obéiront à la loi éternelle de leur développement et rêveront de nous asservir. C'est leur destin, leur instinct et leur volonté, à travers les siècles, de se jeter sur nous aussitôt qu'ils le peuvent. Nul homme d'expérience (et le champ de cette expérience s'étend derrière nous à l'infini) n'essayera de nier que la puissance germanique soit une menace permanente pour la paix du monde et pour l'existence même de notre pays.

Une fois encore, les Allemands viennent de jouer la partie, à leur heure. Ils voulaient l'empire du monde. Avec quelle brutalité ! Nos provinces éprouvent le poids de leurs lourdes bottes. Nous avons eu la chance d'avoir un bon chef et des soldats unanimes dans leur résolution. Nous ne pouvons plus être battus. Mais il faut maintenant appliquer la règle suprême de la vie pratique et maintenir jusqu'à son plein effet notre énergie de victoire.

L'âme d'une action, c'est d'être menée jusqu'au bout. S'il est permis d'éclairer sa pensée en prenant des exemples et des analogies dans un ordre bien différent, je rappellerai ce que di-

sait M. Berthelot : « Terminer, rédiger, publier. » Il enseignait par ces trois mots que l'œuvre intellectuelle n'est terminée que lorsqu'elle est publiée, et que l'on n'est sûr de sa pensée que lorsqu'on l'a rédigée.

Il ne faut pas que cette guerre formidable laisse inachevée l'œuvre sublime de nos soldats. Nous pourrons rencontrer parmi nous, à l'heure du règlement, certaines oppositions provenant de certains groupements internationaux que laissent déjà entrevoir la voix scandaleuse de ce professeur Ruyssen et d'autres indices. Il est de haute prudence que, pardessus tous les partis, d'un haut point de vue de nationalisme français, dès maintenant, se concertent tous ceux qui veulent prendre, contre ces Barbares, les précautions suffisantes pour que nos fils et petits-fils recueillent le fruit de ce tragique effort.

Nos soldats acceptent de mourir pour le salut de la France (chacun la définissant un peu à sa manière), et pour rien autre. Ils ne se sacrifient pas à des combinaisons de conquête politique. Ils veulent sauver la France et désarmer l'Allemagne. Cette nécessité est la seule qui s'impose à tous nos esprits. C'est en partant de là que je raisonne. Si quelques-unes des vues que je cherche à ouvrir ne vont pas

à ce but, je suis prêt à les rectifier, et je prie que ceux qui ne sont pas mes amis immédiats me donnent aussi leurs indications, en vraie cordialité, car il s'agit là de ce qui fait l'objet principal de notre union sacrée.

Nous n'allons pas perdre notre temps à discuter les arguments de l'Allemagne, qui prétend avoir des droits sur l'Alsace-Lorraine parce que cette région serait peuplée de races plus ou moins parentes des Germains, et qui réclame au même titre la Hollande, la Belgigique, la Suisse, la Franche-Comté, la Champagne, la Bourgogne, etc. Nous ne discuterons pas davantage la prétention germanique de posséder la loi sur laquelle l'humanité entière doit se régler. Tout ça, c'est des bêtises sanglantes. Les savants allemands maquillent la science et façonnent la vérité au service de leurs princes. J'ai raconté ici même de quelle manière, en prétendant que le texte de César a été interpolé, ils essayent de nier que la Gaule se soit étendue jusqu'au Rhin. Et hier on a vu les quatre-vingt-treize intellectuels allemands faire leur grossière besogne de mensonge.

Louis Dimier, dans son commentaire à l'*Appel des intellectuels allemands* (Nouvelle Librairie nationale), écrit une bonne page, quand il dit : « On me demande si je crois que les

intellectuels allemands sont de bonne foi. Il me semble que la question ne doit pas être posée ainsi. Il faut dire : Croyez-vous qu'ils distinguent parfaitement entre bonne foi et mauvaise foi... » Il s'agit pour eux de tout autre chose que de savoir si cette guerre de 1914 est juste, et s'il existe un droit de race en faveur de l'Allemagne sur la vieille Lotharingie. Ils se battent avec des arguments, comme des soldats avec leurs armes, et l'Université ou la Socialdemocratie rivalisent de zèle avec Krupp pour fournir une artillerie d'arguments.

Laissons donc ces menteries. Nous sommes en présence d'un problème de forces. Les Allemands veulent nous dominer. Ils ont essayé de nous hébéter par la terreur; ils épuisent sur nous et sur les Belges toutes les variétés des supplices les plus affreux de l'histoire ancienne. La sanction légitime de leurs crimes et de leur échec, aux époques qu'ils renouvellent, eût été l'extermination de leur aristocratie et la domestication du reste. C'est bien ce qu'ils voulaient faire en France, c'est cette idée de derrière la tête qui explique leurs crimes les plus fameux des derniers mois. Tout au moins prenons contre ces hommes savants et sauvages toutes les précautions pour qu'ils soient hors d'état de nuire. Une fois la bête

féroce réduite à merci, limons ses griffes, dressons-lui une cage solide, libérons ses esclaves.

L'*Humanité* fait des objections contre le mot « démembrement de l'Allemagne ». Pourtant l'*Humanité* s'est rangée à la thèse de Viviani. Elle réclame pour la France l'Alsace-Lorraine ; pour le Danemark, j'imagine, les Slesvigois ; pour la Pologne, à qui la Russie promet une autonomie, les anciennes provinces polonaises. Nous voilà en bonne voie pour établir des frontières qui, en satisfaisant la noble Belgique, organisent la rive gauche du Rhin et garantissent la paix du monde. D'ailleurs, il va de soi que les nobles alliés qui combattent, au nom de la civilisation, pour libérer le monde entendent connaître et discuter, en vue de l'harmonie universelle, les intérêts et les droits des peuples.

Parmi les précautions à prendre contre l'Allemagne, son désarmement total et radical est le premier point à examiner et, là encore, nous sommes convaincus d'un accord unanime tout aisé...

XLIV

DOMINATIONIS ARCANA

23 Février 1915.

(Article supprimé à cette date par la Censure.)

... Ici nous touchons à ce que Tacite appelle les secrets du gouvernement, les moyens de la domination.

. . . . . .

XLV

IMPOSONS-LEUR CE QU'ILS NOUS PRÉPARAIENT

(La rive gauche du Rhin)

24 Février 1915.

Si j'ai faussé compagnie hier à mes lecteurs, ce n'est pas mon fait, mais le fait de la censure qui a retenu mon article, intitulé *Dominationis Arcana*, belle expression de Tacite pour dire *les secrets du gouvernement, ses moyens de domination...*

Mais revenons à la tâche que nous avons amorcée. Concertons-nous, entre gens de tous les partis, bien décidés, les uns et les autres, à sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement annoncées, notre amour-propre même, et à ne considérer que l'intérêt de la patrie, afin que, l'heure venue, cette guerre formidable et notre victoire nous donnent un fruit parfait. Demandons-nous dès maintenant, dans nos libres conversations, quelles précautions nous devrons prendre contre ces Barbares pour que nos fils et petits-fils se réjouissent en paix, indéfiniment, de nos sacrifices tragiques.

Sans doute il est des sanctions à appliquer aux auteurs des atrocités commises. Et nous n'éviterons pas d'en dire quelques mots ; mais ce sont là des idées, je tiens à le marquer, un peu en dehors de notre voie droite, qui est d'assurer la sécurité de la France. Nous ne songeons pas à des représailles.

Le châtiment des atrocités commises est nécessaire, afin de maintenir à notre action son caractère de croisade contre la barbarie. Il faudra rechercher et punir personnellement tous les individus, si haut placés qu'ils soient, coupables de faits relevant du droit commun. Quant aux crimes collectifs, leur répression

sera rendue assez aisée par le recrutement régional des corps de troupe allemands.

Dès maintenant, nos compatriotes molestés contrairement aux lois de la guerre doivent se mettre en mesure de faire la preuve contre leurs voleurs et assassins. Quant aux pertes irréparables que les Vandales ont imposées à la France et à la Belgique, il est de simple équité que nous prenions dans les trésors d'art, outre-Rhin, ce qui nous paraîtrait propre à les compenser un peu.

D'une manière générale, l'indemnité de guerre imposée aux Allemands devra couvrir les frais directs que l'Etat français subit de par leur agression, et puis dédommager de leurs maux, les particuliers et les collectivités. Cela promet une énorme addition. Mais le poids en sera réparti sur plusieurs générations, et l'annuité n'atteindra pas au montant des sommes que l'Empire consentait pour son budget de la guerre et de la marine.

Ce budget, nous l'allons supprimer. Heureux Allemands, nous les dispenserons de l'effort militaire personnel, en même temps que nous allégerons peut-être un peu leurs charges fiscales. Car, c'est ici le point essentiel. Le désarmement de l'Allemagne, l'opinion publique française le veut total, radical.

On ne retombera pas dans ce système d'une armée réduite qui fut imposé à la Prusse, par l'empereur, dans le traité de Tilsitt, et dont nous fûmes les dupes :

Le traité de Tilsitt avait fixé à 42.000 hommes le maximum du contingent prussien. Scharnhorst mit les soldats en congé sitôt qu'ils avaient acquis quelque notion du service et incorpora et instruisit perpétuellement de nouvelles recrues qui pouvaient être rappelées sous les drapeaux jusqu'à quarante-cinq ans. En 1813, il put lever ainsi sept contingents déjà instruits, c'est-à-dire près de 300.000 hommes. (*Les historiens.*)

Depuis quarante-quatre ans, nous avons dit mille fois que cette réorganisation rapide de la Prusse, en vue d'une revanche, était digne de nous servir de modèle. Qu'elle nous serve aujourd'hui d'expérience! Ce n'est pas une armée réduite que nous devons imposer à l'Allemagne; c'est la suppression de toute armée.

Pas d'armée du tout. Pas un officier, pas un soldat. Une police intérieure civile. Rien d'autre. Pas de canons, pas de mitrailleuses, à peine des fusils.

Interdiction même de fabriquer du matériel de guerre pour les autres, car les Allemands tendraient toujours à le garder pour eux et nos surveillants à la longue, par lassitude ou corruption, laisseraient faire.

L'Allemand est, de tempérament, un tricheur (de la même manière qu'il est un contrefacteur et un espion).

Je suis convaincu, d'après les éléments d'appréciation que j'ai pu recueillir, que la méthode énergique, sans brutalité de forme, est demandée par l'opinion française et que, parmi les mesures indispensables, chacun inscrit le désarmement de l'adversaire. Les Allemands ont joué la partie; ils voulaient nous briser les reins. Relisons la formule de l'ambassadeur allemand aux Etats-Unis, les *dix commandements du comte Bernstorff*. Je les remets sous vos yeux :

1° Toutes les colonies françaises, sans exception, même le Maroc complet, et l'Algérie, et aussi la Tunisie;

2° Tout le pays compris depuis Saint-Valéry, en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France; plus de quinze millions d'habitants;

3° Une indemnité de dix milliards;

4° Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer en France sans payer aucun droit, pendant vingt-cinq ans, sans réciprocité : *après quoi la continuation du traité de Francfort;*

5° Promesse de la suppression, en France, du recrutement pendant vingt-cinq ans;

6° Démolition de toutes les forteresses françaises;

7° Remise par la France de trois millions de fusils, trois mille canons et quarante mille chevaux;

8° Droits de patente des brevets allemands, sans réciprocité, *pendant vingt-cinq ans;*

9° Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre;

10° Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne.

Que dites-vous de l'article 5 « interdiction du recrutement pendant vingt-cinq ans? » Qu'ils supportent la loi qu'ils ont faite ! Non qu'un esprit de vengeance nous anime, mais parce que cette mesure est bien adaptée à l'objet qu'ils poursuivaient, et qu'ils nous obligent à poursuivre, nous-mêmes. C'est entre les deux nations une lutte pour la vie, implacable, voulue par l'Allemagne et dont elle a par avance méthodiquement défini les étapes. A nous de lui imposer ce qu'elle nous préparait. *Legem patere quam ipse fecisti.* Le salut de la France le veut.

XLVI

UNSER GOTT

25 Février 1915.

Les Allemands marchent en troupes, accompagnés de leur Dieu. Ils viennent nous punir, disent-ils, et nous germaniser. Quand ils nous auront brisé les reins et que nous nous tordrons comme des vers sur notre sol dévasté, ils nous imposeront leur joug économique et leur culture ; nous devrons consommer leurs produits industriels, adopter leurs idées et adorer « *Unser Gott* ».

Unser Gott n'est pas le Dieu de saint Louis, de Jeanne d'Arc, de Pascal et de Pasteur. C'est la vieille idole des forêts profondes, un cauchemar local rehaussé des plus sanglantes couleurs orientales. Je ne m'y trompe pas. Hier, alors que je me promenais en Syrie, en Phénicie, j'ai vu dans des paysages, qui en demeurent à jamais dévastés, les traces des anciens dieux altérés de sang, les Baal et les Moloch. Ils sont apparentés avec le vieux dieu allemand, issu d'imagina-

tions qui n'ont pas su trouver le bon, l'excellent dans la Bible.

Rien ne ressemble aux stèles féroces d'Asie et d'Égypte, où les rois dénombrent ce qu'ils ont asservi ou égorgé de peuples, pour la gloire de leur dieu qui s'en est réjoui, comme les bulletins où Guillaume et ses guerriers mêlent à leurs cris de guerre une mystagogie poussée jusqu'aux hallucinations. (Rappelez-vous les absurdités qu'il a dites aux Polonais sur leur Vierge tutélaire qui lui serait apparue.)

Sans aucun doute, une défaite de la France eût entraîné du même coup une révolution spirituelle dans le monde. On ne s'en persuadera jamais trop. Aussi voudrais-je mettre sous vos yeux un de ces innombrables documents de grossier mysticisme que l'Allemagne prodigue et qui sont l'âme de son armée.

Celui que j'ai dans les mains est une espèce de proclamation signée du « generalleutnant » Georges von Viebahn, imprimée sur un placard simple et destinée à être très répandue, puisqu'on voit au bas de la feuille l'indication de prix réduits pour des achats de mille et de dix mille exemplaires.

Ce qui tout d'abord y éclate, c'est l'orgueil de ce « peuple élu », qui possède *son* Dieu à lui (unser Gott), un Dieu que le Kaiser

remercie à genoux pour « la première victoire allemande » (ce devait être la violation de la Belgique). Ce nouveau Dieu des batailles a béni et protégé spécialement la préparation militaire formidable de l'Allemagne.

D'une grandeur sans exemple dans l'histoire du monde, telle apparaît la levée de notre cher peuple allemand. Une nation de soixante-six millions d'hommes est résolue à mettre en jeu tout ce qu'elle est, tout ce qu'elle a, tout ce qu'elle peut, pour défendre son existence. La mobilisation, exemple grandiose, a vraiment été le mouvement de tout un peuple, et elle s'est accomplie avec un ordre modèle ; elle a été comme un organisme gigantesque qui travaillait de toutes ses machines savamment ajustées, sans obstacle et sans frottement. Et l'unanimité de notre peuple tout entier est un grand et ineffable miracle, un don, que jamais l'on n'aurait pu prévoir, de la grâce divine. Ce n'est point l'habileté ou le travail des hommes qui aurait pu faire cela. Dieu seul le pouvait !

Et l'auteur, développant cette idée du peuple allemand, peuple élu, montre la toute puissante action de Dieu en Allemagne, en 1813-1815 et surtout en 1870-71. « Dieu, continue le « generalleutnant», Dieu a encore fait quelque chose de plus grand pour nous dans les années 1870-71. Et ce n'est pas seulement dans les guerres que Dieu a protégé son Allemagne. Il l'a rendue puissante dans le commerce et l'industrie, durant les qua-

rante-trois années de paix qui ont suivi le traité de Francfort ».

Ainsi parle le général, et soudain, par une opposition énergique, familière aux prophètes de la Bible, il met le mauvais vouloir du peuple élu en parallèle avec la bienveillance du Dieu allemand. Quelques-uns ont murmuré contre le Gouvernement ; ils ont méconnu le meilleur gouvernement dont jamais un peuple ait joui. Les études hypercritiques sur les origines du christianisme ont trouvé la vogue. Dans toutes les classes sont apparues une tendance à nier Dieu, l'insolence dans le péché, l'adoration de l'or, la destruction de la vie de famille.

Les conséquences fatales de cet état de choses n'ont pas tardé d'apparaître. L'immoralité a pris un développement inouï. Elle s'est étalée sur la voie publique, le jour comme la nuit. Et quelle immoralité ! renouvelée de la plus tristement fameuse des villes bibliques. Ses vices, nous dit le général, ont trouvé en Allemagne des représentants par milliers *(die Schamlosen Sünden Sodoms im deutschen Volke tausendfache Vertreter fanden)*. Le général en donne pour preuve la baisse de la natalité. Il y insiste avec une énergie que j'hésite à traduire *(wie weit Silbst-*

sücht und widernatürlicher Sinnengenusz gestiegen waren). Aussi l'amour maternel et la fidélité conjugale ont-ils subi des pertes irréparables. Le nombre des criminels, surtout des criminels enfants, et des fous a crû d'année en année, en une effroyable progression.

Voilà l'état véritable de notre peuple, conclut le général, mais *unser Gott* nous cherche et nous aime, réconcilions-nous avec Lui par la guerre.

Dans le même moment où je lis cet extraordinaire appel d'un chef militaire, je lis un des innombrables carnets saisis sur les soldats allemands. Celui que je feuillette a été trouvé sur Gustaf Schoppe, hussard du 7e corps de réserve, 14e division. Pour vous en donner le ton, j'y prends quatre lignes. Elles suffiront :

Vendredi, 4 septembre 1914. Nous rompons le matin, à sept heures. Nous marchons dans la direction de la Belgique. Alors, nous tombons sur deux canons et de la troupe avec laquelle nous combattons. Nous les repoussons vers un village où une patrouille du 2e escadron fut vite le point de mire de l'ennemi. Il y eut beaucoup de morts et de blessés..

Aux blessés, nous coupons les pieds, nous les brûlons vifs, et nous leur brisons le crâne à coups de crosse.

Tout est dans ce goût. Inutile de vous faire lire l'effroyable et monotone énumération.

L'intéressant, c'est que cet abominable individu ne se tient pas un instant pour un

criminel. Il a tout à fait l'air, comme le plus grand nombre de ces teneurs de carnets qui nous racontent leurs crimes, et comme les chefs qui les ordonnent ou les justifient, de se tenir pour un juste qui accomplit les volontés de *unser Gott*. Les forfaits de ces misérables sont des actes de réconciliation avec le divin, et ils semblent souvent en proie à une frénésie convulsionnaire (qu'ils tiennent pour mystique).

C'est là un prodigieux abîme pour la réflexion. Un abîme entre les deux peuples. Que les Teutons se tiennent pour la nation élue, nous le savons tous. Ne nous lassons pas d'y revenir, pour ouvrir les yeux de nos frères qui ne redoutent que le militarisme en Allemagne. C'est du peuple allemand lui-même et de la sorte d'esprit que ce peuple sécrète qu'il faut nous méfier terriblement. Je sais leurs vertus, leurs hautes productions, leur génie ; je connais les longues veillées des hivers allemands et ce murmure universel de vie qui s'élève de leurs forêts et de leur poète ; mais ils veulent notre mort. Prenons toutes précautions. Que les philosophes du Congrès de Londres, qui parlaient de tendre une main fraternelle au peuple allemand, réfléchissent sur le fait d'un peuple qui con-

sidère comme « l'œuvre même de Dieu » sa formidable préparation à la guerre, et qui, dans les horreurs de la Belgique, de la Lorraine et du Nord, pense : J'avais perdu Dieu, voici que je le retrouve par mes actes qui lui sont un holocauste agréable.

Rien à faire avec des gens dont voilà les songeries et la vie spirituelle. Persuadons-nous bien qu'à l'heure où ils mettront bas les armes, nous aurons à prendre contre eux les plus sévères précautions. On ne change pas les destinées d'une nation et ses volontés mystérieuses, inconnues d'elle-même. Comment nous fier à ceux pour qui la guerre n'est pas seulement « l'industrie des Prussiens », comme disait Mirabeau, mais l'industrie même de Dieu !

XLVII

LES CLÉS DE LA MAISON

(La rive gauche du Rhin.)

26 février 1915.

Interrogez qui vous voudrez. Interrogez les soldats, les civils, les Français quels qu'ils soient. Pourquoi font-ils la guerre ? Pour que la guerre ne recommence plus.

Nous voulons obtenir du traité de paix toutes les garanties, la quasi certitude que nos fils et petits-fils recueilleront le fruit de ce tragique effort, jouiront de la sécurité en face de la Germanie désarmée.

Obligés par l'agression allemande, nous avons engagé notre existence et celle des nôtres, notre vie personnelle et celle de nos enfants ; nous ne devons pas laisser notre œuvre demi inachevée. Quand arrivera l'heure du traité, l'heure de la décision, nous devrons tous, tant que nous sommes (et vous aussi, Hervé), sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement énoncées, notre amour-propre, pour ne considérer que l'intérêt de la patrie française, son salut aujourd'hui, sa grandeur demain. La question des clauses du traité doit être abordée comme une suite de réalités, et abstraction faite de toute idéologie.

Au nom du salut de la France, pour la sécurité de notre patrie, pour la paix de nos fils et petits-fils, que nous ne voulons pas exposer une fois encore à ces effroyables risques, il nous faut à l'est une frontière qui ferme ; il nous faut ce que Bismarck appelait « les clés de notre maison ».

On ne peut pas s'arrêter à la frontière de 1815, affaiblie systématiquement. Le moins

qu'on pourrait revendiquer serait la frontière de 1789, avec Landau et Sarrelouis, qui est une création de Louis XIV et la patrie du maréchal Ney. Et il saute aux yeux qu'on ne laisserait pas à l'Etat prussien le bassin houiller de la Sarre, dont les 10 ou 15 millions de tonnes équilibreraient notre production et notre consommation de charbon.

Mais, dès l'instant qu'on reconnaît la nécessité d'incorporer des réfractaires temporaires et la ville de Sarrebrück, qui est la plus importante de la région au nord de la Moselle, il serait ridicule de ne pas exiger une frontière rationnelle, défendable, formant écran protecteur pour la Lorraine, en cas de guerre future.

Louis XIV, et avant lui Richelieu et Mazarin l'avaient compris et exerçaient une véritable protection sur Trèves, avec droit de garnison dans les places du Rhin. Trèves et le Palatinat étaient alors plus français que la Lorraine.

Je n'insiste pas sur des précisions. Je pose le problème. Pensez-y, avec le sentiment qu'il est indispensable de ne pas inquiéter la Hollande et de lier des relations fraternelles avec la Belgique. Voyez s'il est parmi nous quelqu'un d'assez fou pour se fier aux belles promesses

que fera l'Allemagne. Là-dessus consultez les Belges. Ils sont fixés. Ils savent ce que vaut la parole allemande. Mais nous tous, le comprenons-nous bien ? Avant de faire valoir dans le détail un plan de règlement, je voudrais un accord sur l'esprit de ce règlement.

La situation est claire, très simple ; la nécessité, pressante. Le bon sens nous commande. L'expérience nous a servi, n'est-ce pas ? Vous êtes bien, tous, de l'avis de mes correspondants : il faut désarmer complètement l'Allemagne et nous armer contre elle d'une frontière raisonnable.

Ces déplacements de frontières ethniques se sont faits dans de grandes et rares circonstances, que l'histoire connaît, et par des mouvements définis. Au commencement du ve siècle, Rome, obligée de se protéger elle-même, rappela en Italie les dernières légions qui protégeaient le Rhin. L'Alsace devint tout entière la proie des Barbares, et la Lorraine fut entamée; les éléments celtiques et latins furent assujettis aux éléments germaniques; la langue allemande succéda au latin comme langue dominante. Aujourd'hui encore la coupure est nette. On voit la frontière linguistique. J'ai eu la curiosité de la suivre, un bon livre de M. Pfister à la main. Elle est là

depuis l'opération du ve siècle. Et bien entendu les Allemands n'en ont pas tenu compte, en 1870, un seul instant. Ils ont fait une opération politique, en ne se préoccupant que d'ouvrir largement notre maison pour tenir Paris sous l'action de leurs armées. Et nous, à notre tour, voici que nous sommes obligés, pour la sécurité indispensable de la France, de renouveler le règlement des frontières.

Les peuples actuels sont des résultats. Il n'y a pas, assurent les gens qui ont étudié la question, dix pour cent de Germains dans la Bavière actuelle. Elle est sur fond celte. De même la Prusse, le Mecklembourg sont sur fond slave. Et il y a plus d'Allemands dans le département de l'Aisne que dans le Tyrol. Oui, les peuples actuels sont le produit d'un conquérant ayant imposé sa langue, ses mœurs à des vaincus.

De là notre inquiétude quand toute l'élite sociale tendait à quitter l'Alsace-Lorraine pour regagner la France ; de là notre souci de justifier ceux qui restaient dans ces pays annexés, alors même que la vie ne les laissait pas purs de tout contact germain ; de là surtout notre ardent désir de leur donner la plus haute idée de leur supériorité de civilisation. Ah ! ce fut pour la cause française en Alsace-Lorraine

une très grande chance que l'Allemagne, où le nombre des gens sympathiques est extrêmement restreint, n'en pût envoyer aucun dans les pays annexés. Hansi et Zislin bafouèrent à juste titre ces méchants et ces grotesques. La cause allemande éveillait la haine et le rire, et n'avait pour elle que sa puissante méthode administrative, son bel ordre. Les Allemands échouèrent. A la longue, nécessairement, ils auraient tout submergé. Déjà, ils débordaient jusqu'en France.

Je souffrais quand je voyais, ces années dernières, des prêches publiques en allemand, à Lunéville et à Nancy.

Ah ! pauvre France. Nous en avons couru des périls. Il faut créer des territoires de protection. C'est de toute nécessité. Et dans ces zones, des précautions sont à prévoir, qui, toutes, doivent être insérées dans le traité : interdiction aux Allemands de rien posséder du sol, des mines, des immeubles, à 100 kilomètres de la frontière : rétrocession à l'État français de toutes les mines, des chemins de fer, — les indemnités à verser aux personnes ainsi expropriées étant mises à la charge de l'État allemand qui subsistera.

Ce sont là des clauses capitales qui permettront de franciser réellement et rapide-

ment les pays repris ou annexés, et qui drai-neront merveilleusement notre race.

L'agrément de la France ne tardera pas à parfaire ce que de bonnes méthodes auront préparé, et à recouvrir du plus agréable vernis ce qu'il y a de germanique sur les territoires nécessaires à notre sécurité. D'ailleurs, on y voit encore des fragments, un peu écaillés, j'en conviens, mais toujours séduisants, des anciennes couleurs françaises. De nombreuses familles, originaires de ces pays Rhénans, me rendent compte de ce qui demeure là-bas de sympathies que nous pourrions revivifier. J'ai déjà donné de ces lettres et j'en veux publier encore.

Et puis, songez que nous retrouverons là-bas de solides préparations catholiques. Jusqu'au XIXe siècle, où l'instruction primaire obligatoire a tout changé, les puissances politiques se préoccupaient peu de la nationalisation, mais elles donnaient à la religion une importance capitale. Il y a là-bas de belles traces religieuses, fixées pour jamais dans la race par les grands efforts politiques de notre nation. Et voilà des bétons sur lesquels on peut construire.

... Je n'insiste pas d'ailleurs sur ces forces françaises à réveiller. C'est un autre chapitre,

le chapitre des voies et moyens. Aujourd'hui, nous abordons simplement ceci : que certaines annexions sont une nécessité. En même temps que j'écris cet article, j'ouvre la *Petite Gironde*. Qu'est-ce que j'y trouve ? Une déclaration de l'ancien président du Conseil, M. Charles Dupuy : « Je demande que les frontières françaises aillent jusqu'au Rhin et à la Moselle et que nous puissions voir un préfet de la République installé à Coblence. » Et toujours dans le même moment, je reçois un volume, La *Guerre*, de M. Ernest Denis, professeur à l'Université de Paris. M. Denis dit : « Nous dicterons la paix, examinons les conditions du traité. » C'est juste l'objet de mes articles. Sommes-nous d'accord ? Oui, sur la position du problème et sur bien des points. Cependant l'auteur, qui désire l'annexion de la Moselle, hésite. Il craint que nous n'éprouvions des complications intérieures, si nous avons « à côté du Haut et du Bas-Rhin, deux ou trois départements allemands, où la mauvaise humeur que causera naturellement le bouleversement des habitudes se compliquerait de la révolte de l'esprit national. »

Ah ! monsieur Denis, père d'un soldat glorieusement tombé à Courbesaux pour la défense de la patrie, faites donner au sacrifice

de votre fils généreux son plein effet. Couvrez la France et la Lorraine d'une zone de protection. Nous n'aurons aucun ennui avec ces bonnes populations des cercles de Trèves et de Coblence, dont vous dites vous-même, justement, qu'elles ne « s'insurgent jamais contre le destin ». Elles nous rendront, au contraire, grand service. Pour la pensée française, je l'indique en me réservant de le développer, ces belles et nobles provinces, qui se souviennent de l'empire romain, seront un complément. Nous nous sentirons heureusement animés par le courant d'air du grand fleuve, et par le mouvement de cette pensée mosellane et rhénane, dont Berlin, chose étrange, n'a jamais su rien faire. Et comme nous aimerons ce pays, nous y serons aimés.

Qu'est-ce que Berlin a jamais fait éclore sur la rive gauche du Rhin? Regardez l'Alsace. Les Prussiens ont voulu y faire prédominer la puissance de la Germanie par des moyens matériels, mais ils n'ont pas pressenti les besoins spirituels de la nation, et c'est nous qui donnions une voix, durant ces quarante-quatre dernières années, au sens de l'honneur, à la fierté, aux regrets, à l'âme de l'Alsace. Bien plus, c'est nous qui employions les admirables qualités de cette race militaire, dont les fils

ne pouvaient être officiers que dans notre armée.

Eh bien ! de même, nos institutions et notre sympathie auront vite fait de reconquérir le Palatinat et l'électorat de Trèves qui nous ont beaucoup aimés. Nous nous y mettrons tous. Nous avons déjà le plus beau pressentiment de la poésie, jusqu'alors muette, de la Basse-Moselle. Nous nous sommes assis, dans notre jeunesse, auprès du fameux tombeau romain d'Igel, et nous avons distingué les fins particulières, les destinées propres, l'élément vital de cet admirable pays. C'est la production et l'épanouissement de cette énergie mosellane, c'est l'apparition d'une nouvelle supériorité dans le monde, qui feraient cesser la lutte entre les deux pays.

Annexons dans la mesure raisonnable et désarmons nos adversaires. C'est la paix française assurée. Et les bienfaits de la paix française sont irrésistibles. En 1950, les gens de Trèves seront aussi francophiles qu'ils l'étaient en 1830.

XLVIII

PÉGUY RACONTÉ PAR LE TÉMOIN DE SA MORT

27 février 1915.

Mes lecteurs se souviennent du beau récit que le soldat Victor Boudon, blessé à la bataille de la Marne, nous a fait de la mort de son lieutenant Charles Péguy. Mort dont il fut, pour l'honneur des lettres françaises, le témoin.

Victor Boudon, au moment où la guerre l'appela au régiment, était représentant de commerce. Auparavant, tout jeune encore, il avait travaillé, comme secrétaire, à la *Ligue des Droits de l'Homme*, auprès de Francis de Pressensé, pour qui il conserve, en toute indépendance, les sentiments d'un disciple. Sans que je vous en dise plus, vous devinez le caractère de l'homme qui a vu mourir Péguy. Nul plus que lui n'eût été capable de s'enivrer immédiatement des théories de notre ami sur la mystique de la Révolution et de l'*Affaire* et, très vite, de ses théories sur la mystique

de Jeanne d'Arc. Mais, chose curieuse, ces méditations, il les ignore. « Je savais, m'a-t-il dit, que Péguy rédigeait les *Cahiers de la Quinzaine*. J'en ai lu autrefois quelques fascicules, au temps de l'Affaire, et depuis rien... »

Il regrette de n'avoir pas « échangé des idées » avec Péguy. « C'était mon lieutenant, nous n'avons guère causé, et puis cela fut si court, si plein de fatigues, d'événements. Oui, je me promettais, à l'occasion, de l'interroger et de l'entendre. »

Que Boudon se console. Il connaît un Péguy plus vrai, plus beau, plus éternel que celui que nous connaissions quotidiennement, et tel enfin que notre amitié le pressentait. Le Péguy de la retraite sur la Marne qu'il nous raconte est, pour jamais, celui de la postérité. Je laisse la parole à ce digne témoin et associé de gloire.

Le 4 août 1914, le quai de la gare de Bel-Air-Raccordement est envahie par la cohue de plus de 3.000 mobilisés, tous à destination du 276e régiment de réserve d'infanterie à Coulommiers. Sur le talus de la voie qui domine les rues avoisinantes, noires de monde, le train qui nous emmènera arrive lentement. Les vivats, les adieux montent de la foule. les mouchoirs s'agitent au vent. Il est quatre heures. En quelques instants, du premier au dernier wagon, notre train est décoré de fleurs, pavoisé de drapeaux, couvert de caricatures sur les Boches et d'immenses inscriptions à la

craie : « Train de plaisir pour Berlin, Vive la France ! », tandis qu'à l'avant de la locomotive claque au vent un superbe faisceau de drapeaux.

Sur le quai, beaucoup se reconnaissent : on se forme par groupes d'amis et de connaissances. Un officier en tenue, du 276e, seul, grave dans son allure martiale, souriant d'un sourire fin et avisé sous le binocle qui orne une figure encore jeune, encadrée d'une barbe blonde, est là qui surveille d'un air paternel l'embarquement et se prépare également à monter avec nous. C'est Charles Péguy, lieutenant de territoriale, maintenu sur sa demande à un régiment de réserve.

Mais, dans toute cette turbulence, un peu de discipline est nécessaire ; quelques têtes sont échauffées par l'émotion du départ et les copieuses libations... Un mobilisé tenace veut à toute force emmener sa compagne avec lui ; un agent de service l'apostrophe durement, les choses vont se gâter, mais le lieutenant Péguy intervient : « Allons, mon vieux, viens avec moi ; ce n'est pas le jour de se cogner ; réserve ça pour les Boches !... » Et, docile, l'homme le suit en l'assurant que, « pour un lieutenant, il était un chic type... »

Bientôt, le train archibondé de toute cette jeunesse exubérante démarre.

Au soir à neuf heures l'arrivée à Coulommiers. Les habitants font la haie le long des trottoirs. Une immense clameur de : « Vive la France ! » retentit, tandis que s'élève le farouche *Chant du Départ*. « Un Français doit vivre pour elle. Pour elle un Français doit mourir ». Derrière un grand drapeau déployé, tous les soldats, dans la nuit qui tombe, défilent gravement. Et, dit Victor

Boudon, le lieutenant Péguy, empoigné lui aussi par l'émotion générale, suit le cortège, marquant le pas comme les vulgaires troupiers que nous sommes.

Les jours qui suivent sont occupés par les préparatifs du départ. Péguy préside d'un air bienveillant à l'équipement et à l'armement des 250 hommes de la compagnie. On le voit partout à la fois, toujours prêt, le premier au rassemblement, courant, se démenant, tel un maître d'école surveillant ses élèves. Et le surnom lui est aussitôt appliqué. Pour tous, il est le « Maître d'École », le « Pion »... Et il en souriait chaque fois qu'en passant devant les rangs ce surnom, dit par tous en franche et sympathique amitié, venait frapper ses oreilles ; il en souriait avec un air malicieux qui semblait dire : Blaguez, blaguez, mes amis, vous le verrez à l'œuvre, votre « Pion ».

...Que mes lecteurs ici me laissent m'interrompre d'écrire, en quelque sorte sous la dictée du témoin, et qu'ils me permettent une exlamation bien profane dans ce sujet sacré. Quel talent ! ce Victor Boudon ! Comme il a su voir et comme il nous fait voir et aimer son modèle !

Maintenant, sous la pluie, le régiment s'entraîne. A la fin de chaque exercice, la

grande joie de Péguy, c'est la charge à la baïonnette. Ce diable de petit homme exulte à chacune de ces charges où se révèle son tempérament combatif et bien français. Il fallait le voir, après avoir fait déployer la compagnie en tirailleurs, nous crier d'une voix forte et timbrée : « Pour la charge, baïonnette au canon ! » puis courir en avant, sabre au clair, en hurlant : « En avant ! Chargez ! » La charge finie et l'ennemi imaginaire repoussé, il remettait l'épée au fourreau avec un regard de fierté et un soupir de contentement qui nous faisaient tous sourire.

Péguy a obtenu d'emblée la confiance de sa compagnie. Très vite on en voit l'heureux effet. Au 27 août, dans les rues de Saint-Mihiel, un soldat achète un journal et lit l'Alsace évacuée, la retraite de Lorraine, la bataille de Charleroi, l'invasion de la France. Les hommes sont saisis d'angoisse. « Voyez-vous, dit Péguy, en parcourant à son tour la feuille, il y a eu un fâcheux fléchissement, c'est certain. Ses causes nous échappent encore. Mais nos troupes ne semblent pas avoir été entamées et c'est l'essentiel. Et puis, j'ai toute confiance dans l'état-major ».

Voilà la note où il se tiendra tout au long de la retraite. Cela est très beau. C'est avec

de telles âmes qu'on redresse les événements.

Nous n'allons pas pouvoir accompagner Péguy dans toutes les étapes de sa mort glorieuse, mais voyons-le dans l'action de la bataille, à côté de ses camarades les officiers, au milieu de ses soldats, tous vaillants, ardents, tous ses pairs.

Le colonel rassemble les officiers et leur fait distribuer des cartes de la région, tandis que, des voitures de compagnies, les caisses de cartouches sont tirées et distribuées. Notre artillerie commence son infernal concert. Nous partons, déployés en colonne par quatre au milieu des champs de betteraves où la marche est pénible et glissante; à ce moment, le brouillard épais se dissipe comme sous l'effet magique de la canonnade, et alors, tandis que la fusillade commence et que nos mitrailleuses crépitent, on devine, dans le lointain encore brumeux, les masses grises de l'infanterie prussienne, que déciment terriblement nos 75. Leurs coups de gongs sonores répondent au martellement plus sourd des batteries allemandes, et la mélinite fait ses sanglantes trouées dans les rangs des barbares, qui sortent des bois comme d'une fourmilière... « Plus on en tue, plus il en sort », murmure un officier. Péguy exulte, il a rabattu son képi sur ses yeux, qui brillent d'une lueur farouche; il marche à côté de nous comme à la parade. « Serrons les rangs, et de l'ordre, hein ! et tout à l'heure, attention pour la manœuvre ».

... Mais nous sommes dans une position que commence à rendre intenable le feu allemand; les obus arrivent et rasent nos têtes avec un ronronnement sinistre, pour aller éclater derrière nous, à quelques mètres. Instinctivement, les têtes se baissent à chaque sifflement précurseur : « N'ayez pas peur, dit Péguy

en riant, ça fait du bruit, mais ça ne tue pas. » Pour compléter la chose, voilà qu'un aéro allemand vient se détacher au-dessus de nous; il a repéré notre emplacement, qui, quelques secondes après, est copieusement arrosé d'obus; c'en est une vraie débauche. Il faut quitter l'endroit et, par quatre, longer rapidement la route, qui nous mène, 1.500 mètres plus loin, derrière Marquivillers. Les officiers donnent les ordres avec un calme admirable; le lieutenant de la Cornillère, une badine à la main, est avec le lieutenant Péguy, tous deux debout sous les obus qui labourent la route, courent sur la terre dans un sillage de fumée verte et éclatent autour de nous dans un fracas de tonnerre. Nous avons « attrapé le coup », et, à chaque arrivée des grosses mouches d'acier, d'instinct, nous effectuons un « à plat ventre » rapide, tout en ramenant le sac sur la tête. Seuls, nos officiers, avec le colonel et le commandant, sont sur la route, debout sous la rafale qui hurle, Péguy souriant, de la Cornillère jouant avec sa badine d'un air merveilleux d'indifférence, tandis que le capitaine Guérin, monocle à l'œil, appuyé sur sa canne (blessé grièvement au Maroc, il est obligé de marcher avec une canne), surveille notre mouvement de repli.

Toute la compagnie a reçu les félicitations du général; on a le sentiment d'une victoire; on bat tout de même en retraite. C'est la retraite sur la Marne, une des plus grandes pages de l'histoire universelle. Je n'espère pas vous donner le sentiment du prodigieux effort que fournirent alors nos armées sous la chaleur accablante. Que chacun pense à ses fils, à ses frères, à ses amis, et interroge les vivants

et les morts de ces grandes journées tristes qui sauvèrent la France! Marchons à côté de Péguy, en notant seulement quelques traits :

Déjà beaucoup ne peuvent plus avancer et s'épuisent courageusement pour tenir tête; les kilomètres succèdent aux kilomètres, les villages aux villages, et jamais on n'entend parler de cantonnement réparateur. De temps en temps, le brave Péguy s'approche et, d'un mot, stimule l'énergie défaillante : « Eh bien ! mon vieux, quoi! un peu de courage ; mets-y en, nous arrivons. » Ah! il ne s'embarrassait pas de phrases, il connaissait ses « Parigots », et il leur parlait leur langage, les tutoyant dans un air de familiarité bonhomme, trouvant le mot qui cingle et ranime, et beaucoup « tenaient » par une sorte d'affection pour cet érudit, « ce maître d'école », dont on disait couramment : « Péguy, c'est un bon vieux! »

On abandonne les sacs, on va dans la nuit. Péguy entend les protestations. Il voit qu'elles vont s'aggraver. Comme les autres, il n'en peut plus, mais il va d'un rang à l'autre : « Allons, les amis, du courage ; il ne faut pas s'arrêter, je vous promets que nous arrivons ; moi aussi, je suis éreinté et j'ai faim ; mais, je vous en prie, faites comme moi. »

Enfin, tant bien que mal, ranimés par les encouragements, nous arrivons à deux heures du matin à Ravenel, après avoir fait près de 55 kilomètres et un combat en 24 heures, sous une chaleur épouvantable et sans rien manger! Quant à manger maintenant, il n'y faut pas songer, il n'y a rien; nous allons nous étendre sur la paille d'une grange : 200 hommes dans un espace pouvant en contenir tout au plus 100, et pour cela, faut-il encore que des réfugiés, qui occupaient la place, nous la cèdent. Une pauvre femme, avec de jeunes enfants, dont un au sein, sort : « Où allez-vous, madame, lui demande Péguy. — Mon Dieu! monsieur, il faut bien que ces pauvres gars se reposent! — Non pas, madame, je ne permettrai pas; vous ne trouveriez aucune place ailleurs. Allez ! les amis, débrouillez-vous, il faut que ces gens couchent là. » Et nous nous débrouillâmes.

Le lendemain, on repart, sans repos, sans sommeil, sans vivres. Des soldats ont cueilli d'affreuses pommes vertes sur un arbre, le long de la route. Péguy s'approche de Victor Boudon : « Donnez-moi donc une pomme, mon vieux. — Avec plaisir, mon lieutenant. »

Des bruits circulent dans les rangs que le Gouvernement vient de quitter Paris pour se

réfugier à Bordeaux. Péguy le nie avec énergie : « Pour moi, mon lieutenant, dit un homme, nous sommes vendus ». Grande colère de Péguy : « Mais c'est imbécile, ce que tu dis-là, mon vieux... » Maintenant la compagnie ne compte plus qu'une trentaine d'hommes. On fait une pause. Au moment de repartir et comme une nonchalance évidente se manifeste : « Allons, la 19e, debout » crie Péguy. « Il n'y a plus de 19e », jette une voix. « Ah bien ! tant que je serai là, il y en aura une. Allons, en avant, les amis ! » et il part. Tous, debout, nous reprîmes la marche, dit Boudon.

Le 2 septembre, vers quatre heures, ils arrivent en face de Senlis, pour voir le bombardement, l'incendie et le clocher qui chancelle sous les chocs de la mitraille. Ils s'enfoncent de nuit dans la forêt de Chantilly, ayant perdu leurs voitures de ravitaillement, sans nourriture ni munitions. Tout autour d'eux ciculent les uhlans. Le lieutenant Péguy s'avance, seul, en tête de la compagnie, dont il éclaire la marche.

Nous touchons ici à la dernière étape. Que ne puis-je m'arrêter dans mon travail qui me pousse et m'oblige ! Je voudrais fortement vous marquer le grand caractère sacré de la

lutte qui se prépare. Les enfants de Paris vont défendre la Ville-Lumière contre la Barbarie.

Bien des fois, nous avons pu sourire des redondances de Victor Hugo, mais son génie, qui les lui dictait, leur a donné la force de pénétrer dans notre sang. Aux jours tragiques du début de septembre, tous, nous avons aimé jusqu'à ne pas admettre de leur survivre les foyers et les autels de Paris. *Pro aris et focis !* Victor Boudon traduit avec une vérité admirable les sentiments de son bataillon de Parisiens, de Parigots, comme ils se nomment.

... Nous approchons toujours plus de Paris, me dit-il. On aperçoit par instants dans le ciel les grandes lueurs de ses projecteurs... Nous comprenons que la situation est bien grave, puisque l'ennemi se trouve à peine à 30 kilomètres de la capitale que nous avons tous quittée, il y a moins d'un mois, sans prévoir que nous allions en être les défenseurs ; mais nous avons en face du danger la croyance assurée par nos chefs qu' « Ils » ne passeront pas. A ce moment, nous sortions d'éprouver les plus terribles désillusions, les plus grandes craintes, capables d'engendrer la néfaste panique, mais, chose curieuse, même les mauvais prophètes, les broyeurs de noir se taisaient ; le vent de découragement qui soufflait les jours précédents s'effaçait en face du danger que, nous tous, Parisiens ou habitants de régions déjà envahies, nous sentions. Les nôtres, nos femmes, nos enfants, nos familles sont là dans ce grand Paris que convoitent les barbares et dont ils approchent dans une joie sauvage ; ils sont aussi dans ces villages, ces cam-

pagnes de la région, que tiennent déjà nos féroces ennemis : et, en livrant la suprême bataille qui maintenant ne peut tarder, ce sont nos foyers et nous-mêmes que nous allons sauver de la souillure. Il y a là, dans cette foule dressée en armes pour la défense du pays, le triomphe de la Civilisation sur la Barbarie et la mort de l'affreux militarisme prussien ; bien des opinions, des idées contraires, des gens qui, hier ennemis jurés, se regardaient des éclairs de haine dans les yeux ; mais aujourd'hui tout cela a disparu, les haines se sont fondues dans l'unique souci et espoir de tous : il ne faut pas qu'ils passent !...

En écoutant Victor Boudon, j'éprouve un sentiment analogue à celui que je prête aux croyants qui applaudissent dans les églises. J'applaudis par entraînement le vaillant soldat, mais je me blâme, je sais que c'est dans un grave silence qu'il faudrait plutôt accueillir ses paroles, oraison funèbre des milliers de braves qui moururent pour nous.

Et nous voici au 5 septembre ! La dernière aurore vient de se lever pour Péguy. Je ne vous renouvellerai pas le récit de sa mort, que je vous ai déjà donné (voir les *Saints de la France* p. 228) et qui survint près de Villeroy, aux abords de Meaux. Sa mort? Non pas ! Il allait naître à sa véritable vie et devenir plus agissant, se transformer en Péguy le Héros.

Charles Péguy, s'il avait survécu, nous aurait certainement exposé, par la suite, dans

ses *Cahiers*, la mystique de l'officier, la mystique du soldat, la mystique de la guerre. C'était l'attente de ses amis. A la nouvelle de sa mort, le poète François Porché dit aux Tharaud, ses voisins de rang dans l'armée : « C'eût été lui, le poète de la guerre... Il eût écrit sur cette guerre jusqu'à son vieil âge dix cahiers, vingt cahiers, trente et davantage, comme un jardinier qui tire de l'eau d'un puits sans le tarir jamais. » C'est exact. Mais tout son lyrisme et ses puissants empâtements, toutes ses phrases redoublées et fidèles aux mouvements de son cœur nous eussent moins éclairé sa pensée que sa fermeté, son humanité à la française et son utile familiarité de bon ouvrier œuvrant, au cours de cette retraite sur la Marne, avec des ouvriers en armes, pour la France.

Je reviendrai sur ce grand sujet pour essayer de comprendre avec vous l'utilisation dans l'armée des éléments que l'on peut appeler révolutionnaires. Il y avait à côté du lieutenant Péguy, si parfaitement compris de ses Parigots, un autre officier, le capitaine Guérin, grande figure aussi, d'un modèle plus ancien, plus austère, moins complètement accessible à ceux qui se louent de Péguy. Mais, vieille armée hiérarchisée ou jeune armée plus fami-

lière, tous sont entraînés par la plus noble passion, par l'enthousiasme du sacrifice.

Péguy est arrivé dans l'autre monde avec un beau cortège de ses amis, toute une chevalerie honorée de larges blessures. Ernest Psichari, Joseph Lotte, François Laurentie, qui étaient ses intimes, et puis une multitude de ses pairs, dont lui-même ne connaît pas tous les visages, le suivent, le précèdent, le rejoignent, l'encadrent. Quel est donc ce miracle qui fait surgir au service de la France, à l'heure voulue, les fils indispensables ? Les vérités éternelles ont retrouvé leurs jeunes témoins. Hier, c'était Joseph Ollé-Laprune, et puis Jacques Cochin, par qui son père connaît tout ce qu'un même cœur peut contenir à la fois de chagrin et de fierté. Cette guerre nous propose par milliers des exemples dont la France vivra, comme nos aïeux, jadis, vécurent de Roland et des preux de la vieille geste, et hier des héros de la grande épopée. Tâchons de recueillir les vertus sublimes des soldats de 1914-1915. Mais quelle qu'y soit notre application, c'est puiser dans l'Océan avec le creux de la main. Je puis vous mener dans les bois à quelques fontaines que je sais, mais, depuis six mois de guerre, toutes les eaux souterraines bouillonnent, toutes les

puissances de sainteté et d'héroïsme jaillissent, et, confondus de respect, nous restons au bord du gouffre, sur la rive de cette mer nouvelle.

XLIX

LA CONSCIENCE AMÉRICAINE

1er mars 1915.

Nos soldats n'ont de pensée que pour accomplir leur devoir. Mais un jour ils voudront savoir, et, nous leurs familles, leurs amis, dès maintenant nous voulons savoir si l'univers leur rend justice.

Les nations de l'Europe, sous le regard de l'univers attentif à cette grandiose tragédie, sont appelées depuis six mois à faire valoir les titres de leur puissance. Allemagne, que vaux-tu? Ton orgueil, justifie-le! Et vous, noble Belgique, Russie, Angleterre, France? Le monde a suspendu ses jugements et décidé qu'il allait connaître à l'épreuve ce qui est admirable.

Ainsi commence un monde nouveau. Demain, rien ne comptera plus dans l'univers que d'après l'issue de cette guerre.

Chaque nation révèle aujourd'hui son âme. On ne va plus nous juger d'après le passé, d'après nos annales, d'après nos gloires de vitrine, d'après 1870, mais d'après nos enfants qui se battent.

La vertu et le génie de la France se prodiguent dans les tranchées. L'univers le reconnaît-il? Je me posais cette question, l'autre jour, à propos de l'Espagne. Nous avons causé, à plusieurs reprises, vous en souvient-il, de l'Espagne ? et sans vous cacher que là-bas on ignore encore les crimes et les hontes de nos agresseurs, j'ai pu vous donner un florilège, un beau concert des voix hispaniques amies de la France. C'était l'élite de leurs penseurs et artistes... Aujourd'hui et dans le moment où nous surveillons les difficultés des Etats-Unis et de l'Allemagne, n'êtes-vous pas curieux de connaître les sentiments unanimes et vrais qui animent, à notre endroit, l'élite de la grande République américaine ?

Mais d'abord, comme on jette un regard d'ensemble sur l'horizon, laissez que je vous donne une lettre que j'ai reçue de là-bas et qui nous peint l'idée déplorable que l'on se faisait de la France en Amérique. Cet Américain — je donne ce détail pour montrer sa sympathie française agissante — m'avait

envoyé de l'argent pour nos blessés. Je l'avais remercié. Il me fait un second envoi, de 260 francs, à la date du 1er février, en y joignant les plus intéressantes réflexions.

J'ai reçu, me dit-il, votre lettre du 15 décembre... Vous la terminez en répétant : « La France combat pour la civilisation. » C'est un fait qui, aux États-Unis, n'aurait jamais été admis par l'opinion, si l'Allemagne n'avait pas, au mépris de tous les traités, envahi la Belgique et si l'Angleterre n'avait pas été l'alliée de la France.

L'Allemagne, jusqu'au mois d'août dernier était la puissance mondiale qu'on ne discute pas. Comme son empereur était, pour tout Américain, le « war Lord » son empire était le dernier mot du progrès et de la plus haute civilisation.

L'Américain autochtone, comme le citoyen d'origine récente venu d'Irlande, de Hollande, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, etc.. professaient tous le même dogme.

Et la France? C'est triste à vous le dire, mais on pourrait répondre d'un mot qui, si dur soit-il, traduit bien, le sentiment, le « feeling » américain sur notre patrie. La France « *fuit* ». Elle fut!

Pourquoi cela? Est-ce parce que la France, vaincue en 1870, n'a cessé depuis de traîner derrière elle la honte de ses défaites? Oui.

Est-ce parce que le peuple américain comme tous les peuples jeunes, a pour idole la Force et que l'Allemagne était devenue sa divinité de choix? Oui.

Est-ce parce que Paris, qui symbolise la France entière est représenté ici comme la Babylone des temps modernes? Oui.

Est-ce parce que, à tout instant, dans les journaux,

la France est représentée comme la nation homicide par excellence, par ce qu'en anglais on appelle la « self-destruction », l'immoralité dans la famille par la stérilité complète ou la fécondité limitée à un héritier? Oui.

Mais savez-vous quelles sont les deux grandes causes de la décadence de la France dans l'esprit des peuples? Ce sont les luttes de parti qui pendant quarante ans ont été le gouvernement de la France, et c'est dans les dernières années, la politique religieuse du gouvernement, — cette politique antifrançaise a été le plus habilement exploitée par l'Allemagne.

On vous accuse d'avoir perdu toute foi en quelque chose de supérieur. Voilà, monsieur, la raison de l'abaissement moral dans lequel la France est tombée dans l'esprit du peuple américain. Voilà pourquoi les Allemands-Américains voient se grouper autour d'eux les Irlandais, les Hollandais, les Suisses Américains, etc., pour célébrer la victoire germanique contre les alliés. Des hommes haut placés d'origine hollandaise me disaient naguère : « Nous aimons mieux que notre patrie devienne une province allemande, plutôt que de voir la France athée et persécutrice de la conscience humaine triompher de l'Allemagne. »

Ainsi parle, fidèle interprète d'un état d'esprit qu'il combat, mon correspondant, que je n'ai pas l'honneur de connaître autrement, mais qui semble un esprit généreux et clair. Sa lettre pose le problème très bien. L'Amérique se faisait de la France une idée assez basse, et plaçait l'Allemagne sur un piédestal. Mais, voilà que cette Germanie idéale, gouvernée par le plus noble des gentlemen,

rompt les traités, les considère comme des chiffons de papier... Alors, quoi! ce pays, que l'on ne se permettait même pas de contrôler, de discuter, aurait des tares derrière sa mensongère façade?

Ce fut un grand trouble dans la conscience américaine.

Dès les premiers jours d'octobre, certains journaux rendaient compte d'un « manifeste de l'opinion américaine » qui blâmait ouvertement les procédés barbares des Allemands quant à la violation de la Belgique, et un homme, type représentatif par excellence de l'opinion américaine. l'ancien président de l'Université Harvard, Charles W. Eliot, prenait de suite le parti des Alliés, pour désirer, sinon l'écrasement de l'Allemagne, du moins l'anéantissement du système militariste prussien.

Lorsqu'on connaît la campagne pangermaniste aux Etats-Unis, sa violence et son étendue; lorsqu'on a constaté la germanisation de certaines parties du territoire et même de certains esprits, on est aussi étonné qu'heureux de voir ce revirement, ce retour à la France.

C'est une révolution de conscience. Voulez-vous y assister, la comprendre, en suivre les heureuses phases? Un ami, éminent pro-

fesseur de notre Sorbonne, met à ma disposition des lettres nombreuses qu'il a reçues, depuis le début de la guerre, de ses collègues, maîtres illustres, ou bien des jeunes élèves des fameuses universités de là-bas. Vous y surprendrez, comme je vous l'ai promis, les sentiments vrais qui animent l'élite, car vous savez qu'en Amérique les gens des univertés sont les seuls à avoir des idées, au sens européen du mot. Les autres parties du public vivent d'impressions et d'on-dit mal cohérents. Dans un pays où il y a peu de traditions, les universités servent de cadres et créent des liens d'une force que nous ne pouvons pas imaginer d'après notre vie française. Là-bas, deux hommes qui s'abordent se disent de quelle université ils sortent et puis de quels cercles ils sont. L'opinion des universités est donc, sur l'esprit public, d'une importance que je ne risque pas d'exagérer. Tout autant que des endroits où l'on donne l'instruction supérieure, elles sont des centres de développement général et *d'humanité*.

Un des esprits les plus distingués de Cambridge, une octogénaire, traductrice et commentatrice de Montaigne, sœur de Charles Norton qui fut le grand ami d'Emerson, écrit au 1er janvier 1915 ;

La tristesse des événements abattus sur l'Europe obscurcit notre ciel, et il est difficile de se représenter l'avenir : même l'espoir est aveugle... Mais nous pouvons entrevoir des probabilités de victoire, qui ira à ceux qui défendent la cause de la liberté humaine. La propagande des pangermanistes se fait surtout, bien entendu, parmi les Germans-Americans .. Et j'ai confiance que, malgré les troubles de certains avis, la certitude de la vérité gagnera toute l'opinion.

La lettre de cette noble octogénaire est touchante par son désarroi. Le calme Cambridge, survivance de la Thébaïde intellectuelle de jadis, doit être en effet catastrophé par ces nouvelles d'Europe, et les tours d'ivoire chancellent jusqu'en Amérique. Mais, dans ce même Cambridge, écoutez, voyez ce jeune étudiant qui accourt vers nous. Admirez avec amitié son élan, sa confiance d'adolescent :

De Cambridge (Massachusetts), 21 décembre 1914 — ... Notre sympathie, ici, est complètement pour les Alliés. Là est la cause de la civilisation, et jamais une guerre n'a eu un but aussi noble et élevé. Maintenant, mieux que jamais, nous réalisons notre besoin pour tout ce qui est beauté et élégance de la culture en France. Cela promet un jour nouveau dans les affaires académiques. Enfin, en Amérique, pour nos guides allemands, le système sera brisé, et avec lui notre superstition dans la pédanterie et la barbarie allemandes. Aussitôt que cette horrible guerre sera finie, j'espère venir en France et y passer plusieurs années d'études... Je sens que la France intellectuelle et la culture française seront stimulées par la victoire et que

la France sera le centre pour tout véritable étudiant... Je suis heureux de vous offrir ma sincère admiration pour votre noble service dans la défense de la France, et j'espère, vraiment, que vous reviendrez avec la victoire, en bonne santé pour continuer le développement de votre enseignement, et avec la culture française, l'esprit français, l'honneur français, absolument et définitivement établis pour toujours...

Que cela fait plaisir ! De tels témoignages sont des raisons d'espérer et nous prédisent, nous préparent, nous assurent un admirable avenir. Ils sont un réconfort pour les vaillants groupements de l'Alliance française, pour les œuvres d'« échange », pour tous ces Français dévoués et fidèles au culte de la patrie, qui s'efforçaient de dire là-bas qu'il existe une France non officielle, une France qu'on ne voit pas, en laquelle il faut croire.

Écoutez l'un deux, voyez toutes les agitations d'esprit, les inquiétudes et les joies d'un professeur français installé à l'University of California Berkeley :

14 janvier 1915 —... Depuis le commencement de la guerre, je me ronge les poings en pensant à ce que mes amis voient, sentent et font, alors que, dans une université plus neutre que jamais, je ne peux faire qu'une chose : c'est d'empêcher qu'un Allemand ne prenne ma place.

De l'attitude de l'Amérique, je ne peux pas vous parler en détail : ils sont ici 26 (?) millions de Ger-

mans-Americans qui, par tous les moyens possibles, cherchent à indisposer les vrais Américains contre nous. On a prié pour la paix, refusé d'aider les Belges, excité contre nous les planteurs de coton, qui restent avec leurs marchandises en magasin; aujourd'hui, on parle de faire adresser une pétition aux chefs des gouvernements européens pour leur faire des remontrances. Nous sommes inondés de brochures, de journaux, de lettres qui viennent de partout, mais qui toujours ont leur marque de fabrique « made in Germany », et tout cela... pour rien. *Damn the Germans*! est la seule phrase qui résume vraiment l'opinion de la masse. Il faut pourtant vivre à côté d'eux, presque avec eux, les écouter et rester calme! Quelle école de volonté! Ce qu'il faut dire aussi, c'est que maintenant on commence à nous respecter. Finies les histoires stupides sur le « Gay Paris », nos modes ridicules, nos moustaches, nos gestes, notre pourriture morale et physique. Vous savez que l'on nous croyait tous avariés. Très gravement, il y a huit jours, le professeur d'*éducation* me demandait si nous n'avions pas d'enfants parce que nous ne voulions ou ne pouvions pas. Jusqu'ici, ce brave homme n'avait jamais douté de notre impuissance physique, il commence à se demander s'il ne s'est pas trompé.

Je m'applique en ce moment à étudier les variations d'opinion, surtout chez le peuple, Chose très significative, dans deux romans publiés dans le *Saturday Evening Post*, tout récemment, les Allemands jouent des rôles de traîtres, et cela vaut mieux pour nous qu'un *Livre Jaune*. On les considère comme des « vilains » de mélodrame...

Ainsi les progrès de la France dans la conscience américaine sont constants, quasi réguliers, comme en Champagne à cette

minute. Tenez-en pour preuve cette voix récente de date :

Cambridge, Mass., 29 janvier 1915.

... Nos cœurs sont complètement vôtres dans cette lutte terrible qui semble un retour au temps des barbares. Malgré toute la propagande allemande aux États-Unis, les sentiments de notre pays restent les mêmes. Leurs explications ne font que nuire à leur « cause ». Ce qui nous ennuie et nous agace le plus dans tout ceci, c'est l'attitude des Allemands naturalisés Américains, qui sont restés Allemands *de cœur* et tâchent de faire croire à l'étranger que les États-Unis sont pour eux. Nous n'avons tous qu'une prière, qu'une espérance — que la guerre finisse avec la victoire du droit et de la civilisation... Nous travaillons beaucoup ici pour les soldats des Alliés et pour ces pauvres belges ; nous donnons de *tout notre cœur*, je vous assure, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique.

Ils donnent ! la France le sait. Et que les organisations de secours américaines auxquelles préside à Paris notre confrère de l'Institut, M. Whitney Warren, l'éminent architecte de New-York, reçoivent ici notre remerciement français !

Mais j'ai gardé, pour clore cette série de témoignages, la parole émouvante, éclatante d'un professeur d'Harvard qui voulut bien se donner la peine de nous connaître et de nous voir, alors que trop de gens croyaient encore aux clichés de la France décadente. L'auteur

de ce livre célèbre, *The France of to-day*, écrit de Boston, en date du 10 janvier 1915, ces lignes de toute beauté :

Même si l'impossible devait se produire encore — et si les armes allemandes l'emportaient — rien ne saurait diminuer la simplicité, la dignité, la gravité, la grandeur de l'esprit français, qui ont fait de ces mois d'épreuve du feu *une des périodes vraiment héroïques dont l'humanité puisse se souvenir. Et, pour mon compte, je n'ai pas l'ombre d'un doute quant à l'issue victorieuse de votre lutte pour l'existence et l'honneur national...*

Si terribles qu'aient été ces mois émouvants, j'y trouve ainsi mainte clarté. Nulle épreuve moins énorme n'aurait pu prouver au monde, au monde entier, la parfaite vaillance des deux nations — Angleterre et France — qui sans être la mienne me sont devenues aussi chères que celle-ci. Vaillance, je l'entends non pas seulement dans notre sens plus limité de sens absolu du devoir et dédain du danger, mais dans la pleine gloire de sa signification grande et valeureuse : Cortesia a valor *de Dante...*

Après tant de pauvres peintures inspirées par les plaisirs de casino que Paris offre aux étrangers, et par les vilenies d'une certaine litté-

rature et d'une certaine politique, quelle revanche sublime que le tableau offert par la France héroïque et tenace d'aujourd'hui! Nos soldats, qui sauvent nos existences terrestres par leurs innombrables sacrifices sanglants, purifient en même temps notre patrie, la réhabilitent aux yeux de l'univers émerveillé. Ils ont, comme nos pères, la vertu de courtoisie et de courage qui introduit les êtres dans le monde idéal.

Quel est le secret d'émouvoir les peuples? Avec chacun d'eux, il varie. Qu'est-ce que le ciel d'Amérique, et comment un héros en obtient-il l'accès? J'en ai pris une notion dans Emerson et William James, et je ne m'étonne pas que le sublime de nos soldats soit accueilli et salué par le génie religieux de cette grande étrange nation.

Réjouissons-nous que « la conscience » des États-Unis, je veux dire les universités, nous rende justice, car qui sait si ce n'est pas d'elles, beaucoup plus que des milieux actifs d'entreprises et d'affaires, que partira l'appel aux armes? Aux armes que la peu guerrière Amérique peut manier en ce moment, limitation ou suppression de ses envois à l'Allemagne, prêt d'argent au Canada, répression des tendances germanophiles de certains immigrés...

L

APPEL AUX BOURSES ET, PLUS ENCORE, AUX CŒURS

2 Mars 1915.

Un tel élan de la *souscription pour les mutilés de la guerre* et déjà le demi-million largement dépassé, au huitième mois de la guerre, quand chacun, avec ses ressources restreintes, ne cesse pas d'être sollicité par des œuvres nombreuses, intéressantes, et par des catastrophes pressantes, c'est l'étonnement et l'admiration de tous. Examinez et dénombrez nos listes. Vous n'y verrez guère, jusqu'à cette heure, ces grandes maisons qui généreusement consentent des sacrifices en quelque sorte impersonnels, pris sur leurs frais généraux, et qui, d'une façon un peu administrative, viennent à l'ordinaire enfler les souscriptions. Cette fois-ci, c'est une armée de simples particuliers, émus de pieuse admiration et de reconnaissance pour les héros de la Patrie, qui accourent leur donner une obole et un témoignage, de l'aide et de l'amitié.

Ces invalides, que j'admirais sans les connaître, dépassent toutes mes imaginations. Ce n'est rien moins que notre conception de l'humanité qui sera transformée, chez vous, chez moi, chez nous tous, à la fin de cette guerre. L'autre jour, comme il traversait Paris, j'allais donner l'accolade à mon ami le capitaine Duhourceau, noble esprit qui a choisi la carrière des armes et qui, de vocation, était à la fois écrivain et soldat. (Bibliophiles, il faut avoir ses *Violons de Lorraine*, qu'il n'a pas mis dans le commerce.) Déjà blessé au début de la guerre, François Duhourceau est retourné au feu. Le 13 décembre, nouvel honneur : il a les deux bras déchirés, la tête blessée. On vient de l'amputer du bras gauche.

— Eh ! m'a dit le vaillant officier, ce n'est rien. Écrivain, j'ai ma main droite qui demeure libre. Soldat, j'ai l'exemple du général Pau. Me voilà un peu martyr pour la France et capable encore de la servir par l'épée. Je vais être rétabli assez tôt pour aller une troisième fois au feu, et mener au combat final, à la victoire décisive, nos splendides soldats. Comme vous avez raison de les appeler les saints de la France ! Des Allemands peuvent se battre avec une bravoure

pareille ; mais, j'en suis sûr, ils ne se sacrifient pas avec autant de désintéressement. Tout calcul, toute pensée, même de récompense et, j'ose dire, de gloire est absente de leur esprit. Ils acceptent simplement et sans amertume le destin le plus dur, parce qu'il n'y a rien de plus naturel pour eux que de faire leur devoir, quoi qu'il leur en coûte. C'est la merveille d'une race au sang généreux, nourrie dans le dévouement à l'idéal, dans la chevalerie et le christianisme.

Ainsi parle mon ami, et son personnage, avec plus de force encore que ses paroles, peint tous nos mutilés. Voilà comme ils sont, nos héros !... Mais, peu à peu, l'influence mystérieuse du champ de bataille pourrait les abandonner. A la guerre, c'est comme au temps d'Homère : les êtres divins combattent au-dessus des soldats ; le Dieu des chrétiens, l'Honneur militaire, la Justice, la Civilisation (je ne me charge pas de dénombrer et de nommer tous ces soutiens de l'âme) président à ces grandes journées de sacrifice. Viennent les semaines de solitude. Le cœur du blessé ne risque-t-il pas de se refroidir ? C'est dur pour le soldat de quitter son régiment, des compagnons qui l'estiment, et de se retrouver, seul et diminué, au milieu d'une

Patrie qu'il a contribué à sauver et qui se remet, joyeuse, aux travaux de la paix. Restera-t-il en arrière, dans l'isolement, dans la tristesse ?

Nous voudrions que l'invalide fût désormais, non une victime, un privilégié.

C'est le sens de cet élan admirable de nos souscripteurs.

Écoutez cette belle lettre que m'adresse, avec sa souscription, un « caporal français, interprète dans l'armée anglaise » :

Je suis à même d'apprendre et de voir bien des choses avec nos alliés anglais. Leurs soldats sont chaudement vêtus, admirablement nourris ; leurs malades et leurs blessés sont soignés sans aucun souci d'économie, et la paye minima du soldat est de 1 fr. 75 par jour.

Devant tout ce bien-être, on ne peut s'empêcher de songer à nos hommes..... Et c'est pourquoi il est urgent de s'occuper de leur avenir tout de suite, comme vous le faites. *Urgent ! Urgent !* Que se passerait-il dans le cœur de ces « purs » si plus tard, après la victoire, venus pour demander la réparation à laquelle ils croient avoir droit, les *bureaux* les renvoyaient simplement à leurs champs avec quelques bonnes paroles ? Car on s'habitue même à l'héroïsme, et les jambes de bois ne seront pas rares.

Demandez aux riches, Monsieur Barrès, les riches *doivent* donner. Faites comprendre aux riches que leur argent a un devoir patriotique à remplir. Avant d'aider à la « reprise des affaires », il faut mettre nos plus humbles mutilés dans la possibilité de reprendre leur tâche.

Veuillez pardonner l'horrible style de ces lignes ; mais je ne suis pas commodément installé pour écrire.

Cette lettre, du sentiment le plus vrai et le plus utile, est d'inquiétude excessive. L'État ne se dérobera pas à sa tâche, et, notons-le en passant, rien de ce que feront les initiatives privées ne dépouille les intéressés de leurs droits sur l'État. Mais l'État agira d'autant mieux qu'une puissante émotion nationale entourera les invalides de la guerre et les recommandera. Certes, je compte sur l'efficacité matérielle de notre œuvre, mais plus encore sur son efficacité morale. Nous lançons un appel aux hommes, mieux encore : un appel aux cœurs. Il s'agit que chacun se persuade de sa dette et se préoccupe de sa position de débiteur envers ces braves gens.

Tenez, voici une bonne idée, que je tâcherai de faire aboutir :

Ne pensez-vous pas, m'écrit un souscripteur, qu'un insigne, attestant leur qualité d'invalides de la guerre, serait un réconfort pour eux lorsqu'ils seront retournés dans la vie civile ? On dirait sur leur passage, non pas voilà une victime, mais voilà un brave. Ils s'attireraient ainsi la sympathie respectueuse des citoyens qu'ils ont défendus. Cette compensation morale est bien due, ce me semble, à ceux qui ont perdu un de leurs membres pour la Patrie.

Et voici une autre idée encore, que je prie

mes lecteurs de distinguer et de retenir. Elle m'enchante. Pourquoi ne citerais-je pas son auteur? C'est le principal du collège de Manosque, qui m'écrit :

Vous voulez apprendre un métier à nos chers et glorieux invalides de la guerre? C'est bien. Ne croyez-vous pas qu'il serait tout aussi bon de les préparer à une profession et de la leur faire acquérir dans le moindre délai?

Je songe à la profession d'instituteur. Quelle autorité n'auraient-ils pas sur leurs élèves, nos héroïques mutilés devenus instituteurs! Quelle leçon vivante et continue, quel salutaire exemple que leur personne même!

Parmi eux se trouvent des sergents qui auraient travaillé pour entrer à Saint-Maixent et en sortir officiers. Ils ont déjà une certaine instruction, et on les ferait arriver vite au brevet élémentaire, peut-être même, un peu plus tard, au brevet supérieur. Pourquoi n'en prendrait-on pas les moyens?

Simples, d'ailleurs, sont ces moyens. Évidemment, il ne faut pas songer à ouvrir pour eux des écoles spéciales, ni même les verser dans les écoles existantes. On ne saurait s'enfermer comme élèves après avoir été soldats. Mais on pourrait très bien envoyer ces jeunes gens comme surveillants d'internat dans nos lycées et dans nos collèges. Ils y recevraient l'instruction nécessaire pour passer leurs examens d'instituteurs; en même temps, ils seraient nourris, logés, et toucheraient un traitement qui, sans être élevé, est suffisant comme argent de poche.

J'ajouterai que si, dès maintenant, vous pouviez m'envoyer deux de ces braves, je leur réserverais à chacun un emploi de surveillant dans l'établissement que je dirige, et je les recevrais (sans métaphore) les bras ouverts, comme ils le méritent.

L'idée est charmante. Elle me donnerait l'envie, que, certes, je n'ai jamais eue, de recommencer mes classes. Le jeudi et le dimanche (Dieu ! que c'était embêtant !), nous irions en promenade sur les pentes du Luberon ou bien au long de la Durance, avec un invalide qui nous raconterait indéfiniment les titres de sa gloire. Dans ces paysages virgiliens, la conversation se relierait aux plus fameuses *Georgiques*, et nous rentrerions dans les ruelles étroites de la vieille petite ville, la tête en feu, tout pleins de superbes sujets à mettre en vers latins... Vienne bientôt le temps de paix, où je m'en irai à Manosque féliciter M. le Principal et causer avec les deux vétérans de la grande guerre, que je vais tâcher de lui envoyer !

Un blessé rapporte de cette longue et terrible guerre une expérience de la vie et de la mort qui équivaut à tous les brevets, et je trouve que M. Georges Duval a bien raison, qui m'écrit :

La situation d'employé dans les établissements de l'État et certains établissements particuliers est tellement recherchée que, pour éliminer les candidatures, on s'est vu dans l'obligation d'exiger des compétiteurs le grade de bachelier. S'il est indispensable à certaines fonctions, il est superflu pour beaucoup d'autres. Pourquoi ne remplacerait-on pas le susdit diplôme

par le livret militaire, indiquant que son titulaire a une éducation suffisante pour remplir un emploi modeste, mais rétribué, et qu'il est classé parmi les invalides?

Ces braves remplaceraient nombre d'hommes pour qui la situation de bureaucrate n'est qu'une façon d'éviter l'effort, et ils trouveraient là un débouché qui souvent est attribué à l'indolence et à l'intrigue, et qui une fois s'ouvrirait à la gloire.

Mais je me laisse un peu aller — que mes lecteurs m'en excusent — dans cette sorte de rêverie facile, autour de lettres qui me passionnent, parce qu'elles parlent de nos soldats. Ne ferais-je pas mieux de leur donner à eux-mêmes la parole? Voici un de leurs désirs, qu'ils m'expriment tous les jours et que je transmets, en l'appuyant, à l'Administration. Ils craignent d'être hospitalisés jusqu'à la fin de la guerre. Quand ils sont guéris, pourquoi ne pas les renvoyer dans leurs foyers? Il faut hâter leur mise en réforme et les rendre à leurs familles. « Nous croyons bien l'avoir mérité », disent-ils.

Que de lettres et de pétitions, toutes du même sens, j'ai dans mes dossiers! Nous y reviendrons incessamment. Que les intéressés sachent bien que j'entends leurs plaintes et m'en fais le porte-parole, plus à l'aise pour des démarches privées que pour une critique publique, car pour aboutir, dans notre pays

où toute initiative privée donne aisément de l'ombrage, il faut que je prenne le ton (et c'est bien mon idée) d'un collaborateur des services officiels, d'un indépendant qui se met à la disposition de l'État.

P.-S. — J'ai prié, au nom de mes collaborateurs, mon collègue et ami M. Louis Barthou d'accepter une vice-présidence de notre Fédération, et mon directeur et ami, M. Henry Simond, de prendre place dans notre Conseil. L'un et l'autre ont accepté et rendront grand service à l'œuvre.

LI

UN LIEN. — UN POINT DE RÉUNION

3 mars 1915.

Je suis très frappé des lettres que je reçois. Elles témoignent d'un accord extraordinaire entre mes correspondants, entre des esprits qui ne se connaissent pas, les uns les autres, et qui se cherchent, Pour moi, je ne fais rien que rendre au public ce que j'en ai reçu. Les pensées que j'exprime ne sont pas des pensées

d'auteur ; elles me viennent des événements et de la nation. Un même esprit circule à travers gens du même sang, et j'essaye de donner le rythme de notre respiration commune.

Une telle entente, heureuse, utile, on voudrait la perfectionner encore, l'élargir, lui donner de la durée et plus d'efficacité.

Ces lecteurs dont les lettres ou, plus simplement, l'accueil, chaque matin, prouvent l'accord n'aimeraient-ils pas se relier entre eux, s'appuyer les uns aux autres et coordonner leurs efforts ?

Ils s'ignorent, et pourtant qu'ils sont faits pour s'entendre ! Ont-ils assez remarqué que depuis six mois ils travaillent en commun ! Hier, accomplissant l'une des plus hautes pensées et la dernière œuvre d'Albert de Mun, ils résolvaient la question des aumôniers militaires. Peu après, leurs plaintes et leur émoi amenaient dans les services sanitaires quelques améliorations dont les blessés les remercient. Ce fut ensuite la campagne pour les femmes et les enfants à qui des tyrans de village refusent l'allocation promise par la loi aux familles de nos soldats. Après cela, ils ont inventé « la Croix de guerre », utile à nos chefs et à la défense nationale, qui fera grand plaisir à nos héros survivants, ou demeurera

comme une relique de gloire aux mains de leurs parents. Aujourd'hui, l'effort des lecteurs de l'*Écho* met debout la *Fédération des Mutilés de 1914-1915*. Enfin, pendant sept mois de guerre, nos amis se sont répété l'un à l'autre le mot d'ordre : « Tenir », qu'ils appuyaient de raisonnements, justifiés depuis par l'heureuse fortune de nos armes. Et maintenant ils se préoccupent de dégager l'état d'esprit qui permettra au pays de tirer tout le fruit de ses immenses sacrifices. Voilà les bons et nombreux ouvrages des Français avec qui nous sommes, par ce journal, en communication. Eh bien ! ne veulent-ils pas mieux faire encore ? Ne sentent-ils pas la nécessité de s'organiser pour demain ?

S'organiser ? Dans quel cadre ? Je propose la *Ligue des Patriotes*. Elle est déjà ébauchée dans les consciences de ceux qui veulent bien me lire, et manifestée par leurs œuvres que je viens de rappeler. Ils sont ligueurs en esprit et prêts à s'inscrire avec nous.

Ces lecteurs me disent qu'ils me suivent avec intérêt et qu'ils entendent souvent dans mes articles leurs propres pensées. Ce qu'ils entendent, c'est l'esprit de notre Ligue, c'est un appel aux forces morales de ce pays, un appel aux impondérables.

La *Ligue des Patriotes* a été créée par un soldat-poète qui savait que le germe de toute action, c'est l'âme. Il n'appartenait pas à Déroulède, qui ne fut jamais au pouvoir et de qui peut-être ce n'était pas la prédestination, de diriger la préparation matérielle de la guerre, mais avec une merveilleuse abnégation et ne craignant pas quelquefois de se faire traiter de fou par de faux sages, il a fait son affaire de maintenir et d'exciter chez nous, au milieu d'une période insensée de propagande *pacifiste*, toutes les vertus guerrières que nos aïeux avaient acquises au prix de leur sang. Son grand exemple pendant des années a instruit ceux qui le voyaient de près, et, à travers ses ligueurs, il enseignait constamment à la France que la délivrance de l'Alsace-Lorraine était le but de notre activité nationale.

Aujourd'hui les événements proposent à la Ligue, sans la faire sortir de sa ligne, de nouveaux et importants devoirs. Avec son organisation qui la met aisément en dehors de tous les partis, avec son recrutement qu'elle a toujours poursuivi dans toutes les classes, elle peut fournir un point de réunion aux innombrables Français qui ne veulent pas faire de politique durant la guerre et qui éprouvent le besoin de se sentir les coudes,

de se communiquer leurs sentiments et leurs raisons, et de respirer à pleins poumons l'air de ces grandes semaines héroïques.

Je n'ai pas à enseigner à ces lecteurs, à ces amis auxquels je m'adresse, quelle besogne d'avenir, quels soins immédiats nous sollicitent. Si je leur demande de s'inscrire à la Ligue (4, rue Sainte-Anne, à l'angle de l'avenue de l'Opéra), c'est pour que nous poursuivions et organisions sur toute la France cette tâche à laquelle depuis sept mois ils collaborent de tout cœur, le relèvement de la patrie, unifiée et fortifiée par les souffrances tragiques de la guerre.

Voilà l'idée directrice. Mais sur cette longue route, deux premières étapes nous invitent, l'une et l'autre dégagées de politique partisane. Je les indique sommairement, et souvent nous y reviendrons.

Nous devons apporter le concours de notre organisation et de notre propagande au Gouvernement, pour que la guerre ne se termine que par une paix victorieuse, nous assurant des *réparations* et des *garanties*.

Et, second point, nous venons d'installer aux bureaux de la Ligue un office de consultation, tout prêt à servir les familles de nos glorieux soldats, à les conseiller, à les guider,

à les défendre, vraie maison de fraternité, où les non-combattants se mettent à la disposition des blessés, des malades, et de ceux qui, tout en se battant, pourraient avoir des inqutétudes sur le sort de leur foyer.

P.-S. — La propagande française en Espagne. — De bons esprits m'écrivent que j'ai méconnu les efforts de la propagande pour la vérité en Espagne. Ils me donnent des précisions qui intéressent l'histoire de la guerre.

L'ambassade française à Madrid fit, dès le mois d'octobre, traduire et distribuer gratuitement trois mille exemplaires de la *Déclaration du Gouvernement*, lue le 4 août à la tribune du Parlement, puis quatre mille exemplaires du *Livre Jaune*, accompagné de la version du *Rapport sur les atrocités*, par M. Blasco-Ibanez.

Ceci est, pour ainsi dire, le côté officiel de la question.

Quant à la propagande par tracts, brochures, images, qui aurait songé tout d'abord à lutter avec les Allemands? Ces gens qui voulaient la guerre avaient leur mobilisation toute prête, et la machine a aussitôt fonctionné et vomi, depuis l'Allemagne, tous ses produits. Cette abondance immédiate, colossale et mé-

thodique de mensonges a submergé d'abord nos amis. Ils avaient à préparer leur riposte, à recueillir des documents, et vous savez qu'il faut moins de temps pour inventer un mensonge que pour tirer la vérité hors de son puits. Ils publièrent, en décembre, un *Boletin de Informacion* entièrement espagnol et gratuit, tiré à quatre mille exemplaires.

En même temps, une poignée de bons Français de Madrid, ayant à leur tête M. Mérimée et son collègue, M. Pierre Paris, directeur de l'Institut français et directeur de l'École des Hautes Études hispaniques, fondait un comité international de propagande, avec l'aide de personnalités anglaises, russes et belges, s'affiliait des groupements dans toutes les provinces, publiait dès décembre, à trente mille exemplaires, une nouvelle édition gratuite des six premiers numéros du *Boletin* et faisait paraître une seconde publication gratuite espagnole, intitulée : « *Documentos et informes* », destinée plus spécialement à la propagande alliée.

Enfin, une revue hebdomadaire et payante (0 fr. 15), *la Razon*, de rédaction et de direction espagnoles, et tout à fait distincte du « Comité de propagande », a commencé depuis janvier une campagne assez heureuse

pour que *la Razon*, aujourd'hui, ait atteint un tirage de sept mille exemplaires.

Ce n'est pas tout. Le mois dernier, M. Pierre Paris a organisé à l'Institut français de Madrid des *lectures* et *causeries* sur la guerre devant un public aussi nombreux que le permettent les dimensions de la salle, et composé en grande partie d'Espagnols, amis ou hostiles.

Il y a des Germanophiles en Espagne, même parmi les Libéraux, les Républicains et les Socialistes, et des Francophiles même parmi les membres du clergé et de la noblesse. J'en prends pour exemple *La Verdad sobre la Guerra*, un ouvrage d'une forme concise et pure, et dont le jeune auteur, plein de talent, M. Alvaro Alcala Galiano, fils de l'ancien ambassadeur d'Espagne à Londres, appartient à l'aristocratie catholique. Des faits exposés avec franchise et vigueur, des idées grandes et simples de droit, de justice et d'humanité, et puis la supériorité des armées alliées ramèneront ceux que d'abord avait étourdis le bluff colossal de la Germanie.

LII

ORGANISONS-NOUS

(La Ligue des Patriotes)

4 mars 1915.

Au début de la guerre, je pensais que la *Ligue des Patriotes* perdait toute raison d'être, qu'elle avait assuré la continuité de l'idée de revanche, et que, sous l'agression de l'Allemagne, toute la France s'étant élancée, d'une volonté unanime, pour repousser l'envahisseur et tendre la main à l'Alsace-Lorraine, notre programme allait être rempli.

Le clocher de Strasbourg, c'est notre dernière étape, disais-je. Le voilà déjà qui apparaît sur l'horizon de nos armées. Encore un temps, nous emploierons, pour dresser une statue de Déroulède à Strasbourg, les quatre-vingt mille francs que des souscripteurs nous ont donnés au lendemain de sa mort, et le jour de cette inauguration sera le jour de notre dislocation, car l'œuvre prêchée par le bon ouvrier sera accomplie.

Ainsi pensais-je, ainsi parlais-je sur la tombe du mort, le 2 novembre dernier, à la Celle-Saint-Cloud.

Je fus étonné de trouver chez mes amis de la résistance. Elle me fit réfléchir, sans modifier du tout au tout ma manière de voir. Je commençai à croire qu'ils pouvaient avoir raison et que notre rôle demeurait utile, quand il sembla qu'il y avait dans le pays des esprits faux qui gardaient le point de vue international, et qui, sans le vouloir, servaient les intérêts germaniques plaidaient les thèses allemandes.

Comment ! on voulait un referendum en Alsace-Lorraine ? Pour régler les destinées de la rive gauche du Rhin, on considérerait je ne sais quelles idéologies, on ne prendrait pas pour point de départ de la discussion la nécessité d'assurer la sécurité de la France et de la Belgique ?

De toutes parts on m'écrivit : « Il nous faut un lien. La Ligue des Patriotes peut l'être. Ne dites pas qu'elle veut disparaître, à l'heure où, nous autres, qui n'en sommes pas, nous venons nous y inscrire. Nous estimons qu'avec son recrutement qui fait appel à toutes les classes et à tous les partis, elle fournit un point de réunion aux innombrables Français qui veulent que cette guerre horrible régénère le pays et ne se termine que par une paix victorieuse. »

Des réparations et des garanties ! Cette volonté a été exprimée, au nom de la France, par le président de la République, lorsqu'il a dit, dans son discours du 7 décembre : « *Pour que la paix soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut qu'elle soit garantie pour la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre des attentats futurs.* »

Le président du Conseil a confirmé énergiquement la même volonté au nom du Gouvernement, dans sa déclaration du 22 décembre.

La Ligue des Patriotes fait appel à tous ceux qui veulent coordonner leurs efforts autour de ces deux déclarations, afin que la reprise de l'Alsace et de la Lorraine et leur rentrée sans referendum dans la patrie française soient complétées par la restauration de la tradition française dans les pays rhénans.

Voilà le mot d'ordre utile et nécessaire à propager. Vienne avec nous qui l'accepte, et puis attendons. J'ai posé le problème, parce qu'il se présente à tous les esprits, et dans toutes les méditations et conversations, mais des discussions prolongées et détaillées paraîtraient furieusement académiques à ceux qui se battent et qui sont chargés d'avoir la peau de l'ours.

Leur opinion d'ailleurs est unanime sur le principe. Tandis que j'écris cet article, je reçois une lettre de l'un des hommes les plus estimés du monde des instituteurs, un éminent inspecteur de l'enseignement primaire, le capitaine Blanguernon.

Je vois avec un sentiment étrange, me dit-il, les tranchées ennemies serpenter en face de mes postes, *sur notre sol*, comme des chenilles brunes. Mais nous les écraserons.

Il y a trois jours, sans doute pour fêter leurs avantages éphémères en Russie, ils sonnaient à toute volée nos cloches dans nos clochers. Ah ! comme il faut que nous fassions aussi sonner aux leurs le carillon de nos revanches !

Et nous ne nous arrêterons que quand la bête sera muselée, qu'elle ne pourra plus mordre, ni menacer nos enfants.

Voilà le point où, tous, nous nous accordons : le désarmement absolu de l'Allemagne. Nous voulons toutes garanties de sécurité pour nos fils et petits-fils.

Sauver la France, désarmer l'Allemagne. Cette nécessité nous met et nous mettra d'accord. C'est à ce point de vue que nous demandons que tous se placent. A notre avis, cette première donnée implique tout le reste. C'est de là que nous tirerons une bonne frontière militaire et des annexions raisonnables.

Mais, foin des discussions ! Organisons-

nous. C'est là ce qu'on demande aux non-combattants. Qu'ils organisent le plus de choses positives : reprise du travail, assistance, secours, approvisionnements, exposition de San-Francisco ou offres de services à l'Amérique du Sud. Tout est bienfait qui sert à la fois la cause française au dehors, et qui nous apprend à nous-mêmes l'avantage de l'action coordonnée, subordonnée, aussi éloignée de la pédanterie bureaucratique que de la désinvolture et du caprice des isolés. Tâche où chacun doit prendre sa part. Aux lecteurs de l'*Écho*, qui ont déjà mis debout bien des œuvres, je demande d'adhérer à notre groupement et de coopérer à notre organisation des forces morales. Nous sommes en présence d'un feu patriotique admirable, d'une chaleur d'âme, d'une bonne volonté inouïe des non combattants. C'est une œuvre excellente de solidifier cette atmosphère d'enthousiasme où nous sommes plongés. Venez avec nous à la Ligue des Patriotes, pour affirmer la nécessité d'une paix qui garantisse l'avenir et pour servir les familles des combattants d'une manière que je vous expliquerai demain.

P.-S. — Je venais de lire dans le *Parlement et l'Opinion* un article de mon collègue

M. André Honnorat. Il m'avait appris qu'au nombre de soixante mille les employées de commerce, les couturières, les modistes, toutes les jeunes filles et femmes qui vivent des industries de luxe et à qui les magasins de la rue de la Paix, du quartier Vendôme, des boulevards, fournissaient du travail, sont réduites aux secours de chômage de la ville. Ces chiffres cruels et les détails m'avaient d'autant plus frappé que je représente au Parlement l'un de ces quartiers fameux par leur élégance raffinée, où venaient travailler le plus grand nombre de ces « midinettes », si durement frappées. Or, dans le moment où j'y réfléchissais, j'ai eu l'honneur de recevoir la visite de deux religieuses des Filles de la Charité qui m'ont demandé d'être leur porte-parole auprès de l'inépuisable générosité des lecteurs de l'*Écho*.

Je m'empresse de leur obéir.

Nous demandons, me disent ces dames, aux personnes pouvant disposer de machines à coudre de vouloir bien les prêter, pour le temps de la guerre, à notre ouvroir des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, établi 5, rue de Cambacérès.

Cet ouvroir, qui comprend plus de trois cents jeunes filles employées habituellement dans les grandes maisons du quartier et venant de tous les arrondissements de Paris et même de la banlieue, a confectionné jusqu'ici un million de pansements individuels pour nos soldats.

A l'heure qu'il est, les pansements étant finis, il faut changer de travail, et, pour entreprendre une commande d'équipements militaires, un grand nombre de machines serait nécessaire.

C'est pourquoi les ouvrières font appel à la charité de ceux qui voudront à la fois leur procurer du pain et aider nos soldats en leur permettant de travailler pour eux.

Beaucoup de particuliers et de commerçants qui n'emploient pas leurs machines seront peut-être heureux de les prêter pour les petites ouvrières parisiennes et pour nos soldats.....

... Et, j'ajoute, pour les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, universellement respectées et aimées.

LIII

NOUS SOMMES LE SECRÉTARIAT DES SOLDATS

(La Ligue des Patriotes)

5 Mars 1915.

Il y a partout, chez tous les non-combattants, une immense bonne volonté pour les soldats. Chacun, selon ses forces, voudrait prendre soin d'eux et de leurs familles.

Bien souvent, pourtant, ils sont dans l'embarras. Leurs lettres nous l'apprennent.

C'est faute d'un avis, d'un renseignement, d'une consultation amicale. Tout le monde voudrait les servir. Mais, voilà, c'est très vague, ce grand mot « tout le monde ». On les attend, on les appelle, et eux ne savent pas à quelle porte frapper.

Nous voulons que la *Ligue des Patriotes* soit cette porte, soit la bonne maison où, depuis la tranchée, les soldats, et, depuis leur village, les familles nous raconteront ce qui les préoccupe ; où des gens pleins de cœur et de science administrative, groupés à notre appel, leur donneront des indications sur le bien-fondé de leurs réclamations, sur la marche à suivre pour les faire aboutir et sur les œuvres qui peuvent les aider.

Nous serons le secrétariat des soldats.

Grand mot, belle tâche ! Qu'allons-nous faire pour justifier cette ambition ?

C'est à l'user, naturellement, qu'une œuvre prend son caractère définitif et approprie son fonctionnement aux besoins qu'elle a reconnus. Les soldats que nous voulons servir façonneront, simplifieront, guideront notre action et la rendront pratique.

Aujourd'hui, nous naissons sous la pression des faits. Le point de départ de cette organisation nouvelle de nos services inté-

rieurs, c'est que je remets à un petit bureau de la Ligue une correspondance qui me déborde, qui s'adresse à l'*Écho* en même temps qu'à la Ligue, qui vient d'œuvres demandant l'appui du public et d'un public demandant l'appui des œuvres. Nous voudrions créer un lien, une communication méthodique entre cette offre et cette demande patriotiques.

J'ai une espèce de modèle. Je songe à une œuvre fameuse, créée jadis par Léon Lefébure, l'*Office central des œuvres*, dont j'ai le programme sous les yeux et que ma plume suit. M. Lefébure voulait que toutes les œuvres répandues sur la surface de notre généreux pays fussent reliées et mises en communication par un centre commun. Il a créé ce bureau central, cet organisme, avec quel succès, on le sait. Voilà un précédent. Mais les différences sont immenses et sautent aux yeux. Il était animé par la charité. Nous, par une émotion de reconnaissance envers une élite française. Nous travaillons pour la cause sacrée de la défense nationale ; notre mobile est un sentiment de gratitude et une obligation de fraternité, et puis notre œuvre doit être une des formes efficaces de la défense nationale.

La Ligue compte parmi ses adhérents un nombre considérable d'anciens militaires et de jeunes soldats appelés sur le front. Parmi eux, nous avons le chagrin et la fierté de connaître déjà de nombreuses victimes. La Ligue se doit de venir en aide à tous ces adhérents anciens et nouveaux, comme à tous les patriotes qui exposent leur vie pour la France.

Déjà, nous avons écouté les justes et nobles indications des soldats. Elles nous ont permis, par exemple, d'aboutir à la création de la *Croix de Guerre*. Et faut-il rappeler l'immense quantité d'objets infiniment variés que ce journal, grâce à la générosité de ses lecteurs, a pu distribuer cordialement aux armées ?

Pour les blessés, on sait nos insistances et ce que, dans ce moment même, l'empressement d'un public admirable permet de constituer.

Pour les familles des soldats, nous avons, selon nos forces, obtenu une meilleure distribution des allocations et une procédure d'appel.

Pour les Alsaciens-Lorrains,..... nous avons recherché en public l'amélioration du sort des internés civils, des prisonniers et des évacués. Nous continuons par des démarches privées

et nous obtenons des résultats. Dès maintenant, les intéressés peuvent s'adresser à la Ligue.

Notre grand rôle va être de tenter pour les soldats et leurs familles des démarches qu'ils seraient dans l'impossibilité d'accomplir eux-mêmes, et de leur faire ouvrir des portes qui pourraient rester fermées devant des sollicitations inconnues.

Les demandes de renseignements et d'intervention, voilà ce que nous attendons et à quoi nous espérons répondre avec quelque succès.

Nous ne serons pas un bureau de secours proprement dit. Nous n'avons pas de budget à cet effet, et nous ne cherchons pas à nous en constituer un. Nous n'ouvrons aucune souscription, nous ne menons aucune quête. Mais nous pourrons mettre en mouvement les œuvres appropriées ou des patriotes généreux dont le dévouement nous est acquis.

Depuis le début de la guerre, on a vu apparaître une riche floraison, des douzaines d'œuvres indépendantes et spontanées, fondées et développées sans concert, un peu au hasard, sous l'inspiration de la foi patriotique et du désir de collaborer à la grande tâche.

Nous voudrions aider certaines de ces œu-

vres à donner toute leur mesure. Notre but n'est pas de distribuer nous-mêmes des secours ; mais nous pouvons aider les œuvres à fonctionner utilement et opportunément. Nous pouvons nous constituer leurs amis et collaborateurs du dehors, nous appliquer à les faire mieux apprécier du public, et, si nous nous proposons de recourir à elles en faveur des soldats ou des familles de soldats qui s'adressent à la Ligue, nous comptons bien aussi tourner vers elles les libéralités des patriotes.

Beaucoup de ces œuvres sont inconnues de ceux qui pourraient y recourir. La Ligue est à même de jeter le pont sur un fossé souvent très large. Les patriotes généreux et les patriotes qui ont besoin d'être aidés se cherchent parfois, les uns les autres, sans se rencontrer. C'est ainsi que la Ligue, une fois l'heure venue, s'efforcera très activement d'aider les blessés et, en général, tous les soldats à trouver des emplois, et nous nous croyons à même d'organiser de la manière la plus efficace ce mode de concours.

D'une manière générale, par ses relations avec les milieux d'où sortent un très grand nombre de soldats et avec les associations de vétérans et de préparation militaire, la Ligue

des Patriotes va pouvoir donner une aide à nos soldats et à nos héros malheureux, soit pour les mettre en relation avec les œuvres de guerre déjà existantes, soit pour établir et faire valoir leurs titres à un secours de l'État, à une pension, soit pour veiller sur leurs veuves et leurs orphelins.

En formant le dossier de chaque demande, nous faciliterons ainsi même la tâche du Gouvernement.

Dès cette semaine ont commencé de fonctionner nos services aptes à suivre les demandes qui leur seront remises, à fournir les conseils utiles et à donner aux soldats qui s'exposent sur le front l'apaisement de savoir que les leurs ne seront pas sans appui et sans aide.

Je ne crois pas la tâche trop vaste et trop ambitieuse. Nous nous sentons appuyés par le public. Et puis c'est le devoir de la Ligue.

Son devoir ou plutôt, car j'en reviens à mon article d'hier, son double devoir. Je me résume en deux lignes. Nous avons pour mot d'ordre qu'afin d'assurer la sécurité de la Patrie il est indispensable de restaurer la tradition française sur la rive gauche du Rhin. Et les ligueurs non-combattants ont

pour tâche quotidienne et terre à terre de se mettre amicalement au service de tous les combattants et de leurs familles.

C'est un programme vrai et très simple, qui mérite de retenir l'attention des lecteurs, et, s'ils m'approuvent, je leur demande de venir grossir nos rangs et de préparer avec nous le relèvement moral et matériel de la Patrie sortie des épreuves tragiques.

LIV

LE MARTEAU DE THOR SUR NOS CATHÉDRALES

6 mars 1915.

Cent artistes (plus un, qui a tenu la plume et qui veut garder l'anonymat, ce qui ne m'empêchera pas de vous dire qu'il est un poète, un auteur de théâtre et un essayiste brillant) offrent « aux associations littéraires et artistiques étrangères et à tous les amis du beau » un mémoire rédigé d'après les documents officiels afin de faire connaître universellement le système de destruction des armées allemandes.

J'en ai les épreuves, vous le lirez dans peu de jours. Vous y retrouverez les plus authen-

tiques détails sur le martyre des cathédrales de Reims, d'Arras, de Senlis, de Soissons, et sur la mort de Louvain.

Quelle explication trouver à ces actes abjects ?

Nos cathédrales sont des otages aux mains des Allemands. Ils agissent avec elles comme avec les notables qu'ils saisissent, dont ils se font un bouclier et sur qui ils se vengent. On croit savoir que, quartier par quartier, ils auraient de même anéanti Paris, si l'on n'avait pas accepté leurs conditions de paix. Si l'on veut comprendre la conduite des Allemands contre les glorieux monuments de notre race, il faut s'attacher à cette idée de cathédrales otages et méditer les proclamations affichées par eux dans les villes qu'ils occupent. Lisez cette affiche du 12 septembre à Reims :

« ... Afin d'assurer suffisamment la sécurité des troupes et afin de répondre du calme de la population de Reims, les personnes nommées ci-après (il y avait une liste de quatre-vingt-un noms) ont été prises en otages par le commandement général de l'armée allemande. *Ces otages seraient pendus à la moindre tentative de désordre.* De même la ville sera entièrement ou partiellement brûlée et les habi-

tants pendus, si une infraction quelconque est commise aux prescriptions précédentes. Par contre, si la ville se tient absolument tranquille et calme, les otages et les habitants seront pris sous la sauvegarde de l'armée allemande. »

Nos cathédrales sont des otages, des personnes vivantes, des notables menacés de mort. Toutefois, pour mieux comprendre, pour descendre plus profondément dans la pensée impériale allemande, nous pouvons encore faire un pas en avant. On possède un ensemble de faits nombreux et de notoriété publique sur les crimes commis par les Allemands contre les prêtres et j'ai quelques éléments précieux, les *Souvenirs d'un prisonnier de guerre*, pour l'instant inutilisables, qui démontrent qu'ils jalousent et haïssent la supériorité du prêtre, considéré par eux, dans un village, comme une force morale.

Là, nous sommes en présence d'un acharnement « mystique ». C'est *Unser Gott* qui fait des siennes.

On a parlé des protestants. Frédéric Masson, avec son haut sens d'historien, voit dans le sac de Louvain une action de Luther contre un des centres les plus fameux du catholicisme. Mais les protestants français s'associent d'un

mouvement unanime à l'horreur éprouvée par les catholiques français et ne trouvent dans leur foi aucune raison, aucun sentiment qui justifient ces crimes. D'autre part les Bavarois, chargés de médailles pieuses, ne sont pas de moindres tortionnaires que les Prussiens.

Dorchain a mis en lumière un texte prodigieusement intéressant de Jean-Joseph Goerres : « Réduisez en cendres cette basilique de Reims où fut sacré Clovis, où prit naissance cet empire des Francs, faux frères des nobles Germains; incendiez cette cathédrale ». Goerres n'est pas un protestant. Révolutionnaire ardent, et disciple de notre XVIIIe siècle, il devint le chef des catholiques bavarois. J'ignore à quel moment de sa carrière il prononça cette effroyable excitation prophétique, mais je ne doute pas qu'elle ne soit un cri de romantisme germanique, une clameur des dieux primitifs contre la civilisation classique et française.

Ce n'est pas le Dieu de Luther qui demande l'anéantissement de nos basiliques nationales. C'est *Unser Gott*, c'est le vieux Dieu de Guillaume, une combinaison dont nous avons dit à plusieurs reprises ici que nous reconnaissions en lui le plus ancien des dieux scandinaves, Odin assis entre deux loups.

Les savants allemands, depuis un siècle,

recueillent toutes les épaves des races païennes, tous les héros qui sont des conseillers de massacre et de pillage, et s'efforcent pédantesquement de les introduire au fond de la conscience nationale de la Germanie. Si l'on veut savoir ce que signifient ces appels constants et monotones de Guillaume II, il faut entendre que ce « vieux Dieu », dont l'usage, nous dit-on sans rire, est spécialement réservé à l'empereur, n'est rien moins que le dieu Odin, le Père universel, qui, dans les brouillards du Nord, entouré des vierges sanglantes, préside à des tueries indéfinies, mêlées d'affreuses ivrogneries.

De son côté, une note très intéressante de l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* (écrite, je crois, par M. Florent Brenier) signalait dans ces invocations de Guillaume au vieux Dieu allemand une formule ésotérique, destinée à tromper la masse, et sous laquelle les renseignés comprennent qu'il s'agit d'Odin : « Je recommande, disait-il, à ceux qui ne peuvent voir dans notre ennemi un adepte de l'ancienne religion de sa race, de relire avec attention l'hymne qu'il dédia au dieu Œgir, et dont l'exécution solennelle, à l'occasion du lancement d'un navire de guerre, fit sensation en son temps. Cette invo-

cation au Neptune du Walhalla germanique, coïncidant avec la proclamation que l'avenir de l'Allemagne était sur la mer, fit rire; mais un Wiking dévôt, plaçant sa flotte sous la protection du dieu de l'océan germain, n'eût pas agi autrement. « L'Hymne à Œgir, composé par le Kaiser, dirigé par lui, le bâton de chef d'orchestre à la main, c'était un acte de foi, l'équivalent du baptême chrétien de nos vaisseaux ».

Tout cela, Henri Heine l'avait prédit. Il avait pressenti la religion nouvelle, ou renouvelée, dont Wagner et Nietzsche sont les effets et les causes; et, après avoir annoncé que la civilisation disparaîtra d'une Allemagne déchristianisée, et qu'alors « débordera de nouveau la férocité des anciens combattants », Henri Heine s'écriait en 1834 : « Ce jour viendra, hélas! les vieilles divinités germaniques se lèveront de leurs tombeaux fabuleux et essuieront de leurs yeux la poussière séculaire. Thor se dressera avec son marteau gigantesque et détruira les cathédrales gothiques ».

Odin, Thor, Unser Gott, le vieux dieu allemand, a dit à Guillaume : « Soustrais-toi à la civilisation rayonnante, à la droite conception du Vrai, du Bien et du Beau, au Divin proclamé par le consentement universel.

Rends-moi ton hommage, adopte mon culte, qui est le pangermanisme, et je te livrerai l'empire du monde. »

Voilà la vérité dont tout le monde a le pressentiment. J'ai reçu, cette semaine, la visite d'un commerçant parisien, qui dirige une manufacture de brosseries et plumeaux, dans un quartier du centre de Paris.

— Au début de la guerre, m'a-t-il dit, on a été stupéfait, en lisant les proclamations où Guillaume se déclarait l'envoyé du Très-Haut. Comment! il se donnait ce rôle et il s'écriait : « Malheur et mort à ceux qui résistent à ma volonté! Malheur et mort à ceux qui ne croient pas à ma mission ! Qu'ils périssent tous, les ennemis du peuple allemand ! Dieu exige leur destruction ! Il vous commande par ma bouche d'exécuter ma volonté. »

— En effet, dis-je, c'est le langage d'un illuminé, d'un fou !

— Un fou ! monsieur Barrès. Mais qu'est-ce qu'un fou ? Ceux que vous appelez aujourd'hui de ce nom, au temps des miracles et des martyrs, on les appelait des *possédés*. Écoutez bien ce mot. Des *possédés !* On constatait qu'ils n'étaient plus les maîtres de leur propre volonté. Vous me regardez avec étonnement ? Ce que la science du jour nous

enseigne de l'hypnotisme et de la suggestion vous démontre qu'un esprit humain peut posséder la volonté, la direction d'un autre esprit. Pourquoi un esprit invisible ne pourrait-il pas dominer, posséder un humain ?

— Vous êtes un mystique, cher monsieur, dis-je à mon interlocuteur. Je ne suis pas habitué à en rencontrer de votre intensité. De là mon premier étonnement. Mais j'en ai beaucoup dans ma bibliothèque, et je tiens à vous le dire, vous appartenez à une admirable tradition.

Mon visiteur, en baissant la voix, me confia alors quelques révélations qui viennent d'être faites à une personne favorisée et d'où il appert « qu'au moment où le fléau terrible a tonné sur la terre, le peuple barbare a appelé à son secours Satan et tous ses suppôts. L'Enfer tout entier a répondu à ses appels... »

Après m'avoir tout au long exposé les mystérieuses paroles de sa visionnaire, que, j'espère bien, il me fera voir un jour, mon visiteur, d'un air triomphant, m'a dit :

— Guillaume n'est pas un fou, au sens courant de ce mot. Il est l'instrument conscient de l'Esprit du Mal, entre les mains de qui il s'est mis par pure ambition. Cela vous explique sa proclamation, que ne sauraient comprendre

ceux qui ne voient les choses que par le côté le plus grossier. Il est naturel qu'une multitude de choses leur échappent, puisqu'ils ne voient que la matière, alors qu'il y a bien autre chose dans la création. Guillaume est animé par un Esprit. Mais il ment effrontément quand il parle du Très-Haut. Et il faut que son malheureux peuple soit terriblement aveugle pour ne pas s'apercevoir que le prétendu Très-Haut est le dieu des traîtres, des criminels et des apaches, bref le Très-Bas.

Et comme je me taisais, plein d'admiration d'avoir en face de moi de si vieilles et si pittoresques manières de sentir, et d'assister à la création d'un mythe, cet industriel mystique acheva de me faire connaître sa pensée :

— Tout ne s'éclaire-t-il pas? On dit couramment, quand on sait à quel point notre préparation militaire était insuffisante, que c'est un miracle que notre victoire. Il fallait, en effet, un miracle pour repousser cet assaut infernal. A l'enfer déchaîné, nous voyons s'opposer les puissances du ciel. *Unser Gott*, le vieux Dieu, le Malin pour tout dire, a été jeté à terre.

J'abrège le raisonnement. Il est au plus haut point curieux. Qu'un fabricant de brosses et de plumeaux soit en 1915 un inventeur de mythe, rien de plus intéressant. Et c'est bien

un mythe qu'il m'apporte : un fait réel que l'histoire éclaire mal et que l'esprit humain transforme en notion religieuse. Ce qui est également curieux, c'est que mon interlocuteur crée là un Guillaume admirablement assorti avec la poésie germanique. Une fois de plus, Méphistophélès apparaît dans le monde. La fantasmagorie romantique se continue. Le pacte qu'il avait conclu avec le philosophe pour lui procurer la puissance, Méphistophélès le renouvelle avec l'empereur. Quelle suite au second Faust et, notamment, au quatrième acte, où Méphisto et Faust aident l'empereur, dont les folies ont provoqué une guerre, à vaincre dans une bataille décisive. Et quelle vue de génie, cette rêverie d'un fabricant de brosses, un peu poussée, pourrait donner !

Nous n'avons pas le loisir, aujourd'hui, de chercher à peindre les variations de l'équilibre cérébral de l'empereur allemand, mais l'empoisonnement de cette Germanie, son intoxication par sa propre idéologie pédantesque, c'est quelque chose d'inouï. Qu'un bon traité de paix leur soit une camisole de force ! Que de solides frontières dressées autour d'eux, avec une préoccupation humanitaire, Hervé, leur fasse un solide cabanon !

LV

LA FRANCE D'APRÈS LA GUERRE

8 mars 1915.

J'ai reçu la visite d'un journaliste de talent, M. Étienne Charles, qui ouvre une enquête sur « la France nouvelle, la France d'après la guerre ».

— Que pensez-vous que sera la France d'après la guerre ? m'a-t-il dit. Que souhaitez-vous qu'elle soit?

Mon cher confrère, faites bien attention que vous me posez là deux questions. Vous me demandez ce que je prévois, et puis ce que je souhaiterais. Laissons la seconde question, qui est trop chétive au regard de la première, et bornons-nous à cet immense problème : Que voudra la France après la victoire, la France vêtue de deuil, glorieuse, réhabilitée devant l'univers par l'effort et le sacrifice de ses plus nobles fils? Quelle moisson, au premier été de la paix, se lèvera de notre sol sanglant? Et pour quelles semailles nous accorderons-nous?

Ce que la guerre a fait héroïquement et de ses mains brutales, notre union, n'allons-nous rien en retenir pour les œuvres de la paix?

Binet-Valmer, engagé volontaire pour la durée de la campagne, m'envoie du front où il se bat un mot bien beau, le cri de tous : « Nos hommes sont admirables, me dit-il, et *nous nous aimons tous* ».

Tant d'amitié et de telles expériences pourraient-elles être sans effet? Non.

Au premier jour de la mobilisation et dès l'aurore de cette tragédie gigantesque, nous l'avons senti : désormais, tous les mérites dateront de la guerre. Le monde ne voudra plus admirer que la supériorité qui se sera prouvée dans les services de cette crise de vie ou de mort.

Quel est le mot, le geste que nous cherchons, dont nous avons besoin et qui soulève notre admiration? Allez sur les champs de bataille apprendre à le reconnaître. On a retrouvé le capitaine Jacques Cochin, la tempe trouée d'une balle, au milieu des positions ennemies sur lesquelles il avait mission de mener l'assaut. Il gisait à cent cinquante mètres en avant du premier des siens, et, dans la mort, il tenait encore le bras levé comme pour montrer la route. Ce geste qui révèle

le chef, voilà ce qui rassemble et ébranle les hommes sur les champs de bataille, et c'est cela que nous irons chercher et acclamer aux abords de l'Arc de Triomphe, le jour de la rentrée des troupes victorieuses.

Ce retour de nos soldats, chez qui toutes les classes et tous les intérêts sont virilement unis par l'estime, la souffrance, les vertus et la gloire, sera le signal d'un ordre nouveau. De toutes choses, nos héros décideront. Ils classeront les valeurs, reviseront les titres du passé et décerneront ceux du jour. Mais, précisément, que pensent nos soldats et que veulent-ils ?

Ces parfaits soldats de la France ne pensent qu'à remplir leur devoir immédiat et ne veulent que nous sauver. Ils aspirent au repos victorieux. Ils se disent qu'après cette guerre, ils auront besoin de la paix, non seulement avec les Boches, mais dans l'intérieur même du pays, besoin physique, moral, intellectuel Ils voudront une réforme générale qui permette la continuation de la trève des partis. Et ils sauront vouloir. Cela se révèle dans l'attitude de ces morts qui, le bras tendu ordonnent encore d'aller en avant. Et cette même volonté, cette ardeur vers l'avenir possède l'âme de ceux qui les pleurent. Les

survivants sont perfectionnés par la douleur et par la fierté qu'ils éprouvent de leurs héros. Tous ces Français qui sont en train de souffrir pour la France se composent d'elle une idée infiniment plus haute qu'ils ne faisaient la veille. Une idée de la France et, en général, une idée de la vie. Et ils trouveront la force de mettre à exécution ce qui leur paraîtra nécessaire.

Nul doute que nous n'assistions à la dépossession des équipes d'hier, par cette immense élite physique, intellectuelle et morale que nous voyons se former. Quant à débrouiller les linéaments de ce que pourra être la France d'après la guerre, je n'en fais pas l'improvisation.

Je ne crois guère à une victoire qui nous laisserait avec notre badauderie, avec les fausses valeurs de nos admirations, avec nos commodités bourgeoises. La guerre a balayé tout cela. Edmond About, après 1871, écrivait le *Roman d'un brave homme*, et c'était pour un temps, après les insouciances de l'époque impériale, la mise en honneur de quelques simples vertus. Beaucoup plus que la *Réforme intellectuelle et morale*, beau livre, suspect à tous les partis et que nous sommes peu nombreux à goûter, c'était l'indice moyen

de l'esprit nouveau (d'ailleurs médiocre, dont la bonhomie manque vraiment trop de flamme), Mais qu'est-ce qui marquera l'esprit nouveau de 1916 ?

Nous vivons l'une des plus grandes tragédies que la civilisation ait connue, où nous avons engagé notre existence et celle des nôtres. Nous y apprenons à tout subordonner à la nécessité de vie ou de mort. Formés par cette terrible expérience, nous apprenons, j'espère, à sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement énoncées, notre amour-propre, pour ne considérer que l'intérêt de la Patrie française, son salut aujourd'hui, son avenir de grandeur demain.

Cette nouvelle manière de penser et d'agir va s'imposer à nous, dès le premier problème que nous aurons à traiter, dès la discussion du traité de paix. L'examen des clauses devra être abordé réalistement et abstraction faite de toute idéologie. Et puis, successivement, nous aurons à examiner, à ce même et unique point de vue d'intérêt national, la question sociale, la question économique et financière, la réforme administrative, le problème religieux.

Je crois encore que nos héros voudront regarder sous un jour nouveau les visages de

gloire que tournent vers nous, du fond du passé, tous ceux qui ont discuté les destinées de l'humanité, le classement des vertus et les périls que peut toujours courir la civilisation.

Voilà les questions que demain viendra poser, et que nous aimerions aborder dans une suite d'examens ou de pressentiments, si je ne redoutais, l'avouerais-je, de paraître m'éloigner de la vie au jour le jour de nos soldats. Quand je suis resté quelques jours sans vous parler des tranchées infernales où ils multiplient leurs sacrifices pour la France, et pour chacun de nous, j'ai peur qu'ils ne croient que les civils, les non-combattants apprécient imparfaitement leur héroïsme et leurs souffrances.

Bien au contraire, nous n'imaginons rien de l'avenir qui ne nous ramène immédiatement à nos défenseurs. Ce sont leurs sacrifices qui surélèvent les âmes et nous donnent la force de reconnaître et de libérer en elles ce qu'il y a de plus vrai. Notre attachement à nos soldats augmente à mesure que nous reconnaissons combien leur perfection émeut la profonde pensée de la France et nécessite une renaissance.

P.-S. — J'ai reçu la belle lettre que voici,

accompagnée d'une magnifique souscription, qui, l'une et l'autre, ne manqueront pas de toucher profondément nos soldats et tous les lecteurs :

Monsieur le Président, Fondateur *de l'Œuvre des « Invalides de la guerre »*.

Sur le montant des souscriptions que les cheminots français ont confiées aux représentants de notre Association, notre Conseil d'administration a décidé de verser à votre œuvre si intéressante et si patriotique, une somme de dix mille francs, que j'ai eu le plaisir de vous remettre.

Puisse cette obole, prélevée sur les très modestes salaires de ceux qui, en temps de paix comme en temps de guerre, sont fiers de revendiquer le titre de soldats de la sixième arme, apporter aux héroïques défenseurs du drapeau national quelque adoucissement à leurs épreuves physiques, et leur donner l'impression que si, par devoir, nous, cheminots, nous devons renoncer à combattre à leurs côtés, nous sommes avec eux par le cœur et par la pensée, tout en nous employant de notre mieux à leur fournir les moyens propres à assurer le triomphe de nos armes.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Président du Conseil d'administration,
F. Lacoste.

J'exprime le désir que ce don, décidé par notre Conseil d'administration, soit inscrit à l'actif de l'Union nationale des cheminots.

F. L.

Je remercie de tout cœur M. le président Lacoste et ses camarades, ces cheminots de

qui tous les Français savent avec quelle vaillance ils ont assuré, à la première heure de la guerre, les services de la mobilisation et, par là gagné la première victoire de la France.

LVI

LA SUPÉRIORITÉ MORALE DE LA FRANCE

9 mars 1915.

Nos troupes sont splendides. Leur moral plus élevé que jamais. Nous sommes convaincus que tout sera réglé militairement plus vite que ne le croit l'opinion commune, et nous tirons sur la victoire une traite à quelques mois. C'est un volume qu'il faudrait pour énumérer les indices et les raisonnements qui sont à la base de cette persuasion. Les Russes font leur besogne meurtrière sans arrêt ; les Anglais ferment tout espoir sur l'horizon aux Allemands ; notre supériorité, à mesure que croissent notre artillerie et nos munitions, s'impose, comme nous le répètent les communiqués, et comme vous le voyez en Champagne. L'opération de Constantinople est une étape d'immense importance. L'Alle-

magne, pour qui les choses du ventre furent toujours la grande affaire, n'a jamais pu suffire par elle-même à se nourrir, et, de plus, le caoutchouc, les nitrates, le cuivre et les chevaux lui manquent.

Voilà des vérités. Mais à peine les avons-nous, une fois de plus, énumérées, que nous craignons de nous laisser aller à la joie qu'elles nous donnent, et de paraître prendre notre parti des souffrances au prix desquelles la France achète son salut.

Non, nul de nous n'ignore la gravité, le deuil de chacune des journées qui nous préparent la victoire. Nous savons, tous, que nos officiers, ceux d'infanterie au premier rang, sont des héros. Ils se font moissonner par centaines. Jamais on n'a vu hécatombe pareille. Nous leur devrons la victoire... Et eux, ils disent, ces chefs, qu'à toutes les minutes ils sont émus, éblouis d'admiration devant leurs soldats. Nous savons qu'à prendre la moyenne, en laissant de côté les situations extrêmes, nos armées dorment dans la boue à ciel ouvert, quand elles dorment, et qu'il y a des périodes fréquentes où ces hommes, qui ne se plaignent jamais, se battent sans manger autre chose que de la conserve froide, pendant trois jours et trois nuits consé-

cutifs. Nous savons que l'histoire de France ne contient pas une page plus héroïque que celles de l'hiver 1914-1915.

On n'aurait pas cru que des civilisés pussent supporter cette misère de troglodytes. La bête humaine a son plein de souffrance. Elle se sauve par l'âme.

L'âme, ce qu'il y a dans l'être qui défie le temps et l'espace, qui se souvient et qui veut survivre! Ceux qui ont étudié tous les siècles de l'histoire s'accordent pour dire que jamais nos armées n'ont fait voir des qualités de fermeté et d'enthousiasme égales à celles que nous révèlent des milliers de lettres, crayonnées sous la mitraille et vénérables comme des reliques.

On voudrait avoir la force de saisir, de noter les grands sentiments qui soulèvent la France à cette heure au-dessus d'elle-même, pour que le livre où on les fixerait demeurât comme un signe de ce que fut notre nation et comme la croix de guerre des armées de 1914 et 1915.

Quand nous regardons les jeunes générations souffrir dans les tranchées, toutes classes et toutes opinions mêlées, il n'est pas un de nous qui ne s'élève à une pleine liberté d'esprit, qui ne sorte de ses systèmes et de

ses formules et qui ne devienne un Français complet.

Nous convertirions le monde à la France si le monde, en regard des atrocités de la Germanie entrée en démence furieuse, connaissait notre esprit, visible et palpable dans les actes et les paroles de nos soldats.

On commence à envoyer des brochures de propagande dans tout l'univers et nous avons raison d'y énumérer les atrocités des hordes ennemies. Nous avons raison également de dénoncer le bluff et les menteries germaniques et de montrer que chaque jour nous dominons davantage les Allemands affaiblis par d'effroyables pertes. Mais s'il s'agit de nous conquérir la sympathie des neutres, il est bon de leur dire la source d'où découlent une part de notre victoire et toute notre force morale.

On sait d'où viennent la force spirituelle et la volonté allemandes : c'est d'une joie brutale et de l'orgueil que cette nation a conçu de Sadowa et de Sedan. Et puis de quelque chose de très ancien, que leurs pédants sont allés rechercher dans les forêts barbares où « le Vieux Dieu » se réjouissait des sacrifices humains.

Quant à nous, notre vertu nous vient des

humiliations que nous avons subies depuis quarante-quatre années et de quelque chose de très ancien qui est la généreuse et courtoise tradition guerrière d'un peuple de chevaliers. Et cette tradition, nous l'avons retrouvée spontanément, à notre insu, parfois malgré nous, par l'effet des souffrances et du combat, et par une sorte de miracle.

Un professeur, M. Rocheblave, dans une conférence retentissante qu'il vient de donner à Genève, puis à Lausanne, se demandait : « D'où sort donc la France du 2 août ? » Et il répond : « De quarante années courbées sous la menace de l'Allemagne. C'est une douleur, une longue humiliation qui explosent enfin en espérances ».

Ceci s'applique très bien aux vieilles générations et puis aux hommes de cinquante ans, aux meilleurs d'entre eux, du moins, à ceux qui ne prirent jamais leur parti de la diminution française. Mais les jeunes gens ?

M. Rocheblave est un des maîtres éminents de l'enseignement secondaire, et par là bien placé pour nous parler des jeunes soldats qu'il a vus, collégiens, se former autour de sa chaire au lycée. Avec le siècle nouveau, nous dit-il, nous vîmes apparaître une génération au clair regard, à la démarche assurée, au

cœur sans crainte. Ces enfants ne regardaient pas en arrière, comme leurs aînés, mais droit devant eux, dans toutes les directions... Les vieux maîtres ne s'y trompèrent pas. Ils comprirent que quelque chose d'interrompu allait recommencer : le sol de France frémissait à nouveau sous le pas allègre, élastique, d'une jeunesse au corps exercé, à l'âme saine et joyeuse. La race avait retrouvé ses deux ressorts, trop relâchés par quarante ans d'infortune : la confiance et la gaîté.

D'où vint que cette belle jeunesse soudain fut ébranlée et se retrouva étroitement alliée avec les générations du passé, avec la chevalerie révolutionnaire et la chevalerie du Christ et des rois ? Une agression odieuse fit la soudure, accomplit le miracle. La grandeur du rôle français soudain apparut, et la mission de notre patrie dans le monde, une fois encore, s'imposa aux fils de la France.

Du plus obscur soldat jusqu'au généralissime, du plus petit écolier jusqu'au plus glorieux écrivain, tous savent et sentent qu'une civilisation, ou mieux la civilisation, est en péril, que la France, héritière directe de Rome et d'Athènes, est visée dans son avenir et même dans son glorieux passé, dans son rôle séculaire d'éducatrice du monde.

C'est en entrant profondément dans le mystère de cette vérité, c'est en reconnaissant ce qu'il y a d'universel dans notre cause, c'est en découvrant la source d'où découlent l'enthousiasme de nos armées et la sainteté de nos soldats-martyrs que les directeurs de notre propagande extérieure pourront associer l'opinion mondiale à nos espérances et à notre victoire. Les diplomates persuaderont les intérêts. A nous, publicistes, de rallier tous les esprits en leur montrant l'âme et la supériorité morale de nos armées.

LVII

AU PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES (1)

10 mars 1915.

Mon cher Président et Ami,

J'accepte avec reconnaissance le témoignage que le Comité des Gens de Lettres me fait l'honneur de me donner, et rien ne peut me

(1) Le prince Bonaparte a créé un fonds à la Société des gens de lettres en l'honneur de la littérature, de même qu'à l'Académie des Sciences un autre fonds pour favoriser les travaux scientifiques. L'attribution de ces annuités à un

toucher davantage que cet hommage d'estime rendu à mon œuvre, en termes si généreux, par ma corporation, par ceux qui peuvent le mieux juger ma vie de travailleur.

Vous voulez bien — et dans quels termes

confrère par des confrères constitue l'un des plus libres et des plus précieux témoignages d'estime littéraire.

Le 8 mars, le comité de la Société des gens de lettres s'est réuni, sous la présidence de M. Georges Lecomte, président en exercice. Étaient présents tous les membres du comité, sauf ceux qui servent actuellement sous les drapeaux. Le prince Bonaparte y assistait, ainsi que la plupart des présidents honoraires, entre autres MM. Paul Hervieu, René Doumic, Abel Hermant, Marcel Prévost et Jules Mary.

Voici dans quels termes, par une note communiquée aux journaux, le comité rendait compte de sa délibération :

« Cette année, le comité a voulu que l'attribution des deux annuités eût un particulier caractère d'hommage. Et la personnalité des deux écrivains sur lesquels son choix vient de se porter en fait une manifestation des plus significatives.

» Le comité de la Société des gens de lettres a voulu honorer, en la personne de leurs plus illustres représentants littéraires, la chère et douloureuse Alsace-Lorraine et sa littérature, la noble Belgique meurtrie et ses écrivains.

» Les membres du comité se sont fait une joie de témoigner par un vote unanime leur admiration et leur sympathie à M. Maurice Barrès, dont certains livres tels que *Au service de l'Allemagne*, *Colette Baudoche* et la *Colline inspirée*, déterminèrent tout cet heureux mouvement de littérature alsacienne-lorraine qui, en ces dernières années, des deux côtés des Vosges, mit si tendrement et si fièrement les cœurs à l'unisson. Ils ont été heureux de lui marquer ainsi leur gratitude pour la haute inspiration française de toute son œuvre et de ses magnifiques articles, si vivifiants, si pleins de poésie et de tendresse, où chaque jour l'opinion trouve un réconfort pour son espérance... »

inoubliables ! — rappeler la tâche que je m'étais donnée de maintenir le lien entre l'Alsace-Lorraine et la France, et apprécier la suite des articles que je donne ici, depuis le début de la guerre, pour servir les forces morales de la nation. Veuillez être l'interprète de ma gratitude auprès des membres du Comité, dont l'approbation m'est d'autant plus précieuse qu'en même temps que mes pairs de lettres, ils sont ou peuvent être, quant aux nuances politiques, mes adversaires.

Je suis fier d'être l'objet de votre manifestation. Mais, par-dessus ma tête, elle va aux grandes idées qui nous rassemblent tous à cette heure. Et, dès lors, qu'est-ce que mes titres auprès de ceux que s'assurent nos confrères plus jeunes, dispersés et confondus dans les rangs de l'armée ! Mes services du temps de paix, ou bien cette bonne volonté, qu'avec tous les non-combattants j'essaie de déployer aujourd'hui, que valent-ils en regard du sacrifice consenti par des esprits qui savent pourquoi ils meurent. *Quia credidi, locutus sum et mortuus.* J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole et par ma mort. Voilà le sommet de la grandeur spirituelle, et voilà ce que nous disent les écrivains morts au champ d'honneur. Auprès d'eux, nous ne sommes

rien. Mais c'est vrai que nous les avons annoncés et que nous saurons leur rendre témoignage.

Mon cher Lecomte, nous assistons à un fait sans précédent. Jamais les écrivains français n'avaient été de leur personne et les armes à la main, sur les champs de bataille ; jamais ils n'avaient inscrit leurs noms dans les fastes épiques de la patrie. Quand nous battions les Prussiens à Iéna, Chateaubriand se promenait sur les bords de l'Eurotas et découvrait, dans les lauriers roses, les ruines de Sparte, en vantant avec innocence ses fatigues. Sans doute, l'histoire littéraire pouvait citer Vauvenargues, Stendhal, Paul-Louis Courier, Vigny, écrivains qui connurent la vie des armées. Mais dans leur cas nulle analogie avec la formation héroïque que reçoivent depuis sept mois nos jeunes confrères sur le front, dans la boue et la mitraille, au milieu de la nation en armes.

Les courses que Stendhal a faites à travers l'Europe sous l'Empire, comme soldat combattant et, très vite, comme administrateur aux armées, lui ont donné beaucoup de vues sur les arts, sur les passions, sur le génie varié des peuples, une jolie abondance d'idées qui ont fécondé peu à peu l'esprit français.

Mais ce jeune maréchal des logis de dragons pensait un peu en marge et demeura toujours un charmant guerrier amateur. Il n'a pas versé dans ses œuvres le génie de l'armée. Ses promenades militaires ont créé le cosmopolitisme plutôt qu'elles n'ont enrichi le patriotisme.

Avec toutes les nuances qu'on voudra, il en va de même pour Paul-Louis Courier, qui sortit de l'armée, amer, aigri, desséché, sans rien en garder de fécond.

Un des maîtres de la Sorbonne, aujourd'hui officier sur le front, et qui a fait de Vigny l'une de ses principales études, M. Baldensperger, me disait l'autre jour : « Est-ce que je prêche pour ma paroisse ? Je crois constater que Vigny reprend, du fait des événements, une supériorité sur tous ses contemporains, « progressistes » et optimistes sans condition, et que sa notion de l'honneur est peut-être, dans les vocations militaires qui s'épanouissent autour de moi, la plus secrètement engagée. » Baldensperger doit avoir raison. Mais Vigny, officier dans la garde royale à pied, puis dans l'infanterie, souvent à Courbevoie, souvent à Vincennes, toujours à portée de Paris, ne vit jamais une guerre ; et, pour ma part, je m'accommode mal de son humeur

de héros méconnu. On la passe mieux à Vauvenargues, éprouvé par les rigueurs de la guerre. Et l'un et l'autre, s'ils prolongent dans leurs écrits les grands sentiments de l'honneur militaire et d'une fière indépendance alliée à la stricte discipline, ont quelque chose d'austère jusqu'à la morosité, et un désabusement, auquel je préfère, sans nulle comparaison, la flamme des Péguy et des Psichari.

Ah ! quelles grandes œuvres vont sortir de l'effort national et de l'effroyable tragédie où participe depuis sept mois toute la jeune littérature ? Bientôt ils nous reviendront vainqueurs ; ils prendront dans notre ordre, comme dans tous les ordres, la maîtrise et toutes les primautés ; ce sera peu qu'ils nous racontent ce qu'ils sont en train de voir ; ils nous ennobliront, en nous rendant accessibles les vertus dont ils sont, à cette heure, remplis. Quand tout s'anime et que tous se dévouent pour porter plus loin la gloire de notre drapeau, réjouissons-nous au milieu des deuils, car les sacrifices ne seront pas vains et déjà l'on voit les arts et la pensée de la France s'élargir et se fortifier.

Mon cher Président, je demande à la Société des Gens de Lettres que, complétant l'honneur qu'elle me fait aujourd'hui, elle me permette

de traduire avec elle l'admiration que nous inspirent nos confrères, officiers et soldats. Je désire employer la part que vous m'attribuez sur le fonds Bonaparte à faire frapper une médaille commémorative des sacrifices sanglants supportés par les lettres françaises, pour la défense de la patrie.

Je demanderai au maître le plus habile de vouloir bien nous composer son chef-d'œuvre ; j'en déposerai le type original au cabinet des médailles, où il prendra sa place pour jamais, parmi des séries qui constituent le plus indestructible et le plus sûr des souvenirs historiques. Et c'est la Société des Gens de Lettres, à qui je remettrai autant d'exemplaires grand module en argent qu'il faudra, qui décernera, si vous y consentez, au nom de notre corporation, une médaille à la famille de chacun des écrivains tués à l'ennemi.

Quel sera le dessin de cette médaille commémorative, et comment devons-nous la concevoir ? La figure est à trouver. Muse ou Génie de la France. On pourrait y mettre en exergue le texte latin, si plein et si fort, vrai texte sacré, que j'ai donné plus haut, ou bien y inscrire cette phrase émouvante de Shakespeare : « *Sur de tels sacrifices, mon enfant, les dieux mêmes jettent de l'encens.* »

Au revers et dans la partie libre, nous inscrirons le nom du héros, la date de sa mort et les titres de ses principales œuvres.

Voilà, mon cher Président, l'emploi que je désire faire de votre libéralité. Il me permettra de me rapprocher de notre Société, et de m'associer avec tous nos confrères de lettres dans les sentiments de piété patriotique qui, par-dessus toutes les divisions, nous réunissent fraternellement.

LVIII

LA REMISE D'UN DOSSIER AU MINISTRE

11 mars 1915.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Ému par les plaintes qui s'élèvent de tous côtés, inquiété par cette centaine de mille de querelles qui ont surgi entre les commissions cantonales et les familles de mobilisés réclamant l'allocation de 1 fr. 25, vous avez nommé une commission. Vous l'avez chargée de réparer les injustices commises. Avec un grand bon sens, vous lui donnez pour programme de « ménager les finances de l'État et de ne laisser subsister aucune misère, au-

cune infortune ». C'est simple, généreux, et raisonnable. J'ajoute que la commission est bien composée. Le sénateur Peytral, qui la préside, est homme à désirer écarter l'influence fâcheuse des politiciens.

Mais ces messieurs auront à faire ! Des milliers de lettres que j'ai reçues me donnent à croire que la méthode employée pour distribuer ces allocations n'était pas la bonne, et que certaines autorités locales continuent d'être inspirées par les sottises et les rancunes d'avant la guerre.

L'œuvre fut mal conduite. Aussi bien était-elle immense. Environ deux millions de demandes ont été examinées, et dix-huit cent mille accueillies. Que la faveur et les recommandations politiques soient intervenues dans cette distribution et qu'il y ait du gaspillage nous le savons tous ; mais ce n'est pas ce procès-là que je plaide. Mon affaire, ce qui retient, une fois de plus, mon attention, c'est qu'un certain nombre des deux cent mille demandes rejetées l'ont été à tort et par méchanceté.

Et c'est cela que ni vous, Monsieur le Ministre, ni moi, ni personne, ne pouvons supporter.

Pour faciliter votre examen, Monsieur le

Ministre, je vous fais remettre une partie des documents que j'ai recueillis. Ils sont analysés sommairement et classés par départements. Si vous voulez bien les transmettre à la commission, ils lui permettront de hâter son enquête et de faire opérer dans chaque département d'immédiates vérifications.

Une lecture sommaire du dossier vous montrera que nombreux sont les intéressés qui se plaignent de n'avoir reçu aucune réponse à leur demande. Pendant des semaines, pendant des mois, la famille du mobilisé attend avec résignation. Les autorités locales, commission cantonale ou commission d'arrondissement, ne daignent pas répondre ; la misère arrive, la faim menace, et le mari, le père, qui combattent sur le front, s'inquiètent du sort réservé à ceux qu'ils ont dû quitter pour nous défendre. Écoutez leur plainte. Écoutez l'un d'eux qui m'écrit :

J'ai fait à plusieurs reprises la demande d'usage pour obtenir l'allocation ; je n'ai obtenu aucun résultat. La commune donne journellement à ma femme une livre de pain, et, en réponse aux nombreuses réclamations adressées par elle à M. le Maire, il lui est répondu de prendre patience. qu'elle touchera et que déduction sera faite du prix du pain. Voilà donc le sixième mois en cours ; pour vivre, ma femme a dû implorer le bon cœur de ses voisins. Quelle est la marche à suivre, pour faire cesser la vie de mendiante

imposée à ma femme ? Notez que mon pays n'a jamais été envahi. Je veux remplir mon devoir de soldat ; mais je n'ai pas le droit de laisser dans la misère celle qui vivait de mon travail. J'ai cru devoir aviser auprès de M. le Sous-Préfet de Béthune ; je n'ai pu obtenir de réponse.

Si l'indifférence et l'égoïsme de quelques fonctionnaires causent des misères, que dirai-je des haines locales et des rancunes politiques ! Il est injuste de prétendre que nombreuses sont les commissions qui s'inspirent, pour accorder ou refuser l'allocation, des opinions attribuées aux mobilisés ou à leurs familles. Dans l'ensemble du pays, je constate que la *trêve sacrée* a été respectée ; mais des exceptions douloureuses existent. Je vous les ai signalées. C'est un scandale que vous ferez cesser.

Dans le *Bonnet Rouge,* M. Miguel Almereyda se plaint que « des libres-penseurs souffrent par la volonté de fonctionnaires cléricaux ». La sottise ne serait donc pas le monopole d'un parti. Poursuivez les abus partout où ils se commettent, réparez l'injustice partout où vous la pouvez constater. Je puis vous signaler des cas trop nombreux, hélas ! où des conservateurs et des catholiques ont été victimes de leurs opinions.

J'ouvre mon dossier, au hasard je prends quelques exemples.

Une femme de mobilisé habitant le Jura m'écrit :

Ma demande a été faite le 1er octobre et n'a donné aucun résultat ; j'en ai fait une deuxième, encore rien. On nous a dit que je ne toucherais sûrement rien, car la commission qui est chargée de cela en voulait à mon mari, qui est un catholique pratiquant et militant : mais il me semble que la politique n'a rien à voir la-dedans...

Non, la politique n'a rien à voir. Peut-être même cette pauvre femme se trompe-t-elle, en attribuant à ces motifs misérables le refus dont elle est victime ; mais n'est-il pas profondément regrettable que la composition de la commission chargée de statuer sur sa demande ait pu justifier pareil soupçon ?

Une autre m'écrit de l'Ariège ;

On a rejeté ma demande, parce que mon mari n'est pas du parti du maire.

Elle a trois enfants, attend le quatrième ; la famille est sans ressources. Également sans ressources, ce mobilisé du Lot qui voit les demandes de sa femme et de sa belle-sœur rejetées :

Nous sommes pour les curés, m'écrit-il, nous pratiquons et nous sommes signalés du doigt ; mais, quand mon beau-frère et moi sommes appelés à verser peut-être notre sang pour le pays, nous devons avoir le droit qu'on traite bien nos petits...

Vous êtes révolté comme moi, Monsieur le

Ministre, et vous exigerez que vos commissions *traitent bien les petits* de tous nos défenseurs, sans chercher à savoir s'ils sont pour ou contre les curés.

Mais voici mieux encore. Dans l'Ariège, trois femmes de mobilisés ne peuvent obtenir d'allocation ; leurs maris sont, paraît-il, du parti opposé au maire. Celui-ci fait venir l'une d'elles et lui dit :

... d'engager son mari à aller trouver les riches, pour qui il a toujours voté, et que, quoi qu'elle fasse, elle n'obtiendra jamais rien et qu'elle n'aura là que ce qu'elle mérite,

Tout cela, serez-vous tenté de me répondre, est vu par un œil sombre, entendu par des oreilles prévenues. Mais un médecin, professeur agrégé, dressé à examiner les faits en toute liberté d'esprit, m'envoie un petit dossier bien significatif. Ayez donc la curiosité de l'écouter avec soin. Vous allez entendre quelque chose qu'eût aimé Balzac, quelque chose d'assommant d'ailleurs, une de ces longues et minutieuses histoires, insipides, mais chargées de sens et pleines de toute la vie la plus triste d'un village :

Voulez-vous, me dit mon médecin et professeur agrégé, voulez-vous un document pour la campagne que vous avez entreprise contre les maires tyrans ?

Je suis médecin-chef d'un hôpital. Un de nos malades est proposé pour un congé de convalescence. Il écrit à son maire pour avoir son certificat d'hébergement. Pas de réponse. Il télégraphie... Rien. Il télégraphie avec réponse payée... Toujours même silence.

Le jour du départ approchant, et sûr de ne rien obtenir de son maire, avec qui il est très mal, il fait une démarche auprès du commandant de la place et lui expose notamment que, sa femme ayant demandé une allocation comme femme de mobilisé, celle-ci lui a été refusée, sa situation ne la justifiant pas. Donc, elle est assez aisée pour recevoir son mari. (Je dois peut-être vous dire que le certificat d'hébergement est destiné à établir que la personne chez qui le blessé ou malade va passer sa convalescence a des ressources suffisantes pour le recevoir)

Le commandant d'armes accueillit les explications et laissa partir l'homme.

Entre temps, j'avais écrit au maire une lettre assez raide, pour le mettre en demeure de répondre. Mon malade était parti quand j'ai reçu une lettre et un certificat du maire.

Voici le certificat :

« Le maire de la commune d'Oizé certifie qu'il ne » connaît pas exactement la situation de Mme Corvai- » sier, cultivatrice, domiciliée au Grand-Bordage, en » cette commune ; que néanmoins il apparaît que » cette situation ne soit à l'abri du besoin ;

» Certifie, en outre, que Mme Corvaisier a fait une » demande d'allocation journalière, au titre de femme » de mobilisé dans une situation nécessiteuse.

» En foi de quoi a été délivré le présent, à la mairie » d'Oizé, le 16 février 1915. »

Et voici la lettre :

« Monsieur le Médecin chef,

» En réponse à votre lettre de ce 12 février, je ré-
» pondrai que j'ai délivré à Mme Corvaisier un certifi-
» cat semblable à celui ci-joint ; que je n'ai pas à
» obéir aux injonctions, même télégraphiques, de
» M. Corvaisier (Louis), que vous ne connaissez pas
» et que, moi, je connais ; que c'est une surprise dans
» tout le pays, où on ne l'a jamais vu malade, qu'il
» aille ainsi d'hôpital en hôpital, pendant que les
» autres sont au front ; que sa présence chez lui,
» même pendant sa convalescence, produira de nou-
» veau un mauvais effet sur nos populations ; que je
» trouve très extraordinaire que l'Administration n'ait
» jamais jugé utile de demander une enquête sur
» l'état de santé antérieur de ce militaire.

» Agréez...

» *Le Maire d'Oizé (Sarthe)* ».

Ces deux pièces suent la haine et le parti-pris ! J'attire votre attention sur deux points. L'un est caractéristique de la mauvaise foi : le certificat mentionne la demande d'allocation pour faire supposer l'indigence, et ne mentionne pas le refus de l'allocation, qui fait présumer une situation aisée. L'autre est ce qui donne son pittoresque à ce minime incident. Le maire d'Oizé trouve très extraordinaire de n'être pas consulté plutôt que les médecins sur la santé de son administré !! Le suffrage universel donnant la compétence médicale..., ce serait comique si dans le fond ce n'était pas triste. En somme, si le soldat en question n'avait trouvé ici quelques défenseurs, le maire d'Oizé l'aurait fait frustrer d'un congé auquel il avait droit.

Nous avons écrit au maire d'Oizé ce que nous pensons de sa conduite, et, s'il y a lieu, vous pouvez disposer de mon témoignage, bien que je vous prie de ne pas me nommer dans le journal.

Monsieur le Ministre, les familles de nos défenseurs sont sacrées et couvertes par la vertu de nos soldats. Il faut leur parler, le chapeau à la main. M. Riou, juge de paix de l'Ardèche, à qui trois pauvres femmes de mobilisés demandaient du pain, leur répondit : « Mangez de la m... ». C'est du moins ce que j'ai raconté ici. Vous avez prescrit une enquête. Riou a fait entendre, comme témoins à décharge, son greffier, son garde-champêtre et son brigadier de gendarmerie, qui ont déposé sous serment : « M. le Juge de paix n'a pas dit : Vous pouvez manger de la m... Il a dit : Vous pouvez manger du fumier ! » Cet homme-fumier est toujours en place. Il faut que la commission nous débarrasse, d'accord avec le Gouvernement, de ces survivants d'un autre âge.

Qu'on en finisse avec les grossièretés, les méchancetés et les négligences. Je suis convaincu que c'est votre désir. Les instructions que vous avez données et la circulaire que vous venez de publier me prouvent que vous avez la volonté de soustraire les familles des mobilisés aux brimades, vexations, injures et souffrances. Mais vous n'aurez rien fait tant qu'il restera une victime dont la plainte n'aura pas été entendue et tant qu'un de nos

soldats demeurera inquiet sur le sort de « ses petits ».

Il m'est agréable de penser que dans la limite de mes moyens je puis contribuer à vous rendre votre tâche plus facile, et je vous prie, Monsieur le Ministre et cher Collègue, de recevoir, avec mes dossiers, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

P.-S. — Voici un point que je détache de mon raisonnement pour qu'il frappe plus sûrement l'esprit de l'Administration. On demande que les populations évacuées de leurs villages par ordre de l'autorité militaire reçoivent des allocations sans être tenues de justifier de leur indigence. Ces malheureux peuvent être dénués de ressources tout en ayant une certaine aisance, et il est inadmissible que des évacués soient exposés à mourir de faim pour avoir obéi aux ordres qu'ils ont reçus.

TABLE DES MATIÈRES

SEPTIÈME PHASE

Chapitres.		Pages.
	LA GUERRE DE SIÈGE *(suite)*. . (Du 2 Janvier au 31 Mars 1915.)	1
I	Une journée avec les enfants (2 Janvier 1915)	5
II	Un patriote alsacien : l'abbé Wetterlé. — *Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin* (4 Janvier 1915).	11
III	Nos amis du Japon (5 Janvier 1915).	22
IV	Iniquités (6 Janvier 1915)	27
V	Une courte session (7 Janvier 1915).	37
VI	Les affinités franco-espagnoles (8 Janvier 1915)	43

Chapitres.		Pages.
VII	La guerre en Lorraine (10 Janvier 1915)	52
VIII	Premiers résultats pour les invalides. — *Les Invalides de la guerre* (11 Janvier 1915)	58
IX	La médaille des braves. — *Croix de guerre* (12 Janvier 1915). .	67
X	La première classe en Alsace. — *Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin* (13 Janvier 1915) . . .	74
XI	« Je les grignote », disait Joffre (14 Janvier 1915).	79
XII	Enfin ! voici une ambulance de front raisonnable (15 Janvier 1915)	89
XIII	Le soldat sur les tombes (16 janvier 1915)	96
XIII *bis*	François Boucher, mort pour la France. — *In memoriam* (16 Janvier 1915)	100
XIV	Marcel Drouet, mort pour la France. — *In memoriam* (18 Janvier 1915)	103
XV	Les héros morts et leurs familles. *In memoriam* (19 Janvier 1915).	105

Chapitres.		Pages.
XV *bis*	Joseph Lotte, mort pour la France. — *In memoriam* (19 Janvier 1915)	111
XVI	Si on relevait parfois les unités du front ! (20 Janvier 1915) . . .	113
XVII	La lutte pour la cendre des morts (21 Janvier 1915)	120
XVIII	Dans le ciel de Paris (22 Janvier 1915)	129
XIX	Les « Ultima verba » de Georges Thiébaud. — *In memoriam* (25 Janvier 1915)	135
XX	Un bon et solide blocus (26 Janvier 1915)	145
XXI	Traitons en France les Alsaciens comme des réfugiés français. — *Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin* (27 Janvier 1915).	150
XXII	Notre race toujours a su reverdir (28 Janvier 1915).	161
XXIII	Mes dernières visites à Déroulède. *In memoriam* (29 Janvier 1915) .	169
XXIV	La conversion de Déroulède. — *In memoriam* (30 Janvier 1915) .	176
XXV	Nous sommes unanimes. — *In memoriam* (1er Février 1915) . .	188

Chapitres. Pages.

XXVI Comment faire notre propagande en Espagne. — *Propagande à l'étranger* (2 Février 1915). . . 195

XXVII La croix de guerre. — *Croix de guerre* (3 Février 1915) 203

XXVIII La patience des « poilus » (4 Février 1915) 210

XXIX L'impatience des Boches (5 Février 1915) 217

XXX Le coup de bélier final (6 Février 1915) 223

XXXI Un appel pour les invalides de la guerre. — *Les Invalides de la guerre* (8 Février 1915). . . 227

XXXII Les voix françaises de l'Espagne. — *Propagande à l'étranger* (9 février 1915) 235

XXXIII Une loi nécessaire (10 Février 1915) 247

XXXIV Réchauffons notre propagande. — *Propagande à l'étranger* (11 Février 1915) 254

XXXV Le stimulant. — *Les Invalides de la guerre* (12 Février 1915). . . 264

XXXVI Laboremus (13 Février 1915) . . . 271

Chapitres. — Pages. —

XXXVI*bis* Le général Mercier et le 75 (13 Février 1915) 277

XXXVII Poincaré confirme les engagements de Joffre. — *Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin* (15 Février 1915) 279

XXXVIII Les héros privés de gloire. — *Croix de guerre* (16 Février 1915) 286

XXXIX La stèle de notre corporation. — *In memoriam* (17 Février 1915) . 293

XL Ceux qui se sacrifient ne veulent pas être dupes. — *La frontière du Rhin* (18 Février 1915). 303

XLI Réparations et garanties. — *Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin* (19 Février 1915) . . . 311

XLII Un éveilleur d'opinion. — *La Rive gauche du Rhin* (20 Février 1915) 317

XLIII Nous combattons pour sauver la France et désarmer l'Allemagne. — *La Rive gauche du Rhin* (22 Février 1915). 324

XLIV Dominationis arcana (23 Février 1915). 331

Chapitres. Pages.

XLV Imposons-leur ce qu'ils nous préparaient. — *La Rive gauche du Rhin* (24 Février 1915) . . . 331

XLVI Unser Gott (25 Février 1915). . . 337

XLVII Les clés de la maison. — *La Rive gauche du Rhin* (26 Février 1915) 343

XLVIII Péguy raconté par le témoin de sa mort. — *In memoriam* (27 Février 1915) 353

XLIX La conscience américaine. — *Propagande à l'étranger* (1er Mars 1915). 367

L Appel aux bourses et plus encore aux cœurs. — *Les Invalides de la guerre* (2 Mars 1915). . . . 379

LI Un lien. — Un point de réunion. (3 Mars 1915). 387

LII Organisons-nous. — *La Ligue des Patriotes* (4 Mars 1915) . . 395

LIII Nous sommes le secrétariat des soldats. — *La Ligue des Patriotes* (5 Mars 1915) 401

LIV Le marteau de Thor sur nos cathédrales (6 Mars 1915). . . . 408

Chapitres. Pages.

LV La France d'après la guerre (8 Mars 1915). 418

LVI La supériorité morale de la France (9 Mars 1915) 425

LVII Au Président de la Société des Gens de Lettres. — *In memoriam* (10 Mars 1915) 431

LVIII La remise d'un dossier au Ministre (11 Mars 1915). 438

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 12732-11-15.

D
516
B35
1916
t.3

Barrès, Maurice
L'âme française et la guerre [21. éd.]

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 04 06 003 5